

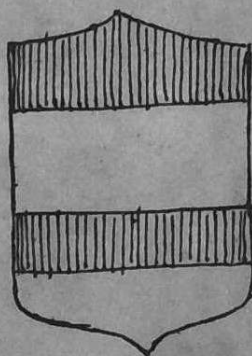
GUINGAMP

AVAUGOUR & PENTHIÈVRE

PAR J. LE MONNIER

PHARMACIEN DE 1^{re} CLASSE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR



RENNES

—
IMPRIMERIE DE " L'OUEST-ECLAIR "
38, RUE DU PRÉ-BOTTÉ

—
1923

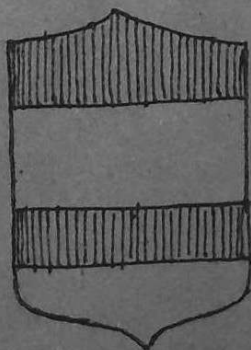
GUINGAMP

AVAUGOUR & PENTHIÈVRE

PAR J. LE MONNIER

PHARMACIEN DE 1^{re} CLASSE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR



Plans et schémas de M. Le Monnier
Dessins à la plume de son Fils.

NOTE DE L'ÉDITEUR

Né à Hénansal, le 6 octobre 1866, Joseph LE MONNIER fit de bonnes études au Collège de Lamballe d'abord puis au Lycée de Brest. Il entra à l'Ecole du Service de Santé de la Marine et en sortit Pharmacien de 1^{re} classe en février 1892. A peine sorti il donna sa démission pour s'installer à Guingamp. Il ne tarda pas à s'engager de sa ville d'adoption ; il s'intéressa à sa gestion et fut longtemps conseiller municipal. Il fut aussi membre de la Chambre de Commerce des Côtes-du-Nord. Comme Pharmacien il se distingua également : il fut inspecteur en pharmacie, chimiste-expert dans plusieurs affaires retentissantes et membre de la Commission de l'Hospice. Il apportait son concours à toutes les nouvelles Sociétés ; il contribua puissamment au Véloce-Club Guingampais et son aide fut si efficace dans la fondation de la Société des Courses hippiques que les membres du Comité résolurent de donner son nom chaque année à la première course : « Course Joseph Le Monnier ».

C'est en 1913 qu'il commença l'histoire de Guingamp, contraint au repos par la maladie qui devait l'emporter. Lorsque la guerre éclata il part le second jour, malgré son albuminurie chronique ; il est nommé à Guérimy, puis à Brest. C'est là qu'il achève son livre grâce aux documents nombreux de la Bibliothèque de la Ville. En 1918 son livre est terminé ; depuis il n'y a pas touché, sa maladie l'a trop atteint, il succombe le 17 mars 1921.

Depuis le 17 janvier 1919 il était chevalier de la Légion d'honneur.

Diverses causes retardèrent la publication de l'ouvrage. Les héritiers craignirent de perdre l'unique manuscrit qui existait, ils le firent copier. M. Le Bris, secrétaire de mairie à Guingamp, s'en chargea très aimablement. Nous l'en remercions beaucoup.

En 1922, M. Aubert, directeur de la *Bretagne Touristique*, présenta aux amis de la Bretagne assemblés à Guingamp lors de la Kermesse : l'*Histoire de Guingamp*, par Joseph LE MONNIER. Merci à M. Aubert pour sa magistrale conférence ; qu'il nous soit permis de lui témoigner notre reconnaissance pour les conseils éclairés qu'il nous a donnés pour la publication de ce livre.

M. Le Monnier aimait sa Ville ; en écrivant son Histoire, il a voulu couronner une carrière qui fut entièrement consacrée à son pays, il a voulu faire aimer Guingamp comme il l'aimait.

BIBLIOGRAPHIE

ABEL. — *Coutume de Bretagne.*

D'ARGENTRÉ. — *Histoire de Bretagne.*

BAYLE. — *Dictionnaire historique et critique.* (Rotterdam, 1715.)

DE BARTHÉLEMY. — *Choir de documents sur la Ligue en Bretagne.*

DE BARTHÉLEMY. — *Mélanges historiques.*

LE BAUD. — *Histoire de Bretagne.*

A. BIGOT. — *Monnaies du royaume et du duché de Bretagne.*

DE LA BORDERIE. — *Histoire de Bretagne.*

Id. — *Le complot breton de 1492.*

Id. — *Mélanges d'histoire et d'archéologie.*

GESLIN DE BOURGOGNE et DE BARTHÉLEMY. — *Histoire de la Révolution dans les Côtes-du-Nord.*

GESLIN DE BOURGOGNE et DE BARTHÉLEMY. — *Histoire des évêchés de Bretagne.*

BOUCHARD. — *Chroniques.*

A. LE BRAZ. — *Le théâtre celtique.*

CARON. — *Les Etats de Bretagne, 1493 à 1790.*

DE CARNÉ. — *Documents sur la Ligue en Bretagne.*

Id. — *Les Etats de Bretagne.*

- GUILLLOTIN DE CORSON. — *Les pardons et pèlerinages de Basse-Bretagne.*
- DARU. — *Histoire de Bretagne.*
- DEVOLANT. — *Arrêts du Parlement de Bretagne.*
- DESPONTAINES. — *Histoire des différentes révolutions arrivées en Bretagne.*
- DUBREUIL. — *La Révolution dans les Côtes-du-Nord.*
- DUCHATÉLIER. — *Histoire de la Révolution en Bretagne.*
- DUPUY. — *L'Administration rurale en Bretagne.*
- E. DUPONT. — *Documents sur Montbareil.*
- FRAIN. — *Arrêts de la Cour du Parlement de Bretagne, 1644-1684.*
- FREMINVILLE. — *Antiquités de la Bretagne.*
- FROISSARD. — *Chroniques.*
- Albert LE GRAND. — *Vie des Saints de Bretagne.*
- Fréd. LE GUYADER. — *L'Ere bretonne.*
- Ch. LE GOFFIC. — *L'âme bretonne.*
- LAURENT. — *La Bretagne républicaine.*
- DOM LOBINEAU. — *Preuves pour l'Histoire de Bretagne.*
- Id. — *Histoire de Bretagne.*
- Id. — *La Vie des Saints de Bretagne.*
- LE MOINE. — *La révolte dite du papier timbré ou des bonnets rouges en 1675.*
- LE MAOUT. — *Histoire de la Révolution dans les Côtes-du-Nord.*
- DOM MORICE. — *Preuves.*
- Id. — *Histoire de Bretagne.*
- S. ROPARTZ. — *Le Tiers-Etat à Guingamp.*
- SAUVAGEAU. — *Les usages de Bretagne.*
- H. SÉE. — *Les classes rurales en Bretagne.*
- DE LA VILLEMARQUÉ. — *Chants populaires de la Bretagne.*

DIVERS

- Archives municipales de Guingamp.*
- Archives de Penthèvre.* (Arch. des Côtes-du-Nord.)
- Archives du duché de Bretagne.* (Bibl. Nationale. Bibl. de Nantes.)
- Revue de Bretagne et de Vendée, 1850 à 1880.*

INTRODUCTION

Gracieusement assise au flanc d'un coteau qui domine la belle et fraîche vallée du Trieux ; située au centre d'une des régions les plus belles, les plus pittoresques et les plus riches de la Bretagne, la ville de Guingamp, avec sa superbe basilique, ses vieux remparts et ses vieilles maisons, offre un aspect agréable et curieux.

Le climat y est parmi les plus tempérés de la Bretagne, la neige y est presque inconnue, de même que les chaleurs exagérées de l'été ; la douceur de son climat est telle qu'elle permet la culture en pleine terre de nombreux végétaux des régions chaudes : araucarias, mimosas, aloès, eucalyptus, palmiers, etc...

Guingamp est aussi le pays des bois et des rivières ; dix forêts entourent la ville d'une ceinture presque ininterrompue : Pommerit, Malaunay, Anaour, Bois-Meur, Kerauffret, Coatliou, Bois de la Roche, Crech'-cant, etc... Les rivières sont : d'abord le torrentueux et poissonneux Trieux, véritable mine de houille blanche mal exploitée, puis ce sont le Sullé, le Lojou, les torrents de Saint-Conan, de Moustéru, de Pont-Glas, de Kernabat, de Saint-Patern, tous affluents du Trieux.

Il n'est donc pas étonnant que Guingamp, placé au centre d'une contrée si riante et si fertile, soit devenu une ville riche et prospère et ait joué un rôle très important pendant tout le Moyen-Age. Tour à tour propriété des ducs de Bretagne et des seigneurs de Pen-thièvre, tour à tour prise est reprise, objet continuel des convoitises de l'un ou de l'autre des adversaires, son rôle militaire dura jusqu'à la fin du XVII^e siècle.

Son administration locale, véritable commune franche, eût une influence considérable sur l'évolution des

idées dans ce coin de terre bretonne qui fut des premiers à acclamer les principes de 89.

Malheureusement, à l'époque de la Révolution, Guingamp ne sut pas profiter de ses avantages, ni de l'avance qu'elle avait sur la plupart des villes du département, et depuis n'a pas su reprendre son ancienne place.

En 1792, le chiffre de la population de Guingamp, six mille habitants, était sensiblement égal à celui de Saint-Brieuc, sept mille habitants ; jusqu'en 1880 les deux villes progressèrent parallèlement, mais depuis cette époque Saint-Brieuc, habilement dirigé dans la voie du progrès par des maires éclairés et prévoyants, a réalisé une avance considérable, est devenue une cité de vingt-cinq mille âmes, alors que Guingamp a péniblement atteint le chiffre de neuf mille habitants. Pourtant sa situation privilégiée, ses belles routes, ses lignes de chemin de fer depuis longtemps nombreuses auraient dû être une cause de progression, et peu d'efforts eussent été nécessaires pour provoquer sa renaissance.

Malheureusement, il n'y eut jamais aucune bonne volonté, ni aucun effort sincère, pour tenter cette entreprise de progression, les administrations municipales qui s'y sont succédées et incrustées de 1800 à 1880 s'y sont endormies dans une douce quiétude, administrant au jour le jour, sans jamais essayer de tenter ou de prévoir la moindre amélioration. Ses administrateurs étaient, d'ailleurs, par principe, hostiles à toute évolution ou amélioration sociale et économique ; le présent leur suffisait et ils estimaient sans doute que le progrès ne pouvait qu'engendrer des dépenses et leur créer des ennuis et des préoccupations inutiles.

Cependant, depuis 1880, une sensible réaction s'est produite ; la ville semble s'être réveillée, les particuliers eux-mêmes ont compris que la prospérité industrielle et commerciale de leur ville dépendait des embellissements qu'ils réaliseraient, et Guingamp se transforme de plus en plus. Nous espérons et souhaitons que cette

progression déjà en bonne voie soit désormais rapide et incessante.

Et si nous avons essayé de retracer la vie féodale, militaire et sociale de notre chère cité, c'est que nous sommes convaincu que la connaissance de son passé glorieux ne peut qu'aider à ce développement et nous la faire aimer et apprécier davantage.

Guingamp, 1917.



Carte du Penthièvre et du Goëlo

CHAPITRE PREMIER

Les origines du pays

A l'époque gauloise, le département des Côtes-du-Nord actuel était habité par le peuple curiosolite. Ce peuple occupait toute la région qui s'étend du Couesnon au Douron, entre la mer et les collines de Bretagne. Corseul était la ville principale, petite capitale, sans doute, car les Curiosolites, comme tous les peuples gaulois, ne bâtissaient guère, et les endroits désignés comme villes étaient plutôt des enceintes ou camps retranchés, destinés à servir de refuge aux populations en cas de danger ⁽¹⁾.

Les Romains, au contraire, pour assurer la possession des pays conquis, établissaient des villes et des camps, qu'ils reliaient entre eux par de belles routes, les voies romaines.

A l'occupation romaine, le pays curiosolite constituait, en conservant ses frontières, un centre de légion, ayant pour capitale Corseul (Fanum Martis) et pour villes principales Alethum (Saint-Servan), Reginea (Erquy). La contrée s'appela Civitas Curiosolitorum et fut rattachée à la troisième lyonnaise, chef-lieu Tours.

Les Romains apportèrent en Armorique, comme dans le reste de la Gaule, leur civilisation, et pendant trois siècles y firent régner une grande prospérité. Mais, à partir du IV^e siècle, leur puissance périclitant, les

⁽¹⁾ *Oppidum autem Britanni vocant, cum situs impeditus vallo atque fossa munitur, quo incursionis hostium vitanda causa. convenire consueverunt.*

CÉSAR. *De bello Gallico*, liv. V.

Armoriciens deviennent indociles et, pour s'en venger, le patrice Aëtius n'eut d'autre ressource que d'autoriser les Alains, commandés par leur roi Eocarie, à s'installer en Armorique et à se partager les dépouilles des habitants.

Les Alains, qui espéraient devenir les possesseurs du pays et s'y installer définitivement, détruisirent peu de choses, mais ils affaiblirent la résistance de la nation armoricaine, et lorsqu'après leur départ, en 450⁽¹⁾, vinrent les Saxons⁽²⁾, bandes de pillards, rapaces et sanguinaires, qui tuaient et détruisaient par plaisir, brûlaient tout, n'emportant que le butin riche et précieux, tout disparut, les cités gallo-romaines et le reste. C'est pour cette raison qu'on ne retrouve les vestiges des anciennes villes que sous la cendre et le charbon.

Et c'est ainsi que notre pauvre pays, ruiné et presque inhabité, put ensuite devenir la proie facile des Bretons insulaires, qui fuyaient devant les Saxons, maîtres de leur pays. Ces Bretons se jetèrent dans des barques et vinrent chercher un refuge sur le continent.

L'arrivée des émigrants s'échelonna de l'an 460 à l'an 607, au fur et à mesure que les Saxons étendaient leurs conquêtes et leurs ravages dans l'île de Bretagne.

Les diverses bandes d'émigrants abordaient notre péninsule sous le commandement de chefs qui, le plus souvent, étaient des moines ou des évêques, et finirent par introduire dans notre pays une population numériquement supérieure à la population gallo-romaine.

Un facteur qui favorisa considérablement cette pénétration fut la communauté de langue entre ces deux peuples.

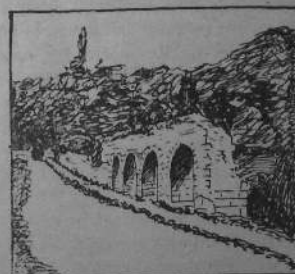
(1) En 450, les Alains furent rappelés par Aëtius pour participer à la défense des Gaules et à la lutte contre les Huns d'Attila. Ils eurent une grande part au succès des Champs Catalauniques.

(2) *Quin et Armoricus piratans saxona tractus, sperabat esse pelle salum sulcare Britannum, Ludus et assuto glaucum mare fudere limbo.* (Sidoine APOLLINAIRE.)

Les Bretons insulaires étaient des Celtes, partis autrefois des rives de la Gaule pour coloniser les îles.

Or, avant et même pendant l'occupation romaine, tous les peuples gaulois parlaient la langue celtique⁽¹⁾.

Ce ne furent pas les quatre siècles d'occupation romaine qui furent suffisants pour détruire cet idiome. Il y a quatre siècles aussi que le duché de Bretagne



Ancien aqueduc

est réuni à la France et depuis tant d'années les Bretons bretonnants n'ont pas abandonné leur langage.

La seule différence qui existait entre les deux peuples était que les Armoriciens avaient conservé le culte des

(1) César, dans ses *Commentaires*, donne le nom de « Armoriques » aux cités qui bordent l'Océan. En celtique, Armorique signifie pays de la mer. (*Universis civitatibus, quæ oceanum adiacunt quæque eorum consuetudine Armorica appellantur, quæ sunt in numero, Curiosolites, Rhedones, Ambibari, Calotes, Osismii, Veneti, Eboraci.*) De bello Gallico, liv. VII. Pacat, dans son *Panegyrique de Théodose*, dit que la langue des Gaulois est dure. (*Incultum transalpini sermonis horrorem.*)

Sulpice Sévère, en 392, dans ses *Dialogues*, dit à un interlocuteur : « Tu vero celtico, vel si maxis gallice loquere dummodo jam Martino loquere. » « Parle-nous en celtique ou en gaulois, pourvu que tu nous parles de Martin (Saint-Martin de Tours). »

Aulu-Gelle dit que la langue celtique excitait le rire des Romains : *Post deinde, quasi nescio quid Tusce aut Gallice dixisset riserunt omnes.*

druides, pendant que les Bretons insulaires avaient embrassé le christianisme.

Aussi, lors de leurs débarquements sur nos rivages, les Bretons trouvèrent-ils, non des ennemis, mais des parents timorés, malheureux comme eux, qui les accueillirent comme des libérateurs.

L'importance de cette émigration, toute pacifique, fut telle qu'avant et pendant l'occupation romaine, on ne trouve nulle part le nom de Bretagne ou de Bretons, s'appliquant au pays ou aux habitants de l'Armorique, tandis qu'à partir du VI^e siècle, les anciens noms disparaissent complètement : Curiosolites, Vénètes, Osismiens, etc. Celui d'Armorique ne s'applique plus qu'en de rares circonstances, à la partie orientale du pays, aux Marches de Bretagne. Ce fait implique déjà la prépondérance de l'élément breton sur l'élément indigène.

Le résultat de cette occupation bretonne fut la suppression de toute autorité impériale sur l'Armorique et surtout l'abolition de la tyrannie fiscale de Rome.

Il se constitua alors un certain nombre de petits royaumes ou comtés qui se superposèrent aux anciennes divisions romaines.

Le pays des Curiosolites devint le royaume de Domnonée. Ce nom de Domnonée fut apporté de Grande-Bretagne par Riwal, prince de la Domnonée britannique, qui émigra en 513 avec la plus grande partie de ses compatriotes et vint s'installer sur le territoire curiosolite.

Ce flot d'émigrés submergea définitivement la population indigène ; les Gallo-Romains reconnurent d'ailleurs sans difficultés l'autorité du roi Riwal et ainsi fut constitué le royaume de Domnonée.

Les cités gallo-romaines disparues furent remplacées par les villes épiscopales qui précédèrent elles-mêmes les villes féodales qui allaient bientôt naître.

Les premières colonies bretonnes établies en Domnonée portèrent généralement le nom du peuple, du

religieux ou du prince qui les fonda. Souvent les préfixes Plou, Plé ou Ploué (Peuple), précédèrent le nom principal. La première colonie connue en Domnonée fut fondée en 465 par Fracan, sur les rives du Gouët, et porte encore le nom de Ploufragan.

D'autres préfixes étaient employés dans le même sens : Tré ou Trève, signifiant église. Tré-Guethenoc, devenu Trégueux ; de même, Lan ou land, qui veut dire terre : Lan-Guethenoc, ou Langueux, bourgades fondées par Guethenoc, fils de Fracan.

Les premiers établissements religieux domnonéens furent Bidué ou Biduedd (La Vallée double), Saint-Brieuc en 480, Tréguier en 520, Aleth en 555, Menebriac ou Minibriac en 525.

Le premier roi de Domnonée, Riwal, ne doit pas être confondu avec un autre chef du même nom, qui s'installa vers 470 à Bidué et céda une partie de ses terres à l'évêque Brieuc en 480.

Riwal I ^{er} régna en Domnonée de	513 à 520.
Deroch, son fils, de.....	520 à 530.
Rialhan, de	530 à 535.
Jonas, de	535 à 540.

A ce moment, Conmorre, comte du Poher, pays de forêts dont la population armoricaine était restée hostile aux Bretons insulaires, usurpa le pouvoir pour imposer la suprématie des anciens Armoricains. Ce fut, d'ailleurs, la seule tentative de ce genre accomplie par les anciennes populations. Conmorre triompha, mais s'étant montré cruel et barbare, il fut excommunié en un concile d'évêques tenu sur le Menez-Bré et, peu de temps après, il fut tué dans un combat livré au pied de cette montagne⁽¹⁾.

Son usurpation dura 14 ans, de	540 à 554.
Judual, fils de Jonas, régna de...	554 à 580.
Judhaël, de	580 à 610.
Haeloch, de	610 à 615.

(1) Au lieu dit encore Comore, en Tréglamus.

Judicaël, de 615 à 652.

A partir de cette époque, toute la Bretagne fut conquise, par étapes successives, par les rois de France :

Pépin d'Héristal, en 691.

Pépin le Bref, en 753.

Charlemagne, en 785, et définitivement en 799.

Jusqu'à cette époque, les petites principautés bretonnes avaient conservé leur entière indépendance; elles étaient au nombre de huit :

La Domnonée,

Le Comté de Rennes,

Le Comté de Nantes,

Le Comté de Léon,

Le Poher (Pays de Carhaix),

La Cornouaille (Pays de Quimper),

Le Browerec'h (Pays de Vannes),

Le Pontrecoët (Pays des Forêts, au centre de la Bretagne, régions de Pontivy, Loudéac, Josselin, Ploërmel, Paimpont. Ce comté renfermait la fameuse forêt de Brocéliande).

Les Carlovingiens constituèrent une unité de tous ces petits comtés, et lorsqu'en 846, Nominoë souleva le pays contre Charles le Chauve et parvint à battre et à refouler les Francs, il fut reconnu roi de toute la Bretagne.

A partir de ce moment, la Domnonée disparut complètement, à tel point qu'on en oublia jusqu'au nom.

Les compagnons de Nominoë, pour éviter le retour de l'occupation franque et aussi pour se défendre contre les incursions des Normands qui commençaient à venir piller les côtes bretonnes, construisirent des demeures fortifiées qui devaient devenir, en se transformant, les châteaux de la féodalité. La Domnonée se divisa en un certain nombre de petits comtés, vassaux des rois ou ducs de Bretagne :

Le Pentèvre ou Penthièvre, le Goëlo (le comté de Guingamp était un démembrement du Goëlo), le Poudouvre (dépendant du Pontrecoët), le Turnegouët (entre

l'Urne et le Gouët), qui constitua une seigneurie appartenant au chapitre de Saint-Brieuc.

Le Penthièvre était formé de tout le pays compris entre l'Arguenon et l'Urne (rivière d'Yffiniac) et comprenait toutes les régions des cantons actuels de Lamballe, Moncontour, Maignon, Pléneuf, partie des cantons de Plancoët, Jugon, Collinée et Broons. Ce comté appartenait, dès l'origine, aux comtes de Rennes, qui, par la suite, devinrent ducs de Bretagne.

Le Goëlo primitif, dont la ville la plus ancienne fut Châtelaudren, constituait un fief très important, appartenant aux comtes de Goëlo, descendants du premier chef militaire breton qui se fixa dans cette contrée : Audren, qui fut le fondateur de Châtelaudren. Plusieurs comtes du Goëlo nous sont connus : Nuvenô et Hoël Lagan, cités dans la chronique de Saint-Florent, en 958.

Ce comté comprenait alors tout le pays compris entre le Douron et le Gouët, c'est-à-dire la plus grande partie des arrondissements actuels de Saint-Brieuc, Guingamp et Lannion.

Après Châtelaudren, Avaugour fut probablement l'un des premiers refuges fortifiés du pays de Guingamp et devait son existence à un comte de Goëlo ; au XII^e siècle, nous trouvons, en effet, ce château parmi les propriétés de cette famille.

Son édification fut certainement antérieure à celle de Guingamp, car nous voyons dans une donation de Hoël, comte de Nantes, au monastère de Minibiac, détruit en 848, situer ce monastère près d'Avaugour (prope Avalgor). Or, à cette date, les Normands, sous la conduite de Hastings, s'emparèrent de Tréguier, ravagèrent toute la vallée du Trieux et détruisirent entièrement le monastère de Mini-Biac.

Les chroniques de ce temps sont remplies de détails sur cette invasion, mais aucun de ces récits ne parle de Guingamp, pourtant placé sur la route des pillards;

Guingamp n'existait donc pas, ou n'était qu'une infime bourgade sans importance.

C'est sans doute après cette invasion que les seigneurs de Goëlo ou d'Avaugour, voulant protéger leur domaine contre de nouvelles incursions des pillards du Nord, construisirent, sur les bords du Trieux, une forteresse qui, par sa situation dans une vallée riante et fertile, ne tarda pas à devenir le centre d'une agglomération. Des artisans, sous la protection de ses hautes murailles, vinrent mettre leur foyer à l'abri du pillage, et ainsi fut créé le berceau de la cité guingampaise.

Il est, d'ailleurs, à remarquer que les invasions normandes se produisant toujours à l'embouchure des fleuves ou des grandes rivières, les premières forteresses destinées à les combattre furent édifiées sur les rives escarpées de ces cours d'eau : c'est pourquoi on vit dans notre région les forteresses de la Roche-Jagu, la Roche-Derrien, Frinandour, Coëtmen, Châteaulin-sur-Trieux, Coatirec, Tonquédec, etc.

Le château primitif de Guingamp s'appela la Motte du Comte et les défenses de la ville furent érigées peu après le château. En 1160, la porte de Rennes existait déjà ⁽¹⁾, ce qui prouve l'importance et le développement rapide de la cité, dès le XII^e siècle, à l'époque du mariage de Havoise de Goëlo et d'Etienne de Penthièvre.

Dans la suite, le comté de Goëlo subit de nombreux démembrements, destinés, sans doute, à l'établissement des enfants des comtes : le plus important de ces fiefs fut le comté de Guingamp.

A l'époque du mariage d'Havoise, il semble que tout le Goëlo, sauf la seigneurie de la Roche-Suhart, appartenait à cette héritière. Cette dernière seigneurie appartenait à un cadet de la famille de Goëlo, Eudes, qui

(1) *Dimidium molendinum Colei anti Motam Comitum quam dedit comes Stephanus. Domum capitulorum juxta portam redonensem quam dedit consilia et duo molendina chortella.* (Bulle de Clément III à Sainte-Croix.)

se faisait appeler vicomte. Nous voyons dans de nombreuses chartes figurer le nom de ce seigneur et surtout de ses enfants, Suhart, puis Geoffroy et Mahaud. Cette branche de la famille de Goëlo s'étant éteinte vers 1280, cette terre fit retour à Henri III d'Avaugour, qui la donna en dot, en 1287, à sa fille Jeanne, lors de son mariage avec Geoffroy de Dinan.

Cette famille très ancienne des seigneurs de Goëlo joua un premier grand rôle dans l'histoire de la ville et du pays de Guingamp. C'est par le mariage de Havoise, unique héritière du dernier comte de Goëlo, avec Etienne de Penthièvre, que nous voyons le Goëlo rattaché au Penthièvre et former le fief le plus puissant du duché de Bretagne.

Plus tard, nous verrons les descendants d'Etienne de Penthièvre et d'Havoise, poursuivis par la haine des ducs de Bretagne, céder une partie de leur domaine à la couronne, redevenir simples seigneurs de Goëlo et prendre le nom d'Avaugour.



Vieille Tour des Fortifications
Cour de M. Le Janzé.

CHAPITRE II

Les premiers Penthivère

Sous les successeurs de Nominoë, les forteresses élevées un peu partout, sur les crêtes escarpées qui dominaient le cours des rivières, ne furent cependant pas suffisantes pour barrer complètement la route aux Normands. D'un autre côté, l'anarchie et le manque d'union favorisèrent les envahisseurs. Chaque seigneur, à l'abri dans son bastion, se croyait invulnérable, et par suite se désintéressait du sort de son voisin, souvent son ennemi ou tout au moins son rival, et c'est tout juste s'il ne se réjouissait pas du malheur qui le frappait.

Ce manque de solidarité et d'union nationales fut néfaste au pays tout entier. Lorsque les Normands, encouragés par quelques petits succès, revinrent en nombre, ils ne trouvèrent devant eux, à la tête de la nation bretonne, que des rois sans armée et sans autorité.

L'un de ces rois, cependant, Alain le Grand, en 877, parvint à ranimer pour quelque temps l'esprit national, à constituer une armée assez forte pour infliger de sanglantes défaites aux envahisseurs et les obliger à abandonner le pays.

Malheureusement, aussitôt après sa mort, l'anarchie recommença de plus belle, à tel point que les seigneurs de retour dans leurs forteresses se considérèrent comme de petits souverains autonomes et indépendants.

Aussi, lorsqu'en 907, les Normands firent un retour offensif, les résistances éparses des seigneurs ne furent

pas difficiles à réduire et tout le pays fut pillé et conquis.

Pendant cette longue occupation, les populations, lassées des exactions commises par les Normands, essayèrent bien des fois de reconquérir leur liberté et de secouer ce joug insupportable, mais ces soulèvements par groupes isolés, sans chefs, sans union, n'eurent d'autre résultat que d'augmenter la rapacité et la colère des vainqueurs et d'aggraver le sort des vaincus.

Ce ne fut qu'en 938 qu'un chef énergique, Alain Barbe-Torte, souleva la Bretagne entière et réussit à rassembler toutes les forces dispersées sur le territoire et jeta une armée puissante contre les Normands.

Les deux armées se rencontrèrent d'abord dans les grèves, près de Langueux. Les Normands, battus, se replièrent en bon ordre le long des côtes, cherchant à rejoindre leurs vaisseaux, mouillés dans le Trieux ; mais Alain Barbe-Torte les poursuivit et les atteignit de nouveau dans la lande de Plourivo. Le choc fut terrible, la bataille dura toute la journée et demeurait indécise. Ce ne fut qu'à l'approche de la nuit, grâce à un redoublement d'audace et d'énergie, que la victoire passa enfin dans le camp breton.



La Croix de Plourivo.

Les pillards, battus, essayèrent de chercher refuge sur leurs barques mouillées à Toul-an-Houillet, mais la plus grande partie d'entre eux ne put gagner les vaisseaux et fut massacrée ou noyée.

Un calvaire de granit, érigé à cette époque au milieu de la lande de Plourivo, évoque encore ce mémorable combat. D'après Gaultier du Mottay, l'inscription rappelant la gloire des Bretons tombés sur le champ de bataille serait : *Animæ vixerunt in Domino omnes munda donec rediderunt, in christum, benedicere resurgentes.*

En récompense de sa victoire et en reconnaissance de leur libération, les troupes et les populations proclamèrent Alain duc de toute la Bretagne.

C'est à partir de cette date de 938 que les Normands cessèrent définitivement leurs incursions en Bretagne et que, sans doute, les jeunes cités, comme Guingamp, prirent délibérément leur essor.

Alain Barbe-Torte mourut en 952 et eut pour successeur son fils, Drogon.

En 960, la succession de Drogon occasionna entre son fils bâtard, Hoël, comte de Nantes, et Conan, comte de Rennes, une guerre civile qui dura de 960 à 988.

En 980, Hoël périt assassiné par un émissaire de son concurrent, mais fut aussitôt remplacé par son frère Guerc'h, évêque de Nantes, qui disputa, à son tour, le duché à Conan.

Cette lutte ne se termina qu'en 988, par la mort de Guerc'h, qui subit le même sort que son frère.

Conan, qu'on avait surnommé « le Tort », à cause, sans doute, des moyens expéditifs qu'il employait pour supprimer ses adversaires, demeura alors seul prétendant et fut reconnu duc de Bretagne.

Le nouveau duc ne jouit pas longtemps de son succès, car, dès 992, Judicaël, fils d'Hoël, tenta à son tour de reconquérir la couronne de son aïeul, et, aidé de Foulques, comte d'Anjou, vint s'emparer de Nantes

et livrer bataille à Conan dans la plaine de Conquereuil, où Conan fut battu et tué.

Malgré ce grave échec, le fils de Conan, Geoffroy I^{er}, demeura quand même assez puissant pour se faire reconnaître comme duc et lever une armée destinée à venger son père.

Dès qu'il jugea son armée assez forte pour combattre Judicaël, il se mit en campagne et livra bataille — coïncidence curieuse — dans la même plaine de Conquereuil qui avait vu la défaite de son père; plus heureux que lui, il infligea un désastre à son adversaire.

Cette victoire permit à Geoffroy I^{er} d'affirmer sa puissance et son autorité sur toute la Bretagne et d'y régner en paix jusqu'à sa mort, en 1008.

Marié à Havoise, la belle Normande, sœur de Richard, duc de Normandie, Geoffroy I^{er} eut quatre enfants : Alain III, duc jusqu'en 1040; Eudes, qui partagea le pouvoir avec son frère; Judith et Adèle, Abbesse de Saint-Georges de Rennes.

À la mort de son mari et pendant la minorité de ses fils, la duchesse Havoise géra et administra habilement le duché; pendant cette période, elle considéra le pouvoir détenu par elle comme étant nominalelement la propriété indivise de ses deux fils. Cette indivision dura même après la majorité des princes et la mort de la duchesse, survenue en 1034. Nous voyons, en effet, les noms des deux frères figurer constamment dans tous les actes ducaux. Dans l'acte de fondation du prieuré de Livré, en 1022, on lit : « *In nomine sancte et individue Trinitatis, Alanus et Edo britannorum monarchi* »⁽¹⁾; et plus tard, en 1038, dans la donation de la dime de Paimpont à l'abbaye de Saint-Georges : « *Et errant propria dominia Comitis Alani et Comitis Eudonis fratris sui.* »

En 1040, à la mort du duc Alain III, qui laissait un

(1) Titre de Saint-Florent, Saumur. (APB, Maine-et-Loire.)

filz, Conan, âgé de trois mois, Eudes fut déclaré tuteur; il profita de cette fonction pour accomplir des actes de souveraineté, fit frapper des monnaies à son nom et se considéra comme le véritable duc. En 1045, poussé par son cousin, Guy, comte de Bourgogne, fils d'Alexis de Normandie, sœur de la duchesse Havoise, Eudes revendiqua, les armes à la main, l'héritage que son oncle Richard, duc de Normandie, venait de léguer à son fils bâtard, Guillaume, fils de la belle Arlète de Falaise et futur conquérant de l'Angleterre.

Son intervention ne fut pas heureuse et il ne subit guère que des échecs. Guillaume, loyalement soutenu par ses sujets, le battit au Val des Dunes, à Mortemer, à Ambrières, si bien que, se voyant dans l'impossibilité de lutter en rase campagne, Eudes fut réduit à organiser une guerre d'embuscades et de partisans dans toute la basse Normandie; Guillaume se vengea en envahissant les pays de Dol et de Dinan.

Eudes avait apporté dans ses incursions et ses rapines une telle audace que les moines du Mont Saint-Michel avaient fait fondre une cloche, spécialement destinée à signaler son approche.

Après cette déconvenue, n'ayant pu réussir à conquérir la couronne ducal de Normandie et son ambition grandissant sans cesse, il songea à dépouiller son neveu Conan et à se faire couronner duc de Bretagne à sa place.

Cette tentative n'eut aucun succès. Les seigneurs qui, en majorité, lui étaient hostiles, mirent le jeune prince en sûreté au Mans, protestèrent contre ce manque de loyauté et obligèrent Eudes à renoncer à son rêve ambitieux. Puis, pour éviter toute nouvelle surprise, ils ramenèrent le jeune duc à Rennes et le firent couronner solennellement en 1048. Conan II avait alors 8 ans.

Obligé de se démettre de ses fonctions de régent, Eudes se retira chez son fidèle ami, Hamon, vicomte de Léhon et, grâce à son aide, leva une armée et occupa

toute la région qui va de Dol à Saint-Brieuc, où il fit construire la forteresse de Cesson.

Les conseillers du jeune duc — dont le principal était le sire de Porhoët — inquiets de la conduite d'Eudes, s'empressèrent de lever une armée qui alla mettre le siège devant le château de Léhon. Elle allait s'en emparer, quand Eudes accourut au secours de Hamon et essaya de la délivrer. Malgré la valeur de ses troupes, il fut battu sur les bords de la Rance et contraint de se retirer jusqu'à Guingamp, chez le comte de Goëlo, qui avait embrassé sa cause.

L'évêque de Vannes et le duc de Normandie s'entremirent alors entre l'oncle et le neveu et une trêve fut conclue en 1050. Le jeune duc céda à son oncle, en toute propriété, le pays de Penthièvre et la souveraineté sur toute la région qui constituait autrefois la Domnonée.

Devenu petit souverain indépendant, le premier soin d'Eudes fut de se venger du sire de Porhoët en démembrant le Poudouvre, qui appartenait à ce seigneur, et en détachant la seigneurie de Dinan, qu'il donna en récompense à son fidèle Hamon, vicomte de Léhon, et la seigneurie de Jugon, qu'il annexa au Penthièvre.

La paix entre l'oncle et le neveu ne fut pas, d'ailleurs, de longue durée. A sa majorité, en 1057, Conan II, humilié de voir son patrimoine diminué et aussi impatient de punir son oncle et tuteur infidèle, résolut de reprendre à Eudes ce qu'il lui avait donné et de reconstituer l'ancien duché.

Sur son ordre, Eudes fut appréhendé et conduit à Rennes.

Cet acte irréfléchi eut des conséquences malheureuses : il envenima les relations entre le duc et la famille de Penthièvre et déclencha une nouvelle guerre civile. Geoffroy Boterel, comte de Lamballe, fils aîné d'Eudes, provoqua un soulèvement pour délivrer son père et la guerre ne cessa qu'en 1062, par la libération

du comte Eudes, qui céda au duc tout l'évêché d'Aleth et reconnut sa suzeraineté.

Après cette affaire, Eudes vécut à Lamballe, loin de la cour ducale, sans aucune relation avec elle, mais aussi sans négliger aucune occasion de lui prouver son hostilité.

Aussi le voit-on, en 1066, et bien que Conan II fût en guerre avec le duc de Normandie, envoyer au secours de ce duc ses deux fils, Alain et Briand, avec des troupes recrutées dans son domaine, et participer à l'expédition projetée en Angleterre.

En 1075, une sédition fut organisée par Geoffroy Granonat, fils bâtard d'Alain III, aidé de Raoul de Gaël, pour protester contre l'élévation au pouvoir ducale du comte Hoël de Cornouaille, marié à Berthe, sœur de Conan II.

Eudes s'allia cette fois encore aux mécontents pour tenter de faire appliquer la loi salique en Bretagne, afin d'en être le bénéficiaire ; mais ce soulèvement n'eut aucun succès et se termina en 1080 par la mort d'Eudes, dont la dépouille mortelle fut déposée dans l'antique église de Saint-Brieuc.

Marié d'abord à Onguen, fille d'Alain Caignart, comte de Cornouaille, puis à Judith, comtesse de Nantes, Eudes eut comme enfants : Geoffroy Boterel I^{er}, comte de Lamballe ; Alain Fergan ou le Roux, compagnon de Guillaume le Conquérant et premier comte de Richemont ; Etienne, comte de Guingamp, puis de Penthièvre à la mort de son frère aîné, Geoffroy Boterel ; Briant, qui fut le deuxième comte de Richemont, et enfin une fille, Noga, mariée à Guisand de Plévenon⁽¹⁾.

Geoffroy Boterel I^{er}, comte de Lamballe, que nous avons vu mêlé aux querelles du duc Conan II et de son père, fut son successeur.

Ce prince qui, pendant de longues années, avait été le compagnon et parfois même le défenseur de son

(1) Tige de la famille de Goyon-Matignon, dont le berceau fut le château de la Laitte, en Plévenon.

père, avait aussi hérité de ses rancunes et de ses aspirations ambitieuses. Dès qu'il fut devenu comte de Penthièvre, ses rêves de souveraineté s'affirmèrent, et ce fut avec une impatience de plus en plus fébrile qu'il attendit l'occasion favorable de faire valoir ses droits à la couronne ducale. En 1091, n'y tenant plus, il se décida à rompre brutalement son attente et à envahir le comté de Rennes, sans aucune déclaration de guerre. Son agression faillit triompher ; il s'empara de Dol et marcha sur Rennes. Malheureusement pour lui, le duc Alain Fergan, revenant de sa surprise, ramena contre son ambitieux adversaire une armée bien équipée qui obligea Geoffroy à fuir et à s'enfermer dans la ville de Dol.

Ce fut devant cette ville, lors d'une sortie des assiégés, que Geoffroy fut tué, le 24 août 1093.

Geoffroy Boterel I^{er} ne laissait pas d'enfants.

Son unique fils, Conan, avait été tué cette même année au cours d'une croisade en Syrie, et ce fut son frère Etienne qui, grâce au désistement de son autre frère Alain Fergan, hérita des biens et du titre de comte de Penthièvre.

Cet événement plaçait Etienne à la tête d'un domaine comprenant tout l'antique Goëlo, tout le Penthièvre, et le rendait presque aussi puissant que le duc de Bretagne lui-même.

Les Penthièvre, malgré le passage de la couronne ducale aux comtes de Cornouaille, par le mariage de Berthe de Bretagne, sœur du duc Conan II, avec Hoël, comte de Cornouaille, se considérèrent toujours comme étant les seuls représentants mâles de la race ducale ; aussi ne se gênaient-ils point pour prendre, dans leurs actes, le titre de comte de Bretagne.

D'autre part, leur indépendance fut telle qu'ils s'attribuèrent le droit de frapper des monnaies à leur effigie, privilège énorme, qui n'appartint jamais qu'à des souverains, rois ou ducs.

CHAPITRE III

Alain Fergan , premier comte de Richemont, Etienne, comte de Guingamp et de Penthièvre

Lorsque, en 1066, Guillaume le Bâtard, duc de Normandie, leva une armée pour combattre son compétiteur, Harold, et l'attaquer sur le sol même de l'Angleterre, il fit appel à tous les soldats et aventuriers de France, leur promettant de magnifiques récompenses. Un grand nombre de Bretons, en quête de gloire et de trophées, s'empressèrent de répondre à son appel. Bien mieux, grâce à la libéralité du comte Eudes de Penthièvre, une brillante armée, sous les ordres de son fils Alain Fergan, secondé par son frère Brient, Raoul de Gaël et Ollivier de Dinan, s'en alla à Dives, se ranger sous la bannière du futur conquérant.

Cette armée bretonne participa avec éclat à tous les grands faits qui assurèrent la conquête de l'Angleterre et fut largement récompensée.

Alain Fergan, qui fut sans contredit le plus marquant de tous les fils du comte Eudes, soldat énergique et entreprenant, possédant, de plus, l'autorité due à sa naissance, se distingua dans la plupart des batailles de cette campagne fameuse. Aussi, lors de la distribution des récompenses, Guillaume, vainqueur, ne l'oublia point et le combla magnifiquement. Alain reçut en partage le territoire qui constitue aujourd'hui

le Yorkshire, où, tout en haut d'un promontoire dominant la Swale, près de l'ancien château de Ghilling, il construisit un superbe et puissant château auquel il donna le nom français de Richemont⁽¹⁾.

L'ensemble de ce beau domaine constitua le comté de Richemont, dont Alain Fergan fut le premier comte⁽²⁾.

Ce comté de Richemont a joué un rôle curieux dans les relations des rois d'Angleterre avec les ducs de Bretagne. Devenu propriété des ducs de Bretagne après le duc Conan IV de Penthièvre, les rois anglais confisquaient le comté ou le restituaient, suivant les besoins diplomatiques du moment. Il fut, en quelque sorte, pendant tout le Moyen-Age, le véritable baromètre de l'amitié anglaise à l'égard de la Bretagne : le ciel était sans nuages quand le comté appartenait au duc, et, au contraire, très menaçant quand les rois anglais le confisquaient.

Généreux comme tous les Penthièvre, Alain Fergan fut un fervent protecteur et bienfaiteur des monastères. Ce fut grâce à ses libéralités que les moines de Saint-Rion, près de Paimpol, et plus tard de Beauport, possédèrent de si nombreuses églises anglaises, provenant des dépouilles du monastère de Swawessey, dans l'évêché de Lincoln.

(1) Raoul de Gaël, pour sa part, avait obtenu le comté de l'East-Anglia. Malheureusement pour lui, il eut le tort de se croire aussi puissant que son souverain et voulut devenir indépendant. Battu et traqué, il dut fuir et regagner son pays natal, où nous l'avons vu se mêler aux intrigues de Geoffroy Granonot.

(2) Le comté de Richemont ne doit pas être confondu avec le duché de Richmond. Ce duché, fait curieux, fut créé, vers 1660, pour une Bretonne. Ce fut, en effet, Charles II, roi d'Angleterre, qui l'épousa en faveur de la duchesse de Portsmouth, sa maîtresse, fille de Hervé de Penancoet, dont la famille était originaire de Guilers (Finistère).

Charles II avait eu de la duchesse un fils, Charles de Lennox, duc de Richmond, tige des ducs de Richmond, pairs d'Angleterre, et des ducs d'Anbigny, en France.

Le *Roman de Rou* ⁽¹⁾, chanson de gestes qui célèbre les exploits des Normands, depuis le temps de Rollon jusqu'à l'année 1107, ne l'a pas oublié et rappelle ainsi les hauts faits du premier comte de Richemont :

De l'autre part Alain Fergant
Et almeri li cumbattant,
Poitevins, merons et bretons
Et del Maine toz li barons.
.....
Alain Fergant, quens de Bretaigne
De bretons mène grant campagne.
C'est une gent fière et grifaigne
Ki volontiers prent et gaaigne,
Çil en ocist mult et mehaigne
Ne fier Engleis ki sus remaigne
Bien se cumbat Alain Fergant,
Chevalier fut prost et vaillant
Li bretons vait od sei morant
Des Engleis fait damage grant.

La chronique de Geoffroy Gaimar, qui fut écrite à la même époque, célèbre aussi en ces termes ce compagnon de Guillaume le Conquérant :

Ne's sai nomer, ne ruis mentir
Li Englois alerent bien ferir
Li guiens Alain de Bretaigne
Bien i ferit od sa compaignie
Çil i ferit come baron
Mult bien le firent breton.
Od le roi vint en ceste terre
Pour lui aider de sa guerre
Son cosin est, de son lignaige
Gentilhomme de grand paraige.
Le roi servit et ama
Et il bien le guerdonna
Richemont li donna, el north
Ron chastel et bel et fort.

Alain Fergant, ainsi que son frère et compagnon, Briant ⁽²⁾, ne laissèrent aucune postérité. Alain laissa

(1) Le *Roman de Rou* a été écrit par Robert Wace entre 1155 et 1172.

(2) Quelques historiens ont attribué la fondation de Châteaubriant à Briant de Penthièvre. Cette assertion est erronée.

le comté de Richemont à Briant, et, à la mort de ce dernier, cet héritage fut recueilli par leur frère Etienne, qui le céda en apanage à son deuxième fils, Alain le Noir.

Le troisième fils du comte Eudes, le comte Etienne, dont nous allons maintenant parler, fut l'un des personnages les plus considérables de l'histoire de notre ville.

Devenu comte de Guingamp par son mariage avec Havoise, unique héritière des comtes de Goëlo, il fit de Guingamp sa résidence de prédilection et la capitale de ses Etats.

En 1093, à la mort de son frère aîné, Geoffroy Bote-rel I^{er}, il hérita du comté de Penthièvre et devint souverain de toute la contrée qui s'étend de l'Arguenon au Douron, c'est-à-dire du plus riche et du plus puissant comté de toute la Bretagne. Il prouva alors son attachement à sa capitale d'adoption en y maintenant sa résidence ; toutes ses chartes sont, en effet, datées et scellées de Guingamp.

Sa bonté, sa simplicité, le firent vite apprécier de ses sujets, et sa popularité s'étendit dans toute la Bretagne, si bien que ses monnaies étaient connues et appréciées des paysans les plus méfiant. Cette confiance demeura même si vive, qu'un siècle après sa mort, le duc de Bretagne, Pierre de Dreux, n'hésita pas à reproduire son effigie sur ses propres monnaies, pour en favoriser l'écoulement.

Ce fut grâce à la sagesse de son administration et à sa bienveillante sollicitude que Guingamp devint véri-

car Briant, fondateur de Châteaubriant, était déjà mort en 1050, alors que Briant de Penthièvre était à peine né. En effet, deux chartes, l'une de 1050 concernant la fondation du prieuré de Saint-Sauveur de Béré à Châteaubriant, l'autre de 1062 à l'occasion d'un procès entre les moines de Redon et ceux de Marmoutiers au sujet du même prieuré, disent toutes deux, en parlant de Briant de Châteaubriant : « *Nunc jam defuncte* ». Or, Briant de Penthièvre ne mourut que vers 1133 ou 1125.

tablement une ville. Il ne faut pas oublier que le séjour d'Etienne à Guingamp dura un demi-siècle, et que pendant cette longue période, il ne cessa de favoriser et d'embellir sa ville privilégiée.

Guingamp et la région lui doivent la plupart et leurs plus anciens monuments monastiques.

Ce fut lui qui provoqua et encouragea la fondation des abbayes de Sainte-Croix et de Bégard, et qui érigea le prieuré de Saint-Sauveur de Guingamp en abbaye ; l'existence de ce dernier monastère fut éphémère, car il redevint prieuré en 1151.

Cette abbaye de Saint-Sauveur avait été instituée en faveur des moines de Saint-Melaine de Rennes, mais le gaspillage et l'inconduite de ces religieux en provoquèrent rapidement la décadence, puis la ruine.

L'abbaye de Bégard fut fondée par quatre moines de l'ordre de Cîteaux⁽¹⁾, provenant de l'abbaye de l'Aumône, du diocèse de Chartres.

Sur les conseils de Baldric, archevêque de Dol, ces moines s'adressèrent d'abord au comte de Lamballe, Geoffroy Boterel II, fils d'Etienne ; mais ce prince, peu soucieux d'établir des religieux sur son domaine, s'en débarrassa en les adressant à son père.

Etienne, plus accueillant, fut enchanté de leur venue et les engagea à demeurer sur ses terres et à y choisir le lieu qui leur conviendrait le mieux pour établir leur retraite.

Ces moines se fixèrent alors sur un plateau élevé appelé Pluscoat, au lieu dit Bégard⁽²⁾, où déjà vivait

(1) *Dixerit namque ad eam* (Province épiscopale de Dol) *quatuor religiosos viros Johannem, Guillelmum, Abraham, Jacobus de monasterio qui nomen Eleemosynā, in Camotensi episcopatu qui illuminarent patriam, anno MCXXX, venientes itaque supra memorati viros in primis ad dominum Baldricum archiepiscopum, dixerunt se velle abbatiam more cisterciensium continuare, cujus consilio et auxilio freti perreperunt ad Gaupidum filium comitis Stephani... etc.* (Actes de Bégard.)

(2) *Qui locus jam Begar vocatus, ratione cognominis istius eremite Radulphi, qui in dicto loco tunc temporis manebat.* (Actes de Bégard.)

un pieux solitaire nommé Raoul, et y construisirent le monastère qui fut l'abbaye de Bégard.

Cette abbaye de Bégard, peuplée de moines travailleurs et quelque peu rapaces, devint vite très riche et très florissante. Au Moyen-Age, on l'appelait le Petit-Cîteaux ; ses revenus dépassaient 16.000 livres, somme énorme à cette époque.

Les Penthievre furent toujours considérés et honorés comme fondateurs et bienfaiteurs de ce monastère. Alain le Noir, fils d'Etienne, et après lui son fils, le duc Conan IV, y furent enterrés.

Les abbés siégeaient de droit aux Etats de Bretagne et quelques-uns d'entre eux parvinrent à de très hautes dignités : l'abbé Vincent Kerleau, conseiller intime des ducs Pierre II et François II, fut chancelier de Bretagne ; Pierre de la Beaune, aumônier de la reine, puis évêque de Saint-Flour en 1579 ; Alexandre de Cossé se fit remarquer aux Etats tenus à Nantes en 1628 ; Melchior de Polignac devint ambassadeur en Pologne, membre de l'Académie française en 1704, en remplacement de Bossuet, et, malgré sa participation à la conjuration de Cellamare, en 1719, archevêque d'Auch en 1726.

Le dernier abbé, Mauffray, se rallia à la Révolution, prêta serment à la Constitution en 1790 et se maria à une ancienne religieuse de l'ordre de Sainte-Claire. Après son mariage, Mauffray, retiré à Merdrignac, y fut tué, un soir, par un fanatique, d'un coup de fusil tiré par une fenêtre.

La juridiction et les immenses propriétés de l'abbaye de Bégard s'étendaient sur un grand nombre de paroisses des cantons actuels de Bégard, Belle-Isle et Bourbriac. Vendue en 1794 comme bien national, elle est depuis longtemps affectée au service des aliénés des départements de la Seine et des Côtes-du-Nord.

Etienne ne fut pas très satisfait de voir les moines de Cîteaux s'en aller si loin de Guingamp fixer leur résidence ; aussi, en 1130, décida-t-il d'édifier lui-même

une abbaye, l'abbaye de Sainte-Croix, dans la banlieue immédiate de sa capitale, et de ne la remettre à des religieux qu'après sa construction terminée.

La pose de la première pierre du monastère fut l'occasion d'une grande cérémonie religieuse à Guingamp : la pierre fut bénite par l'évêque de Tréguier, puis portée processionnellement sur les épaules du jeune Henri de Penthièvre, dernier des fils du comte, et mise en place par le comte Etienne lui-même.



Abbaye de Saint-Croix

Les travaux de construction durèrent cinq ans ; l'abbaye fut inaugurée en 1135.

Puis, par l'intermédiaire de Geffroy, évêque de Tréguier, Etienne fit venir de Bourg-Moyen, près de Blois, quelques chanoines de l'ordre de Saint-Augustin, qui s'installèrent dans la nouvelle abbaye, sous la direction de Jean de Châtillon, leur premier abbé⁽¹⁾.

La fondation de cette abbaye fut confirmée en 1190 par le pape Clément III, dont la bulle est une véritable et curieuse page de l'histoire primitive de la ville de Guingamp⁽²⁾.

(1) Jean de Châtillon devint par la suite évêque de Saint-Malo, où se trouve encore son tombeau. Il y est vénéré sous le nom de saint Jean de la Grille.

(2) Fragment de la bulle de Clément III. *Confirmatio foundationis abbatis S^{te} Crucis prope Guingampum, quam fun-*

Il ne reste aucun des premiers édifices de l'abbaye de Sainte-Croix. Ceux qui existent actuellement sont d'une époque très rapprochée : le joli manoir abbatial, avec son élégante tour hexagonale et sa tourelle en cul-de-lampe, a été construit vers 1530, par l'abbé de Kervanay.

La chapelle délabrée qui sert actuellement de grange est de 1750.

Pendant six siècles l'abbaye fut florissante et reçut de toutes parts des privilèges et des dons.

Louis XIV lui accorda même une sauvegarde spéciale qui figure encore sur une dalle de granit, scellée dans le mur, près de la porte d'entrée.

On y lit :

« Sauvegarde du Roi et de M. l'Abbé pour le bourg, paroisse et abbaye de Sainte-Croix et ce qui en dépend. Donné à Chantilly, le septième jour de mai de l'an de grâce 1636. Signé : LOUIS. »

Et plus bas : BOUTILLIER.

Mais, à partir du XVIII^e siècle, les religieux en gaspillèrent tellement les revenus qu'ils durent l'abandon-

daverant comes Stephanus et Hadutsa comitissa uxor ejus. In quibus hac propriis duxibus experimenta vocabulis locum ipsum in quo presens ecclesia sita est juxta fluvium Trevium cum burgo et aliis ad ipsam pertinentibus Ecclesiam St-Maudeti juxta Guingampum cum tribus villis terre ; dimidiam decimam totius parochie Plonagor, quator molendina supra Treviam que dedit comitissa Havis novem villas Rivaloni liberar ad omni servitio, duas numeratas passis omni dies quas dedit... Dimidiam molendinum Colet ante Moliam Copilla quam dedit Comes Stephanus... Domum comitissa juxta Portum Redonensem dedit comitissa... Duo molendina Chostella intra Guingampum... Præterea et terram que est in australi parte torrentis qui juxta Moliam destitit in Treviam, Minaghen castri Guingampi quod dedit Comes Stephanus insubique dicitur Guirguenis... Unum molendinum Chosel ex occidentali parte Trevie super burgum St-Crucis... Duos arpennos prati juxta vestrum molendinum Chosel quos ecclesie vestre dedit comitissa : quator insuper arpennos terre arabilis inter ecclesiam vestram et Guingampum, quos ad plantandam vineam sepe memorata comitissa Margarita ecclesie vestre donavit.

ner et furent remplacés par six prêtres séculiers et un abbé.

Le dernier abbé, Mgr de la Freslonière, vers 1760, eut avec le duc d'Aiguillon des démêlés qui eurent un certain retentissement.

A ce moment, le pouvoir central demanda aux Etats de Bretagne une surtaxe de un sol par livre d'impôt ; la noblesse refusa et s'obstina dans sa détermination.

L'abbé de la Freslonière écrivit aux représentants de la noblesse une lettre les félicitant de leur attitude. Cette lettre lui valut une sévère réprimande, et, aux Etats de 1762, le duc d'Aiguillon dit « qu'il voyait avec indignation des gens qui devaient leur existence aux bontés du roi, abandonner ses intérêts et refuser de se conformer à ses volontés ; Mgr de la Freslonière, qui a obtenu l'abbaye de Sainte-Croix à Guingamp, sans l'avoir méritée par aucun droit, se vante hautement d'être de l'avis de la noblesse et s'en fait gloire. »

Le duc ajouta qu'il avait souvent représenté à Mgr l'Evêque d'Orléans qu'il était nécessaire, pour le bien du service du roi, qu'on fût assuré du caractère des ecclésiastiques auxquels Sa Majesté donnait les bénéfices de Bretagne, et qu'il était impossible qu'un commandant en Bretagne fit faire aux Etats ce que le roi exigeait d'eux, si les distributeurs de grâces, ne prenaient pas de lui, des mémoires sur ceux qu'on nommait et n'avaient pas égard à ses demandes et à ses plaintes.

Cette querelle n'eut pas de suite trop fâcheuse pour l'abbé, car, au début de la Révolution, il dirigeait encore l'abbaye, dont il fut le dernier abbé.

Pacifique par tempérament, Etienne renonça complètement à faire valoir ses droits à la couronne ducale et semble même s'être entièrement désintéressé des anciennes prétentions familiales.

Satisfait de ce qu'il possédait, il vécut en dehors de tous les conflits qui désolèrent à cette époque une par-

tie de la Bretagne et de la Normandie⁽¹⁾. Il ne prit aucune part à la première croisade, prêchée pourtant avec tant d'ardeur et de conviction par Pierre l'Ermite, et à laquelle participèrent le duc de Bretagne Alain Fergent⁽²⁾, Conan de Penthièvre, fils unique de Geoffroy Boterel I^{er}, qui fut tué en Syrie, et un si grand nombre de seigneurs bretons.

La seule occasion qu'il ait eue d'exercer ses talents militaires fut pour essayer de réprimer la révolte de son fils aîné, Geoffroy Boterel II, qui, vers 1122, exigea le comté de Lamballe en apanage, et, ne l'ayant pas obtenu, jeta une armée dans le Penthièvre, battit les troupes de son père, l'obligea à lui céder le comté convoité et à le reconnaître comme comte de Lamballe.

Ce fut après cette triste expédition qu'Etienne s'en alla en Angleterre recueillir la succession de son frère Brient, comte de Richemont, afin de transmettre et assurer la tranquille possession de ce beau comté à son second fils, Alain le Noir. Pendant ce voyage, Etienne fut comblé d'honneurs et de prévenances par le roi d'Angleterre, Henri I^{er} Beau-Clere.

A la fin de sa longue carrière, Etienne reçut du duc de Bretagne Conan III la plus grande marque d'estime qu'il pouvait recevoir. En effet, en 1137, Conan III ayant été convaincu de l'inconduite et de l'infidélité de sa femme, Mathilde d'Angleterre, refusa de légitimer son fils, le prince Hoël, pour assurer à sa fille Berthe ses droits à la couronne. Il résolut de la marier à un prince breton, énergique et puissant, capable de défendre sa cause, et choisit Alain le Noir de Penthièvre, comte de Richemont. Etienne fit revenir le jeune comte

(1) Querelles au sujet du trône d'Angleterre entre Robert Courteuse et Henri I^{er}. Bataille de Tinchebray, 1106. Traité de Gisors, 1113. Combat de Brenneville, 1119, où les Bretons se distinguèrent.

(2) Le duc Alain Fergent, fils de Hoël et de Berthe de Bretagne, n'a rien de commun avec Alain Fergan, comte de Richemont.

d'Angleterre et le mariage fut célébré à Rennes, en 1138.

Ce fut la dernière, mais aussi la plus grande satisfaction qu'ait jamais eue le comte Etienne, car elle lui permettait d'envisager avec quasi-certitude le retour de la souveraineté dans sa maison.

Il mourut peu après, à la fin de l'année 1138, enlevé par la lèpre, maladie terrible, qui frappa dans la suite toute la descendance de son fils aîné Geoffroy Boterel II ⁽¹⁾.

(1) *Obiit Stephanus per cuncta laudabilis sed leprosus.*
(Chron. Britann.).

CHAPITRE IV

Les démêlés de Henri I^{er} de Penthièvre Alain de Penthièvre

« En l'an de N.-S. 1138, mourut Estienne, comte de Bretagne, et fut enseveli en l'église cathédrale de Saint-Brieuc, près le comte Eudon, son père ; après la mort duquel, il y eut moult et grande guerre et division entre ses fils, estrivans pour sa succession, laquelle dura sept ans, sans qu'ils pussent venir à composition et paix. »

C'est ainsi que Le Baud, dans sa chronique de Bretagne, raconte les démêlés qui eurent lieu à la mort d'Etienne de Penthièvre, entre ses trois fils : Geoffroy Boterel II, comte de Lamballe, Alain le Noir, comte de Richemont, et Henri, comte de Guingamp.

En effet, le règlement de cette succession ne fut pas des plus faciles : Etienne avait légué par testament à son jeune fils Henri, qui n'avait que 15 ans, la totalité des domaines qu'il possédait et administrait, c'est-à-dire le Goëlo proprement dit, sauf la seigneurie de la Roche-Suhart, appartenant encore à la branche cadette des seigneurs de Goëlo, le comté de Guingamp, avec Minibriac et Lannion et la châtellenie de Jugon. Il estimait, avec juste raison, que son fils aîné devait se contenter du Penthièvre, qu'il avait arraché de force à son père, et aussi que le cadet Alain, seul possesseur du comté de Richemont et héritier certain de son beau-père le duc de Bretagne, devait s'estimer satisfait.

Ni Geoffroy, ni Alain n'acceptèrent ces dispositions testamentaires, trop avantageuses à leur gré pour leur

jeune frère. Alain fut le plus acharné et tenta de s'emparer par force du comté de Gdingamp, qu'il estimait devoir lui revenir.

Fort heureusement pour le jeune Henri, le bouillant Alain dut rentrer précipitamment en Angleterre pour y défendre son propre comté, en participant à la guerre civile qui venait d'éclater entre les partisans du roi Etienne de Blois et ceux de Mathilde, fille du roi Henri I^{er}.

Etienne de Blois, appuyé par la plus grande partie de la noblesse anglaise, s'était fait couronner roi d'Angleterre, usurpant ainsi les droits légitimes de Mathilde, et cette princesse avait adressé un pressant appel à la noblesse de Normandie et même de Bretagne. Geoffroy Boterel II était de ceux qui lui prêtèrent leur appui.

De l'autre côté, Alain le Noir, lié d'amitié avec l'usurpateur, était l'un de ses plus ardents défenseurs, ce qui n'empêcha nullement Etienne d'être battu et fait prisonnier à Lincoln, en 1139.

Le comte de Richemont, demeuré fidèle, tenta de rétablir la fortune et de délivrer son prétendant, mais battu et capturé à son tour par le comte de Chester, il fut mis en cachot et tellement maltraité par ses ennemis, qui tenaient à lui faire expier ses propres cruautés, qu'il tomba gravement malade.

Rendu à la liberté, après avoir fait sa soumission à la jeune reine, il ne recouvra la santé que grâce aux soins dévoués du savant médecin Pierre de Quincé, moine de l'abbaye de Savigny.

Pour récompenser ce religieux, le comte de Richemont fonda, à York, le monastère de Jorwal, dont Pierre de Quincé fut le premier abbé, et combla de libéralités l'abbaye de Savigny (1).

(1) L'abbaye de Savigné, ou plus exactement de Savigny, de l'ordre des Cîteaux, dont les ruines se voient encore dans la commune de Savigny-le-Vieux, canton du Taillieu, arrondissement de Mortain (Manche), fut fondée en 1112 par Raoul 1^{er} de Fougères.

Revenu en Bretagne en 1144, il se disposait à poursuivre ses revendications et à conquérir le comté de Guingamp, lorsqu'il mourut subitement, empoisonné, dit-on, par sa femme Berthe, qui, lasse de ses brutalités, rêvait d'épouser Eudes de Porhoët (2).

Alain le Noir fut le fondateur de l'abbaye de Coatmaloën, dont les ruines pittoresques se voient encore à quelques centaines de mètres de l'Etang-Neuf, au milieu d'une vallée riante et boisée où coule le Trieux.

Cette abbaye, comme celle de Bégard, appartenait à l'ordre de Cîteaux; fondée en 1142, elle fut enrichie par le duc Conan IV, fils d'Alain, et posséda jusqu'à 4.000 livres de revenu.

Parmi ses abbés, il convient de citer : François de la Tour, évêque de Quimper en 1573; le cardinal de Lorraine, en 1583; Eric de Lorraine, évêque de Verdun, en 1607; François de Lorraine, qui fut aussi évêque de Verdun; Jean Languet, évêque de Soissons en 1715, archevêque de Sens en 1731; enfin J. Deslaurens, évêque de Saint-Malo en 1753.

En 1783, à la suite de malversations commises par ses prieurs, il se produisit une véritable rébellion contre l'autorité de l'abbé de Cîteaux, grand-maître de l'ordre, qui, sans consulter les religieux de l'abbaye, voulut leur imposer un prieur de son choix.

Voici comment cette affaire, qui révolutionna un moment tout le pays de Guingamp, se produisit :

L'un des prieurs avait contracté un emprunt de onze mille livres et avait reçu en sus une subvention de huit mille cinq cent quatre livres, pour réparer les bâtiments de l'abbaye. Il oublia malheureusement de faire effectuer les travaux prévus et dilapida le capital, si bien qu'à sa destitution, son remplaçant, Dom Gabriel

(2) *Ille maleficus uxore sua Berthe interit, quam deponavit comitibus Eudo Redonis et Porhoët. (Actes de Bretagne.) Quo Alanus mortuus est, ex chron. Brit. maleficus uxore sua Berthe necatus. (Lettre de saint Bernard, abbé de Clairvaux.)*

Chaumont, trouva la caisse vide et un monastère aux murs écroulants.

Dom Chaumont, poussé par l'urgente nécessité, eut le tort de vouloir exécuter des travaux qu'il savait ne pouvoir solder. (Son dénuement était tel qu'il ne pouvait payer son médecin, le sieur Durocher, de Guingamp.) De là, plaintes à l'abbé de Cîteaux qui fit enlever Dom Chaumont et le déporta dans une autre abbaye.

De sa propre autorité, l'abbé désigna Dom Mauffray, moine de l'abbaye de Bégard, pour aller prendre la direction de Coatmaloeñ et mettre un peu d'ordre dans les affaires de cette pieuse maison.

Les religieux de Coatmaloeñ protestèrent contre l'enlèvement arbitraire de leur prieur et refusèrent l'entrée de leur monastère au nouveau prieur, qu'ils s'attribuaient le droit de désigner eux-mêmes.

L'abbé de Cîteaux délégua alors Dom Verguier, abbé du Relec, pour imposer sa volonté aux insurgés. Ce religieux arriva à Guingamp le 12 juin 1785, requit la maréchaussée à cheval, sous les ordres du brigadier Choisy, et, accompagné d'un huissier et de Dom Mauffray, se dirigea vers Coatmaloeñ.

Les gendarmes arrivèrent les premiers, entrèrent dans l'abbaye, sous prétexte d'y rechercher des voleurs échappés à la chaîne des galériens pendant le trajet de Guingamp à Vannes, et permirent ainsi à Dom Verguier et à sa suite de pénétrer dans la place. Dom Verguier intima l'ordre aux religieux de reconnaître Dom Mauffray pour leur prieur, sous menace de déclarer la communauté dissoute.

Les moines refusèrent de se soumettre et préférèrent se séparer, mais ils entamèrent immédiatement un procès pour abus de pouvoir et obtinrent gain de cause en Conseil du Roi. Ils réintégrèrent alors leur monastère : Dom Chaumont reprit ses fonctions de prieur et

Dom Mauffray le chemin de l'abbaye de Bégard, dont il fut le dernier abbé⁽¹⁾.

En 1793, l'abbaye de Coatmaloeñ ne renfermait plus que quatre religieux.

Alain le Noir fut enterré, comme nous l'avons déjà dit, dans l'église de l'abbaye de Bégard. Il laissait trois enfants : l'aîné, Conan IV, qui fut duc de Bretagne, et deux filles, dont l'une, Constance, éprouva une si vive passion pour le roi de France, Louis Le Jeune, qu'elle lui écrivit pour lui offrir sa main. Dédaignée, elle dut se résigner à épouser le vicomte Alain III de Rohan. Enoguen, la seconde fille, devint abbesse de Saint-Sulpice à Paris.

Après la mort d'Alain le Noir, Geoffroy Boterel II n'insista pas auprès de son frère Henri pour obtenir une part dans son héritage. Il le laissa jouir en paix de la totalité des biens légués par son père et les relations entre les deux frères devinrent très amicales.

C'est à Geoffroy Boterel II, comte de Lamballe, qu'on doit la fondation de l'abbaye de Saint-Aubin-des-Bois. Ce comte, regrettant d'avoir repoussé la proposition des moines de Cîteaux qui s'établirent à Bégard, en rappela quelques-uns, en 1137, leur donna un immense terrain dans la forêt de Lanmur (La Hunaudaye) et leurs construisit un monastère qui prit le nom de Saint-Aubin-des-Bois.

Cette abbaye demeura toujours sous la dépendance et l'autorité des abbés de Bégard. Dévastée par un incendie en 1240, elle fut rebâtie par Denise de Goyon-Matignon, dame de Matignon, entre 1250 et 1255. Enrichie par la famille de Goyon-Matignon et par les Tournemine, sires de la Hunaudaye, qui y possédaient leur fief, elle exista jusqu'à la Révolution. En 1793, elle fut attaquée par les Lamballais, qui y tuèrent deux moines et la pillèrent. Plus tard, elle fut pendant

(1) Mémoire de Dom Gabriel Chaumont, ordre de Cîteaux, contre Dom J.-B. Mauffray, profès de la maison de Bégard. (Req. à la Chambre du Roi, 1786.)

quelques années affectée au traitement des aliénés. Aujourd'hui, l'abbaye n'est plus qu'une ferme au milieu des bois ⁽¹⁾.

Geoffroy Boterel II laissa deux fils : Riwallon, qui fut son successeur, et Conan, mort en bas-âge. Riwallon eut lui-même trois enfants : Etienne, mort jeune ; Geoffroy, qui hérita du comté et mourut sans postérité, laissant par testament tous ses biens à son cousin Alain, comte de Guingamp, le seul héritier mâle de la descendance des comtes de Penthièvre, et Edie, qui se maria à Olivier de Tournemine, sire de la Hunaudaye ⁽²⁾.

Cette branche des comtes de Lamballe, ayant hérité de la terrible maladie de leur aïeul, la plupart d'entre eux moururent de la lèpre.

Henri de Penthièvre, comte de Guingamp, demeuré enfin en paisible possession de l'héritage paternel, oublia vite l'éducation pieuse qu'il avait reçue et s'abandonna à une vie de désordres qui désespérait le pieux Jean de Châtillon, abbé de Sainte-Croix ; mais ce fut bien pis quand cet abbé, dont le jeune comte subissait toutefois l'influence, fut appelé au siège épiscopal de Saint-Malo, en 1144. Le dérèglement d'Henri ne connut plus de bornes et il s'afficha publiquement en compagnie de sa maîtresse.

(1) Olivier de Tournemine et Edie de Penthièvre furent la tige de la grande famille des sires, puis barons de la Hunaudaye, dont le dernier disparut à l'époque des guerres de religion. Le château de la Hunaudaye, formé de cinq grosses tours rondes reliées par des courtines de trois mètres d'épaisseur, est, avec Tonquédec, le plus beau château de notre région. En 1590, sa garnison était de 200 lances. Son enceinte occupe une superficie de 60 ares. Il fut incendié au mois d'octobre 1793 par les Lamballais, pour empêcher les Chouans de s'y retrancher. Ses superbes ruines existent toujours près du bourg de Pléven (Côtes-du-Nord).

(2) La famille de Goyon-Matignon, issue de Noga de Penthièvre et de Guisand de Plévenon, existe encore. La famille princière de Monaco en est une branche. En 1661, François de Goyon, comte de Thorigny, épousa l'unique héritière des Grimaldi, princes de Monaco, à la condition de prendre le nom et les armes de cette famille.

Moïse, ancien chapelain de la comtesse Havoise, successeur de Jean de Châtillon comme abbé de Sainte-Croix, eut le courage d'adresser à Henri de solennels reproches. Mal lui en prit ; le comte, au grand scandale de ses sujets, le chassa de son monastère, avec tous ses moines, et peupla l'abbaye de filles de joie auxquelles il donna sa propre maîtresse pour abbessa.

Il régularisa ensuite la situation de son gai monastère en rattachant son nouvel ordre religieux à l'abbaye de Saint-Georges de Rennes, qui ne comptait parmi ses religieuses que des princesses et des filles de la haute noblesse.

Jean de Châtillon, qui se trouvait alors à Rome, y reçut les doléances de son successeur et les présenta au pape Eugène III. Grâce à saint Bernard, qui l'honorait de son amitié, il put obtenir du Souverain Pontife des remontrances pour son jeune débauché, avec menace d'excommunication.

Henri, effrayé, revint à de meilleurs sentiments, licencia ses nonnes et maria sa maîtresse à l'un de ses officiers, prévôt de Tréguier. Plus tard, dans sa vieillesse, il écrivit au pape Alexandre III une lettre de contrition dans laquelle il confessait et déplorait ses péchés de jeunesse : « Pressé par l'ardeur juvénile, écrivait-il, il avait pris une noble femme pour concubine, et, excité par l'esprit du mal, avait chassé Moïse, mais depuis il avait regretté ses folies ⁽¹⁾. »

Devenu tout à fait sage, Henri épousa en grande solennité Mathilde, fille de Jean de Vendôme ; le mariage fut célébré à Mayenne, le 13 septembre 1151, en présence de Engelbaud, archevêque de Tours ; de Guillaume, évêque de Tréguier, et de Josthon ou Josse, évêque de Saint-Brieuc.

(1) Fragment de cette lettre : *Juventute equidem exigente, quandam nobilem mulierem mihi concubinam adamavi et peccato instigante Moysen predicti aoci abbate inde a me ejecto. Predictam concubinam peccatis evigilantibus intrinsece posui, et repredictam concubinam cultam baroni meo Treco-rensi, preposito in matrimonium copulavi.* (Titre de Nantes.)

Ce fut pendant cette période, en 1148, qu'éclata en Bretagne la guerre civile au sujet de la succession du duc Conan III.

Nous avons déjà vu que ce duc, voulant déshériter son fils Hoël, sur la légitimité duquel il avait des doutes, avait marié sa fille Berthe de Bretagne à Alain le Noir de Penthièvre, avec l'intention de léguer sa couronne à son gendre. Alain le Noir étant mort prématurément en 1144 et Berthe s'étant remariée à Eudes de Porhoët, le duc avait désigné ce dernier comme son successeur.

Le prince Hoël protesta, revendiqua, malgré la sentence de son père, l'héritage ducal, et pendant six ans, lutta, avec le concours des Nantais ; battu par Eudes à Rezay, en 1154, ses alliés l'abandonnèrent et se donnèrent à Geoffroy Plantagenet, fils aîné de Henri II Plantagenet. Hoël, n'ayant plus aucun appui, se retira en Anjou et y mourut quelques mois après.

Demeuré seul, Eudes semblait devoir triompher, quand, en 1155, un nouveau compétiteur se présenta. Ce prétendant, qui venait tout droit d'Angleterre, n'était autre que son beau-fils, le jeune comte de Richmond, Conan de Penthièvre, fils aîné de sa femme Berthe et d'Alain le Noir.

Conan fit entendre à son beau-père que les droits d'un second mari ne pouvaient prévaloir sur ceux d'un fils du premier lit et appuya sa prétention avec d'autant plus de véhémence qu'il ne pardonnait pas à sa mère le crime odieux qu'elle avait commis.

Conan débarqua en 1155, près de Saint-Malo, et, aidé de Raoul de Fougères, de Robert de Gaël et de son fils, Hugues de Gaël, s'empara des châteaux de Montmuran (Tinténiac), de Hédé, et mit le siège devant Rennes. Pendant ce temps, Raoul de Fougères s'empara d'Eudes et l'enferma à Fougères.

A ce moment un champion inattendu vint défendre la cause du sire de Porhoët. Henri de Penthièvre, se

souvenant avec amertume des démêlés injustes suscités par son frère, Alain le Noir, craignit que son fils Conan, devenu duc, n'en profitât pour revendiquer à son tour son comté de Guingamp. Aussi prit-il résolument en main la cause d'Eudes.

Il entraîna à sa suite Alain de Dinan, Hervé de Léon, André de Vitré et même Raoul de Fougères qui libéra son prisonnier, et, avec l'appui de tous ces seigneurs, il obligea Conan à abandonner la partie et à regagner l'Angleterre.

De retour en Angleterre, Conan ne désespéra pas de sa cause. Il fit appel au roi Henri II Plantagenet, qui s'empressa de lui accorder son appui. Placé à la tête d'une forte armée anglaise, il revint en Bretagne, vainquit les ligueurs et contraignit son concurrent à se réfugier à la cour du roi de France, Louis VII.

Conan fut ensuite couronné duc à Rennes en 1156 et prit le nom de Conan IV.

Henri de Penthièvre, qui s'était imprudemment aventuré dans cette querelle, ne fut pas ménagé, car aussitôt après son élévation au trône, Conan IV le mit en demeure de lui restituer le comté de Guingamp, sa part légitime dans la succession de ses grands-parents, Etienne et Havoise.

Sur un refus formel d'Henri, en 1160, Conan IV, secondé par son beau-frère Alain III de Rohan, vint mettre le siège devant Guingamp et s'en empara. Il prit alors possession de tout le comté, ne laissant à son oncle que le Goëlo proprement dit, avec le château d'Avaugour.

A son avènement, Conan IV, qui n'avait que 17 ans, se laissa facilement imposer la tutelle intéressée de son puissant protecteur le roi d'Angleterre, tutelle bien lourde et bien embarrassante, dont il ne put jamais se libérer.

Marié à Marguerite d'Ecosse, sœur du roi Malcolm, il en eut une fille, Constance, qui, par obligation, épousa dès 1162 Geoffroy, troisième fils de Henri II.

Constance avait alors 5 ans et Geoffroy 8 ans. Ce mariage imposé par le roi d'Angleterre et accepté par le duc, malgré les vives protestations de la noblesse bretonne, consommait la déchéance de la maison de Bretagne et garantissait la succession ducale à un prince anglais.

Les seigneurs bretons éconduits se soulevèrent et rapelèrent Eudes de Porhoët qui avait pris du service en France. Eudes s'empessa de revenir et se mit à la tête des insurgés, mais il fut vite battu et dépouillé de presque tous ses biens.

En 1166, voulant éviter de nouveaux conflits, Henri II résolut de prendre lui-même en main l'administration du duché et obligea Conan à abdiquer en faveur de son gendre Geoffroy.

Conan IV, prince faible et sans caractère, de plus très malade, se laissa docilement imposer toutes les volontés de son royal protecteur, ne se réserva que la souveraineté du comté de Guingamp qui lui revenait de sa famille⁽¹⁾ et se retira en cette ville, en compagnie de sa femme, où il ne porta plus que le titre de comte de Guingamp.

Dès lors, maître absolu du duché, soutenu par le clergé, qui saluait ce très pieux roi⁽²⁾, du nom d'envoyé de Dieu, Henri II brisa les dernières résistances des seigneurs et imposa toute son autorité.

Henri II, qui croyait avoir pacifié la Bretagne et éteint pour longtemps toutes vellétés de rébellion, se trompait cependant.

A la fin de cette même année 1166, ayant été rappelé en Angleterre par les affaires de son propre royaume, il emmena, en garantie de la sagesse des Bretons, un

(1) *Comes Conan concessit Regi, quasi ad opus filii sui dotum ducatum Britannice excepto comitatu Guingampi, qui ei accederat per avum suum comitem Stephanum...* (Acte d'abdication de Conan IV, tit. du Mont-Saint-Michel.)

(2) C'est Henri II Plantagenet qui fit assassiner l'archevêque Thomas Becket.

certain nombre d'otages, parmi lesquels se trouvait la princesse Alix de Porhoët, fille d'Eudes et demi-sœur de Conan IV. En dépit de cette sage précaution, son départ fut le signal d'un nouveau soulèvement, à la tête duquel se plaça naturellement l'opiniâtre Eudes de Porhoët.

Furieux de cette résistance acharnée, Henri II se vengea d'Eudes, d'une façon indigne, en ravissant lui-même l'honneur de la princesse Alix⁽¹⁾.

Cet attentat monstrueux souleva l'indignation générale, mais Henri était le plus fort. Il dispersa à nouveau les rebelles, mit tout à feu et à sang dans le pays de Porhoët, brûla Josselin, prit Vannes, Auray et Hédé. Après une conférence tenue à Montmirail, en 1169, avec le roi de France Louis VII, et le règlement de leurs différends relatifs à la Normandie, Henri II s'empara de l'Anjou, du Poitou et résolut la question de la succession de Bretagne en faisant couronner solennellement à Rennes son fils Geoffroy comme duc de Bretagne.

Pendant ce temps, le comte de Guingamp vivait dans la plus grande quiétude et se livrait surtout à des pratiques religieuses. Mais constamment souffrant, il était déjà miné par une maladie qui devait le terrasser en pleine jeunesse, à l'âge de 31 ans, le 20 février 1170. Son corps fut enterré à côté de son père Alain le Noir, dans l'église de l'abbaye de Bégard⁽²⁾.

Par testament, il confirmait l'acte de fondation de l'abbaye de Coatmaloeñ et lui donnait tdes terres et des richesses en souvenir de son père.

(1) *Eudo specialiter deploravit quod filiam ejus virginem, quam illi pacis obsidem dederat, impregnasset ut prohibitor, ut adulter, ut incestus.* (Jean de SALISBURY. *History of England*, T. II.)

(2) *Conanus Dux Britannice, comes Richemondice, notem fuit vobis omnibus reconcitasse et hac mea carta, meo sigillo sigillata confirmasse, monachis Begar ubi corpus Patris mei comitis Alani requiescit.* (Test. de Conan IV, tit. 8, Bégard.)

Berthe de Bretagne réconciliée avec son fils, ainsi qu'en témoignent de nombreux actes signés à Guingamp, mourut à Guingamp en 1164. Eudes de Porhoët se remaria à une fille de Guyomar. (Vie, comte de Léon.)

Avant sa mort, Conan IV avait fondé l'abbaye de Notre-Dame de Carnoët, près de l'embouchure de l'Ellé, abbaye qui fut appelée plus tard Saint-Maurice, du nom de son premier abbé, ancien abbé de Langonnet.

Aux moines de Saint-Rion, il fit don d'un certain nombre d'églises situées dans le comté de Richemont.

De son côté, la duchesse Marguerite dota l'abbaye de Sainte-Croix d'un grand terrain très fertile situé près du moulin de Rochefort, pour y planter une vigne, et de la moitié du revenu des moulins qu'elle possédait sur le Trieux ⁽¹⁾.

Bégard ne fut pas oublié et reçut aussi de nombreux dons.

Après la mort de Conan IV, Henri de Penthièvre quitta son refuge d'Avangour et reprit possession de son patrimoine.

En 1181, il eut le grand chagrin de perdre son fils aîné, Henri, comte de Guingamp; inconsolable dès lors, il se désintéressa complètement de ses domaines dont il confia la direction et la gestion à son deuxième fils, Alain, comte de Tréguier.

Ce fut en cette qualité de mandataire de son père qu'Alain assista en 1185 aux fameuses assises du duc Geoffroy et en approuva les articles. Ces assises posaient en principe qu'à l'avenir la totalité de l'héritage noble serait recueillie par l'aîné des fils, à charge pour celui-ci d'aider et protéger ses cadets.

En vertu de ce principe, à la mort de son père survenue en 1185, tout l'héritage revint à Alain. Les deux autres fils du comte Henri, Conan, sire de La Roche-

(1) *Margarita ducissa Britannice, comitissa Richemondice... notam fuit vobis omnibus me dedisse et concessisse et puram et perpetuam elemosinam pro salute anime meae... dimidiam partem molendinorum meorum juxta Rupens forte existens... quatuor arpennoe terre arabilis quos ad plantandam vineam sepe...* (TII, 3, Bret.)

Un autre texte dit : *Scilicet mediam partem molendinorum suorum juxta Rupens portem, mansentium et eorum qui sunt super villam port. Datum apud Guing. 1170.*

Derrien, Etienne et une fille mariée à Conan, comte de Léon, reçurent des dots consenties par leur frère aîné.

En 1185, le duc Geoffroy voulut profiter de la mort du comte Henri pour ressaisir le comté de Guingamp; il s'empara de cette ville, mais cette occupation fut de courte durée, car dès 1186, à la mort du duc, la duchesse Constance, désirant s'attacher et conquérir les bonnes grâces de son cousin, s'empressa de lui restituer tous ses biens, et Alain devint l'un de ses plus fermes soutiens.

En 1195, Richard, roi d'Angleterre, manifesta l'intention d'exiger la tutelle du jeune duc Arthur, fils de Geoffroy et de Constance. Pour s'opposer à cette prétention, Alain de Penthièvre fit partie de la Ligue des Seigneurs formée par Raoul de Fougères.

Une réunion des ligueurs eut lieu à Saint-Malo-de-Beignon, où tous les seigneurs présents jurèrent fidélité et protection au jeune prince présenté par sa mère.

Mécontent, Richard envahit la Bretagne. Son agression ne fut pas heureuse; l'armée bretonne, nombreuse et bien organisée, se porta à sa rencontre et le défit à Carnoët ⁽¹⁾, près de Callac, et faillit le capturer; il n'échappa aux vainqueurs que grâce à la vitesse de son cheval.

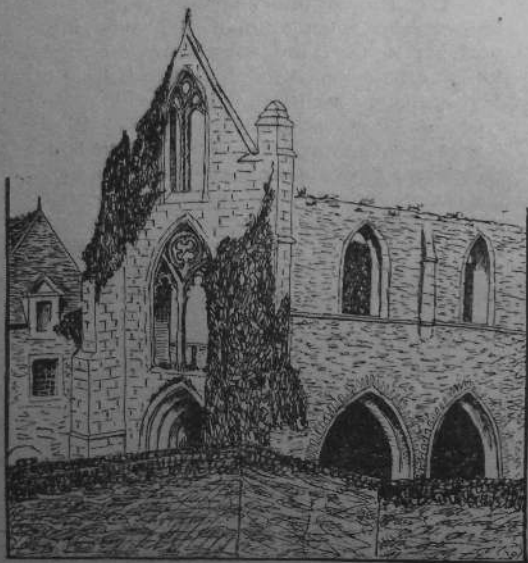
Plus tard, en 1203, lorsque le jeune duc Arthur fut assassiné par son oncle Jean-Sans-Terre, Alain, accompagné de ses deux frères Conan et Etienne, assista aux Etats tenus à Vannes pour aviser aux moyens de venger ce lâche forfait.

A cette même époque, Alain eut la grande satisfaction de reconstituer et réunir sous son autorité tout l'ancien domaine de son grand-père Etienne, c'est-à-dire tout le pays compris entre l'Arguenon et le Douron, et cela grâce à l'esprit de famille de son cousin Geoffroy, comte de Lamballe. N'ayant d'autre héritier proche que sa

(1) Le combat fut livré à l'endroit où est actuellement construite la chapelle de Saint-Gildas, en Carnoët.

sœur Edie, Geoffroy préféra en mourant léguer tous ses domaines à Alain et reconstituer l'ancienne puissance de la maison de Penthièvre, plutôt que de voir son comté tomber en quenouille.

Comme ses ancêtres, Alain, qui avait épousé Pétronille de Thouars, fut un généreux bienfaiteur pour tous les établissements religieux de la région. Ce fut lui qui fonda l'abbaye de Beauport, près Paimpol, de l'ordre des Prémontrés.



Abbaye de Beauport

Avant cette fondation, un monastère du même ordre existait déjà dans l'île de Saint-Rion. Ce fut donc pour

établir ces religieux en terre ferme que Beauport fut construit.

Le lieu était bien choisi, au bord de la mer, au pied d'une colline richement boisée et près d'un étang fermant le vallon. Ce coin de terre privilégié devait, pendant tout le Moyen-Age, posséder les plus beaux et les plus réputés jardins de Bretagne.

La construction du monastère dura dix ans; l'inauguration eut lieu en 1197, en présence du comte de Penthièvre, de la comtesse Pétronille, d'Etienne et de Conan de Penthièvre, sire de La Roche-Derrien.

L'abbaye eut jusqu'à 25 religieux, et avant la Révolution ses revenus dépassèrent 48.000 livres.

A l'occasion de cette fondation furent transférées à Beauport toutes les églises anglaises possédées par St-Rion et provenant des libéralités d'Alain Fergant, d'Alain le Noir et de Conan IV, comtes de Richemont, et dont le comte Alain, en qualité de chef de la famille de Penthièvre, avait conservé le droit de présentation⁽¹⁾. Ces paroisses situées dans le diocèse de Lincoln étaient au nombre de neuf : l'église de la Toussaint à Waltham et les églises de Berneloby, de Belesby, de Haudelive, de Brigalea, de Hawandebey, de Rawandal, de Gondreby et de Waterby. Ces paroisses furent enlevées à Beauport, sous Henri VIII d'Angleterre, quand ce roi institua la Réforme dans son royaume et confisqua tous les biens de l'Eglise catholique.

Conan de La Roche-Derrien contribua de son côté à la prospérité du monastère en y fondant une foire qui durait trois jours et en garantissant la sécurité des routes, à l'aller et au retour, à tous ceux qui s'y rendaient. Cela fait penser qu'à cette époque les routes

(1) *Ego alanus. Dom. Goelou, Henricis Comitibus filius. Preterea dedi proesate abbati in Anglia, in episcopatu Lincolniensi. Scilicet in Soca Waltham omnes ecclesias ad presentationem ineam pertinentes : Ecclesiam de omnibus Sanctorum de Waltham... etc. (Dial de Beauport, 132. Sur la sanction de l'évêque de Lincoln, et de l'acte d'autorisation de Conan de La Roche-Derrien).*

n'étaient guère sûres et que les voyageurs risquaient habituellement des actes de brigandage et de rapine ⁽¹⁾. Plus tard, en 1252, Henri II d'Avaugour donna à Beauport toutes les terres qui bordaient la mer, près de l'abbaye.

L'année de son inauguration, en 1197, grâce à l'évêque de Saint-Brieuc Josselin, une transaction eut lieu entre les deux abbayes de Beauport et de Sainte-Croix, en vertu de laquelle les dîmes de Plouézec, données naguère à Sainte-Croix par Henri I de Penthièvre, furent cédées à Beauport contre celles de Plouagat et le tiers des dîmes de Pordic.

En même temps qu'il fondait Beauport, Alain fit construire tout à côté, dans la forêt de Plouézec, le château de Gorree ⁽²⁾. Ce château, lieu de plaisir, rendez-vous de chasse et de pêche, très fréquenté par les descendants d'Alain et plus tard par les ducs de Bretagne, ne fut abandonné qu'à l'époque de François I^{er}, roi de France.

Alain de Penthièvre étendit encore sa générosité aux monastères de Bégard, de Coatmaloen et même de Boquen ⁽³⁾; à ce dernier il donna toutes les terres comprises entre l'abbaye, le bourg de Langourla et la Rance.

(1) Acte de fondation de la foire de Beauport : *Notum sit omnibus, quod ego Conanus Henrici Comitis filius, dedi abbatibus de Bello-portu, pro salute... assensu Alanis fratris mei, quandam feriam trium dierum, infra octavas Pentecostes videlicet feria sexta et Sabatta et Dominica singulis annis apud Bellum-Portum... Omnes etiam homines ad illam venientes et redeuntes et in eadem feriam morantes, cum rebus et catallis suis in salvo conducti et custodia mei recepti... Anno Domini 1202* (Deal de Beauport).

(2) Le bois de Plouézec qu'on nomme actuellement la Lande Neuve, s'étendait alors au delà de la chapelle N.-D. de Kerfot et renfermait la Grange des Bois, métairie exploitée par les religieux. Les bois de cette forêt furent détruits par les moines à l'époque de François I^{er}, roi de France, pour aider à payer la rançon de ce roi, fait prisonnier à Pavie, et ne furent plus replantés.

(3) L'abbaye de Boquen, commune de Plénée-Jugon, de l'ordre des Cîteaux, fut fondée en 1137 par Olivier de Dinan. C'est dans l'église de cette abbaye que fut inhumé en 1450, le corps du malheureux Gilles de Bretagne.

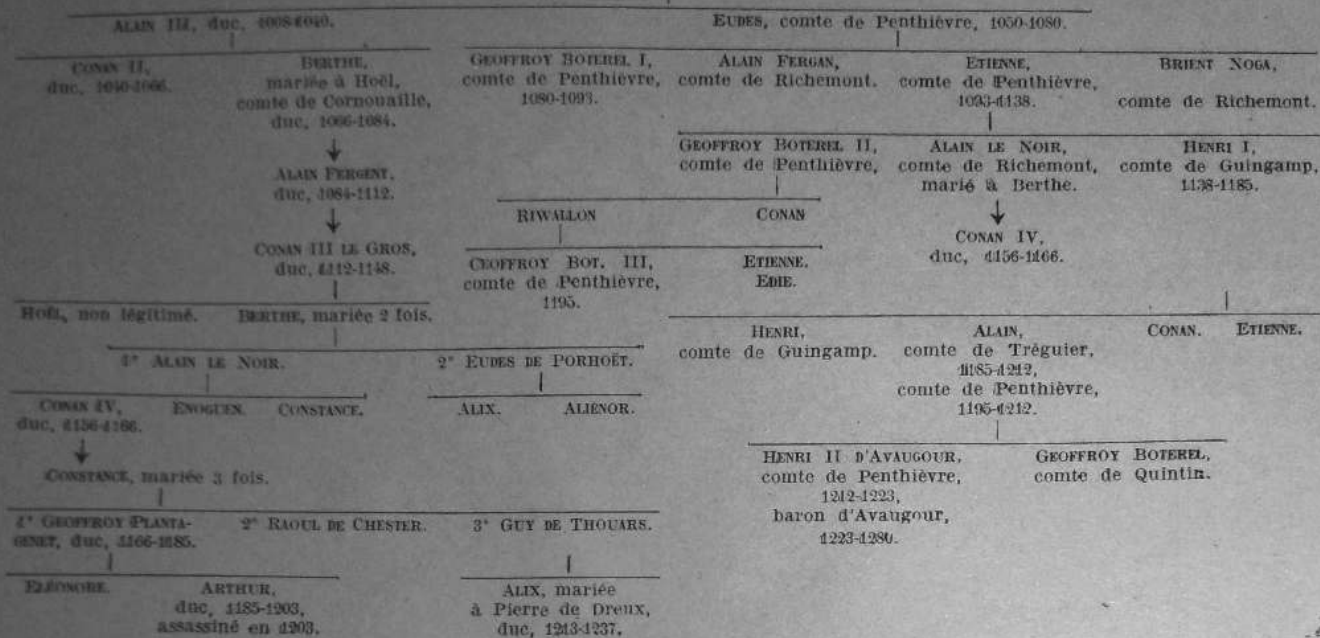
L'ultime satisfaction d'Alain fut de fiancer son fils Henri à la jeune princesse Alix de Bretagne, héritière du duché, et d'espérer voir enfin la branche ducale de Penthièvre ressaisir la souveraineté. Il mourut dans cette pensée, le 4 juin 1212, jour de la Saint-Thomas, et fut enterré près de sa femme Pétronille dans le chœur de l'église de Beauport.



La Hunaudaye

TABLE GÉNÉALOGIQUE

GEOFFROY I, duc, 992-1008.



CHAPITRE V

Lorsqu'à la mort du duc Alain III, Eudes, son frère, devint tuteur du jeune duc Conan II et régent du duché, nous avons vu qu'il essaya de profiter de sa fonction pour faire acte de prétendant et se faire reconnaître duc; il n'oublia pas surtout, ce qui n'était pas le moindre de ses bénéfices, de battre monnaie pour son propre compte et de frapper des pièces à son effigie, sur lesquelles il avait l'audace de prendre le titre de duc ⁽¹⁾.

Ses descendants s'attribuèrent le même privilège, mais, plus modestes, ils se contentèrent du titre de comte. Les comtes de Penthievre conservèrent ce privilège jusqu'à Pierre de Dreux, et il fallut toute l'autorité et la ténacité de ce prince pour les obliger à renoncer à cet abus préjudiciable aux finances ducales.

Les monnaies du comte Eudes furent frappées à Rennes et celles de Geoffroy Boterel II à Lamballe; toutes les autres furent frappées à Guingamp. Cette ville détint même longtemps le monopole de cette fabrication. La frappe de Guingamp fut d'ailleurs si estimée que les monnaies sortant de ses ateliers faisaient prime et jouissaient d'une faveur toute particulière auprès des populations bretonnes.

Cette faveur fut telle que les ducs de Bretagne n'hésitèrent pas à continuer la fabrication bien qu'à l'effigie des Penthievre, pour en conserver la plus-value.

(1) *Sed idem Eudo, vir callidus subtilis, et in armis bene doctus mediatis quam pluribus verbis habuit super hoc consensum sanioris partis Britonum et per aliquot dies regnavit in Britannice; tanquam Dux et fecit monetam argenteam... (Chron. Britannice).*

Nous connaissons deux spécimens des monnaies d'Eudes : l'un en argent de 26 grains, ayant l'inscription suivante sur l'une des faces : « *Edo Dux Britanie* », et sur l'autre face : « *Redonis Civitas* »; au centre, une croix pattée.



MONNAIE D'ARGENT D'EODES DE PENTHIEVRE.

L'autre spécimen en billon pèse 21 grains, le revers est le même que sur la pièce d'argent, sauf un E placé au 2 de la croix : sur le côté face, le monogramme est remplacé par un temple à quatre colonnes ayant au-dessous trois étoiles.



MONNAIE DE BILLON D'EODES DE PENTHIEVRE

Geoffroy Boterel I ne semble pas avoir frappé de monnaies; mais en revanche son frère Etienne, qui fut le premier à les faire frapper à Guingamp, en fit fabriquer des quantités : ses monnaies portent sur le côté face l'inscription « *Stephan Com* », au milieu une croix ancrée, cantonnée d'étoiles au 1 et au 2, au revers se trouve l'inscription « *Guingamp* » et au centre une

figure au profil droit assez bien modelé, qui est la caractéristique de ces monnaies.



MONNAIE D'ETIENNE DE PENTHIEVRE.

Les monnaies connues d'Etienne sont en billon, du poids de 15, 16, 17, 18 et 20 grains; on en connaît sept types différents.

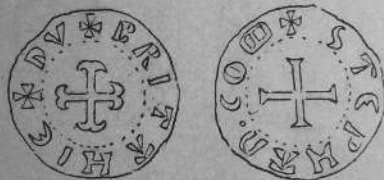


MONNAIE DE GEOFFROY BOTEREL II.

Geoffroy Boterel II, fils d'Etienne, en obligeant son père à lui céder le comté de Lamballe, n'oublia pas la ressource si productrice de battre monnaie, et pour en favoriser la circulation, ne trouva rien de mieux que de copier exactement les monnaies de son père, en les différenciant seulement par une étoile placée devant la bouche de l'effigie, tout en respectant la valeur et le poids des monnaies.

Les monnaies à l'effigie du comte Etienne étaient tellement appréciées par les populations, que les ducs frappèrent longtemps leur billon au nom de Stéphane. Pierre de Dreux lui-même, malgré la tête si caracté-

ristique de ces pièces, qui lui rappelait une maison rivale et détestée, en continua la fabrication; il finit cependant par supprimer l'effigie et la remplaça par une croix, mais il respecta l'inscription.



MONNAIE FRAPPÉE PAR PIERRE DE DREUX.

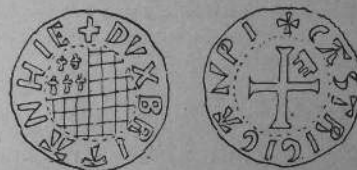
Il existe des variétés considérables de monnaies de billon de Pierre de Dreux frappées à Guingamp, du poids de 15, 16, 17, 18, 20, 21 et 23 grains.

Certaines de ces pièces portent l'effigie des monnaies d'Etienne de l'inscription *Guingamp*, et sur une face une croix ancrée avec l'inscription *Dux Britanie*.

On connaît 18 types de ces monnaies dans lesquelles l'E de *Britanie* est carré, et 15 avec l'E en croissant, dont 3 oboles de 8 et 9 grains où la croix ancrée est sans étoiles.

Sur d'autres monnaies, la croix ancrée est remplacée par les armes de Dreux, au franc quartier d'hermines à cinq mouchetures. En arrière la croix simple au deuxième d'un castel avec l'inscription *Castre Gigampi*.

D'autres monnaies portent sur la face antérieure la même inscription *Dux Britanie* avec croix ancrée et sur le côté pile le *Stephan Com* disparaît, remplacé par l'inscription *Castrum Gigampi*; l'orthographe du mot Guingamp varie plusieurs fois; on trouve la syllabe *Gamp* écrite des façons suivantes : *Ganpi*, *Gampi*, *Ganhis*, *Gantis*... Il y a aussi des variantes avec l'M au lieu de l'N.



MONNAIE DE PIERRE DE DREUX.

Certaines monnaies portent sur le côté face l'inscription *Dux Britanie* avec la croix ancrée; le côté pile est avec la croix simple cantonnée d'un castel au deuxième et l'inscription *Castrum Gigampi*. On les attribue à Guy de Thouars.

Il existe aussi des monnaies portant sur le côté face le mot *Quimperli* avec la figure caractéristique des monnaies d'Etienne; l'histoire de Quimperlé est muette sur ces monnaies, et leur rareté fait supposer que la fabrication en fut de courte durée; on les attribue au duc Conan IV qui les aurait fait frapper lorsqu'après son abdication, il se retira à Guingamp et fonda l'abbaye de Saint-Maurice, près de Quimperlé.

En 1840, tout un lot à l'effigie ou à la frappe des Penthievre, les unes avec l'inscription *Quimperlé*, d'autres attribuées à Guy de Thouars, et un grand nombre à Pierre de Dreux, fut découvert à Tressigneaux par un sieur Corbel.

Henri I de Penthievre continua la frappe des monnaies de son père, mais le profil droit de l'effigie fut modifié et devint informe; on en connaît dix variétés. Quelques-unes de ces variétés sont attribuées à Riwallon et à Geoffroy Boterel III, comte de Lamballe, qui adoptèrent eux aussi les pièces types de leur aïeul.

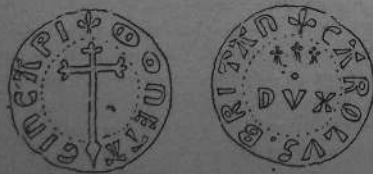
Alain de Penthievre, fils de Henri I, fut le seul descendant d'Etienne qui osa inscrire son nom sur ces monnaies; il n'en reste d'ailleurs qu'un seul type avec l'inscription *Alain Comes*, et au centre une croix sim-

ple, cantonnée au deuxième d'une étoile; sur la face opposée, le profil informe des monnaies de Henri I et l'inscription *Guingamp*.



MONNAIE D'ALAIN DE PENTHIÈVRE.

Avec Henri II de Penthièvre reparaissent les *Stephan Com*, mais accompagnés de la figure informe des monnaies de Henri I et sur lesquelles N de Guingamp est remplacé par H. A la même époque furent frappées à Guingamp des pièces au bénéfice du roi de France Philippe-Auguste. Ce roi, en effet, pendant la minorité d'Alix de Bretagne, et grâce à la complaisance d'Alain de Penthièvre, qui n'avait rien à lui refuser, fit frapper des monnaies ayant sur le côté face l'inscription *Philippe Ro*, avec la croix pattée, et sur le côté pile l'inscription *Guingapi* avec la tête des monnaies de Henri I et étoile devant la bouche. Il en existe deux exemplaires différents en billon, du poids de 17 grains.



SPÉCIMEN DE MONNAIE DE CHARLES DE BLOIS

Guingamp frappa encore de nombreuses monnaies pour le compte des ducs de Bretagne; la plupart sont

anonymes; les seules qui portent un nom de duc sont du duc Jean III et de Charles de Blois. Ce dernier eut une assez grande variété dans ses monnaies; l'une des plus communes portait au côté face l'inscription *Carolus Britan*, avec le mot *Dux* au centre et trois hermines; sur le côté pile, l'inscription *Moneta Guingapi* avec croix fichée.

La frappe des monnaies cessa d'exister à Guingamp après le duc Pierre II, c'est-à-dire vers 1458.

CHAPITRE VI

Henri II de Penthièvre dit Henri d'Avaugour

Il est dit dans un chapitre précédent qu'à la mort d'Alain de Penthièvre, son fils aîné Henri était fiancé à sa cousine Alix de Bretagne, héritière du duché. Les fiançailles de ces jeunes gens avaient eu un retentissement considérable dans toute la Bretagne; elles furent l'œuvre de la politique du roi de France Philippe-Auguste. Ce roi, qui venait de soumettre tous les fiefs appartenant à Jean-Sans-Terre, cherchait dans cette combinaison le moyen d'établir et de maintenir son autorité sur la Bretagne, dont le duc lui devait l'hommage. Il sentait que pour implanter définitivement l'influence française dans le duché, il fallait éviter que la jeune héritière Alix ne contractât mariage avec un prince anglais, ce qui eût jeté le pays dans ce parti; en lui faisant épouser un prince à idée nationale et à tendance française, il s'assurait au contraire la reconnaissance et l'entière soumission de son protégé. C'est alors qu'il songea au jeune Henri de Penthièvre.

Philippe fit consentir Guy de Thouars à ce mariage et le contrat en fut dressé à Paris en 1209⁽¹⁾.

(1) Fragment du contrat de mariage entre Henri de Penthièvre et Alix de Bretagne : *Sciunt omnes ad quos presentes littere pervenerunt, quod ego, G. de Thoars, comes Britannie et Alanus filius comitis, pro bono pacis, reformando et statu Britannie emendando coram domino Rege, composuimus in hunc modum. Statutum est autem inter nos, quod Henricus filius predicti Alani, primogenitus, Aliam filiam meam accipiet in uxorem. Predictus vero Henricus et Alixa filia mea, quam habeo de Comitissa Britannie Constantia,*

Henri de Penthièvre, né à Guingamp le 16 juillet 1205, avait 4 ans, et Alix 7 ans.

Pour confirmer cet acte, les seigneurs de toute la Bretagne furent convoqués à Lamballe où ils prêtèrent hommage au futur duc.

Le serment de Lamballe eut lieu en présence du comte Alain, qui s'engagea à maintenir et à garantir les droits et privilèges des barons pendant la tutelle du jeune prétendant et à faire confirmer cet engagement par Henri et Alix, lorsqu'ils atteindraient leur majorité.

Malheureusement pour Henri de Penthièvre, ce contrat ne fut pas exécuté. En effet, Philippe-Auguste mesura les conséquences de cette union et se rendit compte que cette alliance trop nationale tendrait à raffermir les idées d'indépendance existant déjà en Bretagne, et qu'en tout cas attendre que les jeunes fiancés aient atteint l'âge matrimonial serait prolonger l'incertitude du sort du duché. Aussi se décida-t-il à profiter de la mort du comte de Penthièvre pour oublier ses engagements et marier Alix à quelque prince moins Breton. Son choix se porta sur son petit-cousin Pierre de Dreux, dit Mauclerc, petit-fils du roi de France Louis le Gros.

Dès son avènement en 1213, Pierre de Dreux, prince avisé et énergique, s'empessa d'imiter son grand protecteur et d'effectuer en Bretagne les réformes accomplies en France. C'est-à-dire d'établir l'émancipation et l'organisation des communes, et surtout de substituer une fois pour toutes l'autorité ducale à celle des évêques et des grands seigneurs. Pour réussir, il devait maîtriser le clergé tout-puissant, abattre l'arrogance et

erunt in Custodia Domini Regis Francie, donec contractum sit matrimonium inter ipsos et consummatum. Quo matrimonio perfecto quando predicto Al. voluerit habere, predictum H. filium suum et A. uxorem suam, prius faciet Domino Regi sufficientem securitatem ad voluntatem suam de fidelitate et debito servitio faciendam. (Act. Parisiis, An. Dom. MCCIX, Bibliothèque Nationale.)

l'orgueil des seigneurs et restreindre leurs privilèges.

Ce ne fut pas très aisé. Le clergé cria au scandale, à la persécution, menaça le duc des foudres de l'Eglise, mais rien n'y fit. Pierre de Dreux demeura inébranlable et ferme dans ses desseins. Quant aux seigneurs, il ne négloia aucune occasion de les diminuer, en s'immisçant dans leurs affaires, intervenant dans leurs querelles et s'imposant comme arbitre.

A cette époque, la maison de Penthièvre était sans conteste la plus puissante et la plus riche de Bretagne; ses domaines étaient immenses et ses comtes ne reconnaissaient qu'avec peine la suprématie ducale. De plus, le nouveau duc craignait qu'un jour le jeune comte de Penthièvre ne songeât à tirer vengeance de l'affront qu'il lui avait fait subir en épousant sa fiancée et en ruinant ses espérances; aussi résolut-il de tirer parti de la jeunesse de son rival pour diminuer son comté et amoindrir sa puissance.

A cet effet, Pierre Mauclerc usa d'un subterfuge en faisant réclamer par Olivier de Tournemine, mari d'Edie de Penthièvre, la part qui aurait dû lui revenir légitimement dans la succession de son beau-père, Geoffroy Boterel III, comte de Lamballe, et que celui-ci avait entièrement léguée à son cousin Alain.

Naturellement Olivier de Tournemine ne put obtenir satisfaction des tuteurs du jeune Henri et s'empessa d'en appeler à la justice du duc. Pierre Mauclerc n'attendait que cette occasion pour intervenir, donner gain de cause à son complice et obtenir la remise immédiate au demandeur des seigneuries de Pléhérel, Landébia et de la grande forêt de Lanmur.

Conan, vicomte de Léhon, tuteur et oncle du jeune Henri, fut lui-même victime de cette procédure équivoque, car, ayant énergiquement défendu les droits indiscutables de son neveu, et refusé d'exécuter la sentence ducale, Pierre de Dreux l'attaqua, s'empara de sa capitale, Lesneven, et l'obligea à exécuter la sanction du précédent jugement.

Henri de Penthièvre tint rancune au duc de ce jugement visiblement partial; aussi quand, en 1221, les seigneurs, las d'être constamment froissés, humiliés ou malmenés par ce prince français, se soulevèrent contre lui, Henri entra dans la coalition et, quoique bien jeune, fut parmi les plus agressifs adversaires du duc. Mal lui en prit, car si Pierre de Dreux s'était attiré la haine des grands seigneurs, en revanche, par ses notes de justice et la répression des abus féodaux, il s'était acquis la reconnaissance et l'amour des bourgeois et des serfs. Aussi, pour répondre à la coalition des seigneurs, trouva-t-il facilement à recruter dans les milices urbaines une très puissante armée qui n'eut pas grand-peine, à Châteaubriant, en 1222, à infliger une déroute si lamentable aux insurgés que ceux-ci durent s'humilier et demander grâce.

A la suite de cette rébellion, Henri fut dépouillé d'une grande partie de son patrimoine; les comtés de Guingamp et de Penthièvre furent rattachés à la couronne, et il ne lui resta que le Goëlo proprement dit, avec Châtaudren comme capitale.

C'est à partir de ce moment qu'Henri dut prendre le nom et le titre de baron d'Avangour⁽¹⁾.

Le Goëlo ancien, devenu ainsi la baronnie d'Avangour, était formé de toute la région qui constitue actuellement les cantons de Paimpol, Plouha, Etalles, Lanvollon, Châtaudren, Plouagat, Quintin et certaines parties des cantons de Pontrieux, Guingamp, Saint-Brieuc et Bourbriac⁽²⁾.

(1) Le château d'Avangour était bâti sur un monticule près de Saint-Péver (C.-du-N.).

(2) Le Goëlo comprenait les paroisses suivantes : Plérin, La Méaugon, Trémuson, Pordic, Binic, Tréméloir, Plourhan, Etalles, Saint-Onay, Trévenne, Plouha, Pludoal, Trémouven, Pléhérel, Lanleff, Plouézec, La Faouet, Yvias, Lanloup, Kerfot, Plourivo, Récilly, Plounez, Paimpol, Ploubarhane, Bréhat, Quémper-Guezennec, Tréverec, Goumenec, Lannabéri, Pléguin, Lanvollon, Pommereh-Viscomte, Tressignaux, Gouelin, Tréguideh, Lantic, Le Marzer, Bringolo, Plado, Trégnemur, Pierneuf, Saint-Donnan, Châtaudren, Lanrodec, Plou-

C'est après avoir été ainsi dépouillé qu'Henri épousa Marguerite de Dinan et de Mayenne, fille de Gervaise de Dinan et de Juhel de Mayenne. Marguerite était l'unique héritière des seigneuries de Dinan, Mayenne, Pontorson et Laigle, qu'elle apportait en dot, et qui, ajoutées au Goëlo, reconstituaient un domaine presque aussi important que l'ancien patrimoine du jeune marié. Ce mariage eut lieu en 1223, et c'est en qualité de mari de Marguerite, qu'Henri d'Avaugour confirma en 1229 une donation faite à l'abbaye de Bon-Repos par sa belle-mère Gervaise, en mémoire de son premier mari, Geoffroy, vicomte de Rohan (1).

Après avoir ainsi étouffé la sédition des seigneurs

vara, Boquaho, Cohiniac, Le Leslay, Le Feil, Saint-Julien, Saint-Brandan, Quintin, Saint-Bihy, Lanfains, Allineuc, Le Bodéo, La Hanny, Le Vieux-Bourg, Plaimet, Plaine-Haute, Saint-Pierre, Saint-Péver, Senven-Lehart, et partie des paroisses de Ploumagoar et de Saint-Agathon.

Le Comté de Quintin, qui fut donné en apanage à Geoffroy Boterel IV, frère de Henri d'Avaugour, comprenait les paroisses du canton de Quintin actuel. La Seigneurie de la Roche-Suhart, appartenait à une branche cadette de Goëlo, parents d'Havoise, était formée, de partie de la paroisse de Trémoulin, où était bâti le château de la Roche-Suhart, et des paroisses de Saint-Quay, Plourhan, Etables, Binic, Lantic, Porlic, Plérin, Trémoulin.

La Seigneurie de Quintin demeura dans la famille de Pen-thièvre jusqu'en 1400, époque à laquelle Geoffroy V étant mort sans enfants, sa succession passa à Plézeu, sa sœur mariée à Geoffroy, sire du Périer. Tristan du Périer, leur petit-fils, ne laissa qu'une fille, Jeanne, mariée au sire de Laval en 1492, d'où la terre du Périer passa en 1529 aux Rohan, Guéméné et le Comté de Quintin aux La Trémouille, en 1521.

Nous avons déjà vu que la châtellenie de la Roche-Suhart revint aux Avaugour en 1250.

(1) Ratification de la donation de Gervaise de Dinan à Bon-Repos : *Noverit universitas vestra, quod ego audui quandam donationem quam Gervasia Domina Dynannii fecerat abbati de Bona Repose sub tali forma... Ego Gervasia Domina Dynannii pro salute anime mee et pro salute anime bonae memorie, Gaufridi Vicecomitis de Rohan, quondam mariti mei... etc.*

Ego vero Henricus de Avalgor et Margarita uxor mea... etc. (Tit. de Bonrepos).

Gervaise de Dinan s'était mariée trois fois, en premier lieu à Geoffroy de Rohan, ensuite à Juhel de Mayenne, de qui il eut trois filles, Marguerite l'aînée, Isabelle et Jeanne ; enfin le troisième mari fut Richard le Maréchal.

et accompli une partie de ses projets, Pierre Mauclerc voulut s'affranchir de la tutelle royale et saisir l'avènement du jeune roi Louis IX, encore tout enfant, pour refuser l'hommage. On vit alors ce prince français, qui tenait sa couronne du roi de France et aurait dû, pour cette raison, être le vassal le plus soumis et le plus dévoué, se montrer le plus indépendant et le plus Breton de nos ducs.

La reine Blanche, régente de France, ne l'entendit pas ainsi ; elle le somma de s'incliner, et, finalement, devant son refus, envoya une armée en Bretagne. Cette première expédition n'eut pas de succès ; l'armée française fut vaincue à Saint-Aubin-du-Cormier et obligée de se retirer. Mais l'année suivante une nouvelle armée envahit le duché et, pendant huit années, poursuivit une guerre opiniâtre et sans merci, dans laquelle le duc finit par succomber et fut contraint de demander la paix en 1231.

Louis IX victorieux, contraignit Mauclerc à lui remettre certaines places en gage de sa soumission, et confia ces places à quelques capitaines bretons, ennemis du duc, qui avaient donné des preuves de sympathie à la cause royale ; c'était là une récompense déguisée décernée à des traîtres à la cause bretonne, et Henri d'Avaugour fut l'un de ces gouverneurs occasionnels ; il reçut la garde du château du Guesclin, à la condition de faire hommage au roi, de prêter serment de fidélité et de remettre deux de ses fils en garantie de sa loyauté (2).

(1) Le château du Guesclin, bâti sur un îlot entre Rothe-neuf et Cancale, fut sans doute le berceau de la famille Duquesclin ; il est d'ailleurs voisin du château de Plessis-Bertrand, fief de cette famille, dont les ruines existent encore près le bourg de Saint-Coulomb.

Serment de Henri d'Avaugour : *Ego Henricus de Avalgor miles, Notum facio omnibus, ad quos presentes littere pervenerunt, quod ego, Castrum Guesclini quod carissimus meus Ludovicus Rex Francorum, illustris mihi tradidit custodiendum, ipsi et heredibus ipsius vel eorum certo hunc super hoc suis patentes litteras deferenti reddere teneor.*

Hoc autem promisi firmiter et fideliter observandum juravi. H. (Bibl. Nationale, titre Saint-Louis.)

A partir de ce moment, Henri d'Avaugour ne quitta plus le service du roi de France. Il fit les campagnes de Poitou, de Saintonge, et se couvrit de gloire à la bataille de Taillebourg, où Louis IX l'aurait fait, paraît-il, connétable en récompense de sa brillante conduite. Nous n'avons malheureusement pas trouvé de preuves confirmant son élévation à cette haute dignité.

En 1233, Louis IX, voulant faire plaisir au duc, lui restitua la ville de Saint-Aubin-du-Cormier. Mais comme il tenait à posséder une place dans les marchés de Bretagne, il fit l'acquisition de Pontorson qui appartenait à Henri d'Avaugour du chef de sa femme; l'acte de vente en fut signé à Fontainebleau en 1233.

Malgré l'échec de ses prétentions à l'indépendance et sa soumission obligée au roi de France, Pierre de Dreux demeura immuable dans ses desseins d'affirmer irrévocablement l'autorité ducal dans son duché; aussi, en 1235, profita-t-il des troubles qui s'étaient produits çà et là pour occuper un certain nombre de châteaux, qu'il promettait d'ailleurs de restituer sitôt le calme revenu; mais il oublia volontairement ses engagements, et les seigneurs dépossédés en appelèrent à la justice du roi.

Henri d'Avaugour, qui, comme nous l'avons vu, avait été dépouillé dès 1222 de la plus grande partie de ses biens, fut le principal plaignant. Louis IX prescrivit une enquête pour établir la légitimité de ses revendications. Ce document curieux, rédigé à Saint-Brieuc, en 1235, est une véritable page de l'histoire des Pen-
thièvre (1).

(1) Enquête de 1235. Le Comte Alain, père dudit Henri, avait au diocèse de Tréguier les terres de Lannyon, Belle-Isle et Guengamp, et au diocèse de Saint-Brieuc, Lamballe, Jugon et Moncontour et en jouissait lors de son décès.

Le Comte Geoffroy qui tenait Lamballe, Jugon et Moncontour les donna audit Alain, père dudit Henri et que jamais le Comte Guy de Bretagne ne réclama à l'encontre.

Le Comte de Lamballe Rivallon, constitua son héritier ledit

L'enquête donna raison à Henri d'Avaugour; le duc fut condamné à la restitution de tous les biens qu'il avait usurpés sans droit, mais comme Louis IX ne pouvait l'obliger à exécuter cette sentence sans avoir recours aux armes, et qu'il s'en désintéressa par la suite, Mauclore opposa la force d'inertie, conserva ses prises, et les seigneurs, dont Henri d'Avaugour, en furent pour leurs frais.

Il est surprenant que Louis IX se fût si facilement

Alain en sa terre de Pentévre et de tout son droit d'aînesse qu'il avait par-dessus ses frères.

Ledit Henri fit hommage au roi de France Philippe pour raison de ladite terre.

Le Comte Etienne eut trois enfants, Geoffroy, Alain et Henri aîné de cet Henri ci-dessus.

Geoffroy poursuivit son père qui lui donna Lamballe et tout Pentévre.

Alain fut envoyé en Angleterre et fut Comte de Richemont; Henri demeura avec son père. Du vivant de son père décéda Geoffroy, auquel son fils Rivallon succéda à Lamballe et Pentévre.

Alain, de retour d'Angleterre, épouse la fille de Conan, Comte de Rennes.

Estienne le père mort, son fils Henri lui succéda aux terres de Tréguier et Guengamp.

Après la mort du Comte Alain, son fils Conan, qui lui succéda, chassa ledit Henri de Tréguier et Guengamp à l'aide du Vicomte de Rohan.

Depuis ledit Henri recouvra Tréguier et Guengamp et les a possédées jusqu'à ce que le Comte Geoffroi, fils de Henri, roi d'Angleterre, espousa Constance, fille du Comte Conan, lequel était fils dudit Alain, Comte de Richemont, lequel Comte Geoffroi osta à Alain, fils dudit Henri, lesdites terres.

Ledit Geoffroy mort, ledit Alain et ses frères firent la guerre à ladite Constance et Arthur, son fils.

Le décès advenu de ladite Constance et dudit Arthur, Alain s'aboucha avec Geoffroi, Comte de Lamballe, fils dudit Rivallon, qui lui donna Pentévre et son droit de primogéniture en toute la terre qu'il avait en Bretagne. Quoi fait ledit Alain, mena ledit Geoffroi vers le roi de France Philippe, où en présence du roi, il se démit de sa terre au profit dudit Alain, du consentement de ses neveux, enfants de O. Tournemine et d'Edie sa sœur et le roi recut ledit Alain à foi et hommage desdites terres, desquelles il a joui longtemps.

Un témoin dit qu'il a vu tenir par ledit Alain la régate de Saint-Brieuc et qu'on lui présentait l'Evesque et qu'il a vu présenter à Henri, son fils, l'Evesque Sylvestre.

Ledit Alain a joui desdites terres au veu et au son de Gui Comte de Bretagne, et Henri son fils, et Conan, Comte de Léon, son tuteur du depuis le Comte de Bretagne les a spoliés. (Bibl. Nationale, titre de Bretagne.)

désintéressé du sort de l'un de ses plus fidèles lieutenants et n'ait pas montré plus d'énergie à l'égard de Mauclerc. Peut-être craignit-il d'être obligé de faire la guerre pour une cause aussi peu importante à ses yeux, ou se laissa-t-il influencer par les protestations du duc, qui prétendait aussi avoir été spolié en la personne de sa femme, par le testament du comte de Lamballe, oncle de la duchesse. En tout cas, la sentence royale demeura lettre morte.

Malgré ces graves dissentiments, nous voyons en 1237 Henri d'Avaugour oublier ses rancunes et réapparaître à la cour ducale. Ce fut à l'occasion de l'abdication de Pierre de Dreux en faveur de son fils aîné Jean le Roux, devenu majeur. Henri d'Avaugour, le vicomte de Rohan, le comte de Léon, assistèrent au couronnement du nouveau duc, espérant peut-être que le fils serait animé à leur égard de meilleures intentions que son père; mais il n'en fut rien.

Néanmoins, les relations des seigneurs avec le jeune duc furent moins tendues, et lorsqu'en 1240, Jean le Roux prêta hommage au roi, ses chevaliers liges furent Henri d'Avaugour, Jean comte de Mâcon, André de Vitry, Raoul de Fougères, Dreux de Mello, Geoffroi de Pouancé et Geoffroy de Châteaubriand.

Cependant Henri d'Avaugour continua ses services en France, et quand, en 1248, Louis IX entreprit la septième croisade, Henri l'accompagna avec un grand nombre de chevaliers bretons et partagea avec le roi tous les dangers de cette fameuse expédition.

Avant de quitter la Bretagne, Henri avait donné sa maison de Dinan aux religieux franciscains et fait le vœu de prendre l'habit religieux s'il revenait de la croisade. Il tint parole et à son retour, en 1250, il prit l'habit franciscain et fonda le monastère des Cordeliers de Dinan.

Plusieurs de ses amis, chevaliers comme lui, imitèrent

son exemple et l'accompagnèrent dans sa retraite; tels furent son frère Geoffroy Botereel IV, comte de Quintin, et Hardouin Tournemine, sire de la Hunaudaye.

Une romance du XV^e siècle évoque ainsi le souvenir du Connétable d'Avaugour, et la fondation des Cordeliers de Dinan.

I

L'an mil deux cent un an et cinquante
Que St Louis, le noble Roy de France
Passa la mer à grand nombre de gens
Dévotieux et de bonne créance.

II

Tous ensemble d'une bonne alliance
S'en partirent pleins de divin amour
Avec Eulx, Connétable de France
Monsieur Henry, le baron d'Avaugour.

III

Et mon palais à Dinan situé
J'en ferai faire couvent de St François
Pour servir Dieu en hyver et esté
Et lesseray mes chevaux et harnois.

IV

Entre les autres Chevaliers de grand nom
Monsieur Geoffroy Botereel de Quintin
Seigneur Hardouin Tournemine, par raison
Ont fait service à Dieu, soir et matin.

A l'époque où Henri d'Avaugour embrassait la vie monastique, il avait quatre enfants déjà grands : Alain, l'aîné, Henri et Isabeau⁽¹⁾, mariés l'un à Philippe de Rohan, l'autre à Alain VI de Rohan, tous deux enfants du vicomte Alain, et enfin Geoffroy, qui fut l'un de ses otages à Paris, près de Louis IX.

L'aîné Alain, marié en premier lieu à sa cousine

(1) En 1266 Isabeau de Rohan donna à l'abbaye de Bon-Repos des biens situés dans les communes de Ploumer et d'Yvias.

Clémence de Dinan, puis à Isabelle de Mayenne, fut un prodigue, qui, dès la claustration de son père, s'empessa de dissiper non seulement ses revenus, mais encore de vendre au duc Jean le Roux tous les biens dont il pouvait disposer.

Son père, cordelier, lui fit d'inutiles remontrances et fut enfin obligé d'intervenir judiciairement pour essayer de mettre un terme à ses folles prodigalités et sauvegarder l'héritage de ses petits-enfants; il le déshérita et parvint à lui enlever la tutelle du jeune Henri III d'Avaugour, son fils aîné, qu'on appelait alors Henriot, et à la confier à son fils cadet Henri, oncle du jeune prince.

Mais Alain, peu respectueux des volontés de son père, n'en continua pas moins ses dilapidations et, en 1263, céda au duc les châtellenies de Léon et de Dinan et tout ce qui lui appartenait en Bretagne, tant de sa mère Marguerite de Dinan que de sa première femme Clémence (1).

Olivier de Tinténac, qui avait épousé Havoise, fille aînée d'Alain, fit opposition à cette vente, mais les contractants ne tinrent aucun compte de sa protestation.

A son tour, Henri, tuteur de Henriot, fit lui aussi opposition à ce contrat, et ses sommations demeurant vaines, en appela au roi de France et obligea son frère à rendre compte de la gestion des biens de ses enfants. Louis IX écouta favorablement cette requête et obligea le duc, déjà en possession des domaines, à prendre l'engagement de restituer ces biens à la majorité du jeune Henriot et à lui verser, en attendant, une rente annuelle de 300 livres.

(1) Fragment de cet acte de vente : *Alanus d'Avaugour miles Dominus Meduane vendidimus quicquid juris proprias. Habebamus tam successionem matris nostræ, quam antihæ nostræ quondam Dominæ Meduane, quam etiam ratione filiorum et filiarum nostrarum, natorum et defunctæ Clemenciæ quondam uxoris... pro XVI millibus libris Turnis... 1263...* (Chartes de Nantes.)

Ce jugement, rendu à Paris en octobre 1267, fut confirmé par lettres patentes du roi.

Fort de cette sentence, Henri III, à sa majorité, en 1272, voulut faire hommage au duc et réclamer la libre disposition des biens en litige, conformément au pacte de 1267; mais le duc, sous prétexte que le grand-père cordelier avait, sans autorisation ducale, fait des travaux de fortification à Châtelaudren, refusa de recevoir l'hommage et de restituer quoi que ce soit.

Une nouvelle contestation s'engagea, qui dura huit ans. Il fallut que le grand-père en appelât lui-même à la justice du roi pour obtenir enfin, en juillet 1280, un commencement de satisfaction.

Alain d'Avaugour était mort en 1278, précédant son père de deux ans; Henri d'Avaugour mourut le 6 octobre 1281 à l'âge de 76 ans, au grand regret des Cordeliers. Son corps fut enterré dans l'église du monastère qu'il avait fondé, et pendant des siècles les Cordeliers de Dinan conservèrent pieusement son souvenir.

Son tombeau, détruit sous la Révolution, était orné de sa statue en habit de Franciscain, et un vitrail coloré le représentait en chevalier revêtu de son armure, l'épée à la main et l'écu suspendu au cou.

Henri III et Henri IV d'Avaugour Guy de Bretagne, comte de Penthhièvre

Après les traités de 1267 et de 1280, il semble qu'on ne devrait plus entendre parler de différends entre le duc et la maison d'Avaugour. Mais, de même que Pierre Mauclerc, Jean le Roux poursuivait une politique bien définie : l'affaiblissement de la puissance et de l'influence des seigneurs. Son moyen était moins brutal et moins retors que les procédés employés par son père, mais aussi efficace, c'était le rechat. Il lui était donc très pénible d'admettre que l'acte par lequel il avait acquis les biens d'Henri d'Avaugour dût être considéré comme nul par suite du verdict du roi; aussi fit-il la sourde oreille et refusa-t-il toute restitution. Pour terminer cette nouvelle querelle qui menaçait d'être interminable, Henri III d'Avaugour, devenu maître de sa fortune et héritier de son grand-père, transigea et céda au duc ses terres de Laigie en Normandie, la Chatellenie de Morgon, que lui avait apportée en dot sa femme Marie de Beaumont, plus une redevance sur les halles neuves et levées de Dinan, pour la vie durant du duc. De plus, il s'engagea à ne pas augmenter les fortifications de Chateaulandren.

Ce traité fut conclu à Carhaix, le 27 avril 1283. Jean Bolere de Quintin, Rolland de Tonquédec et Pierre Tournemine de la Hunaudaye, garants du traité, s'engagèrent à demeurer en otages dans la ville de Carhaix jusqu'à l'accomplissement des engagements pris par Henri.

La terre de Laigie servant de caution au douaire de Geoffroy d'Avaugour, oncle d'Henri, celui-ci dut s'en-

gager par contrat signé à Paris à servir à son oncle une rente annuelle de cent livres⁽¹⁾.

Le traité de Carhaix mit fin définitivement aux dissentiments existant entre les deux maisons.

D'ailleurs, encore que ces domaines eussent été amputés de tout le Penthhièvre et du comté de Guingamp, Henri III n'en était pas moins le plus puissant baron de Bretagne. En 1294, lors du recensement général de l'Ost du duc à Ploërmel, sur un total de 470 chevaliers recensés, Henri en devait 10, le vicomte de Rohan 9, et les autres hauts seigneurs variaient leur contribution entre 1 et 7 chevaliers d'Ost⁽²⁾.

À sa mort, en 1301, il laissait à son fils Henri IV le plus riche et le plus beau domaine du duché. Ses autres enfants furent : Louis, évêque de Saint-Brieuc, mort en 1320; Jean, successeur de son frère Louis au siège épiscopal de Saint-Brieuc, et plus tard de Dol en 1328, où il mourut en 1340; Agnès, qui fut mariée en 1285 à Alain, fils aîné du vicomte de Rohan, et enfin Jeanne, mariée en 1287 à Geoffroy de Dinan, fils de Roland de Dinan, qui reçut en dot la seigneurie de la Roche-Suhart dont son père venait d'hériter⁽³⁾.

(1) Transaction entre Henri III et Geocroy d'Avaugour. — « Philippus D. G. Francorum Rex... Inter Henricum d'Avalgour militem, dominum de Gouelou et Meduance, ex una parte, et Gaufridum d'Avalgour patrum suum ex altera... Super eo quod dictus Gaufridus petebat a dicto Henrico nepote suo, quendam domum situm Parisius, que fuit comitis Maticonensis et terram de Aquila, ratione successionis Henri d'Avalgour quondam militis patris dicti Gaufridi et avi dicti Henrici... etc... Actum Parisius, anno Domini MCCLXXXIII. (Bibl. Nation., Actes de Blain.)

(2) Principales redevances à l'Ost du duc en 1294 Henri d'Avaugour 10 chevaliers, vicomte de Rohan, 9; de Chateaubriand, 7; comte de Léon, sires de Tonquédec Vitré et Maistreuil, chacun 5. S. de Montfort Roland, de Dinan, Pierre Tournemine de la Hunaudaye, chacun 4, etc...

(3) Cette seigneurie demeura dans la maison de Dinan jusqu'en 1542. Par le mariage de Françoise de Dinan, veuve de Gilles de Bretagne, avec Guy XIV de Laval, en 1439, elle passa dans cette maison. Rachetée en 1542, par Jean IV de Brosse, une partie, la chatellenie de Ploë, servit en 1568 à constituer la dot de Magdeleine de Luxembourg, lors de son mariage avec Georges de la Trémouille.

Henri IV, le nouveau baron d'Avaugour, fut le camarade de jeunesse du jeune prince Jean de Bretagne, qui devait devenir duc de 1312 à 1341, sous le nom de Jean III.

Très beau chevalier, expert en l'art militaire, Henri IV d'Avaugour fut un capitaine très apprécié qui eut plusieurs fois l'honneur de commander en chef l'armée du duc de Bretagne. Après la bataille de Courtray, gagnée par des milices bourgeoises des Flandres, le roi de France, désireux de prendre une revanche éclatante de cette défaite, fit appel par lettre personnelle au concours des princes Pierre et Arthur de Bretagne, de Henri d'Avaugour, et du vicomte de Rohan. Ces seigneurs acceptèrent l'invitation du roi et se rendirent à Arras en 1304, avec une puissante armée ; mais ils arrivèrent trop tard. Philippe le Bel, impatient, venait de livrer bataille et de remporter la brillante victoire de Mons-en-Puelle, qui avait obligé ses ennemis à déposer les armes ; l'armée bretonne dut s'en retourner sans avoir combattu.

Cette absence du baron d'Avaugour fut aussitôt utilisée par le duc Jean II qui s'empessa d'empiéter sur ses droits à Dinan ; aussi le baron revint-il quelque peu froissé et avec l'intention de protester énergiquement contre la mauvaise foi du duc et la violation des articles de la convention de Carhaix. A son retour, il trouva le duc mort, et ce fut aux exécuteurs testamentaires de ce prince qu'il adressa sa requête. Après enquête, satisfaction complète lui fut donnée (1).

Lors de la reprise des hostilités entre le roi de France

(1) Requête de Henri IV d'Avaugour : « Derechief requert le dit Henri, que come le champ ez chevaux de Dinan soit que un entre le duc de Bretagne et le devant dit Henry... Le duc de Bretagne qui mort est de nouvel, ait baillé places et fait mesours ez leu où le dit Henry avait sa quominanté. »

« Derechief demande le devant dit Henry que come autrefois il requiert par plusieurs feist au dit duc, que l'on départoit son de de la Sé de Léon si come il estoit convenu es peïs faites par la Cour de France et jurés entre eux... TIT. Bretagne, Ch. Nantes

et le comte de Flandre en 1314, l'armée bretonne qui participa à cette expédition était sous les ordres du baron d'Avaugour et de Roland de Dinan.

La grande camaraderie qui liait le duc Jean III à Henri d'Avaugour faisait de ce dernier le compagnon préféré du duc ; lorsqu'en 1316 Jean III fut invité par Philippe le Bel à assister à un tournoi donné en son honneur à Tours, Henri accompagna le duc et à cette occasion lui procura et lui dressa un superbe cheval (2).

Un heureux événement devait encore resserrer les liens d'amitié qui les unissaient : ce fut le mariage de Guy de Bretagne, né en 1287, frère cadet de Jean III, avec Jeanne, fille aînée du baron et de Jeanne d'Harcourt (3).

Guy de Bretagne était devenu comte de Ponthièvre en 1317, à la suite d'un long procès, au sujet de la vicomté de Limoges.

Cette vicomté de Limoges était échue à Guy de l'héritage de sa mère Marie de Limoges, et était grevée d'une rente viagère de deux mille livres, due à la duchesse Yolande de Dreux, deuxième femme du duc Arthur II, et par conséquent, belle-mère de Jean III et de Guy.

Jean III, abusant de la jeunesse de son frère, avait trouvé avantageux d'offrir en cadeau de nocce à sa femme Isabeau de Castille, cette vicomté de Limoges, dépouillant ainsi son frère de son patrimoine.

Guy, frustré de son héritage, protesta près du roi de

(1) Nous Jehan, duc de Bretagne, desors sçavoir que nous avons reçu de nostre amé et feal sire d'Avaugour, un cheval don prix de CCC lrv. parisis sur lequel ledit sire d'Avaugour fut en nostre compagnie au tourmay qui fut à Tours le mercredi avant la St-André l'an MCCCXVI, lesquels CCC livres fermes tenns rendre et poier dedans le feste de la mi-carême... Fait le lundi après la Saint-Nicolas MCCCXVI.

(2) Henri IV d'Avaugour avait deux autres filles, Isabeau mariée au S. de Chateaubriand et Marguerite mariée au Comte de Léon ; leur succession fut l'objet d'un partage entre Margot de Clisson et son beau-frère le vicomte de Rohan, petit-fils du Comte de Léon, le 25 mars 1405.

France, qui invita le duc à restituer la vicomté ou quelque compensation.

Après bien des pourparlers, les deux frères finirent par se mettre d'accord, et c'est alors que Jean III donna à son frère les comtés de Guingamp et de Penthievre, c'est-à-dire les seigneuries de Guingamp, Lamballe, Moncontour, La Roche-Derrien, Châteaulin-sur-Trieux et, en plus, les salines de Saint-Gildas. Le duc se réserva le château de Jugon, la juridiction du comté de Guingamp, la garde des églises et le droit de bris⁽¹⁾ et d'amirauté.

Après cette transaction, Guy, devenu comte de Penthievre, vint habiter Guingamp et devint ainsi le proche voisin de la famille d'Avaugour; il n'en fallut pas davantage pour établir des relations suivies et lier une intimité qui se termina par un mariage.

La dot de la fiancée était d'ailleurs alléchante. Henri d'Avaugour n'ayant pas de fils, c'était sa fille aînée et par suite son gendre, qui devenait l'héritier de la baronnie d'Avaugour.

Guy demanda la main de la jeune héritière et le mariage fut célébré à Châtelaudren en 1317; c'est ainsi que nous voyons une deuxième fois le Penthievre et le Goëlle réunis et constituer un comté considérable, par le mariage d'un prince de la maison ducale avec l'héritière des barons d'Avaugour.

Guy et Jeanne firent de Guingamp leur résidence habituelle, et leur plus grande préoccupation fut l'embellissement et la prospérité de leur ville. Malheureusement leur séjour n'y fut qu'éphémère. Jeanne mourut à l'âge de 32 ans en 1327, après dix ans de mariage, et quatre ans plus tard, le 26 mars 1331, son mari mourut

(1) Le droit de bris ou d'épaves était le droit que s'arrogeaient les habitants du bord de la mer ou leurs seigneurs de s'emparer en cas de bris ou naufrage, de tout ou partie des objets que la mer jetait sur le rivage.

à Nijon, près de Paris⁽¹⁾. Ils laissaient une fille née en 1322, Jeanne de Penthievre, dite la bolteuse à cause d'une légère infirmité qu'elle tenait de naissance.

C'est à tort que Guy de Penthievre a été considéré comme étant le fondateur du monastère des Cordeliers de Guingamp; il est en effet certain que ces religieux s'établirent dans cette ville dès 1282; en 1306, à la mort du duc Jean II, ils reçurent un legs de ce duc consistant en soixante livres tournois destinées à célébrer chaque année un service solennel pour le repos de son âme.

Mais ce qu'on peut dire avec certitude, c'est que Guy et sa femme furent de généreux bienfaiteurs de ce monastère, qu'ils l'augmentèrent, construisirent la chapelle et l'enrichirent.

Ce couvent était situé en dehors de la ville, entre les portes de Montbareil et de Tréguier, au lieu appelé encore la Terre Sainte.

La chapelle décorée et enrichie par Charles de Blois, fut le lieu de sépulture d'un grand nombre de membres de la famille de Penthievre.

Jeanne d'Avaugour y fut inhumée en 1327.

Guy de Bretagne, en 1331.

Henri IV d'Avaugour, en 1334.

Charles de Blois, en 1364.

Jeanne la Bolteuse, en 1384.

Jean de Penthievre, en 1403.

Jehan IV de Brosse, duc d'Etampes, en 1565.

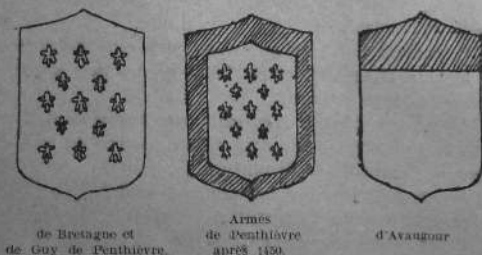
Sébastien de Luxembourg, en 1569.

En 1340, Charles de Blois fit lambrisser cette chapelle, construire un magnifique chœur, un jubé, décorer le maître-autel d'un grand nombre de statues (de belles figures, dit le Baud) et élever un autel en l'honneur de l'un de ses oncles maternels, Louis de Valois,

(1) Le château de Nijon, propriété des ducs de Bretagne, était situé à Chaillot. Il fut donné par la reine Anne de Bretagne à Saint François de Paule, pour y établir un couvent de religieux, connu sous le nom de « Bons-Hommes ».

évêque de Toulouse, mort à l'âge de 23 ans, et canonisé en 1320 sous le nom de saint Louis de Marseille.

Charles donna encore à cette église des vases et des ornements d'or et d'argent, évalués 7.850 florins d'or, entre autres une croix garnie de pierreries, du poids de onze marcs, deux chandeliers de huit marcs, deux encenseurs de sept marcs, etc..., enfin une croix processionnelle de trois marcs, et enfin un tapis de drap d'or, aux armes de Penthievre et d'Avangour⁽¹⁾, pour honorer les tombeaux des ancêtres de sa femme. Il prescrivit même en 1358 aux religieux de réserver le chœur de leur chapelle pour les sépultures des membres de la famille⁽²⁾.



Ce monastère fut détruit en 1591 par l'armée du prince de Dombes, lors du siège de Guingamp; les

(1) Charles duc de Bretagne, vicomte de Limoges, et Jeanne duchesse et vicomtesse desdits lieux, à nos bien amez le gardien et couvent des frères mineurs de Guingamp, qu'à présent sont, et qui pour le temps advenir seront. Salut! Pource que Nous ditz Duc et Duchesse, d'un commun assentement avons ordonné et élu notre sépulture, quant à Dieu faire son commandement de nous en votre église dudit couvent à Guingamp, entre le grand Autier et les pieds de Monseigneur et de Madame de Penthievre que Dieu pardoint.

Nous vous mandons et deffendons, prions et réquérons, sur ce que vous nous pouvez déplaire, que vous ne ensevelirez nul corps, quelque soit, ne de quelconque estat, dedans le chœur de ladite église, sous tant seulement les corps des fondateurs d'icelle quand le cas se offrira.

Guingamp, 28 août, l'an de Grâce MCCCLVIII.

restes de Charles de Blois furent transportés au monastère des Cordeliers, à Grâces. Ceux de Jean IV de Brosse et de Sébastien de Luxembourg, recueillis par Mesdames de Martigné et de Mercœur, furent déposés dans un caveau construit spécialement pour les recevoir, sous le maître-autel de l'église Notre-Dame.

Dans l'enclos des Cordeliers existait un cimetière dont on retrouve encore aujourd'hui de nombreuses dalles en granit taillé. En 1909, lors de la construction d'une maison, un très grand nombre de ces monuments funéraires furent mis à jour; déjà, en 1810, Fréminville, en explorant ce terrain, avait rencontré une dalle ornée de l'effigie d'un chevalier armé, dont il identifia l'écu, et qu'il attribua à un Fleuriot de Kernabat.

Ces nombreuses et riches sépultures semblent indiquer que ce cimetière fut une nécropole réservée à la noblesse et aux riches bourgeois de Guingamp.

A la mort de Guy de Penthievre, en 1331, sa fille unique fut confiée à son grand-père, Henri IV d'Avangour.

En 1334, le duc Jean III, qui n'avait pas d'enfants et affectionnait beaucoup sa nièce, songea à la marier afin de lui assurer la succession du duché; un premier projet fut ébauché pour l'unir au jeune Charles de Navarre⁽¹⁾, fils de Philippe, roi de Navarre, et de Jeanne de France; le grand-père Henri d'Avangour approuva ce projet, et les fiançailles eurent lieu.

Ce fut quelques semaines après cette cérémonie que mourut Henri IV d'Avangour; parti de Guingamp pour se rendre à Avignon près du pape, il tomba malade en route et mourut au Mans; son corps, déposé chez les Cordeliers de cette ville, fut transporté à Guingamp et alla reposer dans l'église des Cordeliers près de sa fille et de son gendre.

Après sa mort, le roi d'Angleterre Edouard III dé-

(1) Charles de Navarre, futur roi de Navarre, connu sous le nom de Charles le Mauvais.

manda à son tour la main de la jeune héritière pour son frère Jean, comte de Cornouaille, et à cette occasion envoya en Bretagne une ambassade portant une lettre autographe ⁽¹⁾ et munie de pleins pouvoirs pour réaliser cette union.

La proposition du roi d'Angleterre fut fort bien accueillie et satisfaisait pleinement de nombreux seigneurs bretons qui reprochaient à Charles de Navarre sa trop grande jeunesse; il n'avait que cinq ans; il fallut toute l'habileté de Philippe de Valois et l'empire qu'il avait sur son vieil ami le duc Jean pour empêcher cette union qui aurait jeté la Bretagne dans le camp anglais. Or à ce moment la rivalité de la France et de l'Angleterre, qui datait de la conquête normande, était arrivée à une période aiguë. Le roi Edouard III d'Angleterre, petit-fils de Philippe le Bel par sa mère Isabelle, avait, à la mort de Charles le Bel, revendiqué le trône de France. Ce furent les Etats Généraux qui, en appliquant la loi salique, tranchèrent la question et donnèrent la couronne à Philippe VI de Valois, petit-fils de Philippe II le Hardi, par son père Charles de Valois, frère cadet de Philippe IV le Bel.

Dès lors la lutte devenait inévitable entre les deux pays, et il importait au roi de France de ne pas voir la Bretagne aux mains des Anglais ⁽²⁾.

Aussi pour éviter le retour d'une pareille alerte, Philippe VI n'hésita pas à satisfaire les mécontents, c'est-à-dire à abandonner la candidature de Charles de Navarre et à proposer un candidat répondant aux desiderata des seigneurs bretons. Son choix fut ratifié, et par acte du 4 juin 1337, Charles de Châtillon, dit de

(1) Fragment de la lettre du roi Edouard III... Nec non super sponsalibus et matrimonio inter Joannem Comitem Cornubie, fratrem nostrum Carissimum et Johannem filium Guidonis de Britannia, septem et heredem predictis Ducis contrahendis. Datum apud novum Castrum super Tynam, 31 Décembre 1335. (Rimer history of England).

(2) La guerre de Cent ans commença en 1337, pour finir en 1453.

Blois, né en 1319, fils puîné de Guy de Châtillon, comte de Blois, et de Marguerite de Valois, sœur du roi, devint le fiancé de la jeune comtesse, et le mariage fut célébré en 1338.

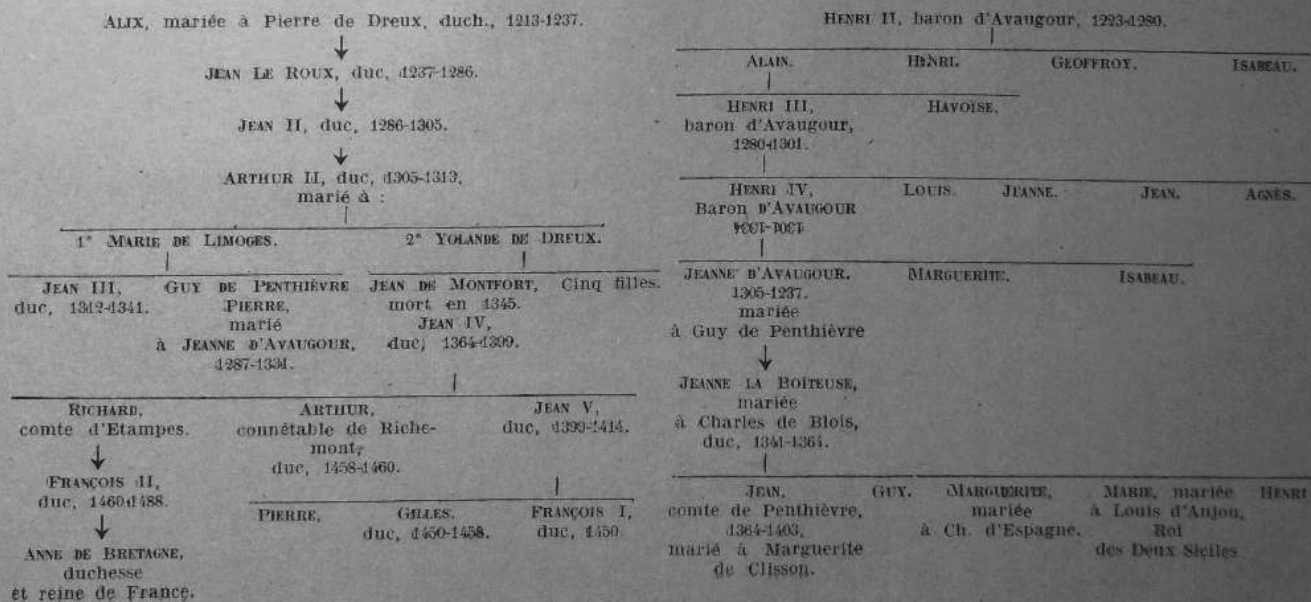
Il n'existe pas de preuves qu'à l'occasion de ce mariage le duc Jean ait pris l'engagement de désigner Charles de Blois comme devant lui succéder. De fortes présomptions permettent cependant de le croire, car précédemment, lors du projet de mariage de Jeanne avec Charles de Navarre, cette clause avait été la condition principale du contrat. D'ailleurs le mobile de ce premier essai de mariage était justement pour le duc d'assurer son héritage à sa nièce, au détriment de son demi-frère, Jean de Montfort.

Ce dernier, qui connaissait les sentiments hostiles que le duc professait pour lui et pour sa mère Yolande de Dreux, se rendit parfaitement compte des conséquences de cette alliance, mais il n'en fit rien voir; au contraire, il feignit d'admettre ces conventions et s'inclina. Cependant bien décidé à faire valoir et à défendre énergiquement ses droits, il prit ses précautions, en se ménageant et en cultivant l'amitié et la sympathie des seigneurs et des évêques.

Aussi quand, en 1341, mourut Jean III, vit-on Jean de Montfort en même temps que son compétiteur Charles de Blois se déclarer prétendant et héritier légitime de la couronne.

Alors commença cette guerre de succession de Bretagne, vaste épopée bretonne, qui pendant un quart de siècle, de 1341 à 1364, désola et ruina le duché, et particulièrement le pays de Guingamp.

TABLE GÉNÉALOGIQUE (suite.)



CHAPITRE VIII

Guerre de Succession de Bretagne I^{re} période : 1341-1347

Avant de commencer le récit de cette longue guerre, nous tenons, pour dissiper toute obscurité, à en rappeler brièvement les causes.

Arthur II, duc de Bretagne, qui succéda à son père Jean II de 1305 à 1312, s'était marié deux fois. De sa première femme Marie, vicomtesse de Limoges, il laissait trois fils : Jean III, duc de 1312 à 1341; Guy, comte de Penthievre, marié à Jeanne d'Avaugour, et Pierre, qui mourut jeune des suites d'un accident de cheval; de sa seconde femme, Yolande de Dreux, comtesse de Montfort-l'Amaury, un fils, Jean de Montfort, et cinq filles.

Guy de Montfort était mort en 1331, laissant pour héritière unique Jeanne la Boiteuse.

De sorte qu'au décès de Jean III, mort sans postérité en 1341, son héritage demeurait indécis entre la fille de son frère Guy et son demi-frère Jean de Montfort; cela explique que Charles de Blois, marié à Jeanne la Boiteuse, et Jean de Montfort aient pu réclamer en même temps la succession ducale.

Les deux prétendants ne se ressemblaient guère. Jean de Montfort, prince énergique et plein de décision, commença avant toute discussion par se mettre en possession d'une partie du duché; il occupa Nantes, s'y fit reconnaître duc, courut à Limoges s'emparer du trésor ducal que Jean III y avait déposé, revint en Bretagne, puis occupa Vannes, Brest, Rennes et tout le sud du duché.

Cependant, devant l'incertitude des droits de chacun des prétendants, il s'était formé deux partis. Les partisans de Jean de Montfort eurent les premiers avantages, grâce à l'initiative et à l'attitude énergique de leur chef et des évêques qui, par cinq sur sept, se déclarèrent partisans de Montfort, si bien que celui-ci se trouva maître d'une partie du duché avant même que Charles de Blois ait songé à se défendre.

Charles de Blois, prince doux, timide, toujours préoccupé de l'accomplissement de ses devoirs de piété, si peu ambitieux qu'il eût certainement abandonné ses droits sans l'intervention de sa femme, n'était pas le chef d'une telle cause : il était né pour faire un moine et non un duc.

Au lieu de rassembler ses partisans qui étaient très nombreux, puisque reconnu de tout le nord de la Bretagne, et de combattre énergiquement les menées de son compétiteur, il préféra en appeler au jugement du roi de France, son oncle.

Philippe VI accepta d'arbitrer le différent, convoqua la cour des pairs à Conflans et somma les deux prétendants d'avoir à s'y présenter.

Avant toute décision, Montfort fut invité à remettre aux mains du roi le trésor ducal, qui serait ensuite restitué à celui des prétendants qui obtiendrait gain de cause.

Sans produire ce dépôt, Jean de Montfort tint au préalable à exposer sa défense dans un long factum, donnant à l'appui de sa thèse des exemples quelquefois heureux et qui ne manquaient pas d'humour.

« La couronne lui revenait de droit :

1° Par la loi divine, par l'autorité de Moïse et celle quatrième livre des rois.

2° Par la loi naturelle, étant plus proche du duc défunt qu'aucun autre.

3° Par droit de moralité. Parce que l'homme vaut mieux que la femme, parce que l'office du duc est de

régner et de gouverner, or la femme ne le peut et ne le doit, l'Eglise disant qu'elle ne doit avoir aucune autorité sur les hommes.

4° Par droit de raison. Parce que le frère succède avant tous les autres au frère...

Etc., etc...

En somme il demandait l'application de la loi salique en Bretagne.

Charles de Blois invoqua que la succession à la couronne ducal n'était pas en Bretagne soumise à la loi salique. Il donna comme preuves que Berthe, fille d'Alain III, avait transmis le duché à son mari Hoël, comte de Cornouaille, malgré l'existence de son oncle Eudes, frère de son père; que Constance et sa fille Alix avaient aussi hérité de la couronne et confirmé cette tradition.

Que donc sa femme, Jeanne de Penthievre, fille d'un frère germain alors que Jean de Montfort n'était que demi-frère du duc défunt, conservait le droit de priorité et devait hériter la première.

Devant ce tribunal royal de Conflans, Charles de Blois, en plus de ses droits, avait un avantage appréciable sur son adversaire : il était le neveu propre du roi.

Aussi lorsque Philippe de Valois, après avoir entendu les plaidoyers des deux parties, et avant de rendre son arrêt, exigea de Montfort la remise du trésor ducal, celui-ci craignit que le jugement ne fût partial, et par suite défavorable à sa cause; il conserva le trésor et, laissant là ses gens et ses mémoires, s'enfuit de Paris sous un déguisement.

En apprenant cette fuite, Philippe VI se jugea offensé et, par arrêt rendu à Conflans le 7 septembre 1341, déclara Charles de Blois seul et légitime duc de Bretagne.

A partir de ce moment, Philippe de Valois embrassa résolument la cause de son neveu, lui procura des

armes pour ses troupes⁽¹⁾, et une armée française de 6.000 hommes.

L'armée française pénétra en Bretagne, s'empara de Saint-Aubin-du-Cormier et de Nantes, où Montfort fut fait prisonnier. On aurait pu croire qu'après cette capture, la contestation au sujet du duché allait être définitivement réglée et la guerre terminée; mais Jeanne de Flandre, femme de Jean de Montfort, que ses compagnons baptisèrent plus tard du nom de Jeanne la Flamme, pour sa bravoure et son intrépidité, leva des troupes, entraîna à sa suite un grand nombre de seigneurs, appela le roi d'Angleterre à son secours et se jeta dans Hennebont où elle soutint avantageusement un siège demeuré fameux dans les annales de Bretagne.

Malgré son courage et son héroïsme, Jeanne allait cependant succomber et se rendre, quand par le Blavet, la flotte anglaise lui amena un précieux renfort sous les ordres de Gauthier de Maury.

(1) 19 Septembre 1341. « Nous, Charles, duc de Bretagne, cognoissons avoir eu et reçu de Thomas Fouques, gouverneur des armures et artillerie du Roy Nostre Sire, 500 plates, 500 businets, 600 pavays, 80 casses de viretons, esuelles il a 500 en chacune casse, 30 casses de quarriaux, dont il a mil quarriaux en chacune casse, 150 gorgières, 300 lances et deux grans lances pour bannières.

Donné à Guingamp le XIX jour de Septembre, l'an 1342. (Bibl. Nat., manus. 20405.)

28 avril 1343. « Nous, Charles, duc de Bretagne, Viconte de Limoges, cognoissons avoir eu et reçu de nostre amie et féal Ayton Doré ou de ses gens, sept, vingt-sept et demie casses de viretons, 215 pères plates, 341 pavays, 225 hacinetz, 562 gorgieretz, 155 lances, 36 arbalestres, 36 baudrez, bien 48 dards, 57 faioz et 3 fers oultre 98 rompus. Desquelles armures et artilleries nous nous tenons a bien paie et prometons en acquitter ledit Ayton envers Monseigneur le Roy.

Donné à Guingamp, le XXVIII jour d'avril, l'an de grâce 1343.

10 août 1345. Charles, duc de Bretagne, Viconte de Limoges, Bertrand de Bau... capitaine député pour amener à nous en Bretagne, du mandement de Nostre Seigneur le Roy, certain nombre de gens d'armes de la sénéchaussée de Tholouse, se presenta par devant nous à Guingamp le IX jour d'août avec Trente ou hommes d'armes et mil trente deux hommes à pie, et d'armes en droit vindrent avec nous à nostre service. Fait à Guingamp, le X jour d'Aoust 1345. (Bibl. Nat., manus. 25598.)

Ce secours ranima le courage des assiégés; un combat sanglant fut alors livré sous les murs mêmes de la ville, et les troupes de Montfort victorieuses obligèrent Charles de Blois à abandonner son entreprise.

Jeanne, qui du haut des remparts avait assisté à ce glorieux combat, fut si heureuse de cette victoire que lorsque Gauthier de Maury fit son entrée dans la ville délivrée, elle se jeta à son cou et l'embrassa avec effusion, en témoignage de sa reconnaissance.

Pendant que l'armée de Charles de Blois guerroyait devant Hennebont, le gouverneur de Guingamp, nommé Renault, ami secret et partisan de Montfort, avait profité du départ de son maître pour le trahir, terroriser les habitants de la ville, chasser les partisans de Charles et faire occuper la place par une garnison de son choix : il avait même eu l'audace de confier son commandement à son fils et d'aller s'enfermer dans Hennebont pour aider à la défense de cette place.

Aussi, après son échec devant cette dernière ville, Charles n'eut-il rien de plus pressé que de reconquérir sa ville familière et d'y envoyer Louis d'Espagne, avec son armée française.

La conquête n'en fut pas difficile; à l'approche de cette armée, les habitants de Guingamp, qui supportaient péniblement le joug du traître, mais conservaient aussi tout leur attachement à la cause de leur seigneur et leur maître, se mutinèrent, massacrèrent le fils Renault en pleine Cohue⁽¹⁾ et ouvrirent leurs portes à l'armée française.

Louis d'Espagne trouva à Guingamp deux capitaines bourguignons prisonniers du capitaine Renault : le capitaine Gélard de Malain et le capitaine Pierre Portebœuf qui fut investi du commandement de la place.

De Guingamp, Louis d'Espagne s'en alla à Guérande qu'il enleva d'assaut et rasa, puis ce fut le tour de

(1) La Cohue était le marché de la ville, place du Centre actuelle.

Vannes, d'Auray et de Carhaix; attaqué devant Quimperlé par Gautier de Mauny, son armée fut battue et mise en déroute. Pour se venger de cet échec, Charles de Blois retourna mettre le siège devant Hennebont en 1342.

Les habitants de cette ville, partisans déterminés du comte de Montfort, se sentant protégés par la seule présence de Gautier de Mauny, raillaient les troupes françaises campées sous leurs murs et leur criaient du haut de leurs remparts : « Vous n'êtes pas assez nombreux ! Allez donc chercher vos camarades de Quimperlé ! »

Furieux de ces railleries, Louis d'Espagne résolut d'en tirer vengeance et de faire un exemple terrible sous les yeux des persifleurs; il médita de faire décapiter à la vue de la place deux chevaliers, Jean le Bouteiller et Hubert du Fresnay, captifs au Faouët, et obligea Charles de Blois à violer les lois de la guerre et de l'humanité en lui livrant les deux malheureux prisonniers. Il les fit amener dans sa tente et ordonna de commencer les préparatifs et la mise en scène nécessaires à cette exécution sensationnelle.

Les assiégés furent heureusement prévenus de ce qui se passait et ne donnèrent pas le temps au général français de consommer cette infamie. Bien décidés à délivrer ces deux captifs, ils firent, sous les ordres d'Amaury de Clisson, une vigoureuse sortie qui obligea les assaillants à employer toutes leurs forces. Pendant ce temps, un groupe de cavaliers, commandés par Gautier de Mauny, quitta la ville par une porte dérobée, fit un détour, atteignit l'arrière du camp français et y enleva les deux chevaliers.

Cet audacieux coup de main, qui coûta beaucoup de monde aux assiégeants, contraignit Charles de Blois à abandonner Hennebont pour la deuxième fois.

Jeanne de Montfort profita du répit que lui donna ce succès pour se rendre en Angleterre et solliciter d'autres renforts.

Lorsqu'il apprit le bon accueil fait par Edouard III à son intrépide adversaire, Charles amena rapidement une flotte puissante pour barrer la route aux vaisseaux anglais et l'envoya croiser dans la Manche.

Les deux flottes se rencontrèrent à la hauteur de Guernesey et s'y livrèrent un combat violent dans lequel la flotte de Charles eut l'avantage; mais la nuit et une tempête séparèrent les combattants et sauvèrent la flotte anglaise qui réussit à s'éloigner vers l'Ouest et à débarquer les troupes qu'elle convoyait aux environs de Vannes qui fut immédiatement occupé par elles.

Cette occupation ne fut pas de longue durée, car Vannes fut aussitôt repris par Hervé de Léon, Robert de Beaumanoir et Olivier de Clisson, à la suite d'un sanglant engagement qui coûta des pertes considérables aux nouveaux débarqués; Robert d'Artois, ami personnel du roi d'Angleterre, qui, trahissant son pays, combattait dans les rangs anglais, y fut tué⁽¹⁾.

À la nouvelle de cette défaite, Edouard III résolut de venir lui-même en Bretagne avec une forte armée, dans l'intention bien arrêtée de tout saccager.

Il débarqua en 1343, assiégea Rennes, Vannes, Nantes sans le moindre succès, brûla Roëan, Pontivy, puis vint mettre le siège devant Guingamp avec une armée considérable et 4.000 cavaliers.

À cette époque, les défenses de Guingamp étaient très rudimentaires; la partie de la ville qui borde le Trieux ne possédait, en guise de remparts, qu'une barrière en bois. La résistance de la place ne pouvait donc être bien sérieuse contre une armée si puissante⁽²⁾.

(1) Robert d'Artois, descendant de Robert d'Artois, frère de saint Louis, avait été condamné comme faussaire par arrêt du Parlement de Paris et s'était réfugié à Londres avec des pensées de vengeance. Froissart raconte que pour allumer la guerre il avait fait servir sur la table de son ami, le roi Edouard III, un héraut, symbole de trahison.

(2) ... ville qui n'était formée que de palis, spécialement par devant la rière du Trieux, et fit prendre de nouvelles dispositions aux archers pendant que d'autres tranchaient les pailis à

Edouard III fit d'abord donner quelques assauts pour se rendre compte de la résistance des assiégés, puis, bientôt convaincu que ceux-ci se défendraient jusqu'au bout, il modifia ses dispositions d'attaque et choisit comme centre de son offensive le secteur en bordure du Trieux, qui lui semblait le moins résistant.

Ensuite, sous la protection des archers, massés dans des barques, il fit saper les palissades, qui ne tardèrent pas à s'écrouler, et quand la brèche fut suffisante, il lança ses troupes qui refoulèrent violemment les défenseurs, entrèrent dans la ville et coururent ouvrir les portes au reste de l'armée anglaise.

Une bataille acharnée s'engagea dans les rues et sur la Cohue, où les habitants s'étaient barricadés; accablés par le nombre, ceux-ci furent bientôt obligés de se rendre à merci, ainsi que leur gouverneur, le capitaine Porte-Boeuf.

La ville fut pillée et saccagée; les Anglais y firent un grand butin, car Guingamp était très riche et très florissant.

Néanmoins les Anglais n'y demeurèrent pas, sans doute à cause du mauvais état des fortifications, qui ne leur inspiraient aucune confiance, et ils s'en allèrent à Vannes.

Charles de Blois revint immédiatement et, aidé des habitants, fit exécuter des travaux considérables, construire des remparts complets et solides, restaurer le château et édifier l'hôpital de la Délivrande. Enfin il

haches et en cette manière en jetèrent un grand pan par terre et par la brèche entrèrent dedans. Ceux de la ville s'enfuirent au marché, mais leur ralliance ne leur profita guère, car ceux qui estoient entrez allèrent ouvrir la porte aux autres et ainsi fut prise ladite ville, et toute pillée et courue et gagnèrent les Anglais, grand avoir, car elle estoit moult riche et marchande.

Le Baud.

Une autre chronique nous dit : « La ville fut occupée de toutes parts ainsi fut-elle prise et pillée, et les biens des habitants ravagés, y ayant les anglais trouvé un grand butin, car elle estoit riche et les habitants tous trafiquans sur mer. »

mit Guingamp en état de résister efficacement à toute nouvelle agression.

A son tour, Philippe de Valois, furieux de l'insolence du roi d'Angleterre qui avait osé prendre le titre de roi de France, et aussi très inquiet du sort de son neveu, résolut de mettre lui-même un terme aux succès des Anglais. A la tête d'une nombreuse armée, il pénétra en Bretagne et vint à Guingamp rejoindre l'armée de Charles de Blois qui y tenait ses quartiers.

La guerre allait donc prendre une nouvelle tournure, favorable, semblait-il, à la cause de Charles, quand le pape Clément VI envoya deux légats qui parvinrent à faire accepter aux deux rois une trêve de trois ans, signée à Malestroit à la fin de l'année 1343.

Cette trêve fut vite rompue; en pleine paix, en 1344, Philippe de Valois fit arrêter à Paris en plein tournoi seize chevaliers bretons du parti de Blois, accusés calomnieusement de pactiser secrètement avec le roi d'Angleterre et le parti de Montfort. Sans procès, il leur fit trancher la tête au milieu des halles de Paris.

Ces chevaliers étaient : Olivier de Clisson, père du futur connétable; Geoffroy d'Harcourt, le sire d'Avau-gour, cousin de Jeanne la Boiteuse; le sire de Laval, Geoffroy de Malestroit, et son fils Jean, Alain de Qué-dillac, Guillaume, Jean et Olivier des Brieux, trois frères; Jean de Montauban, Denis du Piessis, Jean Malart, Jean de Séné David, Thibault de Morillon et Denis de Callac.

La tête de Clisson fut même envoyée à Nantes et exposée à l'une des portes de la ville.

A la nouvelle de cet acte odieux, les hostilités recommencèrent. Un grand nombre de seigneurs du parti de Blois, indignés et craignant de subir le sort de leurs camarades exécutés sans jugement et sans aucun motif, cherchèrent leur sécurité en se jetant dans le parti de Montfort.

La guerre devint atroce et plus acharnée que jamais.

La veuve d'Olivier de Clisson, Jeanne de Belleville,

pour venger son mari, se mit à la tête d'une troupe de partisans, prit par surprise quelques châteaux, passa au fil de l'épée tous les gens de guerre qu'elle y rencontra et sema la terreur dans tout le pays de Nantes.

Charles de Blois ne demeura pas inactif ; il s'empara de Quimper, laissa piller et saccager la ville et les églises, fit massacrer quatorze cents habitants⁽¹⁾ et ne conserva que quelques prisonniers dont le plus important était Henri de Malestroit, diacre, ancien maître des requêtes à la cour de France, qui avait quitté le parti du roi à la suite du meurtre de son frère Geoffroy et de son neveu Jean.

Le roi de France réclama les prisonniers et en fit décapiter trois, dont les corps furent attachés au gibet le samedi saint.

Henri de Malestroit étant diacre, échappait au bras séculier et fut livré à l'évêque de Paris; on le lui mena dans un tombereau, sans chaperon, chargé de chaînes et assis sur une traverse en bois. Quelque temps après, le pape ayant accordé sa dégradation, il fut livré au bourreau, qui l'exposa sur une échelle; lapidé par la population de Paris, il succomba le troisième jour de cet atroce supplice, le corps déchiqueté, meurtri, saignant de partout.

Ce nouveau crime n'était pas fait pour diminuer la haine des partis et n'améliorait guère la situation de Charles de Blois. Ce fut à ce moment que naquit son fils aîné Jean, né à Jugon le 5 février 1345, au cours d'un voyage de la duchesse Jeanne.

Le roi de France n'était pas lui-même dans une situation lui permettant de braver impunément l'opinion, car les haines qu'il suscita diminuèrent ses forces et son prestige, et ce furent la France et la Bretagne qui subirent les conséquences fâcheuses de sa violence et de sa politique maladroite.

(1) Pour commémorer ce massacre, une procession avait lieu autrefois, chaque année à Quimper, elle a été supprimée vers 1839.

Pendant que le roi d'Angleterre débarquait à Saint-Waast-la-Hougue et occupait bientôt une partie de la Normandie, son lieutenant le comte de Northampton débarquait en Bretagne, occupait Carhaix et venait mettre le siège devant Guingamp.

Cette fois, grâce à ses nouveaux ouvrages de défense, la ville tint bon et obligea les Anglais, qui avaient incendié les faubourgs de Sainte-Croix et de Portzanquen à abandonner leur entreprise et à se retirer à La Roche-Derrien.

La garnison de Guingamp, grisée par ce succès, se crut assez forte pour attaquer l'ennemi en rase campagne et, sous les ordres de son gouverneur Geoffroy Tournemine, sire de la Hunaudaye, se lança à la poursuite et tenta de le surprendre. Mal lui en prit : les Anglais firent demi-tour et, plus nombreux, la bousculèrent et la poursuivirent l'épée dans les reins jusque sous les murs de Guingamp.

Sur ces entrefaites, Jean de Montfort, qui s'était évadé de Paris, vint mourir à Hennebont le 26 septembre 1345, laissant tous ses droits à son fils Jean. Cet événement passa presque inaperçu et ne modifia en rien la situation des partis.

Cependant, à partir de ce jour l'étoile de Charles de Blois étincela de moins en moins. Son allié, le roi de France, était lui-même dans une situation plutôt critique. Il venait, en 1346, de subir à Crécy le plus grand désastre de son règne, désastre qui lui coûta en morts 30.000 soldats, 1.200 chevaliers, c'est-à-dire presque toute son armée. Cette défaite lamentable eut sa répercussion jusqu'en Bretagne : elle laissait Charles de Blois seul, sans appui, contre les forces anglaises.

En Bretagne, cependant, à ce moment, il régnait un calme relatif. Seule la garnison anglaise de la Roche-Derrien demeurait agressive et était devenue la terreur du pays de Trécor.

Un dimanche de l'année 1346, avant le lever du jour, après avoir acheté deux soldats qui livrèrent une po-

terne, ces Anglais, sous les ordres du capitaine Richard Toussaint, pénétrèrent dans Lannion et en commencèrent le pillage. Réveillés par le bruit, quelques braves capitaines, dont Geoffroy de Port-Blanc, descendirent dans la rue et tentèrent de refouler l'ennemi. Malheureusement seuls, n'ayant pu rallier leurs soldats, leur intervention courageuse fut inutile. Geoffroy de Port-Blanc se couvrit de gloire; adossé au mur d'une maison de la rue de Tréguier, la lance brisée, n'ayant que son épée, il se défendit héroïquement, faisant un carnage de tous ceux qui tentaient de l'approcher; finalement il fut abattu par un archer et massacré.

Une croix érigée à l'endroit où il fut tué rappelle le souvenir de ce brillant fait d'armes.

Geoffroy de Kérimel, sire de Coëtfrée, fut également tué dans cette affaire, ainsi qu'un certain nombre d'autres chevaliers. D'autres, comme le Sire de Coëtgourehen, sénéchal de Charles de Blois, furent faits prisonniers et emmenés à la Roche-Derrien.

La garnison de Guingamp, prévenue de cette sortie par les habitants de la Roche-Derrien, tenta de s'opposer au retour des Anglais, mais elle fut de nouveau battue et obligée de se retirer précipitamment. Pour se venger de cette trahison, les Anglais expulsèrent les habitants de la Roche-Derrien de leur ville et se partagèrent leurs biens.

Charles de Blois, n'ayant pas les moyens d'intervenir ni de punir les pillards, profita de l'hiver de 1346 pour réunir à Guingamp une armée composée de 400 chevaliers, dont 23 bannerets, et 12.000 fantassins, et, dès le printemps de 1347, s'en alla mettre le siège devant La Roche-Derrien.

Il prit lui-même les dispositions pour l'attaque et échelonna ses troupes sur les points qui lui semblaient les plus propices à l'assaut, entre la Chapelle Notre-Dame de Pitié et la porte de Jument.

L'armée de Charles possédait un outillage de guerre considérable et des machines lançant, dit-on, des pro-

jectiles de 400 livres qui firent un mal terrible aux assiégés.

L'assaut fut acharné, les murs des remparts menaçaient de s'écrouler sous le choc répété des machines de guerre, quand la ville épouvantée et en ruines demanda à traiter; mais Charles, impitoyable, n'accepta aucune forme de capitulation, voulant exercer des représailles terribles sur cette population parasite.

Les assiégés exaspérés redoublèrent alors leurs efforts, n'ayant d'autre alternative que de mourir en combattant, s'il ne leur arrivait quelque secours, ou d'être massacrés en se rendant.

Prévoyant que l'armée anglaise signalée à Brest ferait son possible pour secourir la place, Charles avait placé un important détachement sur la route de Lannion, au lieu dit le Placis-Vert, afin de surveiller l'ennemi, mais il se trompa dans ses prévisions.

L'armée anglaise, forte de 1.000 hommes d'armes et de 8.000 fantassins, sous les ordres de Thomas d'Ageworth, de Tanneguy du Chatel et de Jean Hartwell, se trouvait à Carhaix lorsqu'elle reçut la nouvelle du siège de La Roche-Derrien. Immédiatement, elle se mit en marche, se dissimulant à travers bois, évitant les routes et les lieux habités, et arriva le 18 juin 1347 à l'Abbaye de Bégard, où elle se reposa et se restaura; puis, profitant de la nuit, elle se remit en route, passa le Jaudy au pont Aziou en Trézélan, arriva en pleine nuit devant La Roche-Derrien sans que sa présence eût été soupçonnée et attaqua aussitôt.

L'armée de Charles de Blois, surprise par cette agression imprévue, se mit en bataille dans le plus grand désordre, mais néanmoins résista et eut les premiers avantages. D'Ageworth fut fait deux fois prisonnier et deux fois repris.

La victoire semblait même acquise à l'armée de Charles, quand le gouverneur de la ville, se rendant compte de ce qui se passait, se jeta avec 500 hommes

déterminés sur l'arrière des troupes de Charles, y fit un carnage terrible et y sema la panique.

Ce fut alors un sauve-qui-peut général.

Pris entre deux feux, entouré de d'élite des siens, Charles se défendit courageusement, recula pas à pas jusqu'au haut de la lande du moulin de Meson; mais là, blessé (il avait reçu 18 blessures, n'en pouvant plus, ayant perdu ses meilleurs défenseurs, et n'ayant aucun espoir d'être secouru par ses troupes du Placis-Vert, il consentit à se rendre à un chevalier breton, Tanneguy du Chatel se présenta et Charles lui remit son épée.

Cette défaite, due à l'imprévoyance du chef, coûta non seulement la liberté à ce prince, mais la vie à un grand nombre de ses meilleurs et de ses plus fidèles partisans.

Geoffroy Tournemine, gouverneur de Guingamp, les sires de Laval, de Montfort, de Derval, de Quintin, de Rieux, de Rostrenen, de Lohéac, de Machecourt, de Châteaubriant et plus de 4.000 hommes y furent tués. Charles, emmené en Angleterre, ne devait en revenir que dix ans après.

Cette malheureuse affaire fut un désastre pour le parti de Blois. Cependant Jeanne de Penthievre ne se laissa point abattre par l'adversité, et, digne émule de sa rivale, prit à son tour résolument la direction et la défense de sa cause.

CHAPITRE IX

Guerre de succession de Bretagne

(2^e période, 1347-1364, bataille d'Auray)

A la fin de l'année 1347, les deux partis ennemis, de Blois et Montfort, se trouvaient donc décapités : Montfort était mort laissant un tout jeune fils, et son parti proprement dit cessait même d'exister; sa veuve, d'après Dom Plaine et Adam de Montmouth, s'était retirée en Angleterre, au château de Tykill (Devonshire), chercher près de son protecteur intéressé, le roi d'Angleterre, un asile pour elle et son fils trop jeune pour défendre ses droits. Quant à Charles de Blois captif, il ne devait être libéré qu'en 1356.

Edouard III poursuivant un but politique bien défini, dont le résultat, en diminuant les forces et la résistance du roi de France, devait lui permettre de placer un jour la couronne de France sur sa tête, ne pouvait se désintéresser de la cause du jeune Jean de Montfort. Il la fit sienne et devint ainsi le champion de son pupille. La guerre se transforma donc et fut bien plus la lutte du parti de l'indépendance bretonne contre l'influence anglaise qu'une lutte entre prétendants bretons.

Cette guerre changea aussi d'aspect : plus de grandes armées, plus de grandes batailles, mais une suite ininterrompue de faits d'armes remarquables, de combats sanglants, où la ruse et l'astuce s'alliaient à l'audace et à la bravoure.

C'est à tort que cette guerre a été appelée la guerre des deux Jeanne, car si Jeanne de Penthièvre est alors devenue la tête d'un parti, Jeanne de Flandre a cessé d'être un chef et a délégué son autorité au roi d'Angleterre.

Ce fut une belle période, ce fut l'époque du combat des Trente où, en 1351, les Bretons de Beaumanoir s'immortalisèrent; ce fut l'époque des premiers hauts faits de Duguesclin, du siège de Rennes, de ses combats singuliers avec Cantorbéry et Bembro, de la prise du château de Fougeray, etc... Ce fut aussi l'époque qui vit jaillir du sol de notre province cette pléiade de fameux capitaines qui jetèrent un si grand éclat sur la chevalerie bretonne : Duguesclin, Beaumanoir, Jean de Malestroît, Olivier de Clisson, Gautier et Olivier de Mauny, Tanneguy du Chatel, etc...

De nombreuses tentatives furent faites pour obtenir la délivrance de Charles de Blois, mais Edouard III, fermement attaché au parti Montfort, fut intraitable et demeura sourd à toutes les propositions. Pourtant, dès 1348, une ambassade fut envoyée vers lui par Jeanne de Penthièvre pour obtenir la liberté de son mari; le sauf-conduit accordé par le roi d'Angleterre fut signé à Westminster le 13 juillet 1348; il portait les noms suivants : Jean sire de Rieux, Bonable de Rougé sire de Derval, Théobade sire de Rochefort, Jean de Châteaugiron sire de Malestroît, bannerets; Jean de Montboncher, Elienne de Goyon sire de Matignon, Thomas de la Vache, Jean Ruseez, Gauthier le Voyer, chevaliers; plus un certain nombre de bourgeois de Guingamp, Dinan, Lamballe et Moncontour, dont les noms ne figuraient pas sur ce document.

Cette première mission n'ayant donné aucun résultat, Jeanne se décida en 1352 à aller elle-même implorer la clémence du roi anglais. Elle réunit à Dinan les seigneurs et les députés des villes demeurées fidèles et fit déléguer un certain nombre d'entre eux pour l'accompagner.

Le sauf-conduit de cette nouvelle ambassade autorisait Jeanne à visiter son mari à la tour de Londres et lui accordait le droit de séjourner à Calais pour deux cents cavaliers d'escorte.

Grâce au pape Innocent VI, le roi Edouard III se laissa fléchir et consentit à libérer Charles moyennant une rançon de 100.000 florins d'or; il l'autorisa même à se rendre en France pour recueillir cette somme considérable.

Charles de Blois venu à Paris profita de son passage à la cour de France pour marier sa fille aînée Marguerite à Charles d'Espagne et de Castille, comte d'Angoulême et connétable de France⁽¹⁾. Cette union eut un dénouement tragique; Charles d'Espagne fut en effet assassiné à Laigle, le 6 janvier 1354, par des émissaires du roi de Navarre, Charles le Mauvais, qui voyait en ce prince un compétiteur dangereux; la jeune veuve en mourut de chagrin quelques mois après.

Le roi de France, Jean le Bon, cousin du marié, promit à l'occasion de ce mariage de payer la rançon du beau-père, mais il ne put réaliser la somme demandée, et Charles de Blois dut reprendre la route de l'exil.

Cet échec nécessita l'envoi d'une nouvelle ambassade en Angleterre. Cette députation, formée surtout d'évêques, proposa comme moyen de conciliation le mariage de Jean de Penthièvre, fils aîné de Charles, avec Marguerite, fille aînée du monarque anglais. Edouard III accepta la proposition, et Jean de Penthièvre, accompagné de son frère Guy, vint à Londres pour accomplir cette union.

Malheureusement, Edouard III changea presque immédiatement d'avis; il estima qu'en mariant sa fille à un Penthièvre il commettait une trahison, un acte de félonie à l'égard de son jeune protégé Jean de

(1) Charles de la Cerda, dit d'Espagne, descendant de saint Louis, succéda au Connétable Raoul d'Eu; il était le grand favori de Jean le Bon.

Montfort, et chercha un prétexte pour rompre son engagement; il en trouva un qui devait être infailible : il demanda à Charles de Blois et à son fils de le reconnaître comme suzerain. Cette exigence déplacée rompit la conversation.

Si ce mariage s'était réalisé, il eût exercé une influence considérable sur les événements de Bretagne, en supprimant l'appoint que les Anglais donnaient au parti Montfort. Ce fut le contraire qui se produisit. Edouard III, pour prouver son attachement à Jean de Montfort, le fiança quelques mois plus tard à la jeune Marguerite, union qui fut consacrée en 1362.

Edouard III fut néanmoins plus conciliant dans la suite; il accorda à Charles l'autorisation de se rendre en Bretagne, à la condition qu'il laissât ses deux fils en otage. Charles profita de sa liberté pour vider toutes les bourses de ses plus fidèles partisans et constituer sa fameuse rançon; il eut la satisfaction de réussir. Les cent mille florins d'or furent embarqués pour l'Angleterre, et la libération de Charles semblait enfin définitive. Hélas! la fatalité s'acharnait contre lui; une catastrophe irréparable se produisit; le 8 avril 1354, il apprit au château de Léhon que le navire qui portait sa fortune venait de faire naufrage et s'était englouti avec toute sa cargaison. Ce fut une bien cruelle déception.

Accablé par ce malheur, il retourna en Angleterre reprendre sa captivité, et ce ne fut que deux ans après qu'il obtint sa libération définitive, en laissant ses deux fils comme caution de cette terrible rançon que ni lui, ni ses enfants ne purent payer.

Rentré en Bretagne en août 1356, il s'empessa de mettre un peu d'ordre dans ses affaires, de ranimer l'ardeur de ses partisans et d'organiser son armée.

Son retour coïncidait avec le siège de Rennes, que le duc de Lancastre avait entrepris. Les Anglais, en nombre considérable, semblaient être les maîtres de la Bretagne.

Secondé par Duguesclin et un certain nombre de chevaliers, la fortune sembla lui sourire. Duguesclin obligea le duc de Lancastre à abandonner les sièges de Rennes et de Dinan. Sur ces entrefaites intervint le traité de Londres, signé en 1359, entre Jean le Bon et Edouard III : une trêve de trois ans s'étendant à la Bretagne y était stipulée; les Anglais retirèrent alors la plus grande partie de leur armée, et pendant quelque temps la Bretagne jouit d'un peu de tranquillité.

Ce répit permit à Charles de se libérer des nombreux vœux qu'il avait contractés pendant sa captivité. Son séjour en Angleterre et ses malheurs avaient accru son mysticisme. Ne sachant comment employer ses longs jours de détention, il les avait consacrés à la prière et à de multiples vœux aux lieux saints de Bretagne, s'il recouvrait sa liberté. L'Angleterre nous avait pris un chef; elle nous rendait un moine, un ascète.

Etranger à tout ce qui n'était pas d'ordre religieux, il passait le meilleur de son temps en mortifications. Abîmé dans ses dévotions, l'esprit extériorité, il manifestait sa piété par des gestes extravagants⁽¹⁾, au point de passer pour un homme dénué de bon sens, aux yeux de qui ne le connaissait pas. De plus, sale et en guenilles, ne changeant jamais de linge, avant qu'il ne tombât en crasseux lambeaux, portant constamment un cilice, et ceignant son corps d'une corde à nœuds; il était couvert de plaies et rongé par la vermine⁽²⁾.

Dès son retour, son premier soin fut donc de s'acquitter de ses promesses. Tout d'abord, il fit le pèlerinage de Guingamp à Tréguier pour y honorer le tombeau

(1) Témoignage de Payan de Quélen, officier particulier de Charles de Blois, lors de l'enquête pour la canonisation en 1366. « Quod abstinentibus videbatur quod a sensu, alienatus erat. »

(2) Témoignage de Olivier de Beignou, son valet de chambre : « Ubi erat tot pediculi, potissimum circa nodos et inter juncturas concolorum predictarum, quod pietas non videre. »

Témoignage de Yves Le Clech : « Non mutabat cilicium suum dum fuisset tanto plenum pediculis. »

de Saint-Yves. Il accomplit ce trajet pieds et tête nus, et se mit les pieds dans un si triste état qu'il dut s'aliter plusieurs semaines.

Il combla de richesses la chapelle des Cordeliers et l'église Notre-Dame de Guingamp ⁽¹⁾, et fit édifier à l'intérieur de cette église, près de la porte sud, une jolie chapelle, dite chapelle du Trésor.

La chapelle de Saint-Léonard, qui s'élève sur un coteau pittoresque dominant Guingamp, vieux et pieux souvenir des croisés, menaçait ruine; il la fit restaurer et orner.

Il fit aussi reconstruire le chœur de l'église Notre-Dame de Lamballe, et pour l'inaugurer se rendit en cette ville, pour y porter un morceau de côte de Saint-Yves. Cette manifestation fut l'occasion d'une cérémonie religieuse imposante. Charles porta lui-même processionnellement la précieuse relique, tête et pieds nus, de l'antique église Saint-Martin à l'église Notre-Dame.

Ce fut encore en ce moment qu'eut lieu le mariage de sa fille Marie avec Louis, duc d'Anjou, fils du roi

(1) Fragment du procès-verbal de ces dons faits à Notre-Dame, dressé en 1371 par le gardien des Cordeliers.

« Item. Il donna les quatre colonnes peintes d'or et d'azur qui sont devant le grand autel et dont la façon coûta 90 écus d'or. »

« Item. Il donna pour l'édifice de ladite église 60 écus. »

« Item. Il donna au maître-autel des images qui coûtèrent 3 écus. »

« Item. Il donna pour l'orner 9 aunes de soie blanche. »

« Item. Il donna huit aunes de satin rouge pour faire des courtines autour de l'autel. »

« Item. Il donna deux grands parements très précieux, pour être mis au-dessus et au-dessous dudit autel. »

« Item. Il donna quatre aunes de drap de soie d'un très grand prix avec des broderies d'argent très somptueuses pour faire des parements de dessus et de dessous au même autel. »

En toute estimation des témoins, Maître Alain, peintre; Alain Symon, ouvrier; Guillaume, orfèvre et la femme Perrot-Brotaire, valant 825 livres et 125 écus.

Témoignage 23. — Il donna aussi à Notre-Dame une grande croix en argent doré, une autre en argent massif de 24 marcs.

Témoignage 37. — Il fit construire dans l'église Notre-Dame une chapelle appelée du trésor (Thesauraria), à laquelle il posa la première pierre.

Jean le Bon, qui devait hériter un jour du trône des Deux-Siciles ⁽¹⁾.

Cependant, la fatalité s'acharnait contre Charles, et, malgré sa douce piété et les qualités de ses lieutenants, l'ère des revers allait venir et finir tragiquement.

La trêve imposée en 1359 par le traité de Londres expirait à la Saint-Michel 1362, et le jeune Jean de Montfort, déclaré majeur le 24 juin 1363, se préparait à réclamer la couronne ducal les armes à la main. Toutefois, avant d'entrer en campagne, ce prince proposa une nouvelle trêve d'un an, à condition que le différend entre les deux compétiteurs fût tranché par



Chapelle de Saint-Léonard

l'arbitrage des rois de France et d'Angleterre. Or, Charles n'ignorait pas que le roi de France, qui avait toujours été son soutien et son protecteur, n'était pas

(1) Fragment de ce contrat : « Louis, fils du roi de France, Comte d'Anjou et du Maine, seigneur de Montpellier, et Nous, Charles, duc de Bretagne, Comte de Richemont, Vicomte de Limoges, Sire d'Avaugour, de Guise et de Maëne, au château de Saumur 1360... »

Note : Louis d'Anjou avait été adopté par Jeanne de Naples, Reine des Deux Siciles, descendant de Charles d'Anjou; mais Charles Duras, neveu de cette reine usurpa la couronne et la conserva jusqu'en 1387. Louis d'Anjou, mort en 1384, fut l'aïeul du roi René d'Anjou, roi honoraire comme son grand-père, qui transmit ses prétentions à Louis XI, et fut cause des guerres d'Italie.

dans une situation lui permettant de le défendre efficacement. Jean le Bon, battu et fait prisonnier à Poitiers en 1356, s'était vu imposer le traité de Londres, puis en 1360 le fameux traité de Brétigny, qui démembrait la France ⁽¹⁾. De plus, pendant la captivité du roi la France avait énormément souffert de la guerre civile, et c'est à peine si en 1362 elle commençait à reprendre sa vie normale. Charles de Blois refusa donc de soumettre ses droits à un arbitrage si mal équilibré, et Jean de Montfort passa en Bretagne à la tête d'une armée anglaise.

Sur un pressant appel de Charles à tous ses partisans, la guerre recommença avec une nouvelle fureur.

Les conditions de la lutte s'étaient bien modifiées, les troupes du parti Montfort avaient désormais une tête : le jeune comte Jean, qui venait d'avoir vingt ans, était un cavalier brillant, énergique, intelligent, réunissant les qualités qui font les grands chefs. La postérité devait d'ailleurs le surnommer le « Conquérant ». Aussi la comparaison entre les deux prétendants n'était-elle pas à l'avantage de Charles.

Fier de ses vingt ans, très superbe et très beau
Jean de Montfort était un duc de haute mine,
Et quand de Blois mourut, on trouva sur sa peau
Son cilice, couvert de poux et de vermine.

FABR. GUYADER (F. de Fontenelles).

Jean de Montfort était de plus secondé par de brillants capitaines, par son camarade d'enfance Olivier de Clisson, le futur Connétable de France, et quelques Anglais : Chandos, Robert Knolles, etc.

* (1) Ce traité fut désastreux pour la France, puisqu'il lui coûtait le Poitou, le Limousin, la Saintonge, l'Aunis, l'Angoumois, le Périgord, le Rouergue, le Quercy, l'Agenois et le Bigorre, plus les villes de Calais et de Montreuil. Il est vrai que le roi d'Angleterre reconnaît à ses prétentions sur la Normandie, l'Anjou, la Maine, la Touraine et à la suzeraineté de Bretagne. C'est par un oubli dans la rédaction de ce traité que les îles anglo-normandes, Jersey, Guernesey, Serck, Aurigny, d'origine et de langue françaises, sont demeurées possessions anglaises.

Dès la reprise des hostilités, Duguesclin, que Charles avait investi du haut commandement de son armée, se dirigea vers Carhaix, qui était occupé par les Anglais, et s'en empara après un siège de six semaines. Ce succès acquis, il alla investir Bécherel qui était l'un des principaux centres de résistance du parti adverse.

A son arrivée devant cette place, le premier soin de Duguesclin fut d'organiser autour de la ville un véritable camp retranché, constitué par un fossé large et profond, bordé de terrassements solides et crénelés ; puis, prévoyant une agression, il entassa dans ce camp toutes les munitions et denrées qu'il put se procurer, après avoir détruit à dix lieues à la ronde tout ce qui existait de récoltes, maisons, moulins..., faisant de cette région un véritable désert.

Montfort ne tarda pas à venir l'attaquer, mais sans aucun succès, et comme à son tour il ne pouvait investir Duguesclin, ni vivre sur le pays, il résolut de rassembler toutes les forces dont il disposait et d'engager une attaque si formidable et si violente que la guerre serait finie d'un seul coup.

Lorsque tout fut préparé, Montfort, ému du carnage qui allait se produire, hésita à donner l'ordre d'attaquer, et envoya un parlementaire proposer à Charles de Blois de régler leur différend dans un combat singulier ; les seigneurs s'y opposèrent, mais décidèrent que les deux armées quitteraient leurs positions et se rencontreraient le 8 juillet 1363, dans les plaines d'Evran.

Les deux armées furent exactes au rendez-vous, et dès l'aube du jour convenu, la prière faite, les chefs firent prendre les positions de combat, et le signal de la mêlée allait être donné, quand les évêques qui se trouvaient dans les deux camps s'entremirent entre les chefs et demandèrent une suspension d'armes d'une heure, pour conférer et rechercher entre eux un moyen de concilier les deux princes.

La conclusion de cet entretien fut que les deux prétendants porteraient également le titre de duc, que le

pays serait partagé en deux parties égales et qu'une conférence se tiendrait au chêne de la Mi-Voie, entre Ploërmel et Josselin, où les deux ducs se rencontreraient pour procéder au partage.

Les deux candidats repoussèrent d'abord cette proposition, mais les soldats des deux armées, las de cette guerre civile, menacèrent de se mutiner, de faire cause commune et de choisir leur duc. Les chefs durent céder. Une entrevue eut lieu, au cours de laquelle les deux cousins s'embrassèrent et jurèrent sur les Évangiles et l'Eucharistie d'exécuter les conventions du traité qui fut rédigé et signé ce même jour 13 juillet 1363.

Malheureusement, à cet accord il manquait une sanction imprévue : c'était sa ratification par Jeanne la Boiteuse. Cette princesse refusa énergiquement de s'incliner devant les clauses de ce traité, se fâcha même et répliqua violemment à son mari qui insistait : « Je vous avais épousé pour défendre mon héritage et non pour en céder la moitié; je ne suis qu'une femme, mais je perdrais plutôt la vie, et deux si je les avais, que de consentir à une pareille cession. »

Malgré la parole donnée et la foi jurée, Charles n'osa désobéir à sa femme et renia ses engagements. Il n'alla point au rendez-vous du chêne de la Mi-Voie et, n'osant sans doute avouer ouvertement son manque de caractère, il proposa à Montfort de se trouver à Poitiers pour soumettre le différend à l'arbitrage du Prince Noir.

Montfort accepta toutes les propositions de Charles, se montra très conciliant, et se rendit à Poitiers le 24 février 1364.

Là encore, Charles fut pris à son propre piège; il avait espéré que Montfort se récuserait au dernier moment, mais Montfort était présent, et Charles démontra une fois de plus qu'il était sans énergie, sans décision, à moins qu'il ne fût de mauvaise foi. Il refusa d'entrer en pourparlers au sujet de la division du duché et s'excusa de n'être venu à Poitiers que par considé-

ration pour le Prince de Galles, et nullement pour entrer en conférence avec le comte de Montfort. Si bien que l'arbitre, ne pouvant mettre d'accord les deux plaideurs, se contenta de les renvoyer dos à dos en prescrivant la mise en liberté immédiate des otages, cautions du traité d'Evran.

Duguesclin, qui était l'un de ces otages, se rendit aussitôt à Guingamp; mais, très mécontent de ce qui venait de se passer, se prépara à rompre et à abandonner la cause de Blois.

Au moment de quitter la ville pour s'en retourner dans sa terre de Pontorson, il fut tout étonné de trouver les portes fermées et de se voir bientôt entouré d'une foule d'habitants. Il demanda la raison de cette manifestation, et il apprit que tout ce peuple s'était assemblé pour le supplier de le protéger contre les attaques de deux capitaines anglais, Roger Davy et Thuomelin, qui commandaient l'un le château de Pestivien, l'autre le château de Trogoff ⁽¹⁾.

Ces capitaines pillaient les campagnes, maltraitaient les habitants, rançonnaient les voyageurs, levaient des impôts, et surtout avaient voué une haine féroce aux Guingampais, à qui ils faisaient crever les yeux, chaque fois qu'ils en rencontraient.

Si Duguesclin daignait écouter leurs supplications, les habitants de Guingamp promettaient de lui fournir six mille soldats, braves et bien équipés, soumis à son entière autorité, et munis de vivres, de munitions et de machines; toute cette foule criait : « Homme de Dieu, ne nous abandonnez pas ! » Les femmes se jetaient devant son cheval, au risque de se faire piétiner, et le

(1) Roger Davy par son mariage avec Jeanne de Rostrenen, veuve du vicomte de Rohan, était devenu seigneur de Rostrenen et de Pestivien. Le château de Pestivien était bâti au milieu de l'étang de Pestivien, commune de Bulat-Pestivien. Le château de Trogoff était dans la commune de Pionégat-Moyan, sur une motte entourée d'un étang. Cette motte est actuellement en bordure de la voie ferrée de Paris à Brest.

liraient de tous côtés. Jeanne la Boiteuse, elle-même, attirée par le bruit, joignit ses sollicitations à celles de son peuple, obligea Duguesclin à mettre pied à terre, et finalement l'embrassa publiquement⁽¹⁾.

Cet argument si gracieux eut raison des dernières hésitations du brave chevalier, qui consentit enfin à prêter son concours à cette population suppliante.

Ce fut vers Pestivien que l'armée guingampaise se dirigea : Le château de Pestivien s'élevait dans une île, au milieu d'un étang large et profond, et n'était accessible que par une chaussée étroite reliant la terre ferme au pont-levis. Ses hautes murailles, protégées par un fossé intérieur à fond cuve, ses tours massives, semblaient défier toute attaque.

A la vue de cette forteresse si bien protégée, la décision de Duguesclin fut vite prise; ne pouvant l'aborder, ni par conséquent tenter l'escalade, il fit ostensiblement des préparatifs d'investissement complet, semblant résolu à attendre que la famine eût raison de la garnison. La place fut donc entourée de toutes parts, et des masses de fagots entassées sur la chaussée, pour en fermer l'issue.

Les assiégés ne s'inquiétèrent pas de ces préparatifs, mais tout à coup le feu jaillit des fagots, s'étendit de plus en plus, et ne forma bientôt plus qu'un immense brasier qui attaqua la porte et le pont-levis et ne tarda pas à les consumer. Les assiégés, demeurés sur leurs remparts, contemplaient tranquillement cet incendie et ne pensaient pas que les assaillants oseraient traverser cette fournaise pour venir les atteindre. Ce fut cependant ce qui se produisit. Les Guingampais, très excités, se jetèrent au milieu des débris du brasier, le traver-

(1) Cette proposition des habitants d'organiser une armée particulière, indique que déjà la communauté bourgeoise possédait des pouvoirs définis et des revenus qui lui étaient propres. Ces supplications à l'adresse de Duguesclin, alors que Charles de Blois était présent, prouvent aussi que les guingampais n'avaient qu'une médiocre confiance dans les capacités militaires de leur prince.

sèrent en trombe et se ruèrent dans la place avant que la garnison eût trouvé le temps de s'y opposer. Elle essaya bien de se défendre sur les remparts et dans les tours, mais, divisée et poursuivie dans toutes les directions, elle dut se rendre.

Les Guingampais furent d'une bravoure et d'une audace admirables, mais, grisés par le succès et avides de vengeance, ils devinrent féroces et voulurent tout massacrer; il fallut toute l'autorité de Duguesclin pour les calmer. Le château fut complètement rasé et ses débris jetés dans l'étang.

A la nouvelle de cette exécution, le capitaine du château de Trogoff s'empressa de se rendre sans combattre; son château fut néanmoins complètement rasé et détruit.

Ayant ainsi accompli sa mission, à la grande satisfaction des Guingampais, Duguesclin rentra à Guingamp où la population l'accueillit avec de grandes démonstrations de joie; quelques jours après, il s'en alla rejoindre sa femme, Tiphaine Raguenel, qui habitait Pontorson.

Il vivait là tranquillement au milieu des siens, un peu déconcerté de la tournure des affaires, et de l'attitude de son prétendant, quand le dauphin, futur Charles V, l'appela en France et lui offrit le commandement de l'armée de Normandie. Duguesclin s'empressa d'accepter cette importante fonction et se rendit près du prince. Ses débuts au service de la France furent heureux; il battit les Anglais à Meulan, et, le 17 mai 1364, dans les plaines de Cocherel, il détruisit l'armée du fameux Captal de Buch et le fit prisonnier.

Le soir même de cette bataille, au milieu de son triomphe, il reçut la pénible nouvelle que son père mourant le réclamait. Duguesclin se mit immédiatement en route pour la Bretagne, escorté par une partie de son armée victorieuse, et ce fut escorté de cet imposant équipage qu'il arriva à la Motte-Broons, au chevet de son père, à temps pour recevoir sa bénédiction. Il

fit rendre à la dépouille mortelle les honneurs suprêmes et, la cérémonie funèbre terminée, il s'en alla vers Guingamp, mettre ses troupes à la disposition de Charles de Blois.

Quand Charles et sa femme apprirent l'arrivée de leur brave défenseur, ils s'empressèrent de courir à sa rencontre, avec une suite nombreuse, pour bien lui témoigner toute leur sympathie et leur reconnaissance.

Pendant son séjour à Guingamp, Duguesclin engagea Charles à profiter de la présence de son armée pour engager l'offensive et à y joindre toutes les forces dont il pouvait disposer. Il fut alors convenu que toutes ces forces seraient réunies et concentrées dans les landes de Josselin. Cette armée considérable fut en effet passée en revue à la Mi-Voie, le 19 septembre 1364, puis, sous les ordres de Duguesclin, se dirigea vers Auray, alors assiégé par Jean de Montfort. La prise de contact avec l'ennemi eut lieu le 23 septembre 1364.

L'armée de Charles de Blois se composait de quatre corps ; commandés, le premier par Duguesclin, le deuxième par le comte d'Auxerre, le troisième par Charles de Blois et le quatrième, qui constituait la réserve de l'armée, par le Sire de Rieux.

L'armée de Montfort était aussi divisée en quatre groupes, sous les ordres de Robert Knolles, Olivier de Clisson, Chandos et Hue de Caurelée. Jean de Montfort n'avait pas de commandement effectif ; il accompagnait Chandos. Le corps de réserve, qui avait l'ordre de ne quitter son poste que sur le commandement de Chandos, était commandé par Hue de Caurelée.

Cette bataille, qui devait avoir un si grand retentissement et une si grande influence sur les destinées du duché, fut engagée sur le territoire de la commune de Brech, près de la rive droite de la rivière d'Auray, en un endroit où cette rivière subit l'influence des marées et devient infranchissable à marée haute.

Chandos, qui commandait en chef l'armée de Montfort, avait laissé un grand espace découvert entre son

armée et la rivière, voulant tenter l'armée française et l'inciter à venir y prendre position. Duguesclin vit le piège et refusa de traverser le cours d'eau qui était alors à marée basse ; mais les autres chefs en décidèrent autrement, firent partager leur opinion à Charles de Blois, qui eut l'imprudence de les écouter, malgré l'avis de Duguesclin, et ordonna cette opération, en laissant sa réserve en arrière sur la rive gauche.

Chandos n'espérait que cette faute qui, divisant son adversaire, lui permettait d'escompter la victoire avec une armée notablement inférieure. Ce capitaine attendit quelques heures, et à la marée montante il donna le signal du combat.

L'attaque fut des plus violentes et des plus sanglantes ; l'armée de Blois, plus nombreuse, dominait l'adversaire. Ce fut alors que Chandos ordonna à Hue de Caurelée de se glisser contre la rivière remplie d'eau, et de prendre l'armée française à revers : cette intervention, que ne put empêcher l'armée française bloquée sur l'autre rive, jeta le désordre dans le corps commandé par Charles de Blois ; sa bannière fut abattue, et lui-même, entraîné dans les rangs ennemis, reçut un coup de dague qui lui traversa la gorge, il n'eut que le temps de prononcer : *Ah ! Ah ! Domine Deus !* et il expira.

Ce fut alors la panique ; le comte d'Auxerre, assommé, eut un œil crevé et fut fait prisonnier ; les Sires de Rieux, de Léon, de Dinan, de Rochefort, de Montauban, de la Hunaudaye, étaient parmi les morts⁽¹⁾.

Duguesclin, malgré tout, continua de combattre, mais bientôt blessé, l'épée rompue, sa hache démanchée, il fut obligé de se rendre à Chandos, qui depuis quelques instants lui criait : « Messire Bertrand, rendez-vous ! Cette journée n'est pas vôtre. » Le brave Bertrand lui remit alors son tronçon d'épée.

Cette malheureuse affaire coûta la vie à plus de cinq mille hommes de l'armée de Charles de Blois.

(1) Ce fut aussi dans cette bataille, qu'Olivier de Clisson perdit un œil.

Après la bataille, les troupes des deux armées se réunirent et reconnurent Jean de Montfort comme seul et unique duc de Bretagne. Il prit alors le nom de Jean IV, et la postérité l'a surnommé : « Le Conquérant ».

Jean de Montfort rendit les plus grands honneurs à la dépouille mortelle de son infortuné cousin et en autorisa le transport en grande pompe jusqu'à Guingamp, où des funérailles magnifiques furent célébrées.

Le corps fut ensuite inhumé dans le chœur, devant « le grand autel » de la chapelle des Cordeliers.

Jeanne de Penthièvre perdit dans ce désastre non seulement son mari, mais sa couronne, son Etat, celui de ses enfants, ses espérances, ses meilleurs serviteurs. Pour sauver les débris de sa fortune, elle dut s'incliner devant la fatalité, renoncer à ses prétentions et signer le traité de Guérande.



Fort de Saint-Michel à Guérande

CHAPITRE - X

Les dernières années de Jeanne la Boiteuse

Comme nous venons de le voir, le soir même de la bataille d'Auray, les deux armées, lassées de tant de guerres fratricides, se réunirent spontanément, et ensemble acclamèrent comme duc de Bretagne le jeune triomphateur Jean IV. Cette manifestation sonna le glas du parti Penthièvre, dont la cause fut définitivement perdue et réglée.

D'ailleurs, aucun Penthièvre ne pouvait à ce moment faire acte de prétendant, ni s'opposer à l'accomplissement des destinées de Jean de Montfort.

Les deux fils aînés de Charles de Blois, Jean et Guy, étaient en effet captifs en Angleterre, prisonniers du roi Edouard III, beau-père du jeune duc, et ce roi habile et avisé se montrait inflexible au sujet de la fameuse rançon de 100.000 florins, rendant ainsi à son gendre le plus signalé des services.

Jeanne de Penthièvre, abandonnée par son armée, n'ayant plus aucun soutien, comprit immédiatement que sa situation n'était plus défendable. Elle s'inclina, et, le 12 avril 1365, fut signé et juré en l'église de « Monsieur » Saint-Aubin-de-Guérande, le fameux traité qui terminait enfin cette longue guerre civile.

Le traité posait comme conditions principales, que :

1° Jean de Montfort serait seul duc de Bretagne, et seul propriétaire du duché ;

2° Jeanne de Penthièvre, par égard pour sa naissance et ses mérites, serait dispensée de l'hommage au duc et continuerait à porter le titre de duchesse, mais ses descendants seraient astreints à l'hommage ;

3° Jeanne et ses héritiers conserveraient tous leurs biens en Bretagne, plus le vicomté de Limoges, et divers revenus à valoir sur les domaines de la couronne situés en France ;

4° Il fut décidé que les femmes ne pourraient hériter du pouvoir ducal qu'à défaut d'héritier mâle, dans l'une ou l'autre branche de la famille ducal ;

5° Jean de Bretagne, comte de Penthièvre, épouserait sa cousine Jeanne de Bretagne, sœur du duc, et à cette occasion le duc payerait la rançon du marié.

Le traité fut ratifié par le roi de France, Charles V, au mois de mai 1366, et Jean IV lui rendit hommage le 13 décembre de la même année.

A partir de ce moment, Charles V utilisa tous les moyens pour gagner la confiance du jeune duc et se l'attacher; il en oublia même tous égards pour son ancienne alliée et cousine Jeanne, allant jusqu'à ne plus l'honorer du titre de duchesse, alors que le traité de Guérande lui conférait ce droit.

Les clauses du traité de Guérande ne furent pas respectées; le duc refusa de laisser accomplir le mariage de sa sœur avec Jean de Penthièvre, et par conséquent d'aider à sa libération; il se fit aussi tirer l'oreille pour payer les revenus consentis à Jeanne, mais les biens qui les garantissaient étant en France, le roi l'invita à respecter ses engagements.

Malgré les avances et les démonstrations d'amitié de Charles V, Jean, tout en tirant profit des bonnes dispositions du roi de France, demeura intimement attaché à son ancien protecteur et allié le roi d'Angleterre.

Obligé, pour masquer ses sentiments nettement

anglophiles, de commettre des actes déloyaux et de mauvaise foi, Jean IV finit par avoir de très graves démêlés avec Charles V et faillit plusieurs fois y laisser sa couronne. Ces sentiments étaient, il est vrai, assez naturels; il avait été élevé à la cour du roi d'Angleterre, s'était marié deux fois, et chaque fois avec une princesse anglaise, d'abord en 1362 à Marguerite, fille du roi Edouard, qui mourut après sept mois de mariage; puis en 1366 à Jeanne Holland, belle-fille et fille adoptive du Prince Noir. Il était donc logique que ses tendances et ses sympathies allassent au roi d'Angleterre, qui l'avait toujours protégé, secouru, et ne l'avait jamais trahi.

Or, il ne faut pas oublier que, jusqu'au traité de Guérande, le roi de France avait été constamment son adversaire, aussi, à l'heure même où il prodiguait ses amitiés au duc, celui-ci le soupçonnait-il d'être demeuré le protecteur des Penthièvre, en dépit de ses avances amicales.

Jean IV eut d'ailleurs la phobie de tout ce qui était Penthièvre, et son existence entière se passa à détruire tout ce qui peut être utile ou avantageux à cette famille. Sa méfiance était justifiée. Dès 1366, le frère du roi de France, Louis d'Anjou, gendre de Charles de Blois, obtenait du pape Urbain V, et grâce à l'appui du roi, une enquête pour prouver la sainteté de son beau-père et obtenir la canonisation.

Le but que se proposait le duc d'Anjou était beaucoup plus politique que religieux; il s'agissait en réalité de démontrer, en prouvant la sainteté de Charles de Blois, que la cause de ce prince était une cause juste, une cause sainte, celle du droit et de la justice, que dès lors les droits des Penthièvre étaient les seuls légitimes et que Jean IV n'était qu'un usurpateur.

L'évêque de Bayeux et l'abbé de Saint-Aubin-d'Angers, assistés du rapporteur Raoul de Kerguinou,

frère mineur des Cordeliers de Guingamp, furent les enquêteurs délégués par le Pape.

Louis d'Anjou ne ménagea ni son temps, ni son argent, pour obtenir un résultat conforme à ses désirs; mais le duc sentit la portée sournoise de cette enquête, intercédâ auprès du Pape, fit traîner les choses en longueur et prit si bien ses précautions que la fameuse enquête ne prouva rien du tout, si ce n'est le mysticisme extravagant et la débilité intellectuelle de Charles de Blois. En sorte que la sainteté de ce prince n'étant nullement démontrée, le projet dut être abandonné et enterré (1).

Après cette tentative de réhabilitation du parti Penhièvre, Jean IV demeura méfiant à l'égard de tout ce qui venait de la cour de France; ce fut sans doute ce qui le décida à s'allier secrètement avec le roi d'Angleterre, tout en assurant le roi de France de sa parfaite loyauté et fidélité.

Cette duplicité faillit le perdre. Si à ce moment Jean de Penhièvre se fût trouvé en Bretagne, peut-être recouvrerait-il la couronne.

Jean IV commit en effet maladresses sur maladresses et vexa tant et si bien ses sujets que ceux-ci finirent par le mettre tout bonnement à la porte. En voici les raisons : En 1369, en pleine guerre entre la France et l'Angleterre, Jean IV toléra le passage à travers le duché d'une armée anglaise débarquée à Saint-Malo, et qui se rendait en Aquitaine rejoindre le Prince Noir. Cette armée ne fit, il est vrai, que traverser la Bretagne, mais fut accueillie par les démonstrations de joie du duc, qui ordonna même des réjouissances publiques en son honneur.

(1) En 1250, une requête fut adressée au pape Benoît XIV pour qu'il autorisât le culte public à Charles de Blois. Ce pape ignorant le candidat, demanda ce que pouvait bien être ce personnage, et après un examen approfondi, conclut à la prescription de ce culte (Mémoire sur la sainteté de Charles de Blois, Archives de l'évêché de Blois).

Cette réception vexa au plus haut point ses sujets, qui en avaient assez de tout ce qui était anglais. Le roi de France, de son côté, demanda des explications et finalement invita Jean IV à rejoindre l'armée française pour combattre dans ses rangs et tenir les engagements qu'il avait jurés en prêtant hommage.

Le duc déclina l'invitation, assura le roi de son parfait attachement, et profita de l'occasion pour exhaler ses plaintes contre l'indiscipline de Duguesclin et de Clisson, qui refusaient de lui obéir sans l'ordre du roi, et aussi contre les menées du duc d'Anjou. Jean IV s'excusa en fin de compte de ne pouvoir se rendre en personne à l'appel royal et délégua Clisson avec une ombre d'armée.

Pendant ces pourparlers, et en dépit de tous ses engagements, Jean IV autorisa de nouveau les Anglais à tenir garnison à Saint-Mathieu. Cette fois, ses sujets eux-mêmes protestèrent et essayèrent de faire entendre raison au duc. Finalement, devant sa résistance, ils se mutinèrent et lui signifièrent qu'ils se révolteraient si cela devenait nécessaire, mais qu'ils ne toléreraient plus la présence des Anglais sur le sol breton.

Le duc calma les esprits en promettant le renvoi des étrangers; mais cette promesse n'ayant pas été tenue, les mécontents en appelèrent au roi de France, qui somma le duc de s'exécuter et envoya en Bretagne une armée sous les ordres de Duguesclin et de Louis, duc d'Anjou.

Ce fut ainsi que Duguesclin vint en octobre 1372, à la requête du peuple breton lui-même, imposer au duc la volonté royale, et le respect de ses engagements.

Cette démonstration ne fut d'ailleurs qu'une promenade militaire; il n'y eut aucune effusion de sang; l'armée française entra à Rennes et eut la chance de surprendre la duchesse Anne à Gaël, pendant qu'elle fuyait vers Vannes.

La duchesse fut traitée avec beaucoup d'égards et

d'honneurs, puis rendue à la liberté. Mais, tout en l'honorant de réceptions flatteuses, on fouillait ses bagages et on y découvrit un traité bien en règle, signé trois mois auparavant, le 19 juillet 1372, et confirmant l'alliance du duc avec le roi d'Angleterre.

Ce parchemin, qui prouvait d'une façon irréfutable la duplicité et la mauvaise foi de Jean IV, fut présenté aux seigneurs bretons, qui répudièrent le duc et résolurent de le déposer.

La guerre fut alors décidée contre ce prince; mais on laissa passer l'hiver et elle ne débuta qu'au printemps de l'année 1373.

Jean IV, demeuré seul, abandonné de ses sujets, dut fuir en Angleterre.

Duguesclin chassa facilement les garnisons anglaises et fit reconnaître l'autorité royale dans les principales places du duché; il était à Guingamp au mois de juillet 1373, à Tréguier le 11 juillet et à Morlaix le 14 août.

Jean IV revint en Bretagne en 1375, accompagné d'une armée anglaise qui débarqua le jour de Pâques (25 avril) près de Saint-Mathieu. Cette armée, composée de deux mille hommes d'armes et de quatre mille archers, prit d'assaut Saint-Mathieu, Saint-Pol-de-Léon où elle détruisit le vieux Kreisker, occupa Morlaix, Lannion, La Roche-Derrien, Guingamp, mais échoua devant Cesson.

L'armée française, prévenue, arriva bientôt, battit et refoula les insulaires qui durent reprendre le chemin du retour, en compagnie du duc vaincu.

A la suite de ces événements, la déchéance de Jean IV fut proclamée comme traître et félon, et le duché mis sous séquestre.

Charles V, malgré les sages conseils de Duguesclin, ne comprit pas l'état d'âme des Bretons, et crut, en présence de leur anglophobie, qu'il pouvait laisser le duché sans souverain et en préparer l'annexion à la

France. Une protestation violente se produisit, les Bretons ne voulaient pas être Anglais, mais pas davantage devenir Français. Une nombreuse députation se rendit aux Etats de Paris et protesta contre la décision royale; une autre ambassade, presque aussi nombreuse que la précédente, envoyée par Jeanne de Penthièvre, alla à son tour prier Charles V de restituer le duché aux Penthièvre, à cette branche de la famille ducal qui incarnait l'influence française en Bretagne. Le roi fut inflexible et rejeta toutes les propositions.

C'est alors que, menacés dans leur indépendance et leur nationalité, les Bretons, réunis dans un même sentiment de solidarité nationale, se révoltèrent et rappelèrent Jean IV.

Jeanne de Penthièvre elle-même, devant l'attitude du roi, dont le but trop visible était de confisquer la Bretagne et de l'annexer à la France, oublia son ressentiment et ses rancunes, n'écoula que la voix de sa patrie, de sa Bretagne menacée dans son indépendance, et résolument fit cause commune avec les révoltés, au point de conseiller elle-même le rappel du duc.

Charles V voulut quand même imposer ses prétentions, mais sa menace fut impuissante à conjurer cette effervescence du patriotisme breton. Duguesclin, non seulement refusa de porter les armes contre sa patrie, mais encore renvoya au roi son épée de Connétable.

Le commandement de l'armée française fut alors confié à Louis d'Anjou. Le premier soin de ce prince fut d'essayer d'empêcher sa belle-mère, Jeanne, de participer au conflit aux côtés de Jean IV, et l'invita à venir le rejoindre en France. Jeanne feignit d'accepter, quitta Guingamp en juillet 1379, mais s'arrêta à Dinan, d'où elle écrivit à son gendre ⁽¹⁾ deux lettres

(1) Lettre de Jeanne de Penthièvre au duc d'Anjou; 16 juillet 1379.

Mon très puissant et très redouté seigneur, plaise vous savoir que je suis venue à Dinan, moi et mon fils, votre petite créature, pour aller par devers vous, la chose du monde

remarquables de finesse et d'habileté, dans lesquelles elle déguisait sa complicité — qu'elle prétendait imposée — sous les apparences de la résignation.

Jean IV s'empessa de répondre à l'appel de ses sujets et vint débarquer à Dinard, le 3 août 1379; le 9 août il était à Dinan, au milieu des seigneurs assemblés pour le recevoir et l'acclamer.

Il y eut, dit La Borderie, une émotion profonde quand Jeanne de Penthièvre, cette femme énergique qui avait si longtemps combattu Montfort, vint s'incliner devant lui et lui dire : « Si vous lancez votre armée, la victoire est certaine; cette lutte, tous les Bretons la désirent ! Hâtez-vous donc, Messire, d'aller reprendre ce que le ciel ne peut vous refuser ! Pour vous aider, je mets à votre disposition toutes les forces militaires de mon domaine ! »

De plus, pour bien affirmer sa volonté, sa solidarité, et donner au duc des marques publiques de bon

que je désire, que de parler à vous, et Dieu sçet que pour autre chose n'y estoit point venue.

Mais aujourd'hui que je as diné, en la ville de Dynam, et je cuidoit monter en mon char et me partir moi et mon filz, pour aller à vous, plusieurs de mes cousins, chevaliers et escuyers du pays et de la ville de Dynam, mes féaux, vinrent à moi et à lui et me distrent que je n'yrois point hors de la ville de Dynam, ni mondit filz pour aler à vous en aucune manière, et firent fermer les portes de ladite ville et que vraiment je n'yrois point, si ce n'estoit par dessus les portes et que ils ne me laisseraient pas aler jusques à tout qu'ils aient bons hostages de moy rendu en la Ville de Dynam et toute ma compagnie saine et en bon point sans faire obligation ne aucun traicté, nan grez o nul seigneurs vivans et ces choses me distrent en la présence de vos gienz comme ils vous pourroient dire.

Si vous supplie très humblement et en l'amour de Dieu, qu'il vous plaise de ce m'avoir et tenir pour excusée. Car moy en l'estat où je suis à présent ne pourroie obvier contre leur volonté et puissance. Mon très puissant et très redouté Seigneur je me recommande à vous très humblement comme je puis. Moy, mes enfans et mon petit Estat, et pry le bon filz de Dieu qu'il vous doint bonne vie et longue. Escrypt à Dynam c'est Dimanche après dîner, le X jour de Juillet 1379.

La vostre Jeanne, Duchesse de Bretagne, Vicomtesse de Limoges.

accord, Jeanne demeura plusieurs mois en sa compagnie, l'assistant et l'encourageant.

En présence de cette attitude énergique et imprévue de tous les Bretons, qui préféraient subir un duc banni par eux plutôt que de perdre leur indépendance, Charles V s'inclina, et un armistice, sur lequel Jeanne apposa sa signature, fut conclu en octobre 1379.

Le roi de France refusa, néanmoins, pendant quelque temps, d'accorder son investiture au duc; il fallut que Jean IV s'humiliât et demandât pardon en ces termes : « Mon très redouté Seigneur, je vous supplie que vous me veuillez pardonner, de ce vous ai courroucé, dont il me desplaît fort et de tout mon cœur ! »

Les seigneurs et les communautés bourgeoises furent appelés à garantir et à ratifier l'engagement du duc; des registres spéciaux furent déposés dans certaines villes désignées à cet effet, pour y recueillir les signatures. Les bourgeois de Guingamp signèrent le 30 avril 1381; Jeanne de Penthièvre, son fils Henri et ses serviteurs nobles, le 2 mai suivant à Guingamp.

A partir de ce moment Jeanne vécut en la compagnie de son fils Henri, dans le calme et la retraite, à Guingamp ou à la Roche-Derrien, consacrant tout son temps à l'administration de son petit Etat.

Elle mourut à la Roche-Derrien, le 10 septembre 1384, sans avoir eu la suprême consolation de revoir ses deux fils aînés Jean et Guy.

Ses funérailles furent célébrées à Guingamp, où son corps alla reposer, près de son mari, dans l'église des Cordeliers.

Très généreuse à l'égard des habitants de sa bonne ville de Guingamp, très respectueuse des chartes et des libertés qu'elle-même avait contribué à développer en faveur de l'administration communale, elle était aimée et vénérée de la population, et sa mort fut un deuil public.

Jeanne la Boiteuse fut une femme de grand caractère, enlétée et volontaire, dont les malheurs n'atté-

nuèrent en rien l'amour qu'elle avait pour son pays, et qui eut le courage, sublime sacrifice, de taire ses rancunes et d'oublier ses prétentions, lorsque l'indépendance de la chère Bretagne fut menacée ⁽¹⁾.

(1) Après la mort de sa mère Henri de Penthièvre passa en Italie aider son cousin Louis II, duc d'Anjou, dans sa campagne contre Ladislas, roi de Naples; il s'y maria à une fille d'Honorat, comte de Fundi, et mourut sans postérité vers 1390, ainsi qu'en témoigne le traité de Tours du 26 janvier 1391.

CHAPITRE XI

Jean de Penthièvre et Marguerite de Clisson

La cérémonie des funérailles de Jeanne de Penthièvre était à peine terminée que le duc Jean IV s'empressa, par ordonnance du 4 octobre 1434, de prescrire la saisie de tous les biens de la duchesse, de les mettre sous séquestre et de déclarer qu'il ne les rendrait que lorsque ses cousins lui auraient rendu l'hommage.

Le comte Jean de Penthièvre et son frère Guy, étaient toujours captifs du roi d'Angleterre, leur mère ayant été impuissante à constituer leur rançon; ce qui avait été le plus grand chagrin et le désespoir de ses dernières années. Henri, prince débile, n'avait ni l'autorité ni le prestige suffisants pour oser la moindre résistance. Le duc d'Anjou, devenu héritier présomptif du trône des Deux-Siciles, était mort en Italie, le 20 septembre 1434, dix jours après sa belle-mère, et son fils Louis II étant trop jeune et trop éloigné pour s'intéresser aux querelles de sa famille maternelle. Dès lors les deux exilés, des seuls qui eussent pu protester efficacement contre l'acte arbitraire du duc, n'avaient en France aucun parent à qui confier la défense de leurs droits.

Dans sa détresse, Jean de Penthièvre songea alors à confier ses intérêts au connétable Olivier de Clisson. Il sollicita de sa générosité l'acceptation du mandat de réclamer et d'administrer les biens séquestrés.

Le Connétable, qui déplorait le sort de ces jeunes

gens, accepta cette délicate mission et, le 6 janvier 1385, reçut une procuration signée à Gloucester par Jean de Penthièvre qui lui donnait tout pouvoir⁽¹⁾.

La confiance du comte de Penthièvre ne pouvait être mieux placée. Olivier de Clisson, connétable de France, ami d'enfance du duc, était évidemment, de par sa haute situation, l'homme le plus qualifié pour mener à bien cette mission difficile, car il fallait compter sur la mauvaise volonté et l'hostilité certaine du duc.

Clisson se mit immédiatement à l'œuvre, et fut assez heureux pour vaincre les hésitations du duc et obtenir main-levée des biens séquestrés.

De cet accord naquit entre le Connétable et les Penthièvre une étroite sympathie, si bien que Clisson, de plus en plus touché des malheurs immérités et du long exil de ses protégés, songea à leur procurer une aide encore plus efficace.

Sur ces entrefaites, Guy de Penthièvre vint à mourir et le roi d'Angleterre, ayant sans doute quelques remords de la façon inhumaine avec laquelle il avait traité ses otages, légua le comté de Penthièvre à Robert de Veers, marquis de Dublin, vice-roi d'Irlande, en récompense de ses bons services, et l'autorisa à disposer de son prisonnier comme il l'entendrait.

Clisson en profita pour tenter la réalisation d'un projet qu'il avait élaboré, et délégua aussitôt en Angleterre le sieur Jean Rouland, ancien serviteur de Charles de Blois, avec mission de proposer au jeune comte, le paiement de sa rançon, s'il consentait à épouser sa fille Marguerite.

Cette proposition fut accueillie avec joie par Jean de Penthièvre, tout heureux de pouvoir enfin recouvrer

sa liberté et revoir enfin sa chère Bretagne après trente ans de captivité.

Ce projet de mariage fut vite connu du duc, qui entra dans une grande colère et se jugea offensé ; il accusa le Connétable de menées ambitieuses et de vouloir le détrôner, pour faire de sa fille une duchesse.

La querelle s'envenima à tel point que le duc résolut de se débarrasser de Clisson, il attira le Connétable à Vannes en un véritable guet-apens et le fit appréhender au château de l'Hermine pour le faire assassiner. Clisson n'eut la vie sauve que grâce à la timidité du mercenaire chargé de commettre cet odieux forfait, et qui au dernier moment n'osa l'accomplir.

Le coup fut manqué, mais le duc obligea Clisson à signer, le couleau sous la gorge, un contrat par lequel le Connétable s'engageait à payer une rançon de cent mille florins d'or, à remettre en garantie au duc toutes les places appartenant tant à lui qu'à son protégé, savoir : Guingamp, Lamballe, Jugon, Broons, La Roche-Derrien, Chatelaudren, Blain, Clisson, Josselin, Chantocé, à renoncer à l'administration des biens des Penthièvre, et surtout à rompre le mariage projeté.

Clisson refusa d'abord énergiquement de se soumettre à la violence du duc et de signer quoi que ce soit. Ce ne fut que sur les instances et les supplications de son beau-frère, le comte de Laval, et de son ami Beaumanoir, qu'il consentit à s'incliner. Mais dès qu'il fut libre, il courut à Paris demander justice au roi et crier vengeance contre ce lâche attentat et l'insulte faite au Connétable de France.

Cet acte de violence et de mauvaise foi du duc ne pouvait qu'exaspérer Clisson, qui loin d'abandonner son projet, s'empessa de prendre des arrangements avec Robert de Veers, au sujet de la libération du comte de Penthièvre. Un accord fut signé entre les deux parties : le Connétable s'engageait à verser la moitié du prix de la rançon, à l'arrivée du comte à Boulogne :

(1) Fragment de cette procuration du 6 janvier 1385 :
« Principaliter in comitatu Penthiévris Vicecomitatu
Lemoveini, in Geolovia, Treoria, Avalgoria et in partē sibi
competenti in territorio de Dinanno et in omnibus aliis vil-
lis, terris, castris, etc. »

l'autre moitié, cautionnée par de nombreux seigneurs et amis personnels de Clisson, était payable à la fin de l'année 1387 ⁽¹⁾.

Pendant ce temps, Clisson, rentré en Bretagne et aidé de quelques amis, les sires de Léon, de Beaumanoir, de Coëtmen, de Rostrenen, réoccupait de vive force les places séquestrées. Le vicomte de Coëtmen, à la tête d'une troupe nombreuse, vint mettre le siège devant la motte de Guingamp et obligea le gouverneur ducal Guillou de Kermarec à capituler le 27 septembre 1387, et à se rendre vie et bragues sauvés. La ville ne subit aucun dommage. Chateaudren fut enlevé le 3 octobre, et Lamballe le 5 octobre sans résistance.

Trois mois après cette fameuse expédition, le 20 janvier 1388, Jean de Penthièvre enfin de retour en Bretagne, épousait en l'église Saint-Mathurin de Moncontour, la belle et altière Marguerite de Clisson. Ses témoins étaient les sires de Laval, de Léon, de Rochefort, de Derval, de Beaumanoir, de Rostrenen et de Coëtmen.

Le roi de France Charles VI s'était interposé pour amener une réconciliation entre le duc et Clisson, mais Jean IV, avant d'accepter aucune transaction, avait exigé la mise sous séquestre, à titre de garantie, de quelques places, dont Jucou, Cesson, Châteaulin-sur-Trieux, Le Plessis-Bertrand et Erquy. Le Connétable

(1) A) Cette deuxième partie de la rançon payée à Calais à la fin de l'année 1387, avait pour principaux garants, le duc de Berry, le duc de Bourgogne, le comte d'Alençon, le comte de Blois, le sire de la Trémouille, le sire de Blainville, le sire de la Rivière, Guillaume des Bordes, le comte de Laval, le vicomte de Rohan, le sire de Beaumanoir, Enguerrand de Coucy, Jacques de Montmorency, etc...

B) Jean de Penthièvre à cette occasion délivra le reçu suivant : « Jean de Bretagne, Comte de Penthièvre, reconnaît et confesse devoir à Messire Olivier de Clisson, Connétable de France, la somme de 60.000 florins d'or, du coin, poids et aloi du Roy, que ledit sieur de Clisson lui avait prêté pour l'aider à payer sa rançon et délivrer de l'olage auquel il était retenu en Angleterre, pour feu Monsieur de Penthièvre, son père. Du 30 Octobre 1387. »

et son gendre refusèrent d'admettre cette prétention et les hostilités recommencèrent. Jean de Penthièvre n'était dans cette manifestation qu'un instrument docile entre les mains de son beau-père, il était en effet incapable d'avoir une opinion autre que celle imposée par Clisson ⁽²⁾.

Le duc enleva d'abord le Plessis-Bertrand, rasa Plancoët que Clisson avait fortifié, et courut le pays jusqu'en l'année 1390.

A ce moment, le roi de France inquiet de tant d'anarchie, réussit à faire comprendre aux adversaires que leur querelle interminable ruinait leur pays, et finalement les amena à signer le traité de Tours ⁽³⁾.

Par ce traité Jean de Penthièvre consentait à faire hommage lige au duc, et renonçait à porter les armes

(1) *Opinion de d'Argentré.* — Messire Jean Comte de Penthièvre, qui estoit en ceste querelle, estoit homme fort bon-homme et n'estoit pas homme d'entreprise, ne s'estant adonné en tout le temps qu'il avoit esté en Angleterre que à dévotion, et ne sçavoit traiter affaires, se supportant du tout audit Sieur Connestable qui print le manement de son bien à son retour d'Angleterre, sans que le dist de Penthièvre s'en entremist qui se rendoit fort sujet et craintif audit Sieur Connestable.

Opinion de Le Haud. — Ce Comte Jean fut homme plein de piété et religion envers Dieu, au reste homme de simple entendement et à qui il chiffoit peu de curiositez de ce monde, obéissant en tout à son beau-père, sans le conseil duquel il n'osait rien entreprendre.

(2) *Fragment du traité de Tours.* — Jean de Bretagne, Comte de Penthièvre, sçavoir faisons que l'an 1391, le 26 Janvier, en présence de nostre très redoubté Seigneur le Roy, nous renonçons et par expès avons renoncé et renonçons aux pleines armes du Duché de Bretagne; et avons ratifié et approuvé, ratifions et approuvons par ces présentes le traité de paix autrefois fait entre nostre très cher seigneur Monseigneur le duc de Bretagne, Comte de Richemont, et nostre très chère mère et très cher frere Henry, mort (que Dieu absolve), à tous les points et articles contenus en iceluy...

Et avons fait hommage lige audit Monseigneur le Duc en la présence de très redoubté Seigneur le Roy, de toutes les terres que nous tenons et devons tenir en Bretagne. Que Monseigneur le Duc de Bretagne estoit et est bien tenu de nous asseoir selon la teneur dudit traité de la paix et nous délaisser les fées et hommages dudit gage, après ladite assiette, nous auroit esté faite, baillée, et délivrée.

Fait à Tours, le 26 Janvier 1391.

pleines de Bretagne pour lui et ses descendants. Le duc, de son côté, s'engageait à respecter les clauses du traité de Guérande, à restituer les domaines du comte de Penthièvre et à rembourser au Connétable les cent mille florins d'or qu'il lui avait volés, lors de l'attentat du château de l'Hermine.

Il semblait qu'après le traité de Tours et la réconciliation du duc et du Connétable, l'ère des querelles dûit être définitivement close.

Il n'en fut rien : le duc, toujours méfiant, ne désarmait pas et se croyait toujours l'objet des menées ambitieuses d'Olivier de Clisson et de son gendre. Son entourage immédiat l'encourageait d'ailleurs dans cette voie : l'exaltation de quelques-uns de ses favoris devint même si violente qu'ils ne songèrent rien moins qu'à supprimer le Connétable. L'un d'eux, Pierre de Craon, écuyer du duc, individu taré et sans scrupules, qui avait eu maille à partir avec Louis II d'Anjou, était le plus exalté : il résolut d'agir personnellement et, dans la nuit du 13 au 14 juin 1392, il se livra sur le Connétable à un lâche attentat, au moment où celui-ci, venant de rendre visite au roi, sortait de l'hôtel Saint-Pol.

Clisson, laissé pour mort, ne fut que grièvement blessé.

Charles VI exigea immédiatement du duc Jean IV la remise du meurtrier et n'ayant pas obtenu satisfaction, rendit le duc responsable de cet acte odieux et résolut de l'en punir sévèrement.

Le roi attendit néanmoins que la convalescence de Clisson fût achevée, et aussitôt après, se mit lui-même à la tête d'une puissante armée qui se dirigea vers la Bretagne.

Ce fut au cours de cette expédition, en traversant la forêt du Mans, que Charles VI fut frappé de démence. La maladie du roi termina la campagne. Son entourage, qui était jaloux du Connétable, s'empessa de

profiter de cette occasion pour faire faire demi-tour à l'armée et abandonner l'expédition.

Ayant ainsi échappé au danger, le duc fut à son aise pour faire payer à Clisson l'émoi que lui avait occasionné cette menace du roi de France. Dès les premiers jours de l'année 1393, il s'empara de Josselin, demeure familiale du Connétable. Puis brusquement, revenant à de meilleurs sentiments, et sentant ses torts, car en somme Clisson n'était coupable que d'avoir failli être assassiné, il proposa la paix et invita le Connétable à se rendre à Chêze, pour régler amicalement leur querelle. Mais Clisson ayant appris que son meurtrier, Pierre de Craon, accompagnait le duc, déclina l'invitation, ne voulant pas se trouver en présence de son lâche assassin. Ce refus irrita Jean IV et la guerre continua.

Jean IV se mit à nouveau en campagne au printemps de l'année 1394, essaya d'enlever Moncontour, et ayant échoué, ravagea tout le pays de Lamballe ; mais il n'osa attaquer cette place, trop bien fortifiée et défendue ; aussi Jean IV ne s'y arrêta pas et alla mettre le siège devant la Roche-Derrien, dont la garde était confiée au vicomte de Coëtmen, sire de Tonquédec. Après un siège de trois semaines, du 14 avril au 18 mai, cette place dut capituler. Le château fut entièrement rasé, la ville saccagée, et tout le pays environnant livré au pillage.

Le vicomte de Coëtmen fut fait prisonnier, et pour le punir de sa rébellion, le duc envoya son lieutenant général, le sire du Pérrier, maréchal de Bretagne, s'emparer du château de Tonquédec et l'occuper.

Cette expédition terminée, Jean IV licencia son armée et s'en alla se reposer et chasser dans le pays de Morlaix. Il commit ainsi une grave imprudence, car le Connétable prévenu de l'incursion opérée par son adversaire, s'empessa de revenir en Bretagne ; pendant que le duc se livrait à ses plaisirs, Clisson for-

mail à Guingamp une armée, dont une partie placée sous les ordres de son gendre, s'emparait de Saint-Brieuc, que le duc avait fortifié, s'y retranchait, et prenait ses dispositions pour y repousser toute attaque du duc. Puis, en attendant l'arrivée de l'armée ducal, Clisson tournait son ressentiment contre le sire du Périer, lui enlevait son château et le rasait entièrement (1).

Jean IV, surpris par cette agression imprévue, quitta précipitamment Morlaix pour Vannes, où il reconstitua à la hâte son armée, qu'il amena ensuite vers Saint-Brieuc et fit camper dans les grèves de Langueux. Il provoqua alors Clisson, et l'invita à venir livrer bataille dans les grèves, mais le Connétable avait trop l'expérience de la guerre pour se laisser entraîner ou émouvoir par les bravades du duc. Il demeura tranquillement dans ses retranchements de Saint-Brieuc, et attendit sans crainte que le duc tentât de l'en déloger. Jean IV n'osa risquer l'aventure, renonça à son expédition et laissa Clisson maître de la situation.

Les deux adversaires, aussi intraitables l'un que l'autre, demeurèrent l'arme au bras, s'épiant jusqu'au début de l'année 1395. A ce moment le duc de Bourgogne se proposa et fut accepté comme arbitre de leur différend. Un accord fut conclu, qui stipulait que le comte de Penthièvre jouirait en paix de son domaine, qu'il pourrait reconstruire les défenses et le château de la Roche-Derrien, mais que l'église de Brélèvenez, fortifiée par Clisson, serait rétablie en son état primitif, et le château de Tonquédec rasé (2).

Les biens des Penthièvre furent entièrement recons-

(1) Le château du Périer ou du Polrier construit sur un promontoire, au milieu d'un étang, était situé dans la commune de Kermoroch, canton de Bégard, à 3 kilomètres de Guingamp. Il n'en reste plus que des ruines.

(2) Tonquédec fut, en effet, entièrement rasé, et déchargé de sa garnison en fut donnée par le duc, à son gouverneur Henri de Juch, le 8 juin 1395. Ce château fut reconstruit dans le courant du XV^e siècle, plus formidable qu'avant.

titués, les adversaires se réconcilièrent, et un pacte fermant enfin leur malheureuse chicane, fut scellé à Ancer, près de Redon, le 19 octobre 1395.

Ce traité fut ensuite signé à Rieux, par Clisson, le 20 octobre, et le 25, à Guingamp, par le comte de Penthièvre, en présence du vicomte du Lou, de Henri de Juch, chambellan du duc, de Jean Pennerin, maréchal de salle, de Gratien de Monceaux, commissaires ducaux délégués, et enregistré par Philippe de Coëtgourheden, procureur de Penthièvre.

Cette paix fut loin de satisfaire les ambitions de la comtesse de Penthièvre, Marguerite de Clisson, ou plutôt, Margot de Clisson, comme on l'appelait habituellement. Cette princesse qui avait rêvé d'être un jour duchesse, ne pouvait admettre semblable renoncement qui constituait pour elle une déchéance. Elle conserva toujours cet espoir ambitieux et ne désarma jamais. Très jalouse de son indépendance, elle se comportait en souveraine et ce ne fut que par force qu'elle se soumit à l'autorité ducal ; aucun scrupule ne pouvait l'arrêter ; l'exemple suivant le prouve bien : Lorsque le duc mourut le jour de la Toussaint 1399, et que la nouvelle de cette mort parvint au château de Josselin, où Marguerite se trouvait près de son père, la comtesse estima que le moment était venu de saisir la couronne ; voulant obtenir le consentement et le concours de son père, elle entra dans son appartement et lui fit la proposition suivante :

« — Monseigneur mon père, or ne tiendra-t-il plus qu'à vous, si mon mari ne recouvre son héritage. Nous avons de si beaux enfants, je vous supplie que vous nous y aidiez !

« — Eh ! comment le pourrais-je ! demanda Clisson.

« — Il n'y a, reprit-elle, qu'à faire mourir des enfants du duc Jean (1).

(1) Variante de Bouchard : « Ha, dist le duc, vous savez comment le feu duc tant nous a fait tort et domage. Si vous

« Ah ! cruelle et perverse, s'écria le Connétable irrité, si tu vis longuement tu seras cause de détruire les enfants d'honneur et de biens ! »

Ce disant, le Connétable se leva, saisit une bûche de la cheminée, tenta de l'en frapper, et, voyant qu'elle s'enfuyait, la lança sur elle ; en l'évitant, Marguerite fit un écart si brusque qu'elle glissa sur les degrés de l'escalier et se rompit une cuisse. Cet accident la rendit boiteuse pour le reste de sa vie.

Cette idée monstrueuse de la comtesse n'eut pas d'autre conséquence, mais démontre trop clairement toute l'ambition de cette femme.

Le Connétable et ses deux gendres, le comte Jean de Penthièvre et le vicomte de Rohan, furent en revanche d'une correction parfaite ; ils jugèrent d'être de fidèles et loyaux sujets du jeune duc, et les conjurations de Marguerite ne purent les faire dévier de leur droit chemin. Olivier de Clisson, rentré tout à fait dans les bonnes grâces de la Cour, eut même le grand honneur d'armer Jean V chevalier, lorsque ce prince fit son entrée solennelle à Rennes, le 22 mars 1401.

Ce fut quelque temps après cette cérémonie que la duchesse Jeanne de Navarre, mère du jeune duc, fut demandée en mariage par le roi d'Angleterre Henri IV de Lancastre. La jeunesse de son fils retint la duchesse et cette union ne fut célébrée qu'en 1403.

Lors du départ de cette princesse pour l'Angleterre, les seigneurs bretons, qui ne voulaient en aucune façon subir l'influence anglaise, craignirent que Jeanne de Navarre n'intriguât pour faire désigner son nouveau mari comme tuteur du duc ; afin de prévenir toute surprise, ils se réunirent à Rennes et là, prièrent le duc de Bourgogne, Philippe le Hardi, d'accepter cette délicate fonction.

a le roi ordonné le gouvernement de ses enfants, vous pouvez les faire mourir secrètement et en ce faisant sera nostre héritage recouvré »

L'année suivante, le 16 janvier 1404, le comte Jean de Penthièvre mourut à Lamballe, laissant six enfants, l'aîné Olivier, Jean sire de Laigle, Charles, baron d'Avaugour, Guillaume vicomte de Limoges, Marguerite qui fut la première femme de Jacques II de Bourbon, comte de la Marche et Jeanne qui épousa successivement Jean Harpedane sire de Montaignu, puis Robert de Dinan, baron de Chateaubriand.

Le corps du comte, transporté à Guingamp, fut inhumé près de ses ancêtres, dans le chœur de l'église des Cordeliers.

Homme doux et pacifique, habitué dès sa jeunesse à supporter le mauvais sort, Jean de Penthièvre, après avoir passé les trente meilleures années de sa vie loin des siens et de son pays, dut subir l'autorité et les emportements de sa femme la plus volontaire et la plus violente qui puisse être. Né pour le malheur, il vécut victime d'une constante fatalité.

A l'occasion de cette mort, le duc fut plein de prévenances pour sa cousine Marguerite ; la comtesse ayant manifesté le désir de posséder la tutelle de ses enfants, Jean V s'empressa de lui dépêcher le Sénéchal de Rennes, pour lui remettre les titres lui dévoluant cette fonction.

Cette marque de bienveillance de Jean V ne fut d'ailleurs pas récompensée ; Marguerite, toujours hantée par l'idée du retour de la couronne ducal dans sa famille, ne renonça pas à ses menées ambitieuses. Devenue chef de sa maison, elle ne négligea aucune occasion d'intriguer et d'accroître son indépendance, ce qui finit par lasser la patience du duc et l'amena à devenir agressif à son tour.

La brouille commença dès 1406, à la suite du mariage du jeune Olivier, devenu comte de Penthièvre, avec Isabelle de Bourgogne, fille de Jean Sans-Peur. Ce mariage, qui augmentait le prestige des Penthièvres, donna ombrage à Jean V qui se méfiait déjà des visées

de sa cousine ; aussi à partir de ce moment chercha-t-il l'occasion de mettre un frein aux aspirations de Margot et de diminuer sa dangereuse influence.

Le duc trouva ce moyen en retirant habilement aux Penthievre, l'appui de la maison de Rohan, et le 23 avril 1407, il maria sa sœur Marguerite au jeune Alain de Rohan, fils aîné du vicomte et de Béatrix de Clisson, sœur aînée de la comtesse.

A l'occasion de ce mariage, si honorable pour la famille de Rohan, le père du jeune marié donna en apanage à son fils le tiers de tous ses biens, y compris les terres de Clisson et de la Garnache, qui devaient lui être attribuées à la mort du Connétable. Or, coïncidence curieuse, le Connétable mourut le jour même du mariage de son petit-fils. Son corps fut inhumé à Josselin dans l'église de Notre-Dame du Roncier, près de sa deuxième femme Marguerite de Rohan⁽¹⁾ ; un superbe mausolée en marbre blanc qui existe encore, fut édifié plus tard par les soins de ses descendants, de la branche de Rohan.

Ses dispositions testamentaires, très favorables aux Rohan, leur laissaient à peu près les deux tiers de son immense fortune ; l'autre tiers revenait aux Penthievre.

Jean V, en mariant sa sœur, avait cru mettre Marguerite hors d'état de lui nuire, mais il ne l'avait pas suffisamment appréciée, et elle le lui fit bien voir.

A partir de cette époque, les deux antagonistes furent en effet en chicane perpétuelle. Marguerite d'abord n'admit pas que le duc s'immisçât dans la gestion du

(1) Le Connétable Olivier de Clisson, fils de Olivier, décapité à Paris par ordre de Philippe de Valois et de Jean de Belleville, était né en 1336. Il fut marié deux fois, la première fois à Catherine de Laval, fille de Guy IX de Laval et de Béatrix de Bretagne-Montfort, propre sœur de Jean IV de Montfort. Il en eut deux filles, Béatrix mariée à Alain VIII de Rohan, et Marguerite, comtesse de Penthievre ; sa deuxième femme fut Marguerite de Rohan (sans enfants) veuve de Jehan de Beaumanoir.

Penthievre et entendit être libre de gouverner elle-même son petit Etat, dans les conditions d'indépendance de sa belle-mère, Jeanne-la-Boiteuse.

De son côté, le duc s'empressa de l'humilier et, pour lui prouver qu'il possédait des droits souverains sur son domaine, lui notifia selon la coutume au décès de ses vassaux, d'avoir à remettre les places de Penthievre en gage, pour une période de quinze jours. Marguerite protesta, menaça, mais rien n'y fit. Jean V voulait absolument trancher cette question épineuse et affirmer sa suzeraineté dans le Penthievre. Il donna des ordres en conséquence au sire de Montauban, qui fut chargé de veiller à l'exécution de cette formalité.

Aussi trouvons-nous le sire de Montauban à Lamballe, le 19 septembre 1407, où il institue Jehan de la Bouexière gouverneur au lieu de Guillaume le Moëne, capitaine au service de la comtesse. Le 20 septembre, à Chatelaudren, Alain de Périen remplace Alain de Plouër ; le même jour, dans l'après-midi, la même formalité s'accomplit à la Roche-Derrien, où Philippe de Kerahuys cède sa place à Olivier du Chef-du-Boays. Enfin le 22 septembre, Alain du Ruffay prend le commandement de Bréhat, à la place de Jehan Derien.

Cette démonstration n'empêcha nullement Marguerite de manifester son esprit d'indépendance et son mépris de l'autorité ducale ; quelques semaines seulement après cette affaire, malgré la défense formelle du duc, elle imposa un fouage sur les vassaux nobles du Goëlo et du comté de Guingamp, qui protestèrent inutilement, car elle fit exécuter sa décision manu militari.

A cette nouvelle et pour bien prouver à Margot que son obstination et ses révoltes sont inutiles, et qu'il entend être le seul maître de son duché, le duc nomma Jehan Cabournais sénéchal du Goëlo et lui prescrivit de se rendre à Guingamp et d'y tenir ses plaids. Cette prétention du duc met le feu aux poudres. Marguerite,

elle-même en personne, se rend à la maison où siège le sénéchal, le prend par le bras, le malmène, le fait saisir par ses gens et jeter à la porte de Guingamp ; puis elle fait enfermer à la geôle de la ville les sergents du duc qui accompagnaient ce magistrat.

Jean V s'amusa de cette crise coléreuse, se montra très indulgent, essayant même de démontrer à sa cousine qu'en agissant de la sorte elle donnait un détestable exemple, et que la dignité ducale, malgré toute sa bienveillance, ne pouvait tolérer ces actes de rébellion. Mais Margot n'accepta pas ces remontrances et signifia au duc qu'elle entendait, elle aussi, être maîtresse chez elle, n'ayant que faire de ses conseils.

Le duc convoqua alors à Malestroit les évêques et les barons, leur exposa ses difficultés avec la comtesse de Penthièvre et leur demanda conseil : tous furent d'avis d'envoyer à Guingamp une députation chargée de raisonner Marguerite et de l'amener à une plus juste conception de ses droits. Le vicomte de Rohan, Jean de Rieux et Jean de Malestroit, beau-frère et amis de la comtesse, réunissant le plus de chances de se faire écouter, furent chargés de cette mission.

Ces seigneurs se rendirent à Guingamp, et après une longue et patiente discussion, finirent par obtenir que Marguerite envoyât son fils aîné Olivier, à Ploërmel, s'entendre avec le duc.

Jean V et le jeune comte furent facilement d'accord ; un traité qui devait être soumis à la comtesse fut élaboré et la chicane semblait éteinte. Mais lorsqu'à son retour le jeune Olivier communiqua le projet de traité à sa mère, celle-ci le déchira, n'admettant aucune de ses clauses. Jean Harpedane, sire de Belleville, cousin de Marguerite, qui était présent, essaya de lui donner des conseils de modération et de lui faire entendre que sa violence et son entêtement pourraient devenir préjudiciables à ses enfants ; son intervention fut inutile et mal accueillie.

Sur ces entrefaites, un nouvel incident surgit qui causa fatalement la rupture entre les deux adversaires.

Cette fois ce fut le duc qui le provoqua. La comtesse avait, par acte du 7 septembre 1407, acheté Moncontour à Robert de Dinan, et devait donner en échange les biens que la baronne d'Avaugour possédait dans le pays de Dinan ; elle avait consenti à verser au trésor ducal le droit de rachat, et admis que le gouvernement de la place fut remis à un représentant du duc, ainsi que l'exigeait la coutume lors de ces transactions. Patri de Châteaugiron, délégué ducal, prit alors possession de la ville, à la condition de la rendre sitôt la formalité expirée.

Jusque là, tout s'était passé correctement, quand tout à coup, le duc estimant sans doute, et avec justes raisons, que les domaines des Penthièvres étaient déjà bien vastes, émit la prétention que l'acte du 7 septembre 1407 était nul parce que le domaine vendu n'appartenait pas au vendeur, mais à son frère Roland de Dinan ; puis lui-même, par acte du 4 février 1408, acquit cette seigneurie de Roland de Dinan, pour le compte de son frère Arthur de Richemont.

Cependant l'acte du 4 septembre 1407 était parfaitement valable et régulier. Moncontour, qui naguère faisait partie de Penthièvre, avait été donné par Charles de Blois à Jehan de Beaumanoir en récompense de ses bons et loyaux services. Après la mort de ce chevalier, sa veuve, Marguerite de Rohan, en eut la jouissance, même pendant son mariage avec Olivier de Clisson. Lorsqu'elle mourut, ce fut son petit-fils Roland de Dinan, né de Charles de Dinan et de Jeanne de Beaumanoir, qui en hérita, mais il l'avait régulièrement cédé lui-même à son frère cadet, Robert, qui avait donc bien le droit d'en disposer.

N'importe, le duc, qui tenait à Moncontour, imposa ses arguments en y maintenant son gouverneur et des troupes, et en faisant sommation à la comtesse de Penthièvre d'avoir à en retirer ses gens.

Le duc fit porter cette sommation à Guingamp par douze sergents qui avaient l'ordre formel de ne remettre le document qu'aux mains mêmes de la comtesse. Celle-ci, se méfiant de ce douteux présent, refusa nettement d'en prendre connaissance, de sorte que pour accomplir leur mission les sergents, fidèles à leur consigne, eurent l'audace de saisir Marguerite pour l'obliger à prendre en main le fameux papier. Outragée et furieuse, Marguerite appela ses gens, qui chassèrent et tuèrent quelques-uns de ces ambassadeurs.

Sitôt informé de ce nouvel acte de rébellion, Jean V assigna la comtesse à comparaître devant la Cour de Rennes et, par contumace, la fit condamner à la confiscation de ses biens pour crime de félonie.

Cette sentence fut exécutée en 1409; une armée ducale s'empara de La Roche-Derrien, de Châteaulin-sur-Trieux, de Guingamp, dont les fortifications furent partiellement détruites.

La reine d'Angleterre, Jeanne de Navarre, mère du duc, eut son fils en péril et envoya une armée sous les ordres du comte de Kent, qui débarqua à Brehat et ravagea l'île dont pas un habitant ne fut épargné.

Pour remercier sa mère et sans doute pour recouvrer la possession du comté de Richemont, le duc ne trouva alors rien de mieux que de contracter une alliance avec son beau-père le roi d'Angleterre en s'engageant à l'aider à conquérir le trône de France.

A la nouvelle de ce pacte, la duchesse Jeanne de France, fille du roi Charles VI, ressentit une si vive irritation contre son mari qu'elle lui adressa de graves reproches. Le duc s'emporta, injuria sa femme, la maltraita et l'obligea à quitter la cour et à se réfugier en France.

A ce moment le duc de Bourgogne, qui était le grand conseiller du roi de France, vit dans cette affaire l'occasion de rendre la couronne de Bretagne à son gendre Olivier de Penthièvre; il intrigua si bien près du roi

que celui-ci jura de venger l'affront fait à sa fille et de faire rendre justice aux Penthièvre.

Jean V s'aperçut alors de la faute qu'il avait commise et, très inquiet des préparatifs militaires de son beau-père, envoya en décembre 1409 une ambassade au duc de Bourgogne pour le prier de ne pas exercer de représailles, s'engageant à rompre avec les Anglais et à accepter un traité d'arbitrage entre lui et ses cousins de Penthièvre (1).

Charles VI accepta les excuses de son gendre, mais il fut bien entendu qu'en ce qui concernait les Penthièvre, le duc subirait le jugement des arbitres désignés par les deux parties.

Ces arbitres, le roi de Navarre et le duc de Bourbon pour Jean V, le roi de Sicile et le duc de Berry pour le comte de Penthièvre, se réunirent à Gien, après Pâques 1410, et prononcèrent une sentence nettement défavorable au duc qui, malgré ses engagements, refusa de s'y soumettre.

Ce ne fut que sur les instances du duc de Bourgogne et après la constitution de la ligue de Gien, que Jean V revint à de meilleurs sentiments et, par traité du 8 août 1410, se réconcilia avec ses cousins, restitua leurs biens et s'engagea à réparer les dégâts accomplis sur leurs terres; il reconnut en outre devoir une rente annuelle de 2.000 livres, garantie par ses biens situés en France, moyennant la conservation de la ville de Montcontour, que le comte et la comtesse de Penthièvre consentaient à lui céder.

Pendant les huit années qui suivirent ce traité, Mar-

(1) Instructions duciales concernant cette ambassade (14 décembre 1409) :

« Dire et exposer en premier comment on leur a donné à entendre que ledit duc de Bourgogne, avait ordonné gens d'armes pour venir en Bretagne en faveur du Comte et Comtesse de Penthièvre pour semer guerre ez gens de Monseigneur le duc de Bretagne et son pays... Et ne le pouvant honnêtement croire attendu le lignage consanguinité et affinités d'entre lesdits Messieurs de Bourgogne et de Bretagne, etc... » (Preuves de Dom Morice).

guerite de Clisson demeura calme et résignée dans son château de Lamballe où elle avait dû se réfugier, le château de la Motte de Guingamp ayant été partiellement démoli par l'armée ducale en 1409. Elle vécut ainsi dans la retraite et l'isolement sans jamais consentir à se rapprocher de la famille ducale.

Ses fils, au contraire, acceptèrent loyalement de servir le duc et obtinrent des emplois à la cour et même des commandements dans l'armée ducale. Lorsque, le 11 septembre 1411, Charles VI pria le duc de lui envoyer une armée, le commandement d'une partie de ces troupes fut confié au comte de Penthievre. Ce fut à la suite de cette expédition que Jean de Penthievre, sire de Laigle, demeura définitivement au service et à la solde du roi de France (1).

De son côté, Charles de Penthievre, sire d'Avaugour, en service à la cour ducale en 1415, y était baron à gage, attaché à la personne du duc, et, pour cet em-

(1) Quitte de guerre du Comte de Penthievre. Sachent tous que nous, Olivier de Bretagne, Comte de Penthievre, confessions avoir eu et reçu de Jehan du Pressy, trésorier de guerre du Roy, nostre Sire, la somme de 3.350 livres 10 sols tournois, en prest et paiement sur les gages de nous escuyer banneret trois chevaliers bacheliers, et deux cent quatre-vingt deux escuiers et deux trompettes de nostre compaignie venus au mandement de Monseigneur le Duc de Bourgogne, au service du Roy, pour aider à debouter ses ennemis estant au royaume. Souz nostre scel le 28 Novembre 1411. (Scellé en cire rouge, d'hermines à la bordure, support deux griffons, le casque couronné).

Extraits de compte de Jehan de Bretagne :

1^{er} Jehan de Bretagne, Seigneur de Laigle, escuyer banneret lequel Monseigneur le Dauphin par ses lettres données en son non est devant Tours le 5 décembre 1418, a retenu au nombre de 300 hommes d'armes et 100 hommes de trait. Ledit Jehan de Bretagne et 18 autres escuiers reçus au siège devant Tours le 5 décembre 1418. 2^o Jehan de Bretagne, Seigneur de Laigle, confesse avoir eu et reçu deux cent dix livres tournois pour paiement de ses services au roi et Monseigneur le Régent, donné le 24 mai 1419. 3^o Jehan de Bretagne, Seigneur de Laigle, retenu de nouvel par Monseigneur le Régent au nombre de sept cent hommes d'armes et deux cent de trait par lettres données à Gargen le 14 août 1419. Signé Jehan de Bretagne, escuyer, banneret.

ploi, touchait une solde annuelle de 500 livres. Il conserva cette fonction jusqu'en septembre 1417.

D'ailleurs, ce qui prouve bien encore le parfait accord existant entre le duc et ses cousins, c'est le rang considérable accordé au comte Olivier qui fait partie du conseil et de l'entourage immédiat du duc. Lorsqu'en 1418, Jean IV, accompagné d'une suite nombreuse et brillante de seigneurs bretons, accomplit un voyage à la cour de France, le premier de ses barons qui mange à sa table, partage même son lit, est son cousin Olivier, qui à cette occasion reçoit une gratification de 120 livres.

La réconciliation est si complète que Jean IV, généreux et prévenant, promet un siège épiscopal à Guillaume de Penthievre, le plus jeune et aussi le plus pieux de ses cousins. En 1419, le siège de Saint-Brieuc étant vacant, Olivier écrit le 6 mai au duc pour lui rappeler sa promesse (1). L'attentat de Champocéaux en empêcha la réalisation.

Marguerite de Clisson n'avait malheureusement pas désarmé; elle choisit justement ce moment de calme pour entraîner les siens à commettre l'attentat qui fut si funeste aux Penthievre et causa la ruine définitive de toutes leurs espérances.

(1) Lettre d'Olivier de Penthievre : « Nous Olivier de Bretagne, Comte de Penthievre, et Vicomte de Limoges, savoir faisons que comme nostre très redoubté seigneur Monseigneur le Duc de Bretagne, ait de son gracieux plaisir et bénigne volonté entrepris à poursuivre pour nostre très cher et aimé frère Guillaume de Bretagne l'évêché de Vannes ou Saint-Brieuc... par ces présentes procurer devers nostre dit frère que là où il obtiendrait un desdits évêchés, etc... »
« Scellée de Nostre scel, le 6 jour de May de l'an 1419 ».

CHAPITRE XII

L'attentat de Champtoceaux Ses conséquences

Nous avons vu dans le chapitre précédent qu'en 1419 la réconciliation et l'intimité étaient complètes entre le duc et les jeunes de Penthièvre; mais Margot de Glisson, farouche, entêtée, demeurait réfractaire et hostile à tout rapprochement et caressait toujours dans sa solitude le beau rêve de poser un jour la couronne ducale sur la tête de son fils aîné.

Au début de l'année 1420, une affreuse tentation lui vint, provoquée par le dauphin qui lui offrit la couronne ducale à la condition qu'elle l'aidât à se venger du duc.

Le dauphin, futur Charles VII, ne pouvait pardonner à son beau-frère Jean V de l'avoir abandonné lors de la catastrophe d'Azincourt en 1415. D'autre part, mêlé aux querelles des Armagnacs et des Bourguignons, le dauphin avait été, après l'assassinat de Jean Sans-Peur en 1419, complètement abandonné de sa famille et ne voyait pas sans amertume son héritage royal compromis au profit de son beau-frère Henri V d'Angleterre, grâce à la complicité de sa mère Isabeau, aidée par les Bourguignons, et aussi par l'indifférence du duc de Bretagne (1).

(1) Le traité de Rouen, 25 Décembre 1419, convenait que Henri V d'Angleterre épouserait Catherine de France, sœur du dauphin, qu'il prendrait le titre de Régent du royaume et hériterait de la couronne de France. Ce traité fut confirmé par le roi Charles VI à Troyes, le 21 Mai 1420.

La haine du dauphin contre Jean V s'en accrut, mais comme il ne pouvait l'attaquer ouvertement, il prit un chemin détourné, se souvint des intrigues et de l'ambition toujours vive de la comtesse de Penthièvre, instrument indiqué pour satisfaire ses rancunes en provoquant une nouvelle guerre civile en Bretagne. Il noua secrètement une intrigue avec l'ambitieuse Margot et s'engagea à lui assurer la couronne de Bretagne si elle consentait à supprimer leur ennemi commun, le duc.

La comtesse de Penthièvre se laissa séduire par cette monstrueuse proposition et se mit aussitôt en quête du moyen qui lui permettrait de remplir son engagement. Nous sommes assurés d'avance qu'elle adoptera le plus perfide sans aucun remords, pourvu qu'il lui donne la certitude de réussir.

Dans la circonstance, Marguerite se surpassa en duplicité; elle feignit d'abdiquer toutes ses rancunes, de se repentir de toutes les querelles passées, et supplia le duc de renouer avec elle les liens d'amitié et de solidarité, comme il convient entre bons cousins.

Elle envoya à Vannes son conseiller intime, Pierre de Beloi, engager les pourparlers qui devaient amener ce rapprochement, avec la mission d'assurer au duc que désormais elle et ses enfants s'engageaient à le servir, à le chérir comme leur prince et seigneur, envers et contre tous jusqu'à la mort.

Jean V accueillit la supplique de sa cousine avec un réel plaisir, accepta la proposition, et pour bien sceller cette réconciliation et effacer toutes traces des difficultés passées, invita son cousin Olivier à venir s'entendre avec lui à Nantes.

Le comte de Penthièvre quitta Lamballe dans les premiers jours de février 1420, accompagné du sire de la Hunaudaye, de Thuomein et de 30 lances. Jean V, qui l'affectionnait beaucoup, l'accueillit chaleureusement, l'invita à un grand dîner offert en son honneur et ac-

cepta à son tour d'aller s'asseoir à la table de son cousin.

Avant de quitter Nantes, Olivier insista sur les bonnes intentions de sa mère qui, disait-il, désirait absolument voir le duc et lui renouveler elle-même de vive voix l'assurance de sa sincère affection. Il pria donc le duc de venir passer quelques jours à Champ-toceaux, où la famille de Penthièvre s'était déjà réunie en prévision de ce joyeux événement.

Les conseillers du duc, qui se méfiaient de la comtesse, l'engagèrent à décliner cette invitation. Mais le comte de Penthièvre ayant appris l'attitude de ces seigneurs, se montra très froissé de leur opinion et de leurs soupçons, et jura au duc qu'il le ramènerait à Nantes, sain et sauf, sans qu'il puisse lui arriver le moindre mal.

Alors le duc, pour bien affirmer sa confiance dans Olivier, qui jusque-là d'ailleurs n'avait jamais cessé d'être un loyal sujet et un bon camarade, accepta l'invitation.

Ce fut le 12 février 1420 que Jean V quitta Nantes, accompagné de son frère Richard, comte d'Etampes, du comte de Penthièvre et d'une suite brillante. Cette caravane fit, ce jour, un voyage plaisant, et, toute joyeuse, arriva le soir au Loroux-Bottereau, à deux lieues de Champ-toceaux, où elle coucha. Le comte de Penthièvre, avec les bagages, continua la route jusqu'à Champ-toceaux, afin, disait-il, d'y préparer la réception, et revint le lendemain matin rejoindre ses invités pour avoir l'honneur de les introduire lui-même sur son domaine.

Dans la matinée, la petite troupe se remit en marche et arriva bientôt sur les bords de la Divatte, au pont de la Troubade, près de la Chapelle Basse-Mer (1).

Ce pont, en bois et déjà ancien, avait été préalable-

(1) La Divatte servait alors de frontière entre la France et la Bretagne.

ment et secrètement machiné par les Penthièvre; à son aspect peu solide il fut jugé prudent de descendre de cheval et de le passer à pied, par petits groupes. Le comte de Penthièvre passa le premier, suivi du duc, de Richard et de Bertrand de Dinan, maréchal de Bretagne. Ces seigneurs se disposaient à remonter à cheval, quand ils virent un suivant des Penthièvres, Alain de la Lande, jeter, en manière de badinage, les planches du pont à la rivière et empêcher ainsi le passage de l'escorte ducal. Tout d'abord le duc eut à une plaisanterie et s'en amusa; mais à peine le pont fut-il complètement démoli que Charles de Penthièvre, suivi de 40 cavaliers et d'autant d'hommes à pied, sortit d'un fourré et s'avança vers le groupe princier.

Cette fois, Jean V ne put s'empêcher d'être inquiet et demanda ce que cela signifiait.

— Beau cousin, dit-il à Olivier, quels gens sont-ce ci ?

— Ce sont mes gens ! répliqua le comte, qui aussitôt saisit le duc à la gorge et lui annonça qu'il le faisait prisonnier au nom de Monseigneur le Dauphin pour avoir osé pénétrer sur le sol de France sans sauf-conduit du roi. Le prince Richard subit le même sort.

Les gens du duc, qui avaient tenté de traverser la rivière pour secourir leur prince et s'opposer à cet inqualifiable guet-apens, furent tous tués, blessés ou faits prisonniers.

Le duc, son frère Richard et Bertrand de Dinan furent conduits au château de Clisson, tandis que les autres prisonniers étaient enfermés à Champ-toceaux.

Pendant le trajet, Jean V fut ligoté sur son cheval et défense lui fut faite de parler et de faire le moindre geste pendant la traversée des villages; il était d'ailleurs flanqué de deux écuyers armés de courtes lances qui avaient l'ordre de le tuer à la moindre alerte.

Son séjour à Clisson fut de courte durée; les Penthièvre le trouvaient trop près de Nantes et craignaient que ses gens ne se missent à sa recherche; ils

l'emmenèrent donc à Montaigu, puis à Palluau, et finalement le ramenèrent à Champloceaux.

Pendant cette longue randonnée, le duc, à qui ses ennemis ne permettaient aucun valet et qui n'avait pas l'habitude de ces longues chevauchées endura des fatigues et des souffrances atroces. Il était dans un état lamentable de dépression morale et physique lorsqu'il fit son entrée à Champloceaux.

A peine arrivé, il dut subir la visite de Marguerite et de Isabeau de Vivonne, femme de Charles. Margot, triomphante, fut impitoyable; elle lui reprocha tous les maux que lui et son père avaient fait endurer aux siens, le menaça des pires choses; ironique, elle l'exhorta à la résignation, lui rappela que bien d'autres princes avaient éprouvé des revers et lui conseilla de méditer de verset des psaumes : *Deposuit potentes de sede...*

Le duc la supplia craintivement, lui rappela qu'il était son pauvre parent né de germain, et la pria pour Dieu qu'il ne mourût point : « Qu'il ne lui challoit de déposition de seigneurie, pourvu qu'il fût assuré de la vie ! » Ce à quoi Margot répliqua qu'elle ne pouvait répondre de son sort, car elle devait se conformer aux ordres du Dauphin.

Ces entretiens si pénibles pour le duc se renouvelèrent plusieurs jours de suite.

Cependant le bruit de cet abominable attentat s'était répandu en Bretagne avec une rapidité extraordinaire et y avait provoqué la stupeur et l'indignation. Tous les barons, unis dans un même sentiment d'affection pour leur duc, jurèrent d'employer toute leur fortune et de verser leur sang pour le venger et châtier les Penthievre.

La duchesse Jeanne, se rendant immédiatement compte de sa situation critique, fut admirable d'énergie et d'activité; elle convoqua d'urgence les Etats Généraux qui se réunirent à Vannes dès le 23 février. La duchesse y vint, accompagnée de ses deux fils Fran-

çois et Pierre, encore enfants, les présenta en pleurant à l'Assemblée et, toute émue, fit appel à la bonne foi et à la loyauté de tous les députés, qui prêtèrent le serment de venger le duc.

A partir de ce moment, la cause des Penthievres était perdue. Marguerite de Clisson avait espéré, par son coup d'audace, réveiller son parti. Malheureusement pour elle, les Bretons ne se souvenaient plus ni de Charles de Blois, ni de Jeanne la Boiteuse. Les Penthievres n'avaient plus de partisans et leurs rares adeptes consistaient en quelques hobereaux du pays de Penthievre, leurs vassaux ou leurs parents.

Ce furent cependant les Penthievre qui commencèrent les hostilités. Jean, sire de Laigle, à la tête d'une armée française, s'empara de la Garnache⁽¹⁾, propriété de son cousin le vicomte de Rohan, envoya des renforts aux garnisons des places du Penthievre et ravagea le pays de Nantes.

La duchesse, à son tour, fit un pressant appel à tous les Bretons qui servaient en France et, grâce à l'empressement de tous, en particulier du sire de Rieux, de l'amiral de Penhoët et du vicomte de la Bellière, elle alla assiéger Lamballe, devenue la capitale de Margot depuis la démolition du château de Guingamp en 1409.

Cette agression contre Lamballe déclencha la colère des Penthievre, surtout du comte Olivier et du sire de Laigle qui se rendirent alors armés et bardés de fer dans la chambre de leur prisonnier, le brutalisèrent et le menacèrent de le faire mourir dans des supplices atroces, de le faire couper en morceaux... etc., si ses gens persistaient à vouloir prendre leur ville.

Jean V essaya timidement de leur faire comprendre qu'il n'était pour rien dans ces démonstrations et, qu'étant donné son isolement, il pouvait encore moins les

(1) Château situé dans la commune de la Garnache, canton de Challans (Vendée).

faire cesser. Ils lui commandèrent alors d'envoyer un messager, avec un ordre écrit de sa main, prescrivant de ne pas poursuivre les hostilités et de se soumettre, et prévenant les barons que sa vie était en très grand danger s'ils n'obéissaient pas.

Il confia sa lettre à un de ses écuyers, Jean de Kermellec, prisonnier comme lui à Champloceaux et pour preuve de l'authenticité du document, y enferma son propre *Agnus Dei* ⁽¹⁾.

Les seigneurs qui faisaient le siège de Lamballe ne tinrent aucun compte des exhortations de Kermellec et n'eurent aucun égard pour ce message ducal dicté par leurs ennemis.

Le siège continua et Lamballe dut capituler.

A son tour Guingamp subit l'attaque de l'armée ducale, mais comme ses défenses étaient en très mauvais état depuis 1409, la ville n'opposa qu'un semblant de résistance et obtint de se rendre sans combattre, si elle n'était secourue avant dix-sept jours, sous réserve que les nobles et bourgeois jouiraient après la capitulation de toutes les franchises et libertés qu'ils possédaient avant cette guerre.

Cette capitulation fut signée le 5 mars 1420 par Alain de Rohan, comte de Porhoët, par Charles de Rohan, sire de Guéméné, et par Messire Jehan de Penhouët, amiral de Bretagne, lieutenants du duc; puis par Jehan du Chastelier, vicomte de Pommerit, messire Eon de Kersalieu, gardes du château et forteresse de Guingamp, par messire Guillaume de Goudelin, quelques autres gentilshommes et enfin par les membres de la communauté bourgeoise de Guingamp.

La Roche-Derrien, Châteaulin-sur-Trieux, Jugon et Broons furent pris à leur tour. Guingamp et toutes les

(1) L'*Agnus Dei* était un petit médaillon fait avec la cire du clerge Pascal, mêlée au Saint-Chrême, que le pape consacrait chaque année. Chaque souverain à son avènement, recevait un de ces objets, et le portait constamment dans un précieux reliquaire.

autres places furent entièrement démantelées; le château de Guingamp, qu'on appelait alors la Motte de Guingamp, et dont les premiers travaux remontaient aux premiers Penthievre, fut complètement rasé.

La conquête et l'occupation si rapides de leurs places fortes impressionnèrent tellement les Penthievre qu'ils n'osèrent mettre leur menace à exécution, et enlevèrent bien vite leur prisonnier de Champloceaux, pour le faire voyager de château en château, afin de dépister les gens du duc, lancés à sa recherche. Ils le menèrent ainsi successivement à Vendrennes, à Nouaillé, à Thors et à Saint-Jean-d'Angély ⁽¹⁾.

De son côté, la duchesse Jeanne de France, seule au milieu de ces difficultés, organisa rapidement sa défense, fit son possible pour libérer son beau-frère Arthur de Richemont, prisonnier en Angleterre depuis Azincourt, et s'efforça de détacher son frère le Dauphin de la cause de ses ennemis.

Malheureusement, les Penthievre, maîtres des routes de France, arrêtaient ses courriers, et rares furent les messagers de la duchesse qui purent accomplir leur mission. Ce ne fut qu'après la capitulation de Champloceaux et la constatation de la mauvaise tournure prise par les affaires de ses protégés que le Dauphin abandonna et renia ses complices. Quant à Arthur de Richemont, le roi Henri V d'Angleterre ne voulut le rendre pour aucun prix.

Au cours de ces événements, Marguerite de Clisson et une partie des siens demeuraient à Champloceaux, se fiant à la solidité de cette forteresse jugée impenable.

Cependant le comte de Porhoët, à la tête des troupes qui venaient de conquérir le Penthievre, se dirigeait à marche forcée sur cette place et allait l'investir.

(1) Vendrennes, canton des Herbiers, arrondissement de La Roche-sur-Yeu; Nouaillé, canton de Courçon, arrondissement de La Rochelle; Thors, canton de Matha, arrondissement de Saint-Jean-d'Angély.

Le château de Champloceaux, sur la rive française de la Loire, était bâti sur un coteau élevé dominant le fleuve; l'armée ducale arriva devant la forteresse par la rive bretonne, jeta un pont de bois sur le fleuve, au pied même de la place, et passa sur l'autre rive. La place fut alors entourée de solides retranchements, avec douves et parapets constituant un véritable camp retranché, auquel le pont servait de pont-levis et d'accès pour les approvisionnements venant de Bretagne.

Des machines et de l'artillerie très puissantes furent amenées, et un siège en règle commença. La trop confiante Margot allait être prise au piège.

Pendant les trois mois que dura ce siège, Jean de Penthièvre essaya à deux reprises de secourir la place, mais tous ses efforts se brisèrent contre les formidables retranchements des assiégeants et il dut renoncer à tenter toute offensive.

A partir de ce moment, la situation des assiégés devint critique; les murs et le donjon, constamment battus en brèche par les machines, menacèrent bientôt de s'écrouler; les assiégés durent même se réfugier dans les souterrains, si bien que, la mort dans l'âme, l'altière Margot dut se résigner à capituler.

Pendant que ce siège se déroulait, le duc, qui était à Saint-Jean-d'Angély, fut sur le point d'être libéré par deux Bretons établis dans la ville : Jean Loz de Saint-Pol-de-Léon et Jean Guéant de Nantes, qui s'étaient associés pour l'enlever et lui permettre de s'évader. Le complot fut malheureusement découvert et provoqua de nouveaux déplacements du duc qui fut transféré à la mi-juin au château de Fors, ensuite au Coudray-Salbart⁽¹⁾, à Brissuire et enfin à Clisson, où il se trouvait au moment de la capitulation de Champloceaux.

La capitulation de Champloceaux stipulait que

(1) Fors, commune du canton de Pissac, arrondissement de Niort. Le Coudray-Salbart, commune du canton d'Échiné, arrondissement de Niort.

Jean V serait immédiatement libéré, ainsi que tous les prisonniers faits par les Penthièvre; moyennant quoi Marguerite et tous les siens pourraient quitter Champloceaux qui serait remis à l'armée ducale.

La comtesse de Penthièvre envoya les statuts de cette capitulation à son fils Olivier, et le supplia de les exécuter s'il voulait la revoir vivante.

Olivier fut consterné à la nouvelle de cette catastrophe, mais, pour sauver sa mère, fut contraint de s'incliner. Néanmoins, avant de libérer le duc, il joua une nouvelle comédie intéressée. Feignant la générosité, il proposa à Jean V, qui ignorait les événements, de lui rendre sa liberté, et de terminer ce drame par un mariage⁽¹⁾. Ainsi lui demanda-t-il la main de sa fille aînée Anne⁽²⁾, déjà fiancée au jeune Louis III d'Anjou. La dot devait comprendre les seigneuries de Jugon et Moncontour et garantir à Olivier la restitution intégrale de tous ses domaines du Penthièvre.

Trop heureux de recouvrer la liberté, le duc accorda au comte de Penthièvre tout ce qu'il lui demandait et jura de tenir ses promesses. Il fut alors confié à Jean de Penthièvre, qui se fit délivrer un sauf-conduit et conduisit le duc, avec les plus grands égards, jusqu'à Champloceaux, où il arriva le 5 juillet.

La famille de Penthièvre quitta aussitôt Champloceaux et se retira au château de Pallau⁽³⁾.

Le premier acte du duc après sa libération fut de faire raser le château de Champloceaux.

Pendant sa pénible captivité, Jean V manqua constamment d'énergie et de volonté; il ne sut dans sa détresse que se lamenter, formuler des vœux, aussi incohérents les uns que les autres, et contracter vis-à-vis de ses geôliers des engagements puérils, si bien

(1) Olivier de Penthièvre était alors veuf, sans enfants de sa première femme Isabelle de Bourgogne.

(2) La princesse Anne n'épousa pas Louis III d'Anjou, mais Charles de Bourbon.

(3) Pallau, Château de l'héritage du Comte de Clisson, Canton de Poire, arrondissement de La Roche-sur-Yon.

qu'à sa libération, ne sachant comment sortir d'embarras, il dut avoir recours aux lumières et indulgences du pape Martin V ⁽¹⁾.

Le Pape écouta avec bienveillance le récit de ses malheurs, et le dispensa conditionnellement de la plupart des obligations contractées sous la menace de ses ennemis; il l'autorisa à y substituer une contribution de 20.000 florins d'or, affectée à la restauration des églises de Bretagne et de Rome; le Duc devait enfin pardonner à ses ennemis le mal qu'ils lui avaient fait, s'ils consentaient à implorer leur pardon.

Grâce à l'esprit de charité qui animait la décision du Pape, les Penthièvre faillirent s'en tirer à excellent compte.

Le Duc, qui était naturellement bon et généreux, ne fit aucune difficulté pour accorder le pardon à ses cousins; il exigea seulement que les plus coupables se rendraient aux Etats de Bretagne, réunis à Vannes, et là, publiquement, devant les barons et les députés du Tiers-Etat, s'humilieraient et demanderaient leur grâce.

Le comte Olivier et Charles d'Avaugour, les plus coupables de la bande, devaient, à genoux, s'exprimer de cette façon :

« Nostre très redoublé et souverain seigneur, par
« mauvais conseil et par jeunesse, nous vous avons
« pris, mis les mains en vous, et en Richard Monsei-
« gneur vostre frère, et longuement détenus contre vos
« volontés, follement et comme mal conseillez, dont
« nous dépalit et fumes repentants, et vous en crions :
« Merci ! En vous suppliant qu'il vous plaise de nous
« pardonner et nous impartir vostre grâce et miséri-
« corde ! »

(1) Jean V avait fait vœu d'aller à Jérusalem ; de donner son pesant d'or à l'église Notre-Dame des Canes de Nantes, vœu qui fut accompli et pour lequel le Duc versa, le 14 juillet 1421, 300 marcs 7 onces d'or en joyaux et vaisselle ; de donner son pesant d'argent à Saint-Yves de Tréguier ; cette somme fut également versée et servit à édifier le tombeau monumental du saint.

La formule de cette déclaration, modifiée pour Marguerite, Jean et Guillaume, devint moins sévère et moins humiliante; Marguerite fut même dispensée de se présenter et autorisée à s'y faire remplacer par son procureur. La formule était ainsi conçue :

« Nous avons aucunement porté et soutenu la prinse
« et détention de vostre personne et de Monseigneur
« vostre frère, de quoi nous déplaît et fûmes repen-
« tants. Mais autant que nous l'avons fait, nous vous
« supplions que vous plaise de nous pardonner, et nous
« impartir de vostre grâce et miséricorde, et vous en
« crions merci ! »

Ces formules furent rédigées de concert avec Jean de Penthièvre, et envoyées au château de Clisson, où un compromis fut signé par Olivier au nom de toute la famille; dans ce compromis il s'engageait à respecter l'autorité et la souveraineté du Duc, et à se rendre aux Etats de Vannes pour y accomplir la formalité de l'expiation ; comme garantie de sa sincérité, Guillaume fut remis en otage au Duc.

Ces bonnes dispositions des Penthièvre ne furent qu'éphémères. Soit qu'ils aient conservé l'espoir de renouveler leur exploit et de réussir, soit qu'ils aient eu des doutes sur la sincérité du Duc, et craint des représailles, soit encore qu'ils aient reculé devant cette humiliation publique, ils oublièrent leurs engagements et n'allèrent pas à Vannes.

Les Etats se réunirent comme il était convenu, le 15 septembre 1420, et pendant trois jours attendirent vainement la venue des Penthièvre.

Devant cette abstention, après en avoir délibéré, les Etats virent dans l'absence des Penthièvre une nouvelle injure au Duc. Ils se constituèrent alors en haute cour de justice et condamnèrent Olivier, Jean, Charles et Marguerite, pour crime de lèse-majesté, félonie, parjure et infamie, à la peine capitale et à la confiscation de tous leurs biens.

Le Duc trouva la sentence trop sévère, prit la défense

de ses cousins et proposa qu'un délai leur fût accordé pour leur permettre de réfléchir. A sa demande, ils furent à nouveau convoqués à comparaître devant les États, le 25 janvier 1421, délai qui fut encore reporté au 16 février suivant.

Les Penthievre ne daignèrent répondre à aucune de ces nouvelles convocations, de sorte que le 16 février 1421 un nouveau jugement, confirmant celui du 15 septembre 1420, fut rendu, et cette fois approuvé par Jean V.

Les condamnés, qui étaient tous en France, purent échapper à la sentence qui les frappait : seul le malheureux Guillaume, prince doux, pieux et inoffensif, qui au moment de l'attentat se trouvait près de sa tante, la reine des Deux-Siciles, et n'avait paru que pour servir d'otage aux siens, en fut la victime expiatoire. Trainé de prisons en prisons, il passait son temps en prières et en lamentations, et devint aveugle à force de pleurer. Son sort ne fut amélioré qu'en 1433, quand le Duc, pris enfin de pitié pour lui, le fit conduire au château d'Auray et entourer d'égards et de soins.

Les domaines des Penthievre furent fractionnés et en partie distribués par le Duc à ceux de ses sujets qui avaient le plus contribué à sa libération, mais avec cette restriction que ces domaines ne pouvaient être transmis par l'héritage qu'aux enfants mâles, et qu'à défaut ils feraient retour à la couronne.

Le Duc se réserva le comté de Guingamp; le sire de Guéméné fut doté de la seigneurie de Minibriac; les sires de Rieux et de Chateaubriand obtinrent des terres dans le Penthievre et le Goëlo. Pierre Eder devint seigneur de Plouagat et du Leslay, Pierre Yvette de Plourvara, Jean de Kerouzéré de Plessis-en-Goëlo⁽¹⁾, etc...

(1) Robert de Dinan, baron de Chateaubriand, était déjà propriétaire héréditaire de la seigneurie de la Roche-Suhart en Goëlo. Cette seigneurie fut agrandie par la générosité de Jean V, des terres de Ploë et Trépointeur. La seigneurie de Minibriac était formée des paroisses de

Ces dotations faites, le Duc, pour en finir, attaqua le château de Clisson et celui des Essarts, que les Penthievre occupaient encore, et s'en empara. Puis, profitant de son séjour à Clisson, en novembre 1421, il alla attaquer Montaigu. Jean Harpedane, sire de Montaigu, marié à Jeanne de Penthievre, avait un jour donné asile aux conspirateurs et était soupçonné d'avoir secondé et encouragé l'entreprise de ses beaux-frères. Sa femme et lui protestèrent, avec tant d'assurance et de conviction, de leur innocence et de leur loyauté, que le Duc se laissa fléchir et leur accorda une trêve. Jean V n'eut d'ailleurs qu'à se louer de son indulgence, car dans la suite il n'eut pas de sujet plus fidèle que le sire de Montaigu.

A partir de ce jour, le rôle politique des Penthievre en Bretagne fut complètement terminé. Dépouillés et pourchassés, ils n'eurent plus la moindre influence sur les destinées du duché.

La confiscation de leurs biens de Bretagne avait sensiblement diminué leurs revenus, mais ne les avait pas réduits à la misère, loin s'en faut; ils demeuraient propriétaires de nombreuses et riches seigneuries situées en France, à l'abri des entreprises duciales. La vicomté de Limoges, les seigneuries d'Avesnes, de Laigle et de nombreux châteaux en Touraine et Poitou.

La diminution de leurs revenus n'était donc pas pour les Penthievre une très lourde sanction; aussi le Duc fit-il son possible pour les atteindre plus efficacement en s'emparant de leurs personnes, afin de leur faire expier leur crime. Il mit leurs têtes à prix et les fit traquer de tous côtés par des émissaires à sa solde, mais ses recherches n'eurent aucun succès.

Le comte Olivier, après la prise de Clisson, se réfugia à Limoges, mais, ne s'y trouvant pas en sûreté, décida de se retirer dans sa terre d'Avesnes, en Hainaut. Pen-

Bourbriac, Saint Adrien, Coadout, Magoar et Plessidy en Tréguier (rive gauche du Trieux).

Plessidy en Goëlo était sur la rive droite du Trieux (Saint Sever et Saint Flacré).

dant son voyage. Jean V le fit poursuivre; le sire de Lannion reçut même la mission d'aller lui dresser une embuscade sur ce domaine, pour s'en emparer à son arrivée; mais une circonstance imprévue sauva le comte de Penthievre. Olivier, se sentant poursuivi, avait pris le chemin des écoliers pour dépister les agents du duc, et, au lieu de se rendre directement à Avesnes, avait fait un grand détour par la Suisse et Bâle. Le marquis de Bade, qui avait à se plaindre d'attaques et de vols à main armée commis sur ses sujets voyageant dans le Hainaut, et qui n'avait pu obtenir satisfaction de ces attaques, profita de la présence à Bâle du seigneur d'Avesnes pour l'appréhender, jeter en prison et le garder comme rançon des exploits de ses sujets.

Les émissaires du duc de Bretagne apprirent cette arrestation et offrirent au marquis de lui acheter son prisonnier pour une somme considérable, mais il refusa.

Olivier ne fut libéré que deux ans après sa capture, grâce à l'intervention du roi Henri VI d'Angleterre, et, moyennant une rançon de 30.000 écus d'or.

A partir de cette époque, le comte de Penthievre s'établit à Avesnes, s'y maria avec Jeanne de Lalain, dont il eut quelques enfants, qui tous moururent au berceau, et ce fut dans cette ville qu'il mourut, en 1433, sans postérité, laissant tout son héritage à son frère Jean.

Jean de Penthievre, sire de Laigle, qui prétendait n'avoir été mêlé à l'affaire de Champloceaux qu'après l'accomplissement de cet attentat, et lorsqu'il avait cru de son devoir d'aider les siens, fut très irrité de la sentence rendue contre lui, et ne songea plus qu'à se venger du duc. Ayant su en 1422 que Jean V projetait un voyage en Basse-Bretagne, avec séjour à Beauport, il rassembla à Pouancé un certain nombre de compagnons fidèles à la cause des Penthievre, tous d'ailleurs gens de ce pays, Thibault de la Goublais, Alain de la Houssaye, Olivier des Landes, Roland de Gouray, etc.,

au nombre de quarante, et décida de gagner la forêt de Plouézec, d'y attendre le duc et de lui dresser une embuscade.

Ce peloton de chevaliers, sans pages ni valets, mais armés jusqu'aux dents, portant, dans des bissacs attachés à la selle, des vivres et des fourrages, marchait la nuit, se reposait le jour dans les bois, et profitait de cette halte pour envoyer quelques conjurés à la recherche des vivres et réquisitionner au nom du duc tout ce dont ils avaient besoin.

A leur passage près de Châteaubriant, ils essayèrent d'enlever le baron Robert de Dinan, qui, parent proche des Penthievre, était l'un de leurs ennemis les plus ardents. Ce seigneur était alors au château du Guildo, fort heureusement pour lui, et le coup fut manqué.

Les conjurés s'arrêtèrent dans la forêt de Bosquen, de Lorges, ensuite dans les bois du Goudelin, où ils furent très bien accueillis par Guillaume de Goudelin; ils séjournèrent aussi dans les bois de Gommenech, avant d'aller camper dans le bois de Plouézec, but de leur expédition.

Durant leur séjour à Plouézec, l'abbé de Beauport vint les visiter, invita le sire de Laigle à accepter l'hospitalité des religieux. Celui-ci accepta et s'y rendit avec quelques-uns de ses meilleurs compagnons, Thibault de la Goublais, Roland du Gouray et Alain de la Houssaye. Ils furent parfaitement traités à l'abbaye et y demeurèrent quatre jours. Pendant ce temps, le reste de la troupe fut abondamment ravitaillé par les moines, en vivres et provisions de toutes sortes.

Mais les conjurés attendirent en vain l'arrivée du duc. Sans doute prévenu — peut-être même par les moines de Beauport — Jean V se rendit à Quimper sans passer par Beauport, de sorte que le sire de Laigle, craignant à son tour d'être dénoncé et attaqué, s'empressa prudemment de prendre le chemin du retour.

La bande suivit la route de Gommenech, puis de

Saint-Brieuc, où elle fut largement ravitaillée par Thibault de Tenon, et de là gagna rapidement Paimpont, Châteaubriant et enfin les Ponts de Cé, où les conjurés purent quitter leur équipement et se faire reconnaître.

Les auteurs de ce raid audacieux seraient demeurés inconnus, sans la dénonciation de l'un des conjurés, Alain Taillart; quelques-uns d'entre eux furent arrêtés et emprisonnés, les uns à Lamballe les autres à Montcontour, mais, comme il ne fut pas possible d'établir le but exact de cette expédition, ils furent tous libérés⁽¹⁾.

En 1423, il y eut une nouvelle alerte. Le sire de Pluscallec, ami et fidèle partisan des Penthièvre, qui en 1420, pour mieux servir leur cause, avait feint de pactiser avec les défenseurs du duc, fut convaincu d'avoir fait un faux serment et menacé de poursuites.

Il se réfugia alors à la Rochelle, y arma en guerre quelques vaisseaux et organisa la chasse aux navires bretons. Il eut la témérité d'entrer dans le port de Cesson, où son navire échoua à la marée descendante, et y fut capturé par le sénéchal de Saint-Brieuc.

Pluscallec fut enfermé dans la tour de Cesson, mais il réussit à s'évader quelques semaines après et à se rendre en France. Le duc fit confisquer tous ses biens, mais quelques années plus tard il les lui restitua, en considération de ses regrets et des services rendus par les siens à la Bretagne⁽²⁾.

(1) Dans l'église de Goudelin existe une pierre tombale qui représente une dame couchée à côté d'un cercueil, sur lequel est exposé un christ. Une légende du pays attribue cette sépulture à Guillaume de Goudelin et à son épouse. L'effigie de Guillaume n'existerait pas, parce que ce seigneur aurait été décapité pour sa participation à l'attentat prémédité contre Jean V, nous n'avons trouvé aucune trace de son jugement qui serait d'ailleurs en contradiction avec la libération des autres conjurés, bien plus coupables que lui.

(2) Olivier de Pluscallec ou Plusquellec, sire de Callac, mari de Jeanne de Trogoft, unique héritière de Bertrand de Trogoft.

La seigneurie de Callac était une juveigneurie de Rostrenen et Roban. Le château de Callac était construit sur un coteau dominant l'Ilère, près de l'endroit où est actuellement la

Le bannissement des Penthièvre dura vingt-huit ans. Leur réconciliation avec la branche ducale ne fut accueillie qu'en 1448, par le duc François I^{er}, grâce aux sollicitations du connétable de Richemont.

Leurs terres, sauf le comté de Guingamp, qui constituait alors l'apanage de Pierre de Bretagne, frère du duc, leur furent restituées, mais ils durent renoncer à toutes leurs prétentions.

ville de Callac. La chapelle du château appelée autrefois Notre-Dame de Botmel, était devenue après le démembrement de la paroisse de Plusquellec, l'église paroissiale de Callac.

CHAPITRE XIII

L'administration communale La communauté bourgeoise de Guingamp

Après 1420, Jean V, devenu maître souverain du Penthièvre, ne voulut pas rendre les populations de cette contrée responsables des crimes de leurs seigneurs : il respecta toutes les franchises et libertés dont elles jouissaient déjà : il autorisa la ville de Guingamp à s'administrer elle-même comme auparavant et se ménager ainsi la sympathie des habitants de cette contrée.

Guingamp avant cette époque jouissait déjà de privilèges considérables qui faisaient de cette cité une véritable commune franche. Ces franchises et libertés dataient de très loin, et sans doute n'avaient été acquises que par étapes successives.

L'origine de l'institution des communes en Bretagne date de Conan III le Gros, c'est-à-dire de 1112 à 1148. A cette époque, Guingamp était propriété des Penthièvre, seigneurs presque souverains de leur comté. Ces seigneurs, très jaloux de leur autorité, n'autorisèrent certainement pas l'émancipation de cette ville, ni la création d'une administration indépendante de leur autorité.

Ce ne fut donc qu'en 1160 et 1170, époque de l'occupation de Guingamp par Conan IV, que les privilèges des chartes de Conan le Gros purent être introduits à Guingamp. Conan IV avait d'ailleurs tout intérêt à inaugurer cette réforme administrative dans sa ville,

ne fut-ce que pour se l'attacher et faire oublier son oncle Henri I^{er} de Penthièvre.

Ces administrations municipales furent créées malgré l'opposition de la noblesse et du clergé, qui voyaient dans cette organisation une atteinte à leurs prérogatives et une diminution de leurs privilèges féodaux. L'évêque de Nantes, qui, il est vrai, avait eu à se plaindre de Conan le Gros, écrivait au sujet des communes : « Novum et pessimum nomen in illis execrabilibus communis; contra jus et fas, servi a dominorum jure se subtrahunt. » C'est-à-dire : « Mot nouveau et abominable; dans ces exécrables communes, les serfs, en dépit du droit et de la raison, se soustraient au joug du Seigneur. »

Il est évident que les communes représentant pour le peuple un peu plus de liberté ou un peu moins de tyrannie, la noblesse et le clergé qui vivaient et n'entretenaient leur luxe qu'à la faveur des dépouilles des malheureux serfs, craignaient pour leurs redevances et s'efforçaient de voir leur autorité amoindrie.

Les franchises communales amenèrent donc une amélioration sensible de la situation des habitants de certaines villes, et Guingamp fut peut-être de toutes les villes de Bretagne celle qui en profita le plus.

Ce fut aussi sous Pierre de Dreux et ses successeurs que les bourgeois de Guingamp perfectionnèrent leur administration et augmentèrent leurs privilèges.

Nous savons qu'en 1223 le comté de Guingamp et le Penthièvre furent enlevés à Henri II d'Avagour, et rattachés au domaine ducal. Pierre de Dreux, que nous avons vu s'appuyer sur les milices populaires pour vaincre la noblesse révoltée, ne pouvait manquer de profiter de cette occupation de Guingamp pour y favoriser le développement du régime communal tel qu'il existait déjà dans de nombreuses villes de France, où le roi Philippe-Auguste l'avait encouragé et souvent imposé.

Or, Pierre de Dreux était non seulement imprégné

d'idées françaises, qu'il s'efforçait de propager dans son duché, mais il était aussi un grand admirateur de la politique de son oncle, le roi de France ; beaucoup de ses actes furent dès lors inspirés par ceux de Philippe-Auguste : l'institution des milices et ses luttes contre l'autorité du clergé et de la noblesse en sont la preuve.

De plus, ce duc s'était parfaitement rendu compte que le seul moyen de mettre un frein aux prétentions des seigneurs était de créer une institution puissante, indépendante de leur autorité et qui constituerait tant un contrepoids à leur puissance qu'un appui certain pour la couronne.

Nous pensons donc que la commune de Guingamp, ébauchée sous Conan IV, ne devint réellement agissante que sous Pierre de Dreux et ses successeurs.

Le premier de ces successeurs fut Jean I^{er} le Roux, duc de 1237 à 1286. Ce prince posséda Guingamp en apanage pendant quelques années, puis en 1236⁽¹⁾ le donna à titre viager à sa sœur Yolande de Dreux, lorsqu'elle épousa Hugues le Brun, comte d'Angoulême et de la Marche. Dans ses actes, Yolande s'intitulait héritière et seigneur de Penthievre, à l'exclusion de son mari⁽²⁾.

Yolande étant morte en 1272, le comté fit retour au duc. A cette occasion, nous trouvons dans les comptes ducaux de l'année 1273 un état de gestion de la commune de Guingamp⁽³⁾.

(1) Eodem tempore data et atournata fuit Penthavria excepto Jugonio, Hugoni filio comitis Marchis, cum Yolanda filia Petri comitis totius Britanniae (Salm post Pascha 1236).

(2) Nous trouvons dans un acte de 1247, concernant le prieuré de Lamballe la phrase suivante : « Universis et C. Hugo Brunus comes Engolisme et domina Yolandis, uxor ejus, heres et domina Penthievrie salutem et Domino (Titre Marmoutiers).

Dans un autre acte de 1250, où le nom de Yolande figure seul, elle reçoit l'hommage du vicomte Alain de Richen pour sa seigneurie de Guéméné (Titre de Blain).

(3) Le Vendredi de Mars, avant la Chandeleur, reddition des comptes du duc par Lombardis de Guingamp (Registre des Comptes de Bretagne, bibliothèque de Nantes).

Jean II, duc de 1286 à 1305, apporta lui aussi des réformes très hardies, telles que les restrictions concernant le droit de tierçage et le past-nuptial, et surtout la réforme totale de la juridiction en Bretagne qui obligeait les seigneurs à subir la dévolution des jugements d'appel de leurs serfs à la cour ducal. Ce duc attachait aussi une très grande importance au relèvement de la condition des bourgeois et des serfs.

Jean II s'intéressa particulièrement à Guingamp, et y fit construire le moulin dit de la Ville. Ce moulin de Jean II, vieille relique du passé, si coquet, si pittoresque, que la ville de Guingamp aurait dû conserver religieusement, a été vendu en 1902, pour une somme insignifiante, puis démoli⁽⁴⁾.

Jean II donna le Penthievre en apanage à son fils Arthur, qui devint duc de 1305 à 1312, et dont le successeur fut son fils Jean III, qui céda à son tour son comté à son frère Guy, mari de Jeanne d'Avaugour et père de Jeanne la Boiteuse.



Moulin de la Ville

(4) D'après le compte ducal de l'année 1301, Jean II fit construire à Guingamp, un moulin en belles pierres taillées et fit des réparations importantes aux murailles et au château de la Motte de Guingamp. (Comptes ducaux 1301, Dom Morice.) Le moulin a été vendu en 1902 pour la somme de 12.000 francs et démoli.

Ce fut vers cette époque que l'institution communale de Guingamp prit le nom de communauté bourgeoise.

Plus tard, Charles de Blois, sans doute pour s'attacher ou récompenser les habitants de sa bonne ville de Guingamp, leur octroya une charte qui restreignait encore l'exercice des droits seigneuriaux.

Il leur accorda des franchises telles que la gestion communale proprement dite devint presque indépendante; c'est-à-dire que, sous le contrôle de l'autorité suzeraine représentée par un délégué du duc ou par le gouverneur de la ville, la communauté bourgeoise était libre de s'administrer à sa guise, à la condition cependant de remplir ses devoirs de vassalité, comprenant l'aveu et le dénombrement, foi, hommage, aide féodale, service d'ost et de chevauchée, et le paiement d'une contribution annuelle, variable avec les besoins (2). Primitivement, l'assemblée délibérante se composait du maire, du procureur des bourgeois, d'un certain nombre d'auditeurs, tous élus chaque année le mercredi des Cendres à la pluralité des voix. Au début, le maire cumulait les pouvoirs du procureur, mais vers le XV^e siècle les deux fonctions furent séparées.

La communauté administrait la ville, possédait le

(2) Cette contribution était en 1516 de sept vingt dix livres (50 livres), savoir : La ville close, 71 livres 10 sols; Faubourg Saint-Sauveur, 21 livres 16 sols 8 deniers; Faubourg Montborel, 9 livres 11 sols un denier; La Trinité, 21 livres 12 sols 8 deniers; Saint-Martin, 7 livres 2 sols; Troitieux-Lambert, 8 livres 16 sols 9 deniers; et enfin Troitieux-Toulquellenc, 9 livres 10 sols 10 deniers.

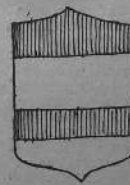
En 1682 elle était de 500 livres : Est des audit Seigneur par les bourgeois manans et habitants de la ville et faubourgs de Guingamp, la somme de 60 livres monnaie de rente payables par les mains du procureur syndic ou miseur au terme de Pasques et doivent les mêmes bourgeois et habitants la somme de 80 livres au terme de Sainte-Croix. Les mêmes doivent entre termes de Saint-Jan et Noël la somme de 360 livres, monnaie de rente (Aveu rendu au duc de Penthièvre le 5 Décembre 1682).

En 1750, la contribution de la ville était fixée à 1.200 livres. Nota. — La livre valait environ 13 fr. 44, le sol 0 fr. 67 et le denier 0 fr. 056.

La livre valait 20 sols et le sol 12 deniers.

privilege d'une moyenne et basse justice, et, en cas de nécessité, pouvait enrôler des milices communales. Nous l'avons vue, en 1364, offrant à Duguesclin une armée pour châtier les châtelains de Pestivien et de Trogof. Les milices furent réglementées en 1425 par le duc Jean V, qui, le 20 mars de cette année, chargea le sire de Chateaubriand d'inspecter les milices du Penthièvre.

La communauté possédait le privilege de pouvoir prélever, sous forme d'octrois et de tailles, les impôts nécessaires à l'édification ou à l'entretien des bâtiments communaux et au fonctionnement des divers services municipaux. De plus, comme propriétaire d'un fief constitué par l'étang et le moulin de Rustang — appelé pour cette raison le moulin des bourgeois — et des terres en Ploumagoar, ainsi qu'en la trêve de Saint-Guéanton (Saint-Agathon), elle avait ses titres de noblesse et ses armoiries. Ces armes figurées et décrites sur les plus vieux comptes, notamment sur ceux de 1447 et de 1537, étaient d'argent à une fasce d'azur et au chef de même.



Armes de Guingamp

C'est pour cette raison, que, dans de nombreux actes, les bourgeois de Guingamp sont qualifiés « Nobles bourgeois ». Ils étaient nobles collectivement, mais pas individuellement.

Le plus ancien titre de la communauté que nous connaissions est du 13 mai 1380 (1). Ce curieux document

(1) Délibération et acte communal du 13 Mai 1380.

Sachent tous en notre court à Guingamp, Jehenne, Duchiesse de Bretagne, Comtesse de Penthièvre et Vicomtesse de Limoges, en droit personnellement établi, Colin David, tant en son nom privé que au nom et comme procureur prové et trové général des bourgeois et habitanz en notre dite ville. Ole gré assentement et présence de discret et honorable homme Mestre Pierre Morell, archidiacre de Trégulier, Pierre Morell, Mahé Rouaud, Hervé Gloquall, Jahan Merien, André de Launay, Olivier le Coric, Geoffroy le Vaillan, André le Croëze, Jahan Yquot, Geoffroy de Fautiz, Robert Clanchart, Pierre Henry, Geoffroy Colin, André Squinen, Geoffroy le Bi-

autorisait la communauté bourgeoise à échanger ou aliéner quelques rentes et terres situées en la ville de Guingamp, et la paroisse de Ploumagoar.

Après l'attentat de Champocéaux, Guingamp fut confisqué et devint propriété ducal, mais la communauté bourgeoise demeura et conserva ses attributions.

Pendant tout le temps que Pierre II fut comte de Guingamp, ce prince respecta et encouragea cette organisation communale et lui concéda encore quelques privilèges.

got, Eon le Bigot, Eon le Roux, Guillaume André, Alain Bonlioux (Le Vieil), Alain Hacumont, Guillaume le Breton, Roland Paen, et Guillaume Morell, bourgeois et habitants de notre ville, et en la présence et assentiment de plusieurs autres bourgeois et habitants de notre ville, considérant en ce, leur commun profit, en forme et manière de délibération sur ce que ensuit de leur bon gré et commun assentement sans aucune destioire ne pour forcément, ont livré, baillé, cessé et déléxé par ces présentes, cessent, livrent et déléxent au nom et par titres de échange et permutation de héritage à Henry Leprovoist. Ses trois commandement et à qui cause aura de li, des choses et pièces de terre et héritage qui ensévent.

A sçavoir est un parc de terre o ses clôtures, yaues et appartenances et fossés d'entour et environ, comme se despart de autre terre, appelé le Parc aux bouffes, assis en la paroisse de Ploumagoar, au diocèse de Tréguier, entre le chemin qui maîne de Guingamp au Chautel neuf de Quintin d'un costé et l'autre chemin menant de Guingamp au bourg de la paroisse de Ploumagoar d'autre, avecques les terres arrabées et non arrabées, proertes audit champ et pièce de terre, ainsi aloué et devisé si comme dit est :

Item la terre que Eon Haubert autrefoi tint en ladite paroisse qui a esté vacquante de longtemps, appelé Parc-an-Gourain, et autres landes et terres qui sont entre ledit bourg et ladite paroisse de Ploumagoar et la ville de Carak-forn, comme se dépendent d'un et autre costé d'entour et environ.

Item une pièce de terre contenant environ un journal de terre qui est au rez dau courtil Guillaume Cam en Cockh en ladite paroisse de Ploumagoar audit diocèse de Tréguier, avecques une petite pièce de terre contenant un journal de terre assez près aux Cliez-au-Cok, que Caou souloit tenir et tient par ferme estimée et prise à gré des dix bourgeois et de leur assentement ensemble en la somme de quatre livres quatorze souz, six deniers de rente de levée par chacun an.

Item est baillé livré et déléxé audit Henry, ouy: souz de rente de levée par chacun an qui deus estoit aux dix bourgeois, dessus la place de Meson jadis Eon Fouret au devant la porte de Roennes hors de nos murs; Item trois souz de rente de

Si bien que la communauté bourgeoise prit de plus en plus d'importance et devint très puissante. Nous verrons que son influence fut telle que lorsque, en 1488, Charles VIII attaqua le duc François II, Guingamp fit appel aux armes dans tout le pays, organisa un mouvement populaire et alla délivrer le duc et Nantes assiégés.

Plus tard, en 1492, c'est encore la communauté bour-

levée par chacun dessus la meson, courtil jadis Alain le Foulz, quelle meson fut Jahan Brion en la rue aux Chèvres; Item douze deniers de rente qu'ils avaient dessus un courtil au bout de la meson en laquelle demoure en présent Alain le Mareschal qui font en somme ensemble par les parcelles deus dîtes cent et seize souz, douze deniers de rente de levée par chacun an audit Henry le Provost ses hois commandement et à qui cause aura de lui à joir tenir, posser et avoir adfin et comme son droit et propre héritage à jamais à cause des dites échanges et permutation de l'héritage si comme et en la manière que dit est; pour retour équipolent, échange de héritages que ledit Henry le Provost a baillé, livré et déléxé auxdiz bourgeois aux places de héritages qui ensévent

A sçavoir est sixante souz de rente de levée par chacun an, à chacune foire de Guingamp, au moys de septembre que ledit Henry avait acquis et approprié sur la meson et place jadis Nicholas le Chantreloux et Catherine sa femme en laquelle demoure à présent Jahan Perrot, en partie et l'autre est à Eon Perrot, assis en notre dite ville entre la meson jadis Alain Thomas le Peintre à cause de sa femme qui est à présent à l'abbé et couvent de l'Abbé de Bégar d'un costé et la venelle qui maîne de la grande rue à la meson Hervy Gicquael, assez près de notre four appelé Four Gestin.

Item sur la meson et place courtil et autres appartenances que tient en présent Guillaume Brient assise adavant ladite porte de Roennes en la rue appelée la rue de la Trinité, entre la meson Guyomart le Taplier d'un costé et la meson Guillaume de l'Hostellerie. Vingt et un souz de rente de levée par chacun an à chacun consentiable femme de la Saint-Creux en septembre; Item six souz de rente de levée par chacun an qu'il avoit et a li estoit deus dessus la place et meson courtil, yssne et appartenances que a et tient Alain Pierre de Saint-Symon qui est au bout assaint de la rue de Montbareil; costant du chemin qui maîne de ladite rue à Runen-eaz et qui est assez près d'une meson audit Olivier le Cozie en ladite rue, qui sont en somme ensemble par les parcelles dessus dites, avecques vingt souz de rente de levée par chacun an à chacun consentiable terme, dessus la meson courtil et autres appartenances qui tiennent et ont en présent Evein Jégou et Berthelot Alain, seller en la rue appelée la rue au Fèvres de notre dite ville, etc. (Suivent considérations diverses et garanties apportées par les contractants

Puis les signatures et les seals

geoise de notre ville qui dénonce et fait avorter le mouvement séparatiste à la tête duquel se trouvent les Rohan et les Coëtmen.

Aussi est-il très naturel qu'après ces grands services rendus à la famille ducal, la duchesse Anne devenue Reine de France ait encore augmenté les privilèges et les franchises de ses « Amez et féaux habitants de la bonne ville de Guingamp ».

Cet état de choses ne subit aucune modification en 1555, lorsque le Penthievre et Guingamp furent restitués à Jean IV de Brosse, duc d'Elampes et comte de Penthievre, descendant direct et héritier des Penthievre. Ce prince, par acte du 21 septembre 1555, confirma toutes les franchises communales.

Guingamp était parmi les bonnes villes ayant droit à un député aux Etats de Bretagne. Nous connaissons un certain nombre de ces députés : Jehan le Faucheur en 1451, Merien en 1455, Jean de Boquencourt en 1503, Gilles Juhel en 1595 (session de janvier), Pierre Bothorel en 1595 (session d'août), Hervé Lhostie en 1596, Claude Lucas en 1597, etc. Ce fut Pierre II qui octroya cette faveur à sa bonne ville.

Les Penthievre possédaient le droit de haute justice, et cette juridiction siégeait à Guingamp. Cent dix-huit juridictions de moyenne et basse justice en relevaient. Ce privilège considérable appartient aux Penthievre jusqu'en 1420, époque à laquelle cette juridiction devint ducal.

Ce tribunal de haute justice était composé d'un sénéchal, d'un alloué, d'un juge prévôt et d'un procureur fiscal.

La communauté bourgeoise possédait, ainsi que nous l'avons vu, une moyenne et basse justice relevant de la haute juridiction suzeraine. Une particularité curieuse de ce tribunal des bourgeois était que le juge bourgeois (sénéchal ou échevin) avait le droit de condamner ceux des vassaux qui laissaient défaut, à une amende de douze sols (huit francs), à la condition rigou-

reuse d'exécuter le jugement dans la journée même.

Cette exécution avait lieu sous forme de saisie immédiate d'un objet quelconque appartenant au condamné; la saisie était pratiquée par le sergent de justice, généralement recruté parmi les cordonniers de Rustang. Le sergent apportait le gage à la Taverne, et sénéchal, sergent, témoins buvaient et mangeaient sur le gage jusqu'à concurrence de l'amende infligée. Le condamné, en venant retirer le gage, payait l'addition.

La communauté bourgeoise possédait donc des attributions et des pouvoirs plus étendus que les municipalités actuelles, elle n'avait à répondre de sa gestion communale qu'à la fin de son mandat et à ses seuls administrés, et de plus possédait des pouvoirs judiciaires.

A partir de Richelieu, les ducs de Penthievre (c'était alors César de Vendôme) n'eurent plus qu'un droit de suzeraineté nominale; l'autorité royale seule était réelle, aussi les privilèges et franchises, jusqu'alors respectés, furent-ils positivement sapés, diminués et presque totalement supprimés.

En 1640, le maire de l'époque, le sieur de Kéravel, fut mis en demeure par l'autorité royale de fournir une déclaration des droits d'amortissement; il refusa et fut autorisé à plaider, invoquant le fait que la communauté bourgeoise ne pouvait relever de l'administration royale, mais de Monseigneur et de Mme de Vendôme.

Ce procès dura deux ans; la communauté maintint ses prétentions par délibération du 16 novembre 1642, mais néanmoins elle fut déboutée et dut s'incliner.

En 1645, nouveau procès: il s'agissait du compte de gestion des deniers communaux. La communauté prouva que ses biens provenaient des libéralités des Penthievre, et la Chambre des Comptes de Bretagne lui donna raison par arrêt du 7 juillet 1645.

En 1662, Mazarin ordonna la liquidation des dettes de la communauté; or, en ce moment figurait en tête de la liste des débiteurs de la ville Sa Majesté le Roi

de France en personne, son père Henri IV ayant, en 1598, emprunté à la ville de Guingamp la somme de quatorze mille écus, qui semblent bien n'avoir jamais été remboursés.

En 1667, arrêt qui défend de faire aucune dépense sans l'autorisation spéciale du roi.

En 1668, autre arrêt qui défend aucun emprunt, sans permission expresse du roi, accordé par lettres patentes.

Ce même arrêt établissait ainsi le budget de Guingamp pour l'année 1668 :

RECETTES		DEPENSES	
Octroi.....	5,090 s.	Liquidation des	
Patrimoine.....	1,352	dettes.....	2,503 l.
		Predicateur.....	150 l.
Total.....	6,442 l.	Organiste.....	50 l.
		Sacriste.....	36 l.
		Portier.....	24 l.
		Tambour.....	12 l.
		Principal du c.....	120 l.
		Horloger.....	50 l.
		Sonneur.....	18 l.
		Miseur.....	328 l. 13 s.
		Frais de députat. aux Etats.....	100 l.
		Frais d'adjudicat. des baux.....	53 l. 8 s. 8 d.
		Epices de la Ch.....	200 l.
		Entret. des murailles, pavés et fontaines.....	900 l.
		Obtention d. lettres du Roy.....	25 l.
		Total.....	4,612 l. 1 s. 8 d.

Différence en bénéfice : 1,829 livres 18 sols 4 deniers.

En 1670, un édit de Louis XIV, signé à Saint-Germain-en-Laye, soumet définitivement la gestion financière de Guingamp au contrôle royal.

Le 7 octobre 1692, sous l'administration de Colbert, nouvel édit déclarant que la communauté n'aurait plus

été ni nommé ses maires et que le roi pourvoirait lui-même à cet office.

Puis défense au maire de plaider sans l'autorisation de la communauté, défense d'envoyer sans permission des députations au gouvernement de la province ou à ses lieutenants.

Défense de dépenser annuellement plus de 36 livres en feux de joie.

Il n'y aurait plus qu'un seul député aux Etats, alternativement officier royal et bourgeois.

Le 6 juin 1706, un nouvel édit réduit encore les prérogatives de la communauté et fixe la composition de cette assemblée ainsi qu'il suit : le sénéchal de la juridiction, président ; le lieutenant de juge, prévôt ; le maire en exercice, le procureur fiscal, le recteur en semaine, le procureur du roi syndic de la communauté, les deux plus anciens gentilshommes établis dans la ville, les deux plus anciens syndics, les deux miseurs, les deux plus anciens bourgeois, marchands ou non ; le plus ancien avocat et le plus anciens procureur postulant.

Tous ces administrateurs étaient nommés et établis par la seule volonté du roi, sans tenir compte du choix ou des préférences des habitants ; le régime électoral était aboli ; cet édit du 6 juin 1706 était commun aux villes de Guingamp, Lamballe, Moncontour et Lannion.

En 1718, Lannion obtint que ses anciens maires siègeraient à la droite de la communauté et auraient voix délibérante.

En 1746, une modification importante eut lieu : les juges n'eurent plus le droit de faire partie de l'Assemblée familiale des élus de la cité, de sorte que le maire en redevint le président.

Cette nouvelle forme de la communauté ne ressemble plus à l'ancienne assemblée familiale de élus de la cité : la nouvelle administration n'est plus qu'un instrument

docile entre les mains de l'autorité royale. L'indépendance administrative et judiciaire de la ville n'exista plus.

D'autres édits limitent encore les droits de la communauté; les représentations théâtrales populaires, les fêtes, les réjouissances publiques sont tour à tour interdites et soumises à la censure royale.

En 1704, arrêt du Parlement portant défense d'interpréter une manière de tragédie dans laquelle sainte Anne est représentée donnant naissance à la Vierge Marie⁽¹⁾. Autre arrêt en 1723 défendant de jouer *La Conversion de saint Guillaume*, dans laquelle les acteurs paraissent en scène travestis en prêtres, évêques, cardinaux et même pape.

En 1770, c'est la suppression et l'interdiction du pagegault.

En 1784, le duc de Penthièvre (Louis de Bourbon) écrit de se conformer à l'arrêt du Parlement qui fait défense d'assembler la milice bourgeoise le jour de la Fête-Dieu.

Les séances de la communauté avaient lieu à l'origine en la chapelle Saint-Jacques, dans l'église Notre-Dame. Les actes qualifient cette chapelle de « Chapelle de Monsieur Saint-Jacques »⁽²⁾.

(1) Le Procureur général du Roy entré en la Cour a remontré que par arrêt du 12 Juin 1704, sur l'avis qu'il avait eu qu'on avoit représenté dans un des fauxbourgs de Guingamp, une manière de tragédie en dérision de la religion, où l'on faisoit Sainte Anne accoucher sur le théâtre et des personnes habillées en prestres, il avoit été fait défences de faire de pareilles représentations sur peine d'estre procédé extraordinairement contre ceux qui les représenteroient... Fait au parquet le 21-7-1705. Signé : Charles Huchet (Arch. du Parl. de Bretagne). Le Théâtre celtique, A. Le Braz.

(2) Spécimen d'une délibération de la Communauté bourgeoise (10 septembre 1498).

Sachent tous que en nostre court de Guingamp, en droit furent présents et personnellement établis (solvant les noms des membres du collège électoral) et chacun d'eux, bourgeois, manants et habitants la ville et fauxbourgs de Guingamp, unis et assembles présentement en l'église Notre-Dame de Guingamp en la chapelle de Monsieur Saint-Jacques, A son

Plus tard, les délibérations eurent lieu dans la tour des cloches, dans la chambre dite de l'arsenal, et enfin près des halles, dans un bâtiment construit à cet effet sur l'emplacement actuel du tribunal de 1^{re} instance.

Tous les édits successifs, brutaux, diminuant, ou supprimant des privilèges anciens dont les Guingampais étaient très fiers et très jaloux, firent naître dans le cœur de ces citoyens une sourde rancune contre le régime royal, haine latente qui devait couvrir un siècle et éclorre brutalement en 1789, pour briser ses entraves.

C'est ce qui explique pourquoi Guingamp, ville bourgeoise et mystique, épousa si facilement les idées nouvelles et devint, en 1789, l'un des plus solides bastions de la Révolution en Bretagne.

de campane en la manière accoustumée pour tracter et délibérer de leurs négozces et affaires, choisir, élire et établir leur procurour et recepvour par le desczols de feu Raoul Parthevaux leur procurour et recepvour précédent naguère decédé. Savoir de Dimanche derain esté avant ce jour : lesquels bourgeois, manants et habitants et quolque soit la maire et plus sainte voix d'iceux ont choisy, esleu fait, constitué et establi, le dit Guillaume le Queennec à leur procurour et recepvour général, pour exercer les dites proccurations et receptes es nom desdits bourgeois et habitants jusques au mercredi des Cendres prochain venant, etc... (Archives Municipales.)

CHAPITRE XIV

Commerce et Fêtes avant la Révolution

La situation géographique de Guingamp, au centre d'une contrée fertile, fit de cette ville, dès le Moyen-Age, le centre commercial le plus important du Trégor à la Cornouaille. Dès 1296, nous voyons d'après une enquête ordonnée par Philippe le Bel qu'un commerçant de Guingamp, Michel Costentin, trafiquait activement avec la France et l'Espagne ⁽¹⁾.

En 1343, lorsque Edouard d'Angleterre s'empara de la ville, nous avons lu déjà dans une vieille chronique que la ville fut occupée de toutes parts. « Aussi fut-elle prise et pillée, et les biens des habitants ravaigés, y ayant trouvé grand butin, car elle estoit riche et les marchands tous trafiquans sur mer ! »

Plus tard, en mai 1386, un groupe de marchands de Guingamp, dont Pierre Perrin, avait acheté du vin des producteurs du pays de Bordeaux. Ce vin fut « mis en vessel à Bayonne jusques et au montement de soixante et onze tonneaux environ et fait venir au Port-Blanc ». A son arrivée, sous prétexte que le vin était défectueux, les acheteurs refusèrent de payer et d'exécuter les

clauses du marché; traduits devant la Cour des Etats à Rennes, ils furent condamnés à tous les frais et à l'exécution de leurs engagements.

Mérien Chéro, qui fut un commerçant notable et le beau-père de Gouicquet, était marchand de vins; sa maison existe encore au coin de la place du Centre et de la Venelle du Moulin de la Ville.

La plupart des bourgeois, des nobles bourgeois, comme on disait alors, étaient commerçants et souvent commerçants aisés. Nombre d'entre eux possédaient en dehors de la ville quelque terre noble, manoir acheté à un gentilhomme besogneux et qui constituait un fief. Immédiatement les nouveaux acquéreurs s'empressaient de s'appeler le sieur de tel endroit, du nom de leur fief. Nous voyons ainsi des bourgeois qui furent maire de notre ville s'appeler Nicolas Moysan sieur de Kéroriou, Gabriel Calais sieur de l'Espoul, Gilles Gauthier sieur de Pencroff, Arthur Landois sieur de Kergoff, et cinquante autres que nous pourrions citer, sans parler des bourgeois non investis de fonctions publiques, mais qui néanmoins étaient sieurs de Kerpot, de Goashamon, de Kérnel, du Cozen, de Maudez, de Kergro, de Kéravel, de Rukaer, etc... Cette amusante prétention leur donnait l'illusion d'appartenir à la noblesse.

La situation commerciale de la ville fut toujours très brillante, et nombre de produits fabriqués à Guingamp jouirent d'une réputation méritée; la berlinge de Sainte-Croix, sorte d'étoffe épaisse, très solide et très chaude, moitié laine et moitié lin, était appréciée dans toute la Bretagne; il en était de même des autres produits des nombreux tisserands de notre ville: toiles de lin, quatermarches, tirtaines et ballins. Les autres industries n'étaient pas sans importance: le tissage du lin, les tanneries, etc... Mais de tous les commerces, le plus lucratif fut celui des vins et des épices; ce qui pourrait faire croire que déjà au Moyen-Age Guingamp et la région ne péchaient pas par excès de tempérance: « Il faut reconnaître — ainsi parle Ropartz — que le vin

(1) Déclaration de Michel Costentin au Vicomte d'Avranche enquêteur: Il reconnaît avoir depuis peu trafiqué de moult blé parmi le royaume dont il me dit les parties, et prouva par témoins que lesdites parties avaient été déchargées au royaume de France. Outre quoi il reconnaît qu'il avait eu d'une nef d'Espagne en échange de poisson sec, 1834 quintaux de fer et de fer de Normandie la valeur de 18 quintaux (Bulletin de la Société archéol. d'Ille-et-Vilaine 1892).

tient bien sa place dans la vie de nos aïeux : élections, plaids, transactions, comptes rendus des députés aux Etats, bienvenue d'un capitaine, d'un commissaire ducal, de quelque gentilhomme notable, de l'évêque ou du grand vicaire délégué, tout devint occasion de boire ou d'offrir quelques quarts de vins d'Aunis ou d'Anjou. Dans les grandes circonstances, aux vins divers on ajoutait l'hypocras, et si on le voulait digne d'être offert aux plus hauts personnages, on le faisait fabriquer chez l'apothicaire ! »

L'industrie métallurgique y tint aussi une place importante : les fonderies de cloches et même de canons y furent très florissantes ; l'inventaire des canons du duché, fait en 1492, porte que le plus gros canon de l'année ducal, du poids de 7.500 livres, s'appelait « Guingamp », parce qu'il avait été fondu par les sieurs Guillaume Evain et Haquin Renaire, fondeurs en cette ville. Il était en bronze de cuivre et d'étain et avait servi au maréchal de Rieux lors du siège de Brest.

Un autre canon appelé « Le Maréchal », en l'honneur du maréchal de Rieux, pesait 7.000 livres et sortait de chez les mêmes fondeurs. Deux autres gros canons : « L'Orange », de 5.899 livres, et « Le Cousin », de 3.500 livres, avaient aussi été fondus à Guingamp.

L'activité commerciale se manifestait surtout à l'époque des foires et des pardons. Les foires, dès le principe, furent la propriété des églises et source de revenus pour qui en percevait le droit de place. Chaque église possédait au moins sa foire, et comme à Guingamp les églises étaient nombreuses, nombreuses aussi étaient les foires. En retour du droit de place, pour reconnaître le principe du droit féodal de la seigneurie, ces églises versaient au seigneur un droit fixe de vingt deniers par foire, Saint-Michel et la Magdeleine exceptés.

L'église Notre-Dame avait le bénéfice des foires de l'Assomption et de Sainte-Catherine, fondées toutes

les deux en 1451 par Pierre II. Ces deux foires se tenaient à l'intérieur de la ville close.

L'église de la Trinité possédait la foire fleurie, le samedi des Rameaux ; cette foire se tenait aux alentours de cette église et de la porte de Rennes. Dès le XV^e siècle, la foire fleurie fut la fête des amoureux : jeunes gens et jeunes filles de tout le pays y venaient « cudener », autrement dit se promenaient une partie de l'après-midi, en longue file indienne, deux par deux, des projets d'avenir, dans l'attente de la célébration du mariage qui se ferait après le carême.

Cette coutume n'a pas complètement disparu : le « cudenage » existe encore le jour de cette foire qui se tient maintenant au centre de la ville.

La foire de mai avait lieu autour de l'église Saint-Sauveur ; la foire Saint-Sauveur se tenait à Sainte-Croix, au bénéfice de l'Abbaye. La foire Saint-Michel, l'une des plus importantes en raison de l'époque à laquelle elle avait lieu (le deuxième samedi d'octobre), avait lieu sur la place qui entourait l'église St-Michel. La foire de la Magdeleine appartenait au lazaret de la Magdeleine et se tenait dans ce faubourg.

Cette distribution des foires aux quatre coins de la ville permettait aux commerçants de tous les quartiers d'en retirer quelques légers profits.

Il y avait aussi une foire laïque et originale, qu'on appelait foire *An Avallou*, c'est-à-dire la foire des pommes, et qui se tenait le 29 août de chaque année.

D'après les dires des sires de Kernabat, le seigneur de ce lieu aurait été inféodé de toute antiquité aux droits de cette foire, en qualité de capitaine né et héréditaire des ville et château de Guingamp.

Un aveu rendu à la seigneurie de Penthievre, le 25 août 1705, et confirmé à la réformation de ce duché le 17 janvier 1715, en faveur du marquis d'Aigné, seigneur de Kernabat, semble donner raison à cette prétention que nous discuterons plus loin.

D'après Ogée, il est dit dans ces titres : « Le seigneur

de Kernabat enverra faire l'ouverture de la foire au lieu de la Maison-Blanche, le 29 août de chaque année; qu'il lui est dû quatre deniers pour chaque pochée de pommes; que ce seigneur prend le même jour possession des portes de la ville par son procureur fiscal ou autre par lui nommé, et que les clés lui doivent être portées et lui rester l'espace de dix-sept jours, pendant lequel temps il lève une coutume sur toutes les marchandises étalées dans la ville. Les traiteurs et aubergistes lui doivent aussi un pâté de la hauteur de deux pieds, sur une même largeur, fait de toutes les meilleures viandes et gibiers.

« Le 14 septembre, ce pâté est porté en cérémonie et tambour battant au château de Kernabat par les aubergistes et traiteurs; et le héraut de la ville va reprendre, avec la même cérémonie, les clefs qu'il a portées le 29 août.

« L'usage qui s'est introduit de jeter des pommes à ceux qui vont faire l'ouverture de cette foire, tambour battant à commencer à la Maison-Blanche, et ensuite à toutes les parties de la ville; vient selon l'apparence, de quelques difficultés suscitées à l'occasion de la perception du droit de quatre deniers par pochée, qu'on aura refusé de payer; les receveurs du droit auront fait quelques violences et auront été assaillis à coups de pommes. »

En 1770, la coutume régnait encore, quoique l'impôt ne fût plus exigé. M. de Coatrieux, alors seigneur de Kernabat, percevait néanmoins les autres droits attribués à ses prédécesseurs.

La coutume de jeter des pommes le jour de l'ouverture de cette foire a persisté jusque vers 1860, mais les prétentions des sires de Kernabat furent abandonnées à la Révolution.

Nous n'avons trouvé nulle part confirmation du droit de ces seigneurs au titre de capitaine héréditaire de la ville de Guingamp. Pas un seul seigneur de Kernabat n'a été capitaine en notre ville à ce titre. Nous con-

naissions cependant un titre de 1675 qui dit que les seigneurs de Kernabat ont droit à une redevance sur la Maison-Blanche, mais cette redevance purement domaniale consistait en dix livres monnoies, à mettre la maison à la disposition de ce seigneur le 29 août et à placer sur la table recouverte d'une nappe blanche, du pain, du beurre, deux platées de fruits et une bouteille de vin. Cette même Maison-Blanche avait d'autres charges : elle devait une redevance aux Penhièvre, consistant en une livre de conrins (lapins) et une rente de neuf livres à l'église Notre-Dame depuis 1410.

Il semble donc que cette prétention fantaisiste des d'Acigné fut créée de toutes pièces en 1745, grâce à la complicité, sans doute intéressée, du réformateur du duché de Penhièvre.

Cette foire dégénéra en une véritable fête populaire; à la fin du XVII^e siècle, elle consistait pour les seigneurs de Kernabat à ne rien percevoir sur les pommes, à recevoir des pâtisseries un pâté solennel, payé dix fois sa valeur, et enfin, pour le plus grand plaisir des citadins, à faire assommer un de leurs valets chargé de recouvrer un droit que personne ne payait.

La foire du pardon ne fut fondée qu'en 1799; avant cette époque, le pardon de Guingamp était exclusivement religieux.

Les pardons étaient d'ailleurs tous d'essence religieuse. Chaque église, chaque chapelle avait le sien. Ces fêtes étaient nombreuses, car Guingamp vivait dans une atmosphère abondamment imprégnée de foi et de religion, et comptait les églises paroissiales de Notre-Dame, de la Trinité, de Saint-Michel et de St-Sauveur; les chapelles de Saint-Nicolas, de Saint-Martin, des Cordeliers, des Capucins, des Carmélites ou de Saint-Yves, de Saint-Sébastien, de Saint-Julien, de Saint-Joseph ou des Ursulines, de la Magdeleine, de Sainte-Croix, de Saint-Léonard, de Monthareil et de l'Hospice après 1700. Il y avait encore les oratoires de

N.-D.-de-Bonne-Nouvelle, à Portsanguen; de Rochefort et de Saint-Louis, dans le cimetière de Notre-Dame.

De tous ces pardons, le seul célèbre et le plus important était celui de Notre-Dame de Bon-Secours, et, chose curieuse, ce pardon n'était pas comme on pourrait le croire la conséquence d'un culte rendu de temps immémorial à la Vierge Noire, car ses origines se confondent avec l'histoire de la Frérie-Blanche.

Cette confrérie se constitua à Guingamp, vers le milieu du XIV^e siècle, à l'époque du retour de captivité de Charles de Blois, c'est-à-dire entre 1356 et 1360; elle était composée en majeure partie de bourgeois, mais renfermait aussi des membres appartenant au clergé et à la noblesse, de là son insigne : un triple câble avec la devise :

« Feun trineud a vech ez torrer. »

(Un triple câble est difficile à rompre.)

Son but était l'assistance mutuelle, la solidarité entre membres, en somme, ce qui constitue à l'heure actuelle le programme des associations de secours mutuels.

Dans leurs réunions, tous les membres étaient égaux et s'appelaient frères; l'association était présidée par deux abbés, l'un laïque, l'autre ecclésiastique.

La réunion générale de tous les frères avait lieu chaque année le 2 juillet, jour de la Visitation, en la chapelle de N.-D. du Halgouët, que Charles de Blois avait fait spécialement édifier pour abriter la statue vénérée de la Vierge Noire.

Cette assemblée de juillet, où se groupaient, sans distinction d'ordre et de rang, tous les membres de la confrérie, avait pour but de rapprocher tous les sociétaires et d'admettre, en ce jour solennel, les postulants jugés dignes, après enquête, d'appartenir à la frérie. Pour fêter cette promotion, la fête se terminait par un banquet; l'usage de ce banquet ne se perpétua pas, il fut abandonné au XVI^e siècle.

La Frérie-Blanche fut très encouragée. Pierre II lui-même daigna en faire partie pendant son séjour à

Guingamp, et en fut abbé laïque. Plus tard le pape Paul V, par une bulle du 18 avril 1619, accorde des indulgences spéciales à ceux qui le jour de la Visitation entreraient dans la confrérie, et à cette occasion ferraient des offrandes et des actes de dévotion à la Vierge.

Cette réunion du 2 juillet devint bientôt le motif d'une véritable procession, dont le caractère, se modifiant d'année en année, donna naissance au culte spécial dont jouit actuellement le sanctuaire de Notre-Dame.

C'est ainsi que, malgré la disparition de la Frérie Blanche, cette cérémonie se perpétua et devint le pardon actuel de Guingamp.

Cette fête de Notre-Dame de Bon-Secours est encore aujourd'hui, avec le pardon de Sainte-Anne-d'Auray, la manifestation religieuse la plus éclatante de toute la Bretagne ⁽¹⁾.

Le pardon de Saint-Léonard était parmi les autres pardons l'un des plus fréquentés. Saint Léonard guérissait de la fièvre et avait de nombreux fidèles : « Tous les ans, dit de Kermaalquin, au mois de mai, des fiévreux vont à Saint-Léonard chercher dans le creux des murs de la chapelle ou du calvaire le mollusque appelé limaçon, il faut qu'ils le découvrent et le prennent eux-mêmes. La découverte faite, ils pilent et renferment l'animal dans un sachet qu'ils suspendent à leur cou. Aussitôt que la fièvre les a quittés, ils vont enterrer leur sachet au pied des murs de la chapelle. Dans leur pensée celui qui, après être guéri, manquerait à enfouir son sachet, serait aussitôt repris par les fièvres. Les fiévreux d'aujourd'hui paraissent ignorer les vertus curatives de saint Léonard.

Marchands et artisans étaient, à Guingamp, groupés en corporations régies par des règlements précis.

Ces divers groupes, très jaloux les uns des autres, soumis à une discipline féroce et égoïste, ne toléraient

(1) Nous reparlerons de ce pardon célèbre et le décrirons dans notre chapitre sur les fêtes contemporaines.

aucun empiètement sur ce qu'ils prétendaient être le privilège de leur profession. Un exemple frappant est celui des menuisiers, voulant un jour interdire aux charpentiers l'usage de certains outils; entre autres, la varlope, dont ils considéraient l'emploi comme leur propriété exclusive; leur demande fut mal accueillie par le juge, qui estima, avec juste raison, que les charpentiers avaient bien le droit de parfaire leur travail. Mais cette anecdote prouve bien l'apreté des querelles corporatives.

N'entraîna pas qui voulait dans ces corporations, il fallait subir un long et onéreux apprentissage avant d'y être admis. De cette façon, les artisans et les commerçants limitaient d'un coup et leur recrutement et la concurrence, et nul ne pouvait enfreindre les règlements.

Les diverses corporations avaient un coffre spécial en l'église Notre-Dame, pour y loger leur bannière et leurs archives; chacune d'elles avait aussi son saint patron et sa fête. Les cordonniers étaient saint Crépin, les bouchers saint Barthélemy, les avocats saint Yves, les tailleurs saint Pierre, les maréchaux saint Eloi, les jardiniers saint Fiacre, etc.

Le commerce cependant n'était pas absolument libre, il était soumis à des règlements et à des taxes spéciales, droits de place revenant partie à la ville, partie à la seigneurie, droits de patente, etc.; un certain nombre de fonctionnaires royaux ou seigneuriaux, chargés de percevoir les impôts et les taxes, résidaient à Guingamp.

Il y avait au XVIII^e siècle des inspecteurs des boissons qui percevaient des droits sur toutes les boissons entrant dans la ville pour y être consommées ou vendues.

Ces droits étaient au nombre de trois : le droit d'inspection, le droit de jaugeage et le droit de courtage.

Les droits d'inspection étaient :

Pour une barrique d'eau-de-vie	
de 29 velles, de.....	1 livre 4 sols 2 deniers
Pour une barrique de vin de 120	
pots	8 sols 7 deniers
Pour une barrique de cidre et	
bière de 120 pots.....	4 sols 4 deniers
Pour une barrique de poiré et	
hydromel	2 sols 2 deniers (1)

Le droit de jaugeage était un droit de statistique, perçu sur les boissons fabriquées à Guingamp, et valait :

Par barrique de cidre, bière ou poiré : 3 sols 6 deniers.

Le droit de courtage ou de circulation était :

Par barrique de cidre, de.....	3 sols.
— de vin, de.....	8 —
— d'eau-de-vie, de	15 —
— de liqueurs, de.....	30 —

Il y eut aussi des droits d'inspection sur la boucherie, qui étaient perçus par les inspecteurs des boissons.

Ces droits furent une cause d'émeute en 1715. M. de Château-Renault dut être envoyé à Guingamp et en Basse-Bretagne pour apaiser le conflit, qui ne cessa que lorsqu'on eut supprimé ou diminué cette taxe en 1716.

Ces droits étaient :

Par bœuf, de.....	5 livres.
Vache et génisse, de.....	2 livres.
Veau, de	10 sols.
Mouton, brebis, chèvre.....	6 sols.
Chevreau ou agneau.....	2 sols.
Chairs mortes ou salées, par livre.....	2 den.

La viande de porc était soumise à la visite d'inspecteurs spéciaux, qu'on appelait « Languayeurs », dont

(1) La pinte ou litre valait 0 l. 930 de notre litre actuel.
La quarte ou pot valait deux pintes, soit : 1 l. 860.
La vette 6 pintes : 5 l. 590 ; la barrique de 120 pots valait 223 l. 200.
La pipe 240 pots ou 446 litres 400.
La barrique de 29 velles valait 162 litres 110.

la mission consistait à visiter, sur le marché ou dans les étaux, les porcs vivants ou morts destinés à la consommation, et à écarter ceux atteints de ladrerie. Ils percevaient un droit de 10 sols par porc ou truie et deux deniers par livre pesant des porcs abattus, entiers ou séparés, fumés ou salés.

Il y avait encore le minodage du sel, ou taxe perçue sur la vente au détail de ce produit; il consistait à prélever chaque samedi, jour de marché, deux doigts de sel par sac ou une écuellée par charge de cheval. Le revenu de cette taxe appartenait au prieur de Saint-Sauveur.

Les taverniers étaient soumis à un règlement spécial; il leur était interdit de débiter de la viande pendant le carême, les vigiles des grandes fêtes, les vendredis, samedis et les quatre-temps; ils ne pouvaient vendre les dimanches pendant les offices religieux, ni cuire pour l'extérieur; cependant, en 1640, ils furent autorisés à faire des repas de noces en dehors de leur domicile.

Les brasseurs n'avaient pas le droit de vendre leur bière au détail.

En dehors des fêtes religieuses, il y avait aussi des distractions profanes, comme le « Casse-podo », le saut des poissonniers, et le théâtre en plein air.

Le Casse-podo était une fête burlesque, complètement oubliée de nos jours, au grand regret des potiers de Pabu. Nous en donnons la description faite par Ropartz.

« Il existait autrefois à Guingamp une singulière coutume, de laquelle les potiers devaient bien s'égaudir et qui leur profitait fort. Du mot Quasimodo, le peuple avait fait, Dieu sait comment le mot français-breton « Cassipodo »⁽¹⁾, en conséquence à l'issue des vêpres, le dimanche après Pâques, les jeunes filles et les garçons s'en allaient dans chaque maison s'emparer de gré

(1) Nous pensons que cette étymologie était beaucoup plus simple, et était Casse-Pot.

ou de force de toute la vaisselle de cuisine; on formait cercle dans la rue, et l'on se jetait de main en main les cruches et les pots que l'on avait récoltés.

Malheur au maladroit qui laissait choir le vase fragile, ses compagnons le poursuivaient bruyamment, en lui lançant des débris jusqu'à ce que, las de la poursuite et la paix faite, on revint former un nouveau cercle et mettre en pièces un second chef-d'œuvre de Pabu.

Le saut des poissonniers avait lieu le lundi de Pâques, à l'issue du Carême; les vendeurs de poissons étaient tenus, sous peine d'une amende de 3 livres 4 sols, de prendre un bain en sautant dans la rivière Le Trieux, à l'endroit appelé « Poul Béniguet ». Cette cérémonie amusait énormément la population, qui se vengeait ainsi du mauvais poisson que ces marchands lui avaient fait manger pendant le Carême⁽¹⁾.

Mais, de toutes les fêtes profanes, ce furent sans contredit les représentations théâtrales populaires qui eurent à Guingamp le plus grand succès.

Ces attractions, inaugurées vers la fin du XV^e siècle, devinrent rapidement très prisées, et lorsqu'une ville voulait recevoir dignement un grand personnage, elle s'empressait d'organiser en son honneur la représentation d'un mystère; il en fut ainsi en 1505, lors du séjour de la reine Anne de Bretagne.

Les scènes étaient établies en plein air, et là des comédiens rustiques, braves artisans ou paysans au parler fort et rude, jouaient avec une conviction inlassable, et dans des costumes extraordinaires, le rôle des personnages saints ou légendaires. On y jouait des mystères ou drames épiques, écrits en vers bretons par les acteurs eux-mêmes.

(1) Aven de la Seigneurie de Guingamp, du 5 septembre 1582... Aven le dit seigneur qu'il a droit de faire sauter dans la fosse appelée Poul Béniguet, chaque lundi de Pâques, tous marchands qui ont exposé et vendu pendant le carême, dans la dite ville, à peine de 3 livres 4 sols monnaie, contre les défilants.

Le diocèse de Tréguier fut peut-être de toute la Bretagne celui où le théâtre breton eut la plus grande vogue; cet enthousiasme engendra une foule de tragédiens convaincus, qui n'avaient d'autre passion que de bien tenir leurs rôles et de composer ou traduire en vers bretons d'interminables légendes et récits héroïques.

Le théâtre populaire a cessé de plaire depuis longtemps, et les nombreux manuscrits qui avaient coûté tant de labeur à leurs auteurs allaient disparaître à leur tour, jetés à la rue comme papiers sans valeur, quand de pieux et érudits celtisants : Luzel, Vallée... et d'autres, songèrent à les recueillir et à les sauver d'une destruction certaine.

Leur entreprise fut couronnée de succès, et à l'heure actuelle nous possédons, en de multiples manuscrits, cent vingt mystères différents, écrits en vers bretons; riche collection qui constitue un véritable monument de la littérature populaire en Bretagne bretonnante.

Les mystères qui connurent les plus grands succès furent : La Passion, Sainte Tryphine et le Roi Arthur, Les trois Rois, Les quatre fils Aymon, Le Mystère de sainte Barbe, Le Mystère de la Nativité, La Vie de saint Guillaume. Le réalisme, comme le dit Charles Le Goffic, constituait le fond de la plupart de ces pièces; il fallait frapper l'œil avant de pénétrer l'esprit des populations à l'âme rudimentaire des paysans de cette époque.

Nous avons déjà vu qu'à Guingamp furent interdites certaines pièces, comme le mystère de la Nativité de la Sainte Vierge et la Conversion de saint Guillaume. Charles Le Goffic, dans l'âme bretonne, cite bien d'autres pièces du même genre. Ce réalisme ne choquait nullement le public de l'époque.

Mais le clergé ne tarda pas à s'émouvoir du succès toujours grandissant de ces sortes d'attractions; il est vrai que certains auteurs se vantaient d'opérer plus de conversions avec leurs pièces que les prédicateurs les

plus habiles avec leurs sermons⁽¹⁾. Aussi fit-il des remontrances, des menaces, entraîna le Parlement à promulguer prohibitions sur prohibitions, accusant ces représentations d'être immorales, de blesser les mystères les plus sacrés, d'y profaner la religion, les acteurs insultant les ministres du culte en parodiant leurs fonctions⁽²⁾.

Ces prohibitions n'allèrent cependant pas toutes seules; dans beaucoup de localités on persista à jouer malgré les foudres de l'église; à Plouisy, en 1711, il se produisit une véritable émeute⁽³⁾.

Néanmoins, grâce aux ordonnances royales de 1712, 1725, 1732 et 1753, ce genre de spectacle fut presque complètement aboli. Après la Révolution, le théâtre breton connut une période assez brillante dans la première moitié du dernier siècle. Mais cette résurrection ne fut qu'éphémère. Les dernières manifestations que nous connaissons eurent lieu à Coadout, en 1865, où « la vie de David » fut jouée, dans la lande du Lannec, près du village de l'Argoat, en bordure de la route de Guingamp à Bourbriac. Saint-Brieuc, en 1867, où fut représenté le Mystère de Sainte Triphine, en présence du Congrès celtique; puis ce furent la Vie de sainte

(1) Le Théâtre Celtique d'Anatole Le Braz, p. 507.

(2) Arrêts du Parlement du 19 octobre 1711 et 22 juin 1723.

(3) Extrait de l'arrêt du 13 octobre 1713, concernant Plouisy. — Qu'encre bien que le dit arrêt eust esté dès lors publié dans la paroisse de Plouisy, et depuis encore signifié les derniers jours d'Aoust et de Septembre de la présente année aux particuliers de la dite paroisse qui font ces sortes de représentations. Néanmoins les dits particuliers par un mépris et un attentat à l'autorité de la Cour ont en la hardiesse non seulement de représenter encore ces sortes de comédies malgré les défenses de la Cour, mais le nommé Mahé, sergent, estant allé pour signifier le dit arrêt de défenses le 31 Aoust dernier à ceux qui préparaient une représentation desdites comédies; ils se sont moqués de l'arrêt et défenses de la Cour et marqués avec emportement et menaces contre l'officier qui est allé leur faire la dite signification, accompagné du recteur de la paroisse, qu'ils représenteroient leurs comédies et tragédies quelque chose qu'on peut faire, et les ont obligés par leur violence de se retirer précipitamment, etc...

Hélène à Lézardrieux, en 1872; un Mystère à Morlaix en 1888; la Vie de saint Guénolé à Ploujean, en 1898, et enfin les Quatre Fils Aymon à Guingamp, en 1900.

Parmi les auteurs ou copistes des manuscrits de ces mystères, l'un des plus célèbres fut un de nos compatriotes, Jean Conan, né en 1755 à Sainte-Croix-Guingamp, tisserand de son état, et mort à Ploumilliau vers 1831. Il aima passionnément nos légendes nationales et passa sa vie à les traduire en vers bretons. Ses manuscrits ont été malheureusement en partie détruits, ses enfants, un jour de détresse, ayant vendu tout un sac pour un écu de trois francs, à la débitante de tabac de Plufur, qui les convertit prosaïquement en cornets de papier.

L'un de ses manuscrits cependant, et des meilleurs, la Vie de sainte Geneviève de Brabant, est en entier à la Bibliothèque Nationale ⁽¹⁾.

A côté de ces fêtes religieuses ou profanes existait aussi une organisation d'ordre militaire, le « Papegault », qui constituait un véritable privilège de la communauté bourgeoise.

Le Papegault avait été institué vers 1443, par Pierre II, alors comte de Guingamp, afin d'exercer et de perfectionner la milice dans le tir à l'arc ou à l'arbalète.

La cible était constituée par un oiseau, pigeon ou geai en fer battu, porté par une forte tringle en métal fixée elle-même au haut d'un mât. Cette cible était dressée sur le Champ au Roy, au-dessus du rempart, et le tir s'effectuait d'une plateforme fixe et en bois.

Après 1700, on se contenta d'attacher l'oiseau à la hauteur de cinq pieds (environ 1 m. 60) au-dessus du sol. Il était très difficile d'atteindre cette silhouette, et

(1) Sainte-Croix-Guingamp a possédé un autre acteur dramatique : Un des plus anciens drames français connus : « Le Jeu de Saint Maxent », fut composé vers 1537 par Messire Nicolas Galizon, ancien chanoine régulier de l'abbaye de Sainte-Croix-Guingamp.

par conséquent de l'abattre. Ce résultat ne s'obtenait souvent qu'après de nombreuses séances et était devenu l'objet d'un véritable concours. Le tireur qui abattait l'oiseau était immédiatement salué du nom de Roy, d'où le nom de Champ au Roy donné à la place où se tenaient ces tirs.

Diverses ordonnances duciales et royales réglèrent cette organisation. Ce fut d'abord le mandement du duc François II, du 30 septembre 1483, touchant les privilèges des roys des archiers et arbalestiers de Guingamp, puis ce furent, en 1551, les arrêts du roi Henri II, interdisant les tirs à l'arc et à l'arbalète, armes désuètes, et autorisant le tir à l'arquebuse, avec privilège accordé au vainqueur du concours de vendre 25 tonneaux de vin exempts de droits; et, en 1554, après réclamation des habitants de Guingamp, arrêt rétablissant le tir à l'arc et à l'arbalète, avec même privilège pour le roy de ces tirs.

Plus tard, les privilèges du roy furent encore modifiés; il n'y eut plus qu'un seul roy, mais il fut gratifié d'un grand nombre de récompenses originales :

Il touchait d'abord un prix en espèces de 100 francs environ, puis avait le droit de faire vendre à son profit, sans aucun impôt, cinquante pipes de vin. Le jour de son triomphe, il était reconduit chez lui, « à son Louvre », musique en tête, par tous les chevaliers de l'arquebuse, précédés du maire, du gouverneur et du sénéchal.

Le jour de Fête-Dieu, le Roy participait à la procession à la tête des archers et arquebusiers, et l'année suivante présidait le tir de ses sujets.

Divers règlements régissaient les réunions des chevaliers du Papegault, et la discipline en était très sévère. Nul ne pouvait prendre part au tir s'il n'était arquebusier inscrit au rôle des chevaliers de l'arquebuse, et chacun était tenu de s'y présenter en tenue décente, c'est-à-dire l'épée au côté, en non en sabots ou en tenue de travail; les chevaliers appartenaient à

toutes les classes de la population : ouvriers, bourgeois, gentilshommes, il y eut même des ecclésiastiques; tous fraternisaient sous les armes.

La pénalité la plus habituelle et la plus originale infligée aux délinquants consistait à exposer un de leurs souliers comme but pendant six coups; après cette exposition, le malheureux soulier était presque toujours démolé.

Le Papegault fut supprimé et interdit par ordonnance royale en 1770.

CHAPITRE XV

L'Administration rurale

Le code qui régit les populations rurales du pays de Guingamp, pendant tout le Moyen-Age et jusqu'à la Révolution, eut pour base les usages locaux, l'usage de Quevais et l'usage de Tréguier et de Goëlo.

Au début de l'histoire, ces règlements étaient oraux et définis par le seul bon plaisir du seigneur.

A l'époque du Moyen-Age et plus tard, les populations et les terres se divisaient en deux classes : nobles, roturiers, terres nobles et terres roturières ou mouvance. A ce moment, l'esclavage proprement dit n'existait pas, mais le seigneur pouvait disposer du serf en même temps que du domaine. C'est ainsi qu'en application de ce droit nous voyons, en 1084, Geoffroy Boterel I, comte de Lamballe, faire don aux moines de Marmoutiers, établis à Saint-Martin de Lamballe, de deux métairies situées dans l'île de Bréhat, et comprendre dans cette donation les cultivateurs et les bœufs (1).

Au début du Moyen-Age, le serf sur son domaine était une chose, une marchandise; il gardait les châteaux, curait les fossés, cultivait, fumait, ensemençait, récoltait, voiturait les récoltes du seigneur, et, par

(1) Anna ab incarnat. Domini MILXXXIV. Ita Donavit per manum ejus, Gaufridus Comes, filius Endonis Comitiss, Sancto Martino Majoris Monasterii, duas metiaturas cum boves et agricoli, in quada insula quam Brithacum Vocant (Titre de Marmoutiers).

dessus le marché, donnait la plus grande partie des siennes sous forme d'impôt.

D'autre part, le château, le parc qui l'entourait, la retenue — c'est-à-dire les métairies situées dans ce parc et exploitées directement par le seigneur — constituaient la terre noble. Cette terre ne devait ni redevances, ni dîmes, ni corvées, elle était seulement soumise à l'aveu, foi et hommage, et au rachat; en cas de vente, elle devait payer les droits de lods et ventes.

Les nobles pouvaient acquérir les terres roturières, mais aussi les terres nobles pouvaient être achetées par un roturier; dans ce dernier cas, le roturier acquéreur bénéficiait des privilèges attachés à la terre noble et échappait aux taxes.

Cependant, en 1451, le duc Pierre II, pour éviter la vente des terres nobles aux roturiers, rendit une ordonnance prétendant que tout roturier serait reconnu incapable d'acheter des fiefs nobles et d'en pouvoir jouir, et que tout roturier qui possédait un fief noble payerait deux fois le rachat. Dans la suite, cette ordonnance demeura complètement lettre morte; les roturiers achetèrent les terres nobles, et leurs richesses faisant oublier leur humble origine, ils se confondirent bientôt avec les nobles authentiques, car, comme l'enseigne la coutume de Bretagne, rédigée en 1580 : « L'on doit présumer que chacun est bon tant qu'il n'apparaît du contraire, aussi doit-on présumer la noblesse des gens selon leur estat. »

Il y eut alors, dit Dom Morice, tellement de gens à usurper la qualité de noble homme ou d'écuyer que, dès la fin du XVI^e siècle, ces qualificatifs tombèrent dans le plus grand discrédit.

La terre noble n'était que l'infime partie des possessions domaniales du seigneur; celui-ci possédait encore une grande partie du sol de sa région, c'était la « mouvance », ou terre roturière, dont il confiait l'exploitation à des serfs moyennant des conditions définies par l'usage habituel du pays, c'est-à-dire dans la région

qui nous intéresse, par les usages de Tréguier et de Goëlo, et de Quévaize.

Lors de la réformation de la coutume de Bretagne en 1580, les commissaires chargés de recueillir ou de codifier les usages locaux, afin de faire cesser l'imprécision et l'incertitude résultant de ces lois orales, enregistrèrent l'usage de Quévaize tel qu'il était alors appliqué dans l'étendue des terres dépendantes des seigneuries des Abbayes de Bégard, du Relec, de fondation ducale, et des terres dépendantes de la commanderie du Paraclet en Pont-Melvez. L'usage de Tréguier et de Goëlo fut présenté trop tard, après que la commission eut terminé ses travaux, de sorte que son texte ne fut pas publié dans le recueil officiel de la coutume et des usages locaux en Bretagne. Cette exclusion ne l'empêcha nullement de continuer à faire loi dans l'évêché de Tréguier et dans le Goëlo. Ces deux formes d'usage ont été appliquées jusqu'en 1789.

Nous allons donner *in extenso* le texte de l'usage de Quévaize, tel qu'il fut consigné dans le recueil de la Coutume de Bretagne en 1580, et en face un commentaire de cet usage fourni dans un aveu rendu en 1641 par Monseigneur de Rieux, abbé du Relec.

ARTICLE PREMIER

En Quévaize, l'homme Quévaistrier, ne peut tenir plus d'un convenant sous même seigneur né, sans le consentement exprès du seigneur. Au défaut duquel consentement, l'acceptation de la seconde tenure fait tomber la première en commise au profit du seigneur qui en peut disposer à sa volonté.

ART. 2

Le détenteur est tenu d'occuper actuellement et en personne la tenure en quévaize et la

ARTICLE PREMIER

Tout homme détenteur à titre de Quévaize sous ladite abbaye venant à mourir sans heir de son corps, procréé en loyal mariage, la quévaize et tous autres héritages tenus au dit titre, revient et rente en ladite abbaye pour lesdits sieurs Abbé et convent en disposer et faire rebail à qui l'en leur semblera sans autre forme de justice.

ART. 2

Et s'il a enfants légitimes, comme dit est le plus jeune des mâles et à défaut des mâ-

mettre en digne état, tant à l'égard des terres, qu'édifices : et si par an et jour il la laisse et cesse d'y demeurer, il en demeure privé et peut le seigneur en disposer.

ART. 2

La tenue en quévalze ne se peut partager, vendre, diviser, engager ni hypothéquer par le quévaizier sans l'express consentement du seigneur, à peine de privation et commise au profit du seigneur.

ART. 4

Au seigneur consentant à la vente est due le tiers denier du prix pour reconnaissance.

ART. 5

Le tenancier est obligé d'ensemencer et labourer chaque année le tiers des terres chaudes, afin que le seigneur ne demeure privé de ses droits de gerbe et de champart; avant la perception desquels faite par le seigneur, le quévaizier ne peut rien transporter ni entrer.

ART. 6

L'homme laissant plusieurs enfants légitimes, le dernier des mâles succède seul au tout de la tenue à l'exclusion des autres et au défaut des mâles la dernière des filles sans que les autres puissent prétendre aucune récompense.

les la plus jeune des filles succède au tout de ladite quévalze, sans pour ce regard être tenu à aucune récompense vers ses aînés.

ART. 3

Ne peut aucun quévaizier laisser sa quévalze par an et jour sans y demeurer en personne à peine de la perdre pour lesdits sieurs Abbé et couvent en disposer à volonté.

ART. 4

Ne peut aucun quévaizier, vendre, engager, partager, diviser sa quévalze, ni constituer aucune charge sur icelle sans l'express congé et consentement desdits sieurs Abbé et couvent, à peine aux vendeurs, engageurs et contrevenans de perdre leurs terres pour lesdits sieurs Abbé et couvent en disposer comme dit est à leur volonté.

ART. 5

Et si le consentement se donne, est dû aux dits sieurs Abbé et couvent et iceux prennent pour leurs droits de consentement la tierce partie du prix accordé contre les contractants.

ART. 6

Ne peut aucun quévaizier tenir deux quévalzes ensemble, sans pareil consentement, à peine de la commise qui est de perdre la première par la prise de la seconde pour lesdits sieurs Abbé et couvent en disposer à leur volonté.

ART. 7

Et le décès du détempteur arrivé sans hoirs de corps, la tenue retourne en entier au seigneur, à l'exclusion de tous les collatéraux soient paternels ou maternels, fors les veillors et engrais que les collatéraux peuvent poursuivre dans deux ans.

ART. 8

En Quévalze n'y a douaire, ni retrait lignager.

ART. 9

Le tenancier jouit des émondes des arbres qui sont sur les fossés de la tenure, mais ne peut couper bois par pied, à peine d'amende et dommages-intérêts, entre la valeur du bois coupé.

ART. 10

Tous quévaiziers sont tenus de suivre le four et moulin et bailler aveau.

ART. 11

Sont tenus aux corvées pour faner, charroyer et loger les foin, plus au saunage ou voiture du sel et aux charrois.

ART. 7

Il n'y a aucun douaire, promesse, retrait lignager ni vente à terme de racquit aux terres quévaisières.

ART. 8

Aussi ne peut aucun quévaizier couper aucun bois par pied de dessus sa quévalze sans l'express congé desdits sieurs Abbé et couvent à peine de payer ledit bois avec l'amende, dommages-intérêts et dépens de l'instance.

ART. 9

Bien jouir des émondures des arbres qui sont sur les fossés de leur part seulement et en user en bon père de famille.

ART. 10

Outre est tenu chacun quévaizier d'ensemencer chaque an à tout le moins une tierce partie de leurs terres chaudes, sans aucune manière les faire ou laisser devenir froides, et ce que lesdits sieurs Abbé et couvent peuvent avoir leur droit de gerbe, qui est dû pour toute la terre de ladite abbaye à la quatrième et hors d'iceux à septième gerbe de toutes les gaigueries qui s'y font.

ART. 11

Et ne peut ledit quévaizier rien transporter de dessus ses dites terres, qu'au préalable lesdits sieurs Abbé et couvent,

de vigne, lées, bois, pour la provision des seigneuries.

ART. 12

Semblablement au charroi des matériaux nécessaires pour la réedification des églises, chapelles, châteaux, maisons, chaussées et moulins des dites seigneuries.

FIN

Cet usement, confirmé déjà par les arrêts du 11 octobre 1568, du 27 avril 1569, le fut de nouveau par Jugements du Parlement de Bretagne en 1612-1618, au profit des religieux de Bégard.

leurs receveurs fermiers ou ceux qui auront pouvoir d'eux, n'aient tourné, compté et nommé ledit devoir de gerbe, que ledit quévaisier est tenu d'ammasser, charroyer et rendre dans ladite abbaye, là y amallonner, battre et les grains en provenant rendre au grenier qui lui sera assigner au ressort.

ART. 12

Aussi sont tous lesdits quévaisiers sujets à la cour du moulin de ladite abbaye, chacun de son district et aux charrois des matériaux pour les réparations et édifices de ladite abbaye et des chapelles, moulins et chaussées en dépendantes.

ART. 13

Plus, d'aider à faire charroyer les toins d'icelle abbaye, avec payer les rentes, chef rentes, avoines de rentes, selon qu'à un chacun peut compter.

ART. 14

Outre chacun quévaisier est obligé de faire par chacune année pour le service de ladite abbaye, une corvée à bras, ou payer l'apprécié, comme aussi au paiement de vingt œufs ou payer l'apprécié, avec aussi un devoir de saumurage par chacun dit an, ou payer pareillement l'apprécié. Lequel saumurage est de telle nature, que chacun est tenu et obligé d'aller une fois l'an, à dix lieues de ladite abbaye avec son cheval, porter une charge ou quérir une autre à ses frais, fors qu'il a une miche de pain à son départ et une autre à son retour, rendant certificat de la charge ou décharge.

ART. 15

Et estant aussi sujet à tous autres services comme charrois de bois et de vin ou en payer l'apprécié, et c'est de l'option desdits sieurs Abbé et couvent se prendre les espèces ou apprécié à leur choix selon l'usage et coutume de ladite abbaye lorsqu'ils ne font faire lesdits services.

La Quévaise constituait donc une véritable propriété paysanne, le quevaisier bâtissait et cultivait à sa guise, payait ses redevances, accomplissait ses corvées, mais ne pouvait être congédié sans motif grave prévu par l'usage. Il pouvait donc se considérer comme propriétaire héréditaire de sa tenue, tant qu'il avait des enfants légitimes pour lui succéder.

Cependant l'héritier, c'est-à-dire le plus jeune des garçons, ou, à défaut, la plus jeune des filles, jouissait de droits exagérés, les autres enfants étaient sacrifiés, et si cet héritier venait à disparaître après avoir pris possession de la quevaise, et avant d'avoir lui-même un enfant, sa quevaise retournait au seigneur, ses frères et sœurs, ses aînés qui souvent avaient participé à l'amélioration et à l'enrichissement de la tenue demeuraient sans ressources et ne pouvaient prétendre à la moindre indemnité ou récompense.

Aussi, malgré l'apparente douceur et stabilité de ce régime, les quevaisiers supportèrent toujours difficilement cette obligation, prescrite par l'article 7, essayèrent bien des fois de s'y soustraire même par la violence; en 1727, les vassaux de l'abbaye du Relec s'insurgèrent contre cette obligation, ils refusèrent de payer rente et champart, d'accomplir les corvées, menacèrent de brûler l'abbaye et d'en exterminer tous les moines.

En 1780, on vit des protestations s'élever de toutes parts contre le droit quevaisier; les paroisses de Squiffiec, Saint-Michel, Plouisy, Trézélan, Pont-Melvez

en demandèrent la suppression. Les paroissiens de Pont-Melvez, dans leur délibération du 20 février 1789, disaient : « Nous sommes, nous et nos familles, ruinés par le prélèvement de quevaise que le seigneur fait sur nous dans les cas de déshérence et de reversion, en prenant non seulement la principale quevaise mais même toutes les autres portions qui peuvent appartenir au quevaisier décédant sans hoirs dans les différentes quevaises, où ses frères et sœurs ont droit sans distinction de propre aux acqués et conqués. Il les vend et baille à qui bon lui semble, sans préférer ni frère ni sœur, ni même nous laisser la disposition des veillors et engrais qui nous sont dus, suivant l'article 7 dudit usement. »

L'usement de Tréguier et de Goëlo n'était pas plus humain; nous ignorons le texte de cet usement tel qu'il fut rédigé en 1580, car il ne fut pas publié, mais nous connaissons le texte complet des commentaires de F. de Rosmar, et aussi ceux de Poullain-Duparc, Sauvageau, Hévin, Frain, Henry et Baudouin de Maison-Blanche.

Le texte de F. de Rosmar, le plus complet de tous, est malheureusement trop long pour être placé ici ⁽¹⁾; nous en donnons seulement l'analyse.

L'usement de Tréguier et de Goëlo était habituellement appelé « usement convenancier ou du domaine congéable ».

Le domaine congéable était un pacte, titre ou contrat établi chaque neuf ans, qui déterminait les droits réciproques du seigneur et du convenancier; par ce contrat le convenancier, qu'on appelait aussi domanier, devenait propriétaire temporaire des maisons et superficies de sa tenue; il pouvait disposer de sa tenue comme de son héritage, partager ses terres, ses superficies, vendre même les édifices et ses superficies à qui bon lui

(1) Rédigé vers 1680, publié dans le traité de la Coutume de Sauvageau.

semblait, sans avoir recours au consentement du seigneur propriétaire du sol, mais à la condition de ne diviser ni diminuer les revenus du propriétaire foncier.

Le convenancier bâtissait, cultivait, disposait des superficies, c'est-à-dire des édifices, fossés, jeunes bois, arbres fruitiers, émondes des chênes seulement, mais ne pouvait disposer des bois de décoration, même lorsqu'ils étaient abattus par le vent ⁽¹⁾.

Le convenancier était tenu à l'aveu, c'est-à-dire qu'il devait, chaque neuf ans, décrire lui-même avec précision les éléments divers de sa tenue, toutes les parties qui la composaient : terres labourables, vergers, prairies, landes, bois, etc., énumérer les rentes et les corvées auxquelles il était astreint ⁽²⁾, toute fraude dans cet aveu était punie sévèrement et amenait la déshérence.

La banalité du four et du moulin était imposée, ainsi que le droit de champart à la N^{me} (enmième) gerbe, suivant le pacte convenu lors de la prise de possession de la tenue.

Cette forme d'usement fut usitée dans tout le Goëlo, quelques communes du Penthièvre, dont Hillion, la majeure partie de l'évêché de Tréguier, sauf le pays

(1) En 1467, un convenancier de terres appartenant à la Communauté bourgeoise de Guingamp, nommé Yvon Guiffet, fut condamné à 70 sols d'amende et aux frais pour avoir « Coupé douze chesnes anciens par pié dessus les terres dudit convenant » (Arch. Municipales).

(2) Malgré l'exagération de certaines corvées, le convenancier était obligé de les accomplir. Par arrêt de la Cour du 20 août 1757, confirmant la sentence de la Jurisdiction de Guingamp du 12 janvier 1754, deux convenanciers, Henri Conger et Jean Roland, ayant refusé de charroyer du matériel de réparation pour le château de leur propriétaire Gabriel de Perrien, sieur de Tropont, parce que le lieu où se trouvait ce matériel était hors de la seigneurie à plus de dix lieues et qu'il n'était pas possible d'y aller et revenir dans la même journée, furent condamnés à accomplir leur corvée et à tous les frais et dépens du procès.

de Quevaise et la seigneurie de Lannion après 1555 (1).

Le seigneur conservait toujours la faculté de congédier ou expulser le convenancier quand il lui plaisait, à la seule condition de le rembourser de ses droits convenanciers à dire de priseur.

De sorte qu'avec le domaine congéable le convenancier n'avait plus la sécurité de son avenir; il peinait, il édifiait, il améliorait ses terres avec la crainte constante de se voir dépouillé des fruits de son labeur. Le seigneur, d'ailleurs, abusait de son droit de congé pour augmenter ses revenus, en se faisant verser à chaque prise de possession des tenues un baise-main ou denier à Dieu de plus en plus élevé. Le convenancier, pour conserver sa tenue, payait souvent une commission supérieure au revenu de deux années et des champaris qui étaient parfois de la sixième et même parfois de la quatrième gerbe.

Il est vrai que les convenanciers étaient la plupart du temps victimes de leurs propres agissements, de leur défaut de solidarité, car lorsque le propriétaire du sol proposait une tenue au plus offrant, les candidats surenchérisaient les uns sur les autres et se condamnaient par ce fait à une existence misérable qui profitait seulement au seigneur.

La banalité du four et du moulin étaient aussi des moyens d'exploitation; le convenancier et le quévaisier, ne pouvant ni moudre leur blé, ni cuire leur pain où il leur plaisait, devaient subir les conditions des fourniers et des meuniers; or, ceux-ci, exploités par le seigneur, étaient obligés d'exploiter à leur tour les cultivateurs pour satisfaire les exigences du maître.

Tous les moyens étaient bons aux propriétaires du

(1) Nous verrons plus loin que lorsqu'en 1555, le roi Henri II restitua les domaines des Penthièvre à Jean de Brosse, la seigneurie de Lannion ne fut pas comprise dans cette restitution et demeura domaine royal. Henri II en profita pour abolir par lettres patentes d'octobre 1556, le domaine congéable pour le repos et la tranquillité de ses sujets et l'augmentation du bien public.

sol pour aggraver le sort de leurs convenanciers. Nous avons même vu les moines de Bégard augmenter frauduleusement la contenance de leur boisseau et voler ainsi leurs débiteurs.

En 1662, plusieurs paroisses de la seigneurie de Guingamp engagèrent un procès contre le duc de Penthièvre, prouvant que la mesure servant d'étalon (1) avait été frauduleusement détériorée, creusée, considérablement élargie, au point de porter le poids de la mesure de froment ricle à 82 ou 84 livres, au lieu de 63-65, poids légal en 1580, et le seigneur au lieu de demander la mesure ricle, c'est-à-dire rasée au niveau de l'ouverture, en était arrivé à l'exiger comble, ce qui portait son poids à 95 ou 100 livres.

Le seigneur diminuait encore les revenus du convenancier en abattant les grands bois et supprimant ainsi l'émonde, et souvent provoquait le congément pour des motifs futiles.

Il ne servait à rien de réclamer, la justice de serf à seigneur n'existait pas. Le Parlement de Bretagne, uniquement composé de propriétaires fonciers, donnait toujours tort aux paysans et appuyait de son autorité les abus de l'administration seigneuriale. Les victimes de ces excès, qui osaient réclamer, étaient non seulement déboutés de leurs plaintes, mais parfois traités en mutins.

Le domaine congéable provoqua donc des protestations beaucoup plus vives que celles produites par l'usage de quevaise. Toutes les paroisses de la région en demandèrent l'abolition dans leurs cahiers de 1789.

Les paroissiens de Kermoroch disaient : « Les commissions exorbitantes que les seigneurs exigent des misérables fermiers pour se procurer un couvert, pour eux et leur famille, égalent et même souvent surpassent

(1) Le boisseau régulier de Guingamp avait pour dimensions : Profondeur 11 pouces 1/2. Largeur au fond 16 pouces, largeur à l'ouverture 14 pouces. Contenance en poids de froment 64 livres.

les revenus de la rente annuelle et ne laissent presque personne sortir de la misère. Cette oppression s'exige le plus souvent pour faculté de congédier. »

Les habitants de Ploumilliau se plaignirent d'être régis par le plus dur des usements : « Nous voyons tous les jours enlever aux enfants l'héritage de leur père, arrosé des sueurs de la famille, sans la plus légère indemnité, pas même des frais de semence et de culture. »

A Pestivien, les habitants protestèrent contre le marquis du Gage qui « se fait payer chaque neuf ans une commission de 27 livres dessus dans chaque convention, et on ne sait en vertu de quel titre cette commission se paye il y a plus de cent ans; et le lendemain cette commission payée, ledit seigneur accorde baillée au premier demandeur moyennant une autre commission plus élevée ».

En 1790, l'assemblée des 28 communes des campagnes du district de Guingamp déclara : « Les congéments occasionnent des procès sans fin et même des crimes; il arrive souvent que le domanier expulsé coupe les arbres fruitiers de sa tenue, y sème de mauvaises herbes, incendie les bâtiments, les assassinats mêmes ne sont pas rares ! »

Un autre élément venait encore aggraver la situation des paysans : le pays n'avait pas de débouchés, les foires n'étaient pas fréquentées comme elle auraient pu l'être, la sécurité des routes n'était pas assurée, le paysan risquait d'être dépouillé au retour du marché; les voleurs de grands chemins étaient nombreux et les seigneurs eux-mêmes, quelquefois, ne négligeaient pas ce moyen criminel de se procurer des ressources faciles, témoin Guillaume Hue, capitaine du château du Guildo, condamné par la cour ducale en 1402, pour « avoir dépouillé, fêtu et battu plusieurs hommes et sujets en allant par nostre grand chemin ès faïres de Montbran et de Matignon ».

La conséquence de cette situation était que les pro-

duits du sol se vendaient et se consumaient sur place et à très bon marché, d'où très mince bénéfice pour le producteur ⁽¹⁾.

Les terres elles-mêmes, assez mal cultivées, peu engraisées à cause des faibles ressources du domanier, produisaient de maigres récoltes. Il y avait d'ailleurs beaucoup de terres incultes; une statistique de l'année 1733 estimait la superficie de la subdélégation de Guingamp à 30.986 arpents, dont 10.384 seulement étaient cultivés.

Toutes les doléances du pays de Guingamp, auxquelles fut joint un long factum dû à Huchet, procureur syndic du district, et à Labat, administrateur de ce même district, furent soumises à la législative en 1790.

Le factum de Huchet et Labat disait : « Voulez-vous avoir des cultivateurs ? Protégez-les contre la vexation et l'injustice ! », puis : « Un cri général s'élève dans la Basse-Bretagne contre l'usement du domaine congéable ; cinq cent mille bras sont tendus vers l'Assemblée Nationale pour en demander la suppression ! »

A ce moment, après la fameuse nuit du 4 août 1789 qui avait vu les nobles abandonner tous leurs privilèges, tous les paysans de Basse-Bretagne, comme le dit Dubreuil, pensèrent que le domaine congéable dont ils avaient tant souffert, et contre lequel ils avaient fait entendre leurs doléances dans les cahiers, allait enfin disparaître avec tous les autres droits féodaux.

Mais leurs plaintes furent distraitement entendues par les législateurs; la loi du 6 août 1791 maintint le domaine congéable, en supprimant les charges dites féodales, c'est-à-dire la banalité du four et du moulin, l'aveu, les corvées, la déshérence, en dehors du terme fixé par le bail, et accorda aux domaniers le droit de

(1) En 1733 à Guingamp, la corde de bois valait de 15 à 18 francs, la paire de breufs 200 francs, et un cheval de 60 à 200 francs.

rachat du sol. Plus tard, le 27 août 1792, une nouvelle loi fut plus radicale, elle abolit entièrement ce genre d'usage, mais cette abolition produisit tant de troubles, lors de la vente du sol comme bien national — les paysans croyant de bonne foi être devenus propriétaires du sol qu'ils cultivaient, — il en résulta tellement de procès et de conflits que finalement le domaine congéable fut rétabli en l'an VI, dans les limites précisées par la loi du 6 août 1791.

Les redevances domaniales n'étaient pas les seules acquittées par les paysans et les roturiers en général; il en existait bien d'autres réparties sur toute la population roturière : c'étaient la dime, les fougages, l'impôt de capitation, le droit de tierçage, le past-nuptial et les prémices.

La dime était obligatoire et quelquefois plus ruineuse que les droits de l'usage; cet impôt, très variable, différait suivant les régions et correspondait au dixième environ de toutes les récoltes et de tous produits d'une exploitation.

Ce qu'il y avait de plus surprenant, c'était que cette dime ne servait nullement à l'entretien du clergé local, mais bénéficiait seulement aux grands seigneurs de l'église, évêques ou abbés. Le clergé rural était lésé par cet impôt qui ruinait ses paroissiens, pendant que lui-même était réduit à la portion congrue, salaire fixe que lui allouait le propriétaire de la dime ou décimateur.

La dime produisait des sommes considérables; en 1731, la seule paroisse de Pont-Mélvez payait 1.683 livres pour cet impôt.

Les propriétaires de la dime étaient d'une apreté sans nom, rien n'égalait leur cupidité et leur avarice. En 1788, après une terrible épidémie qui décima Pontrieux, le subdélégué de cette localité écrivait : « Ni les seigneurs, ni les décimateurs n'ont rien voulu donner, quoiqu'on leur ait demandé quelques secours ! »

Le recteur de Pédernec écrivait de son côté : « Les

décimateurs des gros fruits, quoique ecclésiastiques, n'ont jamais rien donné pour le soulagement des pauvres ! »

De son côté, le bas clergé, réduit à la portion congrue, n'était pas exempt de reproches. Pour lui permettre de satisfaire ses appétits, qui étaient grands, il augmentait les taux du casuel, et c'est à peine si les pauvres gens pouvaient se marier et se faire enterrer religieusement. Cet abus devint tel que les évêques durent établir un tarif et l'imposer à leur clergé.

Pourtant, en plus du revenu produit par le casuel, le bas clergé levait dans chaque paroisse une imposition qu'on appelait droit de prémice⁽¹⁾.

Cet impôt fut l'objet de nombreuses contestations. Après procès concernant les paroisses de Plounevez, du Faou, en 1693; Langueux, en 1698; Maroué, en 1708; Etalles, en 1732, le Parlement abolit le droit de prémice pour tous les biens qui payaient déjà la dime et ne le maintint qu'aux paroissiens possédant au moins un journal de terre exempt de dime.

Jusqu'en 1300, le clergé possédait deux redevances spéciales dont les nobles étaient dispensés de droit : c'était le droit de tierçage et le past-nuptial.

Le droit de tierçage fut en principe un impôt seigneurial qui rapportait au seigneur tous les meubles de celui des deux époux qui décédait le premier; aboli en 1127, il fut rétabli en faveur des ecclésiastiques, mais réduit au tiers, d'où son nom; il consistait donc pour le clergé à s'emparer au décès du père de famille du tiers de tous les biens meubles du défunt, sans tenir compte des dettes.

Le past-nuptial était une redevance perçue par le prêtre qui administrait le mariage, et consistait en

(1) A Etalles en 1732, la prémice consistait en une gerbe de froment liée avec une chaîne de fer de cinq pieds de long ou en trente sols. Dans cette paroisse la dime était le douzième de toutes les récoltes et se partageait, deux tiers au duc de Penthièvre, et l'autre tiers aux religieux de l'abbaye de Beauport (De Barthélemy).

une somme d'argent égale aux frais de noce. Cette redevance fut un moment fixée à la somme de 40 sols, soit environ 20 francs.

Sous Jean II, le droit de tierçage fut réduit au neuvième et après règlement des dettes. Le past-nuptial fut lui aussi réduit à 3 sols pour les mariés possédant plus de 50 sols et à 2 sols pour les possesseurs de plus de 40 sols et supprimé pour les autres.

Le fouage était un impôt dû par feu au pouvoir souverain. Il y avait deux sortes de fouages : le fouage ordinaire payé au pouvoir central et le fouage extraordinaire exclusivement réservé aux besoins de la province.

Les fouages ne semblent pas avoir constitué une charge très lourde pour le paysan, ils étaient souvent globalement inférieurs à quinze sols par feu.

Mais il y avait un autre impôt très lourd pour les campagnards : c'était la capitation, c'est-à-dire l'impôt dû par tête.

Au début cet impôt était réparti par classes sociales et différait suivant la condition et la profession du contribuable, par conséquent était à peu près équitable ; mais, dans la suite, la noblesse parvint à s'y soustraire presque complètement, de sorte que les paysans et les artisans durent en faire à peu près tous les frais. A tel point qu'un roturier par son travail gagnant 300 livres, payait un impôt égal à celui dû par un seigneur possédant 20.000 livres de revenu.

Cet ensemble d'impôts divers faisait dire aux habitants de Bourbriac, en 1789, que pour une récolte de 300 livres les charges seigneuriales et les impôts en absorbaient 189.

En dehors de tous ces impôts et taxes, les seigneurs, afin de bien préciser et manifester leur suprématie sociale, possédaient encore certains privilèges curieux.

C'était, par exemple, le fameux droit de jambage, qui dès le Moyen-Age cessa d'être exercé en Bretagne, mais fut perpétué en quelque sorte par d'autres obli-

gations dont les jeunes mariés de l'année firent tous les frais; ce furent le droit de soule, le droit de quintaine et le bain.

Le droit de soule consistait pour le seigneur à lancer, lui ou son mandataire, un ballon en cuir d'environ 12 à 20 centimètres de diamètre, rempli de scure de bois, et qu'en appelait « Soule », au milieu des jeunes mariés de l'année réunis certain jour de fête sur la place principale du village, et à obliger tous ces jeunes gens à prendre part au jeu sous peine d'une amende souvent très élevée.

Aussitôt le ballon lancé, la mêlée commençait; les champions, pour sortir vainqueurs, devaient s'emparer du ballon, s'enfuir et l'emporter à leur domicile. Les joueurs faisaient donc tout leur possible pour atteindre le ballon et l'arracher à celui qui était déjà parvenu à le saisir. Une course folle se produisait alors, au cours de laquelle des coups et des horions étaient échangés brutalement, et les accidents n'étaient pas rares. Le vainqueur avait ensuite droit à une récompense, qui variait de 20 à 30 francs suivant les localités.

La soule de Guingamp, et des paroisses avoisinantes, se courait à Sainte-Croix, le dernier dimanche de juin, fête du pardon de la Saint-Jean.

A cette occasion, Ploumagoar devait une paire de gants blancs au seigneur de Penthièvre ou à son représentant qui lançait la soule. Cette même redevance était due au même seigneur pour la fête de Bourbriac, par les paroissiens de cette localité.

La soule se donnait à Goudelin le 28 décembre, et le mardi-gras à Rostrenen.

La quintaine consistait à faire courir à cheval, comme dans un tournoi, avec selle, éperons et lance en bois, contre un mannequin appelé « Quinton ». Le plus souvent les seigneurs fournissaient les chevaux tout équipés. Une fois en selle, le jeune marié ne devait plus mettre pied à terre sans l'autorisation du seigneur ou du magistrat seigneurial le remplaçant, et le cham-

pion qui ne s'équipait pas correctement et oubliait ses éperons payait une amende.

Le quinton était constitué par un mannequin ayant une tête en bois, souvent coiffée d'un turban à la turque; ce mannequin tournait librement sur un axe solide, planté en terre, et était muni de deux bras mobiles portant un bâton qui frappait autour du pivot par le fait de la giration brutale du mannequin.

Lorsque la lance du champion frappait exactement le quinton en plein front, celui-ci demeurait immobile et la lance se brisait; mais si elle atteignait le revers de la tête, ou tout autre partie du corps, le quinton pivotait brusquement et assénait un violent coup de bâton au maladroît, qui en plus payait une amende.

Les pénalités variaient, ainsi que les amendes; nous voyons à Plouha, en 1619: « Yvon le Bleiz a rompu son boys, mais pour avoir descendu de cheval devant nous et faute d'avoir des éperons, 10 sols d'amende à la Fabrice.

« Id. à Plouha: Guillaume le Meur a rompu son boys, descendu près de nos pieds sans permission, 5 sols d'amende à la Fabrice.

« Jean Quéré a rompu son boys, déclaré quitte à faute d'éperons, 5 sols d'amende à l'Eglise (1). »

(1) Voici à titre de curiosité une ordonnance de quintaine courue à Plourhan le 11 juin 1753.

A été remontré par noble M^{re} René Quintin, procureur fiscal de la juridiction de la Roche-Suhart, que de temps immémorial S. A. S. Mgr le Duc de Penthièvre est par lui et ses prédécesseurs, comme seigneur de la Roche-Suhart, duché de Penthièvre, pairie de France en droit et possession à faire à tous les nouveaux mariés de la dite paroisse depuis l'an à pareil jour, au bourg de Plourhan, avec de bons chevaux bien harnachés et de bons éperons aux talons, rompt en trois courses au galop, après les vespres, un bois en forme de lance, vulgairement appelé quintaine, contre un piliér de bois qui doit être à cette fin planté près le cimetière, par les nouveaux mariés de la dimerie de Buhon, lesquels sont en outre tenus et obligés de payer chacun cinq sols; et à défaut de nouveaux mariés dans la dimerie de Buhon, le piliér doit être planté par le marguillier de la paroisse moyennant quoi ceux épousés au canton de Buhon sont exemptés de courir et de

Les jours de quintaine que nous connaissons étaient à Plouha, le dimanche de la Quasimodo; à Plouezec, le deuxième dimanche après Pâques; à Moncontour, le jour de la Pentecôte; à Plourhan, le lundi de la Pentecôte.

Dans la suite, la soule et la quintaine devinrent des jeux populaires, puis furent aboïs à cause de leurs dangers.

Le commandant de Paraclet en Pont-Melvez, qui jadis avait eu lui aussi le droit de jambage, le commémorait d'une façon tout à fait pittoresque; il traitait les nouveaux mariés de sa seigneurie tout comme le seigneur de Guingamp traitait ses poissonniers: « Sont les nouveaux mariés de ladite paroisse de Pont-Melvez, la première année de leurs nocces, incontinent l'issue de la grand'messe; le lundi de Pâques en suivant, tenus de sauter trois fois dans la rivière du Léguer, au lieu accoustumé, à peine de 60 sous d'amende! »

Telle était, avant 1789, la situation matérielle des paysans de notre région.

Au point de vue social, leur situation n'était pas meilleure; à une époque où le noble lui-même se flattait parfois de ne savoir signer, l'ignorance était de règle; pourquoi le paysan eût-il été plus instruit que son maître. Il n'était pas prudent que le serf développât son intelligence, apprit à réfléchir et à raisonner. Son exploitateur pouvait craindre que la lumière ne l'éclairât sur les abus dont il était la victime inconsciente; son ignorance était la garantie de sa passivité.

Il ne faudrait pas en conclure que les paysans de

casser quintaine suivant l'usage, et pour vérification desdits droits et après l'information sommaire d'eux, ledit Sieur recteur de Plourhan pour fournir le rôle des nouveaux mariés de la paroisse... Comme aussi qu'il soit pareillement fait appel de tous autres sujets aux dits droits, pour y satisfaire ou admettre sommairement moyens de refus. Si aucuns se ont faite de quoi, qu'ils soient sommairement par provision condamnés à l'amende de soixante sols monnaie au profit de la dite Seigneurie et d'une livre de cire au profit de l'église de Plourhan (Journal de Bretagne et Vendée 1839, De Barthélemy).

Bretagne, nos ancêtres, fussent dénués d'intelligence et de bon sens, loin s'en faut. Nous avons vu dans le chapitre précédent qu'en dépit d'une instruction à peine rudimentaire nombreux étaient ceux qui adaptèrent à la scène en vers bretons les légendes mystiques ou héroïques de notre pays. Si la lecture faisait défaut, les conteurs étaient légion; la grande distraction de nos pères, pendant les longues veillées d'hiver, était de se réunir autour d'un foyer ami et d'y entendre une vieille grand'mère conter et perpétuer ainsi les légendes amoureuses, terrifiantes ou chevaleresques qui constituaient le répertoire habituel de ces réunions familiales.

Sous le rapport de l'instruction, Guingamp n'était guère mieux favorisé que les campagnes; la première école connue à Guingamp, fondée au commencement du XVI^e siècle, ne possédait qu'un seul maître d'école.

En 1603, cent ans après, il n'y avait encore qu'une seule école et un seul maître, payé 24 écus par an. Cette école, établie dans une maison louée par la ville, occupait l'angle de la rue Notre-Dame et de la rue du Four; la maison appartenait aux moines de Bégard et était pour cette raison appelée la « Petite Abbaye », elle existe encore.

La concurrence était interdite; on le fit bien voir, en 1606, à Dom Alain le Colledou et à Dom Jean le Bihan, qui voulurent avoir des écoles privées et à qui défense fut faite de « tenir aucune école ouverte ou privée sous peine de prison et d'être contraints de quitter la ville. »

En 1621, la communauté bourgeoise dut chasser son maître d'école à cause de son inconduite; on nomma alors comme directeur Maître Charles Haquart, avec 120 livres de gage et aux conditions ci-après :

1° Parce qu'il aura un second pour l'assister à faire leçon aux moins avancés;

2° Qu'ils entreront deux fois le jour en classe, devant et après dîné; le matin à huit heures pour en sortir à onze heures en été et en hyver à dix heures. Le soir à trois heures et en sortiront à six en été;

en hyver ils entreront à deux heures et en sortiront à quatre heures et demie selon la longueur des jours;

3° Qu'il fera, une fois la semaine, le catéchisme et apprendra à ses écoliers les rudiments de la doctrine chrétienne;

4° Qu'aux processions il les fera marcher devant en rang, sans tumulte ni insolence;

5° Qu'à l'église il les fera se mettre dans certains lieux, ayant l'œil dessus, afin qu'ils ne fassent aucune chose indigne du lieu;

6° Qu'ils exerceront les écoliers, tant en public qu'en privé, par disputes et déclamations.

Cet état de choses dura jusqu'à la Révolution.

Au début du XVII^e siècle, il y eut cependant une nouvelle école dans le faubourg de Saint-Michel, dans la maison qui porte encore l'inscription : « Schol Mickel »; elle était la propriété de la seigneurie de Saint-Michel.

En 1654, un établissement spécial pour l'instruction des jeunes filles fut créé par des Ursulines, avec l'appui de la communauté bourgeoise; cette maison d'éducation devint très florissante, mais n'ouvrait ses portes qu'aux riches héritières de la région. Conflqué en 1792, cet établissement est actuellement occupé par le dépôt de remonte.

CHAPITRE XVI

Pierre de Bretagne et Françoise d'Amboise Comte et Comtesse de Guingamp

Après la capitulation de 1420 et la liquidation des biens de la famille de Penthièvre, Guingamp demeura ville ducal, avec un gouverneur représentant l'autorité suzeraine près de la communauté bourgeoise qui conserva toutes ses franchises et tous ses privilèges.

Les fouages payés par la ville furent d'abord perçus pour le compte de la couronne, puis plus tard, vers 1436, donnés au jeune Pierre, deuxième fils du duc Jean V¹⁰.

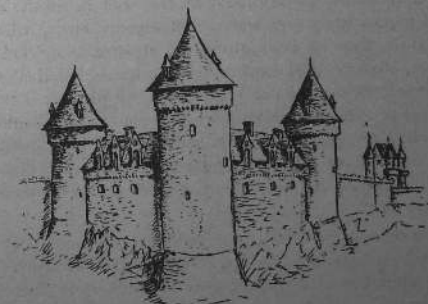
Ce ne fut cependant que le 2 mars 1439 que Jean V céda officiellement Guingamp, à titre d'apanage, au prince Pierre qui prit alors le nom de comte de Guingamp. Cet apanage comprenait les seigneuries de Guingamp, Fouesnant, Rosporden, Châteauneuf-du-Faou, Landeleau, Goudelin, Gourin, Lanloup, Quiberon (excepté les bleds et la Garenne), les ports et havres entre Gouësnon et Arguenon et les sècheries de Cornouaille.

A ce même moment le prince Gilles, le plus jeune des fils du duc, recevait les baronnies de Chantocé et d'Ingrande.

(1) Dans le cahier des comptes de Jehan d'Ust, receveur général de Bretagne, du 1^{er} juin 1436 au 1^{er} octobre 1437, on lit : « De la recette de Guingamp, il n'a rien reçu parce que le duc l'a baillée à Monsieur Pierre, son fils... »

Le jeune comte de Guingamp (il avait alors 21 ans), placé cette année à la tête d'une ambassade, qui assistait aux Etats Généraux, tenus à Orléans, donna à Angers, le 22 décembre, procuration à Roland de Carné, son intendant, d'aller à Guingamp prendre possession de son nouveau domaine⁽¹⁾.

Dès l'année suivante, en 1440, Pierre ordonna la mise en chantier d'un superbe château, afin de remplacer l'antique château de la Motte, rasé en 1420. Les plans et la direction des travaux furent confiés à maître Jean de Beuves, architecte ducal. Cet édifice fut rapidement construit et terminé dans les premiers mois de l'année 1442; les murailles de la ville, détruites aussi en 1420, ne furent bâties que plus tard; ce ne fut



Château de Guingamp
Reconstitution (Dans le fond, à droite, la Porte de Rennes)

en effet que le 10 décembre 1443 que Pierre obtint de son frère François I^{er}, devenu duc, l'autorisation de remplacer les anciens remparts.

(1) 22 Décembre 1439. Fragment de la procuration adressée à Roland de Carné : « Pierre, fils du Duc de Bretagne, Seigneur de Guingamp, à nostre très chier et bien aimé conseiller Roland de Carné, nostre maître d'hôtel, Saint et Dilection, etc... »

L'inauguration du nouveau château coïncida avec le mariage de Pierre et de Françoise d'Amboise en 1442.

Françoise d'Amboise, fille aînée de Louis d'Amboise vicomte de Thouars, prince de Talmont, et de Marie de Rieux, fut fiancée en bas-âge en 1429 ; deux ans après, à l'âge de quatre ans, elle vint habiter la cour ducale, où elle fut élevée par la duchesse Jeanne de France. Cette pieuse duchesse, admiratrice et fervente élève de saint Vincent Ferrier, fit donner à sa jeune pupille une éducation dont le mysticisme religieux était le seul ornement. Les fiançailles officielles de Françoise et de Pierre furent célébrées en 1433, et le mariage en 1442.

Albert le Grand nous décrit ainsi les premiers jours de cette union : « Le prince Pierre, sitôt la solennité des noces achevées, amena son épouse en sa ville de Guingamp en Basse-Bretagne, au diocèse de Tréguier, laquelle ville confisquée sur ceux de Penthievre lui avait été donnée par le duc Jean son père, et la fit murer et ceindre avec ses tours et portaux, comme elle se voit à présent, et pour son logement y bâtit un petit château flanqué de quatre belles tours, susportées d'un ravelin pentagone, qui défend une des portes nommée de Rennes.

En ce lieu choisirent leur ordinaire demeure pour estre l'air très beau, le pays breton bon et habité, rempli de bois et de forests pour le déduit et le plaisir de chasse. La ville bonne et riche, tant à cause que c'est comme la clef et le passage de l'une à l'autre Bretagne (haute et basse) qu'à cause du trafic de mer qui se fait en son port de Pontrieu, distant de trois lieues de la ville, où abordent toutes sortes de marchandises qui, des celliers des marchands de Guingamp, se débitent sur le pays de six, huit et dix lieues à la ronde. En ce lieu ces princes avaient une petite cour, visitée continuellement par la noblesse de Tréguier, Goëlo, Saint-Brieuc et Cornouaille, passans les

premières années de leur mariage en grande union et conformité de mœurs et d'humeurs. »

Cette dernière assertion n'est pas exacte. Les chroniqueurs racontent, en effet, que dès le jour de son mariage Françoise aurait annoncé à son mari qu'ayant fait vœu de chasteté, elle entendait qu'il respectât sa virginité ; et qu'elle aurait obtenu de Pierre la promesse qu'il vivrait avec elle comme avec une sœur.

Il n'est pas douteux que cette singulière conception du mariage, dévoilée si tardivement, ne fût la cause des querelles et des scènes violentes qui éclatèrent dans la suite.

Pierre, prince doux et timide, qui aimait passionnément sa fiancée, ne considéra d'abord et n'admit sa requête que comme un caprice enfantin, qui devait se dissiper à la longue par le raisonnement, la compréhension mieux entendue de ses devoirs de duchesse ; il se trompait, Françoise fut inflexible, ne céda jamais et, quoi qu'en dise le pieux Albert le Grand, qui n'a pas voulu ternir la sainteté de son héroïne Françoise, cette union ne fut pas heureuse.

Dans son mysticisme irraisonné, Françoise oublia même son mari ; elle ne tarda pas, en effet, à le négliger complètement. Sa seule occupation consistait à se parer de toilettes somptueuses (1), afin d'être plus digne de parler à Dieu et de le mieux honorer ; entourée de ses dames d'honneur, ou même de ses domestiques, elle chantait en s'accompagnant d'un luth, instrument qu'elle pratiquait avec un art parfait, des cantiques et des airs religieux.

Pierre supporta d'abord patiemment cette situation anormale, puis, troublé par cette coquetterie mystique dont il ne percevait pas les raisons, il conçut bientôt

(1) Dans le compte de Gulon de Carac, trésorier et receveur général de Bretagne en 1446, on lit : « Que Monseigneur Pierre recevait en nature une pension de 2.600 livres et Madame de Guingamp, comme étrennes, deux robes d'or émaillées, l'une d'azur et l'autre de blanc, assises sur deux escots d'or, garnies chacune d'un rubis, un diamant et une perle. »

des doutes sur l'austérité et la chasteté de son épouse et devint terriblement jaloux. Albert le Grand nous dépeint ainsi sa mélancolie amoureuse : « Il devint triste, chagrin, fâcheux et inaccessible à tout le monde; tout lui déplaisait et il pointillait sur un pied de mouche... Il congédiait aussi avec menaces et injures les seigneurs qui le venaient visiter, montrant porter haine ouverte à ses proches et familiers, même à sa très chaste et innocente femme, laquelle il ne pouvoit regarder que de travers et grinçant des dents, et néanmoins il ne pouvait vivre une heure hors de sa présence !... »

Son exaltation devint telle, que des soupçons et des insultes il passa aux coups ; une scène pénible se déroula vers 1446 dans la grande salle du château de Guingamp : Françoise s'y livrait au milieu de ses dames aux plaisirs de sa distraction habituelle, quand le comte, agacé par ces chants et toute cette musique (harmonie capable d'apprivoiser les bestes farouches mêmes, dit encore Albert le Grand), sortit de sa chambre furieux, entra dans la salle en criant et proférant des injures à l'adresse de sa femme, puis, fermant le poing, s'avança pour la frapper.

Françoise, terrifiée, se jeta à ses pieds en pleurant, le supplia de ne pas la frapper en ce lieu : « Monseigneur et mari, lui dit-elle, différez un peu pour le présent, et quand nous serons dans la chambre vous pourrez faire punition s'il y a cause ». Pierre l'entraîna alors dans la pièce voisine, où il la souffleta, la fit se dépouiller de tous ses vêtements, jusqu'à nudité complète, et, prenant une verge toute neuve, il la fouetta jusqu'au sang.

Pendant tout le temps de cette correction, Françoise ne proféra aucune plainte mais protesta de son innocence, disant : « Mon ami, croyez que j'aimerais mieux mourir que d'offenser mon Dieu, ni vous, mes péchés méritent plus rudement châtement que celui-ci. Mon cher ami, que Dieu nous veuille pardonner ! »

Pierre ne se contenta pas de cette leçon excessive, il voulut en finir une fois pour toutes avec cette manière de vivre que lui imposait sa femme, et jouir d'une existence normale; il renvoya immédiatement tous les domestiques que la comtesse de Thouars avait donnés à sa fille, et même la vieille nourrice qui était en même temps la confidente et la femme de confiance de Françoise. La comtesse ne put résister à cette épreuve, et ne comprenait pas que son absolutisme religieux devait se tempérer dans ses devoirs d'épouse.

Elle tomba très gravement malade et faillit mourir. Quand sa maladie fut connue tout le monde déplora son infortune, mais personne ne la vint visiter par crainte du mari.

Les seigneurs du pays firent sentir à Pierre que son acte de brutalité avait fait scandale, que son geste avait été exagéré et qu'il avait ainsi nui à sa réputation de prince bienveillant et bien doué.

Cependant la maladie faisant des progrès inquiétants, le comte rappela la nourrice, soigna lui-même sa femme avec beaucoup de dévouement et d'attention, et finalement implora son pardon.

A partir de ce jour une amélioration sensible se produisit et ce fut bientôt la guérison.

Pendant sa convalescence, Françoise protesta de nouveau de son respect et de son affection pour son mari, mais entêtée et aveuglée par sa foi mystique, refusa de renoncer à ses préjugés antérieurs.

Pierre en prit son parti, se résigna, et laissant sa femme à ses pratiques religieuses au milieu de ses dévotes compagnes, il alla chercher sous d'autres toits l'affection et l'amour qu'il n'avait pu trouver chez lui (1).

(1) En mourant il laissa en effet une fille bâtarde qui s'appela Jeanne. Nous lisons dans les actes de la Chancellerie de 1513 : « Evocation pour Moricette, bastarde du feu Seigneur de Derval, contre les détenteurs des biens de Jeanne avouée bastarde du due Pierre, que Dieu absolve ».

Pour se distraire, il se mêla très activement à la vie communale de sa ville ; il assista presque régulièrement aux réunions de la Communauté bourgeoise, fit partie de la frérie blanche dont il fut l'un des abbés laïques ; agrandit son comté en y ajoutant les territoires de la seigneurie de Minibriac, qu'il acheta en 1444 au sire de Guéméné (2) ; fonda les foires de l'Assomption et de Sainte-Catherine ; organisa le papegault, restaura la Plomée, et, grâce à ses libéralités, fut le rénovateur de Guingamp, qu'il embellit et entoura de remparts neufs, et qui, à partir de ce moment, prit un essor considérable et acquit une prospérité inconnue jusqu'alors.

En 1446, le duc François I^{er}, devant faire un séjour prolongé en France, confia le gouvernement de son duché à Pierre, et à cette occasion le nomma son lieutenant général. Pierre se montra administrateur habile et exerça sa fonction à la grande satisfaction de tous. Il rendit compte de sa gestion le 17 janvier 1447 et décharge officielle lui en fut donnée ; en récompense de ce service, le duc lui offrit une coupe et une aiguière en or.

Ce fut après ce voyage que commencèrent les démêlés du duc avec son jeune frère Gilles de Bretagne.

Nous avons vu que ce prince, en 1439, avait reçu en apanage les baronnies de Chantocé et d'Ingrande : or, ces baronnies, situées en territoire français, étaient vassales du duc d'Anjou. Cette particularité déplaisait à Gilles qui cependant, par respect pour son père, avait accepté cet héritage sans protestation. Mais, en 1445, à son retour d'une mission en Angleterre, que grâce à son habileté et à ses mérites personnels il avait très

(2) Contrat de vente des terres de Minibriac par le Sire de Guéméné à Pierre, Comte de Guingamp : Savoir est des terres seigneuries et obéissances de Ménébriac et Plésidi avec leurs appartenances quelconques situées au diocèse de Tréguier, ainsi que bien à plain est contenu de lettres sur ce faites, pour la somme de treize mil escus d'or, de vieux or, au poys de sexante et quatre au marc, quites et net.

Fait à Vannes, le 22^e jour d'Août de l'an 1444

brillamment remplie, il crut pouvoir profiter de cette circonstance pour demander au duc de lui épargner cette humiliante vassalité, et de lui constituer en Bretagne, en échange de son patrimoine, un apanage semblable à celui possédé par Pierre. Cette protestation fut très mal accueillie par le duc, peu soucieux de devenir le vassal d'un prince étranger ; son refus irrita profondément Gilles qui, furieux, quitta la cour et se retira au château du Guildo, propriété de sa femme Françoise de Dinan.

Cette affaire n'eût sans doute pas été grave et se serait arrangée si Gilles n'avait eu à la cour ducale des ennemis personnels qui profitèrent de cet incident pour essayer de le perdre. L'un d'eux surtout, Arthur de Montauban, maréchal de Bretagne, favori et âme damnée du duc, n'avait pu pardonner à Gilles d'avoir enlevé et épousé Françoise de Dinan, qu'il convoitait non pour ses charmes, puisqu'à l'époque de son mariage Françoise n'avait encore que neuf ans et n'était pas nubile (1), mais à cause de son immense fortune. Elle était en effet l'unique héritière des seigneuries de Chateaubriand, de Dinan-Montalifant, du Guildo, de la Hardouinaye, etc. La fugue de Gilles ranima la convoitise de ce misérable qui ne rêva rien moins que de faire disparaître Gilles pour épouser la jeune veuve. A cette fin il inventa de toutes pièces un prétendu complot qui aurait été tramé par Gilles et les Anglais pour faire disparaître le duc.

La conjuration qui devait amener la perte du malheureux Gilles fut si bien ourdie par Arthur de Montauban et ses complices, dont le plus acharné et le plus lâche était un nommé Jean Hingant, que François I^{er}, bientôt convaincu de la félonie de son frère, n'hésita pas à le faire arrêter au Guildo et enfermer au château de Dinan.

L'attitude de Gilles semblait donner raison à ses ac-

(1) Françoise de Dinan était née le 20 novembre 1436.

cusateurs; pendant son séjour en Angleterre, de 1443 à 1445, il s'était complètement adonné aux manières anglaises, et à son retour avait eu le tort d'affecter une admiration déplacée pour tout ce qui venait d'outre-Manche et du dédain pour tout ce qui n'en venait pas. Lors de son séjour au Guildo il organisa des fêtes splendides où les invités et amis anglais abondèrent, mais où les invités bretons furent plutôt clairsemés. De plus, il écrivait au roi d'Angleterre et en recevait des messages confirmant leur bonne amitié.

Il n'en fallut pas davantage pour étayer le complot et convaincre le duc de sa réalité.

A la nouvelle de l'arrestation de Gilles, Pierre et Françoise s'empressèrent de se rendre à Dinan, auprès du duc, implorer la grâce du prisonnier.

Françoise, convaincue de l'innocence de son beau-frère qu'elle connaissait depuis l'enfance, avec qui elle avait été élevée et dont elle appréciait le caractère, fit l'impossible pour démontrer au duc que le crime invoqué contre Gilles n'était qu'apparent et inventé de toutes pièces par ses ennemis, qu'il avait été très imprudent, mais que son passé, sa droiture native et le rôle qu'il avait joué lors de son ambassade en Angleterre auraient dû le mettre au-dessus de ce monstrueux soupçon; puis, voyant que ses prières et ses exhortations n'avaient aucune prise sur la détermination du duc, elle s'emporta, l'invectiva et le disputa violemment. François I^{er} prit mal la chose, fut offensé de l'attitude de sa belle-sœur et lui signifia, ainsi qu'à son mari, d'avoir à regagner Guingamp le plus rapidement possible et à y demeurer.

Cette réception ne découragea nullement Françoise; elle fit appel au roi de France et au connétable de Richemont pour les supplier d'intercéder auprès du duc, et elle allait enfin réussir dans ses démarches, quand Arthur de Montauban et ses complices, voyant la tournure que prenait l'affaire, résolurent de frapper un grand coup. Ils firent falsifier le sceau du roi d'Angle-

terre et produisirent une lettre exposant en détail la prétendue félonie de Gilles, que le roi anglais appelait son connétable et son chevalier de l'ordre de la Jarretière.

Ce document si précis fut décisif. Gilles fut traduit devant un tribunal de haute justice, composé en majeure partie de ses détracteurs les plus ardents, et condamné à mort.

Cette peine commuée en emprisonnement perpétuel, Gilles fut enfermé d'abord à Moncontour, puis à Touffou pour l'éloigner de Guingamp, et enfin dans un cachot du château de la Hardouinaye. Pendant près de quatre ans Gilles subit dans ce cachot les pires tortures; il se trouvait aux mains de ses propres accusateurs, qui le faisaient surveiller par des gens de sac et de corde à leur dévotion et qui essayèrent plusieurs fois de faire disparaître leur captif par le poison. Mais Gilles, soupçonneux et d'une constitution vigoureuse, résista à leurs maléfices. Ils tentèrent aussi de le faire mourir de faim, mais une villageoise courageuse venait chaque nuit en se dissimulant lui apporter quelques aliments par la petite lucarne grillagée qui éclairait son cachot. N'ayant pu s'en débarrasser par ces moyens détournés, ses geôliers l'étranglèrent dans la nuit du 24 avril 1450.

On raconte que Gilles, quelques jours avant sa mort, ayant le pressentiment de sa fin prochaine, avait pu se confesser de nuit et à la grille de son cachot à un cordelier de l'abbaye de Boquen prévenu par la généreuse paysanne qui le secourait.

Après avoir affirmé qu'il était la victime innocente de ses ennemis, il pria le cordelier d'aller de sa part et dès son décès dire au duc que puisqu'il n'avait pas voulu l'entendre et lui rendre justice en ce monde, il le citait à comparaître dans quarante jours devant le tribunal de Dieu.

Après sa mort, le corps de Gilles fut transporté à

l'abbaye de Boquen et enterré dans le chœur de l'église ⁽¹⁾.

Au moment de ce drame, le duc guerroyait en Normandie, et Pierre, depuis le 4 septembre 1449, gouvernait le duché par intérim.

Ce dernier, qui ressentait un profond chagrin de la mort lamentable de son jeune frère et était convaincu de l'iniquité qui venait de se commettre, aurait bien désiré profiter des circonstances et de sa situation pour punir les assassins, mais loyal avant tout, il ne voulut pas violer la confiance ducale, qui non seulement absolvait ces gens, mais leur donnait raison.

Un événement imprévu allait lui permettre de réaliser cette juste vengeance.

Le duc, qui était devant Avranches au moment du drame, crut de son devoir d'aller au Mont Saint-Michel faire célébrer un service solennel pour l'âme de sa victime. A la sortie de cette cérémonie, au moment où il se mettait en selle pour repartir, le cordelier de Boquen, fidèle à sa mission, se présenta devant lui, mit hardiment la main sur les rênes du cheval et l'obligea à écouter l'assignation formulée par Gilles.

Cette sommation brutale, faite à pareil moment, au milieu des chevaliers de son escorte, bouleversa le duc et troubla si profondément sa conscience qu'à partir de cet instant il devint malade, incapable de marcher, de se tenir en selle, si bien qu'il dut quitter son armée et se faire transporter à Vannes pour s'y faire soigner et s'y reposer.

A la nouvelle de cette maladie mystérieuse, Pierre et sa femme s'empressèrent de quitter Guingamp pour se rendre près du duc et l'entourer de leurs soins, mais rien n'y fit, la maladie était trop grave et ses progrès très rapides. L'hydropisie ne cessa de progresser et,

(1) L'abbé de Boquen fit placer sur cette tombe une table en ardoise, portant en relief en bois l'effigie de Gilles. Ce monument est actuellement au musée de Saint-Brieuc.

coïncidence curieuse, amena la mort, le 17 juillet 1450, quarante jours après la cérémonie du Mont Saint-Michel.

Pierre fit rendre les plus grands honneurs à la dépouille mortelle de son frère, l'accompagna jusqu'à Redon, et pendant qu'on l'inhumait à Nantes, se rendit à Rennes pour prendre possession de la couronne.

Un des premiers actes de Pierre, devenu duc sous le nom de Pierre II, fut la confirmation du traité de 1448, passé à Nantes entre le défunt et son cousin Jean, comte de Penthièvre.

Puis ce furent l'arrestation et la mise en accusation de tous ceux qui avaient participé à l'affaire de la Haridouinaye : les géoliens, assassins de Gilles, Olivier de Maël, Jean Rayart, Robert Roussel, Maltouche et la Chèse furent condamnés à mort et décapités à Vannes le 8 juin 1451; Jean Hingant, qui avait procédé à l'arrestation de Gilles et était l'auteur de la fameuse lettre du roi d'Angleterre, réussit à sauver sa tête. Arthur de Montauban, le plus coupable, s'enfuit en France, se fit religieux pour éviter les poursuites et devint plus tard archevêque de Bordeaux.

L'élévation de Pierre à la dignité ducale ne changea pas ses sentiments à l'égard de sa bonne ville de Guingamp; et il ne cessa de lui témoigner son affection. Ce fut après son avènement qu'il dota l'église Notre-Dame de ses deux foires de l'Assomption et de Sainte-Catherine, et qu'il accorda à la Communauté bourgeoise le droit de se faire représenter aux Etats de Bretagne par un député. Le papegault fut institué par lui en 1443. Les nouvelles murailles ne furent terminées qu'en 1453.

Quant à la duchesse Françoise, il semble que ce fut avec satisfaction qu'elle quitta notre ville; elle lui rappelait sans doute de pénibles souvenirs; plus tard, notre cité lui fut donnée en douaire, mais bien qu'elle l'ait possédée jusqu'à sa mort en 1485, elle n'y reparut point et se contenta d'en toucher les revenus.

Le règne de Pierre II fut l'un des plus brillants et des plus féconds que la Bretagne ait connus. Pendant son séjour à Guingamp, il avait pu apprécier les bienfaits de l'institution communale; aussi, dès son avènement, il ne cessa d'encourager et de multiplier ce genre d'administration, en accordant aux villes des franchises, des privilèges et le droit d'avoir un représentant aux Etats. Il publia aussi un certain nombre d'ordonnances, dont les plus remarquables furent celles concernant la répartition équitable des foudges et l'assistance judiciaire gratuite aux serfs.

Malheureusement, ce règne qui promettait de grandes espérances, ne fut qu'éphémère. Dès 1455, Pierre II sentit les premières atteintes de la maladie qui devait l'emporter; son mal était de ceux qui ne pardonnent pas. Sa femme le soigna avec le plus grand dévouement et il s'éteignit doucement le 22 septembre 1457, à l'âge de 40 ans.

Avant de mourir il avait fait venir son oncle, le connétable Arthur de Richemont, et lui avait dit : « Mon oncle, je vous recommande ma chère épouse; telle que je l'ai prise je vous la rends et vous jure que je n'en ai plus eu connaissance charnelle que de ma sœur ! Ne pensez pas que jamais elle épouse aultre après moi, car je sais bien que son intention et le vœu qu'elle a fait d'entrer en religion, si elle reste en vie après moi. »

Pierre légua à Françoise, à titre de douaire, tout son ancien apanage, et dès le 27 septembre, Yvon de Tréana était désigné par la duchesse pour exercer le commandement de la place de Guingamp.

Après les obsèques de Pierre, Françoise résolut de quitter le monde, se retira avec sa mère Marie de Rieux, qui avait abandonné son mari, au couvent des Clarisses de Nantes, couvent que la duchesse avait fondé elle-même en 1456.

Mais dans sa précipitation à quitter le monde, elle

froissa son oncle le connétable en s'abstenant d'assister aux cérémonies de son couronnement, et ce prince, qui avait été son plus fidèle appui et le principal artisan de son mariage avec Pierre, changea immédiatement d'attitude à son égard et ne cessa de la persécuter. Il lui supprima son douaire, lui enleva ses bijoux, ses meubles et même ses bagues, qu'il fit vendre aux enchères, déclarant « qu'il n'appartenait à une veuve d'avoir tant de biens, ni à une nonne d'avoir un cabinet si riche en joyaux ! »

Françoise supporta patiemment toutes ces avanies et ne daigna protester, malgré l'insistance des Clarisses qui essayaient de lui monter la tête, à tel point que le duc résolut d'éloigner ces religieuses, convaincu que « c'étaient ces bigotes qui la rendaient farouche et retirée ! »

Cette animosité dura tout le temps du règne du connétable, c'est-à-dire jusqu'à sa mort, le 26 décembre 1458. Avant de mourir il revint cependant à de meilleurs sentiments, car dans son testament il lui légua quinze mille écus pour reconstituer son trousseau et son mobilier (1).

Elle fut encore largement indemnisée par le nouveau duc François II qui, comme don de joyeux avènement, lui fit rendre son douaire, plus une rente de sept mille livres, et verser cinq mille écus d'or pour la dédommager de ses joyaux et meubles.

A cette époque, Françoise, gravement malade, dut quitter le couvent des Clarisses, dont le régime était trop sévère, et vint se faire soigner au château de Nantes au sein de la famille ducal. Ce fut pendant ce séjour qu'elle fit la connaissance du général de l'ordre des Carmes, qui la décida à fonder un couvent des

(1) Extrait du compte de la Noë 1459-1460 (Arch. de Bretagne) : « Sur l'effet de l'an continué le 1^{er} janvier 1459, le feu duc Arthur, à lui Dieu pardoint, avait octroyé à la duchesse Françoise quinze mille escus pour son trousselet et son mobilière ».

Carmélites dont elle pourrait sans peine supporter la règle moins austère. Le Pape autorisa cette fondation par bulle du 15 février 1459, et Vannes fut la ville choisie pour recevoir ce nouvel établissement. Dès l'ouverture du nouveau couvent Françoise se rendit à Vannes, accompagnée de sa mère; elle eût voulu prononcer ses vœux immédiatement, mais la règle s'y opposait; elle dut patienter et accomplir son noviciat.

Sur ces entrefaites, demandée en mariage par le duc de Savoie, frère de la reine de France, elle opposa à cette proposition un refus formel, en dépit de toutes les supplications et démarches de son père.

Devant cet insuccès, le sire de Montauban, frère de Marie de Rieux et par conséquent oncle de la duchesse, fut délégué à Vannes pour la ramener à de meilleurs sentiments, lui faire entrevoir le brillant avenir qui l'attendait et aussi le grand plaisir qu'elle ferait à son père; mais ni les prières ni même les menaces ne purent vaincre sa farouche résolution.

Son oncle, irrité de cette réception, la quitta sans lui dire adieu et se rendit près de l'aumônier qu'il invectiva et menaça : « C'est donc vous, maître révérend, qui avez induit cette princesse à ces folies ! Savez-vous bien à qui vous vous prenez ! Puisque vous avez commis la faute, regardez à la réparer et à la réduire aux volontés du roi et de son conseil, autrement mal vous en prendra ! »

Louis XI lui-même s'intéressa particulièrement à cette union et vint en Bretagne pour appuyer de son autorité et de son prestige les propositions antérieures, et croyant que la conduite de Françoise était dictée par les nonnes de son entourage, il voulut l'isoler et la soustraire à ces influences. Il essaya d'abord de l'attirer en France sous un prétexte quelconque, puis n'ayant pas réussi, il la décida à venir à Nantes; mais ce déplacement ne modifia pas l'attitude de Françoise; en présence de cette détermination, il recourut à la violence et essaya de la faire enlever en pleine rue de Nantes

par le sire de Montauban. Cet attentat faillit mal tourner pour le ravisseur et ses acolytes, car au bruit de la lutte la foule s'ameuta, prit fait et cause pour la duchesse, la mit sous sa protection et obligea les ravisseurs à prendre la fuite.

A la suite de ces événements, son père, humilié et furieux de son indocilité, la déshérita et légua toute sa fortune au roi, exhérédant du même coup sa sœur Marie, qui avait épousé Louis de la Trémouille, malgré l'interdiction paternelle.

A partir de ce jour, Françoise vécut dans le calme et la béatitude, ayant enfin réalisé son rêve : être nonne, vivre en paix, sans peines, sans soucis, loin des misères humaines, dans l'allégresse des invocations et des cantiques au Seigneur.

Elle prononça ses vœux définitifs et prit l'habit de Carmélite le jour de l'Annonciation 1467.

En 1468, émue de l'abandon dans lequel était tombée la malheureuse duchesse Marguerite de Bretagne, sa nièce, que le duc délaisait pour vivre avec sa maîtresse, Antoinette de Magnelais, dont il avait trois enfants, Françoise se rendit à Nantes. Par ses reproches et ses exhortations elle amena le duc à rectifier sa conduite et fit renvoyer la dame de Magnelais, qui dut quitter ses appartements du château.

Mais ce succès ne fut qu'apparent, car, pendant le séjour même de Françoise d'Amboise, le duc fréquenta secrètement sa maîtresse, et, dès son départ, la favorite reprit ses appartements et sa place accoutumée. Marguerite de Bretagne en mourut de chagrin, le 25 septembre 1469.

En apprenant la mort de la duchesse, Françoise ne songea plus qu'à soustraire le duc à l'influence de sa maîtresse, qu'elle qualifiait de néfaste et scandaleuse, et à le remarier avec une princesse digne de sa naissance et de son rang.

Françoise d'Amboise venait justement d'apprendre par un religieux qu'elle estimait beaucoup, Pierre de

Foix, fils du comte de Foix, l'existence et les qualités de Marguerite de Foix, sœur de ce religieux. Elle entreprit aussitôt d'accomplir l'union du duc avec cette jeune personne (belle dame prudente et moult discrète).

La jeune fille hésita tout d'abord à accepter cette union, car elle n'ignorait rien de l'intrigue et de la frivolité du duc. Elle finit cependant par se laisser convaincre, et le mariage fut célébré le 9 avril 1470.

Dès les premiers jours de cette union, Marguerite de Foix prit un ascendant considérable sur son mari. Antoinette de Magnelais, abandonnée, dut s'exiler et s'en alla mourir à Cholet, le 5 novembre suivant (1).

Françoise d'Amboise vécut à Vannes jusqu'en 1476, époque à laquelle elle céda aux instances du duc et de la duchesse et vint fonder à Nantes le couvent des Couëts, inauguré le 20 décembre 1476, et où elle mourut le 4 novembre 1485.

(1) Antoinette de Magnelais avait eu trois enfants du duc, François, Comte de Vertus et plus tard Baron d'Avangour, Antoine, Sire de Châteaufromont, et une fille.

Pierre II Françoise

Signatures de Françoise d'Amboise et de Pierre II

CHAPITRE XVII

Guingamp, ville ducale

A la mort de Françoise d'Amboise, le douaire de cette duchesse fit retour à la couronne et Guingamp, devenu ville ducale, eut pour gouverneur Jehan de Coëtmen, appelé communément Châteauguy.

Guingamp, qui depuis 1420 bénéficiait des bienfaits de la paix et n'avait cessé de prospérer et de s'enrichir, fut à ce moment ravagé par une terrible épidémie ; la peste y fit son apparition à la fin de l'année 1485 et y causa des ravages considérables. Ce redoutable fléau fut encore aggravé par le manque d'hygiène, l'imprévoyance de ses habitants et l'ignorance de ses administrateurs ; la désinfection, et même l'isolement des contaminés étaient choses inconnues ; on ne trouvait rien de mieux, pour préserver la ville du contact des pestiférés, que de chasser ces malheureux qui s'en allaient alors répandre le mal dans les campagnes avoisinantes. Tout le monde fuyait les malades qui mouraient abandonnés et sans soins. Cependant, quelques hommes de cœur se dévouèrent et combattirent le fléau avec courage, tel fut l'apothicaire René Bodin, qui y consacra son temps et son argent d'une façon si désintéressée qu'il fut réduit à la misère et ne put payer son loyer ; la communauté bourgeoise lui paya cette dette à titre de récompense et en reconnaissance de son dévouement.

L'épidémie fut enfin enrayée dans le courant de l'année 1486.

A cette même époque, de graves événements se préparaient en Bretagne. Le duc François II, n'ayant que des filles, les princesses Anne et Isabeau, fut pris d'inquiétude sur le sort réservé au duché, et sentait se former dans l'ombre des intrigues destinées à évincer ses filles de la couronne ducal.

Mme de Beaujeu, régente de France, forte des droits achetés par son père Louis XI à Nicole de Penthièvre, songeait en effet à les faire valoir et à mettre la main sur le duché.

Aussi, pour éviter des conflits et garantir les droits de ses filles, le duc convoqua les Etats à Nantes en mars 1486.

A cette Assemblée, François II déclara que la tranquillité du duché et le bonheur de son peuple lui commandaient, s'il décédait sans enfant mâle, d'assurer la couronne à ses filles, par ordre de primogéniture; il s'engageait à les marier d'après l'avis des Etats, à des hommes riches et puissants qui régneraient avec elles et transmettraient le pouvoir à leurs enfants.

Les Etats approuvèrent le projet ducal, et y acquiescèrent par un serment solennel et motivé, bien que cet acte fût contraire aux clauses du traité de Guérande et aux testaments des ducs François I^{er} et Pierre II, qui édictaient qu'à défaut d'enfants mâles dans la branche de Montfort le duché reviendrait aux héritiers de la branche aînée, c'est-à-dire aux descendants de Guy de Penthièvre. Or, Nicole de Penthièvre, qui avait vendu ses droits à Louis XI, était indubitablement la légitime héritière de la branche de Penthièvre. Ses droits étaient incontestables, encore que les Penthièvre, bannis par les ducs, eussent été déclarés déchus pour crime de félonie; ce crime, en effet, n'avait pas été commis contre la Bretagne, mais bien contre des princes que les Penthièvre avaient le droit de considérer comme des usurpateurs, c'est-à-dire contre la famille de Montfort.

Néanmoins, François II eut toute satisfaction, et les

princesses Anne et Isabeau furent déclarées solennellement uniques et légitimes héritières de la couronne.

Peu après cette imposante manifestation de loyalisme breton, le duc tomba malade, et M^{me} de Beaujeu saisit l'occasion de manifester trop visiblement ses intentions. Aussi le duc prit-il ombrage des actes de la régente, et, dès son rétablissement, s'empressa-t-il de former une ligue hostile à cette princesse; dans cette ligue entrèrent Maximilien, archiduc d'Autriche et roi des Romains; le roi de Navarre, le duc d'Orléans⁽¹⁾, le duc de Lorraine, le prince d'Orange⁽²⁾, le sire d'Albret⁽³⁾, le comte d'Angoulême, le comte de Nevers, Dunois⁽⁴⁾ et beaucoup d'autres seigneurs.

La régente, instruite de ce qui se complétait, voulut faire arrêter le duc d'Orléans, mais ce prince s'enfuit et se réfugia en Bretagne, où il fut bientôt rejoint par un certain nombre de ses complices, dont Dunois, le prince d'Orange et Lescun, comte de Comminges.

François II eut le grand tort de se laisser séduire par ces grands seigneurs français, qui prirent bientôt sur lui un ascendant considérable, devinrent ses seuls conseillers et, en réalité, les seuls maîtres du duché.

Cette intrusion d'étrangers dans les affaires de Bretagne mécontenta les seigneurs bretons, se voyant écartés du conseil du duc et relégués au deuxième plan; ils quittèrent la cour et leurs fonctions, pour aller à Châteaubriant y former à leur tour une ligue dans le

(1) Le duc d'Orléans, futur Louis XII.

(2) Jean II de Chalon, prince d'Orange, fils de Guillaume VII et de Catherine de Bretagne, sœur du duc François II. Jean II fut marié à Jeanne de Bourbon, puis à Philiberte de Luxembourg, dont il eut un fils Philibert et une fille Claude, mariée à Henri de Nassau.

Philibert, non marié, laissa son héritage et sa principauté à son neveu René de Nassau, qui, à son tour, mourut sans postérité, laissant par testament ses titres et ses biens à son cousin Guillaume de Nassau, Stathouder des Pays-Bas.

(3) Alain d'Albret, marié à Françoise de Bretagne Penthièvre, vicomtesse de Limoges.

(4) Dunois, comte de Longueville, fils du grand Dunois, bâtard d'Orléans.

buit de contraindre le duc à se séparer de ses collaborateurs français.

M^{me} de Beaujeu, informée de ces incidents, tira habilement parti des circonstances et délégua des ambassadeurs près des mécontents pour les prier d'accepter son concours, les assurant que son but n'était pas d'entrer en guerre avec la Bretagne, mais seulement de contraindre le duc à renvoyer ses protégés ; elle ajoutait qu'elle ne ferait aucun siège sans leur consentement, que les troupes royales ne prendraient rien sans payer et qu'au départ des seigneurs réfugiés les troupes royales quitteraient aussi le sol breton.

La proposition de la régente fut acceptée, et les troupes françaises pénétrèrent en Bretagne au mois de mai 1487. Cette armée se mit immédiatement à la poursuite de l'armée ducale. Ploërmel fut pris et le duc, réfugié à Vannes, dut son salut aux marins du Croisic et de Guérande, qui l'enlevèrent et le transportèrent par mer à Nantes.

Nombre de seigneurs et de villes bretonnes entrèrent dans cette coalition : Lann'on et Tréguier prirent le parti des révoltés ; mais Guingamp, sourd à toutes les sollicitations et même aux menaces des chefs de la révolte, le vicomte de Rohan, son frère Pierre, comte de Quintin, et Olivier du Pont, sire de Plusquellec, demeura fidèle à la cause ducale ⁽¹⁾.

Le dernier mercredi de mai 1487, le capitaine de Guingamp, Châteauguy, ayant été informé que le sire de Plusquellec et une quarantaine de gentilshommes de son parti étaient les hôtes des religieux de Bégard, en attendant de continuer leur route sur Tréguier, où ils avaient l'intention de piller la maison du procureur fiscal, rassembla bien vite une troupe armée, formée d'habitants et de quelques gentilshommes de la garni-

(1) Les maisons du Pont et de Plusquellec s'étaient fusionnées par le mariage de Jean, sire de Pont l'Abbé, avec Marguerite de Plusquellec, fille d'Olivier et de Jeanne de Trégoff.

son : Olivier de Trésiguidy, Olivier du Chef-du-Bois, Pierre de Roscerf, Jehan de Liscoet, etc..., et courut attaquer à l'improviste cette bande qui fut entièrement capturée.

Le sire de Plusquellec, son frère Louis et le sire de Bruillac furent amenés à Guingamp, puis, sur l'ordre de Dunois, remis aux mains du sire de la Hunaudaye.

Pendant ce temps, Pierre de Rohan, comte de Quintin, parcourait le pays, menaçait Guingamp et, profitant de l'absence du gouverneur de Moncontour qui était alors Goniequet, s'empara par surprise de cette dernière place. Guingamp n'était pas sans ressentir de grandes inquiétudes, car sa garnison était insuffisante pour soutenir un siège en règle ; aussi, le 21 juin, la Communauté bourgeoise réclamait-elle des secours à François, sire de la Hunaudaye et de Coetquen, chef de l'armée ducale chargée de reprendre Moncontour.

« Nous avons souvent été requis de la rendre es sires de Rohan, de Rieux, de Quintin et du Pont, expliquait-elle, et menacez en défaut de leur obéir de perdre corps et biens, et ce jour... font amas de gens de guerre pour nous grever et endommager, courir et dépopuler... Pour à quoi résister est nécessaire avoir aide et secours... etc. »

Cette requête fut mal accueillie ; le sire de la Hunaudaye répondit en effet qu'il était plus urgent de secourir le duc dont la situation dans Nantes était devenue très critique.

Les habitants de Rennes, ayant eu connaissance de la demande des Guingampais, furent plus généreux ; ils envoyèrent immédiatement 200 livres de poudre.

Le duc, assiégé dans Nantes, avait envoyé Dunois et Coetmen chercher des renforts en Angleterre ; mais, n'ayant pu s'embarquer à Saint-Malo, ces capitaines durent se contenter de 1.500 Allemands envoyés par le roi des Romains. De son côté, l'armée de Moncontour avait dû abandonner le siège de cette ville et se replier

sur Rennes, afin de se porter au secours de Nantes. Ce fut alors que le duc, le 15 juin 1487, adressa aux habitants de Guingamp cet appel pressant :

MES BIEN AMEZ

« Nos haineux et malveillans nous sont venus assiéger près ceste nostre ville de Nantes, attendant à la totale destruction de nous, nos filles, et nostre pays. — A quoi à l'aide de Dieu, de nos bons et loyaux sujets entendons résister.

Pour ce vous prions à ceste et aussi mandons que vous faites déclaration de l'intention de nos filis haineux et malveillans par cry publique, par tous les endroits où verrez que sera requis, en exhortant tous nos nobles et féaux sujets, que tous incontinent ils s'assemblent et mettent en armes et se rendent lievers le sieur de la Roche-Jagu nostre lieutenant qui a promis amener et conduire les dits nobles et sujets aux armes et tous autres de l'Evescher de Tréguier pour nous secourir et aider en ceste nécessité vers nosdits haineux et malveillans, en les advertissant d'ainsi le faire sur tout ce qu'ils nous sont tenus et obligés de bonne loyauté et obeissance et à toujours mais nous nous tiendrons obligés à eux, avec les serons souldoyer eux armez par deçu et tous autres qui voudront venir nous aider et secourir, en sorte qu'ils seront contents.

Et veillez en toute diligence à ce besoigner et n'y faillir.

A tant nos bien amez et féaux, soit Dieu qui vous ait en sa sainte garde.

Escrit à Nantes le 15 jour de Juin, l'an 1487. »

Facsimilé de la Signature de François II

Au dos : « A nos bien amez et féaux, les gens de justice, bourgeois, manans et habitans de Guingamp. »

En même temps, le grand chancelier, Philippe de Montauban, écrivait aux bourgeois de Guingamp : « Il nous semble que tous les bons et loyaux sujets du duc, tant nobles, francs-archers et esleux que bons corps se doivent joindre avec eux (armée de Moncontour)... Et au regard des gens que demandez par la garde de la place de Guingamp, vous connoissez le danger où le duc et le pays pourront être par défaut de secours. Pour ce nous semble que devez retenir le nombre de gens pour la garde de ladite place⁽¹⁾ que vous pourrez et que tous ceux qui sont gens pour servir, que les devez envoyer pour secourir le duc...

Car cela fait, vostre place ne nul autre de Bretagne ne sera en danger, et s'il advenoit inconvenient au duc et à ceux qui sont avec lui par défaut de secours, tout le pays serait perdu... etc. » (Lettre du 23 juin 1487.)

A cet appel Guingamp frémit et oublia ses propres angoisses ; Mérien Chéro, qui commandait la milice, se mit aussitôt à la tête du mouvement populaire pour former une armée. Pendant trois jours le tocsin sonna dans la tour de Notre-Dame et dans tous les clochers du pays, appelant les paysans aux armes.

Les cloches de Guingamp, dont parlent nos aïeules
Les cloches de Guingamp qui sonnent toutes seules,
Se mirent à sonner dans la plus grosse tour,
Et bign ! et baïn ! et toutes les cloches d'autour
S'appellant, répétant l'appel de proche en proche.
.....
A travers les vallons, par dessus la montagne,
Crièrent : « Au secours ! » à toute la Bretagne.
L'ère Bretonne (F. Guyader).

Dix mille bas-bretons, en haillons, en sabots, armés d'épieux et de fourches, furent bientôt réunis sous les

(1) Raoul, sire de Kerouey, fut institué lieutenant gouverneur de Guingamp le 1^{er} juillet 1486, pour suppléer Châteauguy qui était à Nantes.

ordres de Mérien Chéro et de Guillaume le Dien, procureur des bourgeois, et rejoignirent l'armée de Dunois.

Le voyage fut pénible, mais la ténacité et la foi de ces braves triomphèrent de tous les obstacles. Rien ne les arrêta. Bouchard, leur historiographe, raconte qu'un jour une rivière leur barra le passage; il n'y avait pas de gué et Dunois inquiet ne savait comment s'y prendre pour franchir cet obstacle. Qu'à cela ne tienne, lui dit Mérien Chéro, je vais prier mes braves de boire la rivière! Et ainsi fut fait.

Les bas bretons,
De leurs soixante dix mille gosiers gloutons,
Firent tant et si bien, qu'il n'en resta plus goutte.
Du malheureux ruisseau qui leur barrait la route.
(F. G.)

Et nos braves Bretons atteignirent bientôt Nantes et obligèrent les Français à en lever le siège.

Dunois, drapeaux au vent et trompettes sonnantes,
Entrait avec Guingamp, dans la ville de Nantes.
L'ère bretonne F. Guizot.

Les Guingampais furent mal récompensés de cette brillante équipée: le duc ne leur en garda aucune reconnaissance et feignit d'ignorer le grand sacrifice que s'était imposé la communauté bourgeoise, déjà très endettée par les frais occasionnés par la peste et l'entretien de sa milice, et ayant lui-même besoin d'argent, il frappa Guingamp d'un impôt de cinq cents livres. La communauté bourgeoise lui adressa alors cette protestation, mais sans succès:

« Vos pauvres sujets et habitants de votre ville de Guingamp exposent que depuis un an, partie d'eux ont été par vos officiers dudit lieu de Guingamp, contraints d'apporter, mener et conduire à votre ost des vivres en plusieurs espèces et en divers lieux de votre duché, comme premièrement à Nantes des froments et avoïnes, à Châteaubriant des farines de froment et de seigle...

... Vous avez fait lever 200 livres pour aider à vos grandes charges.

... Et sans égard esdites charges, vous a pleu ordonner un aide de 300 livres, estre levées en ladite ville, seavoir ancité mi-mai prochain et l'autre moitié au mois d'aout; quelle somme de finance ne pourront vos dits sujets payer ni fournir sans choir en indigence et nécessité.

... Plaise à vostre bénigne grâce avoir considération esdites charges. » (Lettre de janvier 1488.)

Les fournisseurs de la milice guingampaise ne furent pas mieux traités et protestèrent eux aussi, par lettre du 3 mai 1488, contre les abus de pouvoir dont ils avaient été les victimes:

« ... Leur a été fait injonction mener lesdits vivres au Pompéan à l'armée du duc, laquelle y alloit et pareillement y mener deux costes de lars qu'ils ont amené par Guillaume le Dien, procureur des bourgeois de la ville de Guingamp.

... Quels vivres ils ont amenez pour les bourgeois de ladite ville de Guingamp et des fauxbourgs de la Trinité et pour la rue Montbareil, quels vivres ils ont vendus au Pompéan audit ost du commandement dudit de Montbeil-Prevost qui a commandé leur en donner relation pour leur valoir. Et au parvus est fait injonction es dessus dits continuer autant et pareil nombre de vivres toutes les semaines la part où sera l'ost à la peine de mil francs et d'estre punis comme rebelles et désobéissans au duc. »

Ces remontrances furent vaines et n'obtinrent aucun crédit près du duc.

Pendant l'absence des milices guingampaises, Goulet, ancien gouverneur de Moncontour, était venu à Guingamp recruter quelques hommes de bonne volonté et s'était jeté par surprise dans la ville de Quintin qu'il pillait, obligeant le comte de Quintin à se réfugier à Moncontour. Ce fut ainsi qu'il se vengea de ce seigneur.

La délivrance et la fin du siège de Nantes coïncidèrent avec ce coup de main.

Les Français et leurs associés Bretons, surtout le vicomte de Rohan, ne pouvaient pardonner à Guingamp d'avoir été si fermement et si efficacement dévoué à la cause ducal; aussi le vicomte de Rohan, à son départ forcé de Nantes, prit-il la direction de Guingamp, avec l'intention bien arrêtée de se venger de cette ville.

Le duc, informé des projets de ses ennemis, dépêcha vivement son sénéchal Rolland de la Villéon afin d'avertir les Guingampais et de les encourager à se bien défendre; ses recommandations spécifiaient « d'avertir les dits sujets comment les ducs de Rohan et de Rieux ont entrepris et mené la guerre contre le duc, et que depuis huit jours le sire de Rohan est parti de l'ost du Roy étant à Messac et avec lui deux ou trois cents lances de français, cuidant aller en Basse-Bretagne l'est encore secou quelle part, et si l'armée desdits français va en cestuy pays d'assembler la commune et y résister le mieux qu'ils pourront.

... Que à Rennes y a grand nombre de gens d'armes, qu'ils n'attendent que savoir quelle part ledit sire de Rohan a tiré afin de lui marcher sur le Coûte, et que s'il va en Basse-Bretagne, que tout incontinent l'armée étant à Rennes partira pour la Basse-Bretagne et ira en telle façon qu'il fera mémoire en perpétuel. » (instructions à Roland de la Villéon du 30 septembre 1487).

Le chancelier Philippe de Montauban les encouragea à son tour et leur envoya des renforts sous les ordres du prince d'Orange. En route le vicomte de Rohan, sans doute prévenu des préparatifs faits à Guingamp pour le recevoir, changea d'avis et n'osa tenter l'expédition. Il eût d'ailleurs été très mal reçu; le 18 novembre, en effet, Guingamp recevait toutes les forces des pays de Cornouailles, Léon, Tréguier et Goëlo, soit environ 3.000 hommes, miliciens ou allemands, commandés par le prince d'Orange.

Cette armée alla immédiatement attaquer le château

de la Chèze, qui appartenait au vicomte de Rohan, s'en empara et revint prendre ses quartiers d'hiver à Guingamp, où elle demeura jusqu'à fin janvier 1488.

Les Guingampais n'eurent pas à se louer du séjour de ces soldats dans leur cité. D'après leurs doléances au duc, ces mercenaires achetaient des denrées mais oubliant de les payer, employaient la menace et la brutalité et avaient même incendié plusieurs maisons de Guingamp⁽¹⁾.

D'autre part, le comte de Quintin ayant reconquis sa ville, occupait son temps à battre la campagne et à provoquer la garnison. Seul le traité de Coiron, du 21 août 1488, mit fin à ces malaises et à ces guérillas. Mais la trêve ne fut pas de longue durée. François II, malade depuis longtemps et surmené par ces guerres, mourut en effet sur ces entrefaites, le 9 septembre suivant, et tout aussitôt le roi de France revendiqua la tutelle de la jeune duchesse Anne de Bretagne. Celle-ci, conseillée et aidée par le maréchal de Rieux, qui avait embrassé sa cause, refusa de se soumettre à la prétention royale et la guerre recommença.

Les troupes françaises, commandées par le vicomte de Rohan, envahirent de nouveau la Bretagne.

Le vicomte de Rohan, petit-fils du duc François I^{er}, poursuivait un but intéressé : détrôner sa cousine pour lui voler sa couronne.

Une des premières manifestations de son retour en Bretagne fut une sommation à la ville de Guingamp d'ouvrir ses portes à l'armée royale. Il députa à cet effet deux traîtres comme lui à la cause bretonne : Tristan de Kerguezengor et Roland de Coetdrec. Les Guingampais ne se laissèrent pas intimider et répondirent à

(1) Remontrances faites au Comte de Laval, Lieutenant Général de Bretagne : « Après avoir esté d'illec à La Chèze retourna toute cette armée audit Guingamp où furent tout le mois de janvier ensemble lesdits Allemands, et l'est qui pourroit penser la pourroyé qu'ils y firent car combien qu'aucuns comptoient en marchands, ils payoient en gens de guerre et y brûlèrent plusieurs maisons ».

L'ambitieux vicomte par une lettre très habile et très ironique dont certains passages méritent d'être rapportés; cette réponse est du 21 septembre 1488.

« Très redouté, haut et puissant Seigneur.

... Vos députés nous ont dit que le Roy voulait que la duchesse et mademoiselle sa sœur eussent été mariées à Messieurs vos deux fils, et que le Roy vous avait cédé tel droit qu'il pouvoit prétendre en ce duché, tant par droit acquis du comte de Penthievre que autrement. Aussi nous ont dit que sur cette matière avez envoyé devers Monsieur le Mareschal, qui a le gouvernement de la Duchesse et de Madame sa sœur et aussi devers Madame de Laval et qu'ils estoient contents de ladite alliance.

Très redouté seigneur, nous vous remercions du bon vouloir, vous avez à nous et au pays. Et au regard de mettre cette belle ville en vos mains, vous savez qu'elle est à la duchesse, à laquelle dès le vivant du duc que Dieu absolve, avions puis son décès avons fait serment. De laquelle aussi et de Monsieur le Mareschal qui en a la garde, avons eu lettre de ses vrais et loyaux sujets à la duchesse, de lui garder cette place... Pourquoi très redouté seigneur, vous plaire nous tenir pour excuses d'autre réponse vous faire, jusqu'à savoir l'intention et le plaisir de la Duchesse et de son conseil et de Monsieur le Mareschal.

Vous supplions avoir toujours le bien du pays, et paix pour recommandé :

Escrit à Guingamp le 21 septembre 1488. »

La duchesse et le maréchal de Rieux reçurent copie de cette lettre. En réponse la duchesse envoya immédiatement ce message affectueux dont l'original est précieusement conservé dans les archives de la ville de Guingamp :

« Mes biens amez et féaux,

Nous avons entière connoissance du bon vouloir et

grande loyauté dont avez toujours usé envers feu mon très redouté seigneur et père le Duc, à qui Dieu pardoint, et de votre bonne continuation en ce vers nous, dont nous vous remercions, vous priant d'y persévérer et toujours avoir l'œil et vous prendre bien garde de nostre ville de Guingamp.

Ainsi que le temps passé bien avez fait et qu'en vous en avons nostre parfaite seureté et confiance et des choses qui interviendront nous en advertissez pour y donner provision.

Et tant vous pouvez faire que nous vous en reconnoissons, et nous aurons en toutes vos affaires recommandés : Et à tant soit Dieu, qui nos bien amez et féaux, vous ait en sa sainte garde...

Escrit à Guerrande le 24 jour de septembre 1488. »

Fac-similé de la signature de la Reine Anne

Le maréchal de Rieux remercia aussi les Guingampais de leur bonne loyauté et leur donna quelques instructions : « Je vous avertis que ne laissez entrer en vostre ville aucunes gens, qui à elle ne à vous puissent porter dommage. » Et pour assurer la défense de la ville, qui ne possédait comme garnison que quelques troupes ducales commandées par le lieutenant de Boisbouessel, et la milice communale sous les ordres de Gouicquet et de Mérien Chéro, il ordonna à Bizien de Kerousy, qui commandait la campagne du sire de Tonquédec, de se rendre à Guingamp et d'y résider. Le moral de cette troupe était assez douteux; les gentils-hommes qui la composaient avaient en effet refusé de

contribuer à la défense de la place si on ne les payait d'avance⁽¹⁾.

Le vicomte de Rohan n'ayant pu réaliser par la ruse ses projets ambitieux, ni tromper les Guingampais, vint enfin mettre le siège devant la ville convoitée. Il voulait d'abord se venger des prouesses des Guingampais et des misères qu'ils avaient fait endurer à son frère le comte de Quintin; mais en prenant cette ville il entendait surtout briser le centre de la résistance en Basse-Bretagne.

L'armée française s'empara de Pontrieux et de Châteaulin-sur-Trieux, puis s'avança vers Guingamp qui fut investi le 10 janvier 1489.

Nous empruntons à Dom Morice le récit de ce siège :

Dès le 9, le vicomte de Rohan avait envoyé le sénéchal de Toulouse avec quelques troupes reconnaître la ville; ils se présentèrent d'abord au faubourg de Tréguier, mais ils furent repoussés par les jeunes gens de l'église Saint-Léonard; ils entrèrent le lendemain dans les faubourgs de Montbareil et de Porsanquen qu'ils pillèrent et brûlèrent.

Le vicomte étant arrivé, se porta dans le faubourg de Sainte-Croix, d'où il découvrait tout ce qui se passait dans la ville. Il fit sommer les habitants, mais sur leur refus il se disposa à presser le siège.

(1) Lettre du Maréchal de Rieux à Bizien de Kérouy : « Je me recommande à vous tant que je puis. J'ai vu les lettres que m'avez écrites touchant que Mons. de Rohan a écrit aux habitants de Guingamp de lui rendre la ville, de quoi j'écris bien à plaisir esdits habitants. Et pour ce que dites par votre lettre que les gentilhommes du pays ne se veulent retirer ni tenir en la ville sans avoir argent, il a esté ordonné que les gens de la Cie de Mons. le Gouverneur d'Auxerre et de Monsieur de Tonquedec y résideront pour aider à la garde en attendant qu'il y soit autrement pourvu ce qui sera fait de brief en manière que n'aurez cause de doubter des menaces qu'on vous a données.

« Écrit à Guérande, le 28 Septembre.

« Jehan de Rieux »

La Cie du Gouverneur d'Auxerre, c'est-à-dire de Châteauguy, qui avait embrassé la cause royale, était alors garnison de Guingamp et commandée par de Botaboussel.

Les capitaines Chéro et Gouicquet commandaient dans la place; comme ils prévoyaient depuis quelque temps qu'ils allaient être assiégés, ils avaient fortifié la ville et y avaient fait entrer des vivres et des munitions de guerre.

Le vicomte fit dresser une batterie de trois coulevrines pour ruiner le fort de Saint-Léonard. Gouicquet sortit du fort à la tête de la jeunesse de Guingamp qui avait pris les armes, marcha droit à la batterie, tua plusieurs de ceux qui la gardaient et se serait emparé du canon si toute l'armée ennemie n'était accourue et ne l'eût obligé à se retirer.

Toute l'artillerie fut pointée contre ce fort, tandis que l'on ouvrait une tranchée entre le fort et la ville pour ôter toute communication de l'une à l'autre et couper la retraite à ceux qui gardaient le fort.

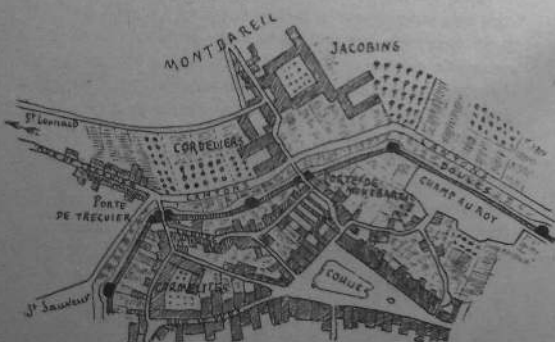
Gouicquet ne pouvant tenir plus longtemps dans ce poste, prit le parti de se retirer. Les Français, qui aperçurent ce mouvement, se jetèrent entre la ville et le fort pour lui barrer le passage, mais Gouicquet passa sur le ventre de l'ennemi et s'avança vers la ville. Cependant dans la crainte que les Français, dont il était vivement poursuivi, n'entrassent avec lui, il conserva assez de présence d'esprit pour s'arrêter aux Cordeliers, où il soutint toute la nuit l'attaque des Français, et le lendemain dès le matin il rentra dans la ville.

Le vicomte de Rohan s'étant emparé des deux couvents des Cordeliers et des Jacobins, y fit loger son armée pour resserrer la ville de plus près. Alors il fit dresser deux batteries, une sur le Montbareil qui enfilait les rues de la ville, et l'autre dans le jardin des Jacobins pour battre les murs entre les portes de Rennes et de la Fontaine (Montbareil). La brèche fut bientôt assez considérable pour monter à l'assaut et le vicomte de Rohan se prépara à le donner.

Chéro se plaça au boulevard qui défendait la brèche et Gouicquet se porta à l'ouverture même de la brèche pour la disputer aux Français. L'attaque fut vive, mais

elle fut soutenue avec tant de valeur que les troupes du vicomte furent rebutées et obligées de se retirer. Ce seigneur ayant fait reconnaître la brèche après l'assaut et s'étant aperçu qu'elle n'était pas assez grande, il changea sa batterie et la fit dresser dans le jardin des Cordeliers. Dès qu'elle fut en état de tirer, il fit un feu si terrible pendant un jour que le canon fit une large brèche aux murs de la ville entre les portes de Tréguier et de Montbareil.

Aussitôt le vicomte fit donner l'assaut qui fut soutenu avec la même intrépidité que le premier; mais Gouicquet y fut blessé d'un coup de pique à la cuisse et il fallut l'emporter.



Plan de Guingamp

Cette attaque n'ayant pas réussi, chacun demeura à son poste. Pendant la nuit les soldats qui gardaient la brèche et ceux qui étaient dans la tranchée s'entretenaient de la situation des affaires. Comme il y avait plusieurs Bretons des deux côtés, ils témoignèrent le regret qu'ils avaient de se combattre les uns les autres. Cette disposition à la paix occasionna une suspension d'armes. Après plusieurs allées et venues, la garnison, qui

s'affaiblissait tous les jours à cause de la désertion, capitula enfin avec le vicomte de Rohan. Ils promirent à ce seigneur de lui livrer la ville et de lui donner 10.000 écus et des munitions pour faire le siège de Concarneau, à condition qu'il retirerait son armée. Mais comme la ville ne pouvait fournir alors les 10.000 écus, elle promit de donner six otages en attendant le paiement de cette somme. Pendant que l'on dressait les articles de cette capitulation, le sire de Quintin gagna le capitaine Boixbouxel qui gardait la porte de la Tour Quinchy, introduisit ses troupes par cette porte et s'empara de la ville qui fut livrée au pillage. Chêro, avec les plus riches habitants, furent faits prisonniers; le brave Gouicquet trouva le moyen de se sauver et de se retirer à la Roche-Derrien.

C'est ainsi que le sire de Quintin se vengea de la prise de son château arrivée un an avant. »

Ce récit de Dom Morice n'est pas complet, car il ne s'étend pas suffisamment sur les circonstances qui amenèrent le pillage de la ville.

Boixbouxel, en sa qualité de lieutenant de la Cie de Coetmen⁽¹⁾, commandait en somme les troupes ducales constituant la garnison régulière de Guingamp. Il ne livra pas la place par cupidité, comme on l'a souvent prétendu, mais par lâcheté.

Dès l'arrivée de l'armée française, Boixbouxel, pris de peur, jugea ses forces tellement faibles qu'il préféra traiter avec les assaillants et obtenir des conditions supportables, plutôt que de défendre la place selon la mission qu'il avait acceptée.

Dès le premier moment il engagea des pourparlers avec le vicomte de Rohan; mais celui-ci fit « mauvaise chière » à ses propositions et lui fit répondre « qu'il ne voulait entendre aucune composition avec les gens de guerre, sinon qu'ils se missent à la volonté du roy ! »

(1) Celui-ci avait abandonné la cause de la duchesse pour devenir serviteur du roy et gouverneur d'Auxerre.

Après les premiers combats, si meurtriers pour les Français, le vicomte de Rohan revint sur sa détermination et accorda à Boisbouexel « que moyennant une rançon de 10.000 écus les gens d'armes de la garnison sortiraient de la ville un bâton à la main ayant seulement perdu leur desferre ! »

La formule de cette capitulation fut discutée secrètement et arrêtée entre Boisbouexel et le vicomte de Rohan sans que les habitants de la ville aient été consultés, sans que la communauté bourgeoise ait été invitée à en délibérer. Aussi, lorsque les Guingampais apprirent le marché qui venait d'être conclu, leur colère fut grande et ils refusèrent de le ratifier. Une députation fut envoyée vers le vicomte de Rohan pour protester contre l'engagement pris en leur nom. En guise de réponse le vicomte fit saisir et garder en otage les parlementaires, en garantie du paiement de la contribution consentie par Boisbouexel.

Devant cet acte déloyal, les Guingampais prirent le parti de continuer de défendre leur ville et de résister vaillamment aux Français. Cette détermination fut inutile; l'après-midi du même jour, Boisbouexel, traître et lâche jusqu'au bout, livra la porte de Rennes à l'armée française et abandonna la ville avec sa troupe désarmée.

Les Français pénétrèrent immédiatement dans la place, ne tinrent compte aucun des clauses de la capitulation consentie à Boisbouexel et livrèrent la ville au pillage, comme si elle avait été prise d'assaut.

S. Ropartz prétend que Boisbouexel en agissant ainsi n'avait pas trahi sa cause, parce qu'il n'avait pas à se préoccuper du sort des bourgeois à la garde desquels il n'avait pas été commis, et qu'il avait le droit de les sacrifier à la troupe. Nous estimons que c'était une singulière façon de concevoir son rôle, car que penser d'un gouverneur chargé de la défense d'une place dont les habitants sont des auxiliaires loyaux et

braves et qui sacrifie cette place et cette population à son propre salut !

Trois ans plus tard, en 1492, dans une requête motivée, réclamèrent de la duchesse Anne, alors reine de France, le remboursement des 10.000 écus, spécifiant qu'ils n'avaient pas été consultés lors de la discussion des clauses de la capitulation, qu'ils avaient été livrés par un officier ducal, et sans aucun profit, puisque cette capitulation n'empêcha pas le pillage de la ville, malgré le versement de la rançon convenue, ils n'obtinrent absolument rien.

Ce fut le 22 janvier 1489 que Guingamp fut ainsi occupé, pillé et, par dessus le marché, frappé d'une amende de 10.000 écus.

Ce siège est demeuré célèbre dans toute la Basse-Bretagne, et les bardes de l'époque en perpétuèrent le souvenir par leurs chansons; l'un de ces chants : « Seziz Guingamp », est particulièrement connu; nous en donnons quelques strophes, telles que les a recueillies Th. de la Villemarqué dans son Barzas-Breiz :

Porter digoret ann nor-man !
Ann otrou Rohan zo amañ
Ha daouezk mil soudard gant han,
Da lakat seziz war Guengamp.

Ann nor-man na vo digoret
Ha d'hac'h na da zen all e-bed
Ken peurzo ann Dukez Anna.
A zo mestrez war ann gerina.

Ma dorio a zo moraled
Ha ma mogario Krenvaet
Fé vé gan in deuz no Klévet
Ker Guengamp vo ket kéméret (1).

(1) Traduction. — Portier, ouvrez cette porte, c'est le Sire de Rohan qui est ici et douze mille soldats avec lui prêts à mettre le siège devant Guingamp.

— Cette porte ne sera ouverte ni à vous ni à personne sans ordre de la duchesse Anne, à qui appartient la ville.

— Mes portes sont fortes et mes murailles crénelées, je rougirais de les écouter, la ville de Guingamp ne sera pas prise.

A la nouvelle de cette catastrophe, la duchesse invita quelques gentilhommes qui lui étaient dévoués : François Brécart, sire de Bréhat, Guillaume de Boisgelin, Bizien de Kérouzy, le sire de Vieillechastel, Olivier de Kerveno, Robin du Parc, Yvon le Calloart et Jehan Guillouzet, à rassembler une armée pour reconquérir la ville : « Faites assemblée de gens, leur disait-elle le 16 mars, pour porter le siège devant notre ville de Guingamp, dont de vous nous tenons très contente en sorte que toute notre vie vous en saurons gré et en telle manière le reconnaitrons ! »

Ces gentilhommes constituèrent en peu de temps une petite armée qui s'empara de Pontrieux, mais surprise dans sa marche vers Guingamp par une sortie vigoureuse de la garnison de Guingamp, elle fut défaite dans les landes de Squiffec, à l'endroit appelé de nos jours : « Placen traau bataille », et dut se disperser et abandonner Pontrieux.

Sur ces entrefaites Gouicquet, convalescent à la Roche-Derrien, ayant eu connaissance qu'un corps de 1.500 Anglais était devant Bréhat et attendait l'occasion d'aider la duchesse, s'empessa, quoique imparfaitement guéri, de se rendre vers ce renfort inattendu, et persuada aux chefs de débarquer près de Pontrieux; pendant que s'effectuait cette opération, il rassembla les débris de la première armée qu'il réunit au corps anglais.

Cette nouvelle armée, beaucoup plus nombreuse et mieux organisée que celle qui venait d'être vaincue à Squiffec, prit ensuite ses dispositions pour aller attaquer Guingamp.

Mais dès que la garnison de cette ville, très affaiblie par sa récente victoire, eut appris la nouvelle agression qu'elle allait subir, elle jugea prudent de ne pas s'exposer à une défaite et abandonna la ville le mercredi avant Pâques. Avant de s'en aller, les Français contraignirent les habitants de Guingamp à leur

remettre huit otages en garantie de la contribution due au vicomte de Rohan, exigèrent une nouvelle amende de 12.000 écus, et, bien qu'ayant obtenu tout ce qu'ils demandaient, pillèrent, saccagèrent la ville et incendièrent plus de soixante maisons.

Les huit otages emmenés par ces soudards durent encore verser plus tard chacun 7.500 livres pour obtenir leur libération.

Gouicquet et les Anglais entrèrent quelques jours après dans la ville délivrée. Les Anglais y séjournèrent quinze jours, puis s'en allèrent à Lamballe.

Les malheurs de notre pauvre cité n'étaient pas à leur fin; les Anglais, qui venaient de donner une aide si précieuse à Gouicquet, après avoir pillé et ruiné Lamballe revinrent à Guingamp au mois de septembre pour y passer l'hiver. Ces soldats, mal nourris et pas payés, ne trouvèrent bientôt rien de plus expédient pour satisfaire leurs vaines réclamations que de se payer sur l'habitant et mirent la ville en coupe réglée.

Le maréchal de Rieux, prévenu des déordres et des exactions commis par ces aventuriers, essaya bien d'y mettre fin, et, dès le 18 septembre, invita le sire de Kérouzy, lieutenant gouverneur de Guingamp, à bien vouloir y résider constamment et à y réunir et faire demeurer les gentilhommes de la région : « Si veillez à résider continuellement, écrivait-il, et y faire rester les gentilhommes d'icelui quartier, tant pour servir à la garde de ladite ville que pour résister aux pilleries et oppositions qui se font sur le peuple ! »

Malheureusement, le trésor ducal était vide, et les troupes ducales n'étaient pas mieux payées que les troupes anglaises; les ordres du maréchal ne purent être exécutés pour l'excellente raison que la désertion réduisit bientôt la garnison de Guingamp à néant.

Le maréchal dut intervenir de nouveau au mois de janvier, et fit intimer l'ordre à la compagnie de Pierre de Quelenec, qui avait abandonné son poste, de retourner « incontinent avec ses gens, ce qu'ils feront s'ils

veulent être payés ». Le 17 janvier il recommanda au sieur de Kérouzy de veiller au bon emploi des impôts perçus dans le Goëlo, et qui doivent être affectés à la restauration de la ville : « Pourvoyez aux pilleries qui se font sur le peuple, et n'attendez pas que les deniers du billot de Couëlon, qui avoient été ordonnés pour la réparation de la ville, soient employés à Bréhat ou ailleurs, quelque commandement que François Brécart en ait impétré. »

Enfin l'ordre fut rétabli, et Guingamp se reprit à vivre, mais toutes ces calamités accumulées en si peu de temps l'avaient presque complètement ruiné et mis dans l'impossibilité de réparer ses désastres financiers et ses mutilations.

Cette tranquillité dura d'ailleurs très peu de temps. Dès le printemps de l'année 1491, la guerre recommença entre la Bretagne et la France, à la suite du mariage de la duchesse Anne avec Maximilien d'Autriche, roi des Romains. Les Français, une fois de plus, envahirent la Bretagne et Guingamp dut subir une nouvelle violation.

Le 24 juin 1491, la Trémouille⁽¹⁾, qui commandait l'armée française, détacha sous les ordres de son lieutenant, Adrien de l'Hôpital, une partie de son armée avec mission d'aller investir Guingamp. Cette fois les habitants de cette ville, réduite à la misère, et la garnison trop faible pour assurer efficacement la défense de la place (dont les murailles étaient encore partiellement en ruines), prirent le parti de se rendre à la condition qu'on leur garantît la vie et leurs biens. Une députation fut envoyée vers La Trémouille, qui accepta ces conditions.

Bien entendu les clauses de cette capitulation ne furent nullement respectées, et, sitôt dans la place, les troupes d'Adrien de l'Hôpital se livrèrent à un copieux pillage.

(1) Louis de La Trémouille, prince de Talmont, était le fils de Marie d'Amboise, sœur de Françoise d'Amboise.

La Trémouille parut très mécontent de la conduite déloyale des siens, mais s'il constata leurs méfaits il n'y remédia point.

Ce général séjourna quinze jours à Guingamp où il laissa une garnison constituée par les compagnies du vicomte de Rohan et d'Adrien de l'Hôpital. Durant six mois les habitants furent constamment malmenés et exploités, les soldats de la garnison se répandirent dans les campagnes et obligèrent les paysans à leur livrer des vivres et des fourrages. En cas de refus, ils pillaient et réquisitionnaient tout ce qu'ils trouvaient, de sorte que nombre de bourgs et de villages voisins furent ruinés et abandonnés par leurs habitants.

L'annulation du mariage fictif de la duchesse avec le roi des Romains, et son union le 6 décembre 1491 avec le roi de France Charles VIII, termina l'ère de ces calamités.

Une nouvelle alerte sans conséquences eut lieu au printemps de l'année 1492. Un certain nombre de seigneurs bretons avaient vu avec peine la Bretagne devenir province française par le mariage de la duchesse, et rêvaient déjà de créer un mouvement séparatiste. Cette conjuration, secrètement inspirée et soutenue par l'ambitieux vicomte de Rohan, qui se voyait déjà duc de Bretagne, semblait organisée par le sieur Le Pennec, valet et instrument du vicomte. Les seigneurs qui jusqu'alors avaient servi la cause française étaient au nombre des insurgés; ces gens qui, par leur défection à la cause bretonne, avaient le plus contribué à la déchéance de leur pays, ne pouvaient comprendre que la duchesse, devenue reine de France, leur tint rancune de leur conduite passée et cherchât à les dépouiller des charges lucratives naguère octroyées par le roi de France en récompense de leur trahison envers la Bretagne. Châteauguy, qui avait abandonné son poste de gouverneur de Guingamp pour entrer dans les rangs des Français et devenir ensuite gouverneur d'Auxerre, était au nombre des mécontents.

Les conjurés avaient acquis le concours des Anglais, et une manifestation armée allait se produire quand Guingamp, toujours fidèle à sa jeune souveraine, surprit le secret des conjurés et, le 20 avril, dénonça le péril au chancelier en l'informant qu'une armée anglaise se disposait à débarquer en Bretagne pour prêter main forte aux rebelles.

Des postes de surveillance furent immédiatement établis tout le long de la côte pour surveiller l'arrivée de l'ennemi.

Les Anglais débarquèrent à la mi-mai au Port-Blanc, et le sire de la Roche-Jagu, chargé de la surveillance de ce secteur, transmit alors aux Guingampais l'appel suivant :

« Messieurs les nobles bourgeois et habitants de la ville de Guingamp, toutes recommandations première. Présentement environ une heure après minuit ay esté adverti des nouvelles et deccente de nos ennemis dont pareillement espère que vous este advertiz. Et pour vous advertir plus amplement ensemble vous dire la nécessité de quelque artillerie nous nécessaire fournir o leurs estouffles de poudre et boulets pour y servir et les envoyer au Port-Blanc où présentement monte à cheval pour m'y trouver et rendre o l'équipai que pourrai trouver et conduire comme le lieu le plus apparent de descente des ennemis. — Vous envoyé l'alloué de Guingamp auquel vous prie d'ajouter foy de ce que vous dira de par moi. — Ensemble advertir les paroisiens et le peuple ainsi que devant avez esté advertir et de se rendre à Lannion pour marcher la part qu'il sera advisé.

A tant à Dieu qui vous ait en sa garde.

De Lantreguer ce mardi à deux heures après minuit.

Le Tout Vostre : Bertrand d'Aigné. »

Bien entendu, quand tout le monde arriva au Port-Blanc, les Anglais prévenus avaient décampé et se gardèrent de reparaitre. Les mécontents durent pendant

quelque temps faire contre mauvaise fortune bon cœur, et, en fin de compte, s'incliner devant l'hostilité des populations bretonnes et devant le prestige de la duchesse Anne, reine de France.

A partir de ce moment la paix régna en Bretagne et pendant un siècle Guingamp put de nouveau retrouver son activité commerciale, reconstruire ses maisons et oublier ses malheurs.

Lors de son voyage en Bretagne, en 1565, la reine Anne, après avoir accompli un pèlerinage au Folgoët, le 19 août, visita le château de Brest et la grande nef « La Cordelière », « et feust émerveillée de veoir un tel vaisseau », parcourut Saint-Pol, Morlaix, Saint-Jean-du-Doigt, Lannion, Tréguier, s'arrêta à Guingamp où elle reçut un accueil enthousiaste sous les rayons d'un beau soleil de septembre.

Pendant son séjour dans notre ville, il se produisit un fâcheux incident, qui n'altéra ni la bonne humeur de la reine ni l'éclat de la réception.

Pour distraire l'illustre visitieuse, les Guingampais doublèrent les réceptions officielles de fêtes comprenant notamment des luttes bretonnes et la représentation d'un mystère dont malheureusement nous ignorons le nom, mais dont nous connaissons le dénouement inattendu.

Un superbe théâtre en bois avait été érigé au haut de la Cohue, en face la maison de Yvon le Dantec, où était logée la reine. La scène était dressée au-dessus du vieux puits, sur lequel la fontaine actuelle a été érigée. Magnifiquement décoré et paré de somptueuses tapisseries, ce théâtre était placé sous la garde du charpentier Bertrand Jehanne, qui l'avait construit, et d'un autre citadin nommé Perrot le Gal.

Comme le puits qui supportait la scène était à proximité du logement de la reine, le sommelier royal rafraîchissait à son eau les vins de qualité contenus en des flacons d'argent et destinés au service de la souveraine.

Un beau jour, sans doute trop ensoleillé, pendant que la reine Anne assistait dans l'après-midi à une séance de luttas au couvent des Cordeliers, les deux gardiens du théâtre, enfouis sous leurs tapisseries, ne purent résister à la tentation de goûter du bout des lèvres au vin de la reine. Mais, hélas ! la séance de luttas se prolongeant, il récidivèrent tant et si bien qu'ils n'en laissèrent pas une seule goutte ; puis, le flacon vide ayant lui-même belle apparence, Bertrand Jehanne le mit sous sa robe et, d'un commun accord, laissant leur théâtre à la garde de Dieu, les deux larrons coururent prestement au champ au roy, pour y cacher leur bulin... dans un tas de fumier.

Dès qu'on s'aperçut du vol l'émotion fut générale ; on fit bannir et rechercher le précieux flacon qui demeura introuvable, à la grande fureur des Guingampais, tous en remue-ménage devant ce mystère, qui ne figurait certes pas au programme.

Trois semaines après le départ de l'illustre visiteuse, les deux voleurs reprirent assurance, exhumèrent le corps du délit, mais ils ne purent se mettre d'accord, et Perrot le Gat, s'emparant du flacon malgré les menaces de son complice, commut bientôt l'imprudence de détacher la chaîne d'argent qui servait de suspension à la fermeture et d'aller la vendre à un mercier de la ville nommé Moisan. Après le beau tapage récemment causé par le vol, Moisan flaira l'aventure et s'empressa de prévenir la police. Les deux compères passèrent en jugement : Perrot le Gat fut pendu, Bertrand Jehanne condamné à la prison.

Bertrand Jehanne s'en tira à bon compte ; il fut en effet grâcié l'année suivante par le roi Louis XII, par lettre ⁽¹⁾ de rémission datée de Ploërmel le 3 janvier 1506, à charge pour lui de « bailler aux Cordeliers de Guingamp la somme de six écus ».

(1) Cette lettre qui décrit tous les détails de cette affaire est en entier dans le tome I des Mélanges d'histoire et d'archéologie bretonne de A. de la Borderie.

Avant de quitter Guingamp, la reine Anne fit des largesses à l'église de Notre-Dame, et donna une somme importante pour contribuer à l'édification de la chapelle de Notre-Dame à Grâces, puis elle s'achemina vers Saint-Brieuc, Lamballe et Dinan, ne put passer par Rennes, gagna Vitré, et « dist adieu ! à son beau pays de Bretagne à grand regret ».

En juin 1512, en prévision du retour agressif des Anglais, le chancelier de Montauban prescrivit d'établir des relais de sept lieues en sept lieues sur le parcours de Dinan à Brest, « pour scavoier et apprendre les choses que les Anglais et ennemis de ce pays veulent et entendent faire, afin qu'il y soit pourveu plus promptement ».

Les postes que les officiers de Guingamp doivent mettre et asseoir sont : premier à Louérgat, l'autre à Plounérin ; et a esté ordonné bailler à chacun homme qui fera la poste, dix livres tournois par mois. »

C'était la première fois que le service postal, déjà organisé en France par Louis XI, fonctionnait en Basse-Bretagne.

En 1516, une nouvelle épidémie de peste vint jeter la désolation parmi la population guingampaise.

A côté d'un semblant de précaution contre la contagion, l'incohérence administrative causa un véritable désastre ; on punissait bien les étrangers soupçonnés d'avoir apporté le fléau, mais on jetait à la porte de la ville les citoyens pestiférés. Personne ne voulait approcher les malheureux malades ni enterrer les morts, et il fallut que la communauté bourgeoise se décidât à payer la forte somme, pour obtenir de quelques besogneux l'accomplissement de cette lugubre tâche d'urgence nécessaire.

On trouve dans les comptes classés aux archives de la ville ⁽²⁾ maints souvenirs de cette sombre période.

(2) Comptes de 1516-1517. — Avoir payé à Yvon Quintin et Jehan le Grant Sergants de la Cour de Guingamp, pour avoir mis es prison dudit Guingamp Thomas Boudet, pelletier de la

Le 4 juillet 1521, se tenait une grande assemblée à Guingamp; le comte de Laval, lieutenant général du duché, y faisait les montres de la noblesse de toutes les régions du Penthievre au Léon. Les Anglais, bien renseignés et constamment à l'affût de pillages faciles et lucratifs, apprenant que toute la noblesse et les principaux habitants de Morlaix étaient absents, en profitèrent pour débarquer inopinément et pillèrent cette ville.

La nouvelle de cette agression arriva le soir même à Guingamp, et immédiatement le comte de Laval forma une colonne de cavaliers qui voyagea toute la nuit et arriva au petit jour à Morlaix; une partie des Anglais s'était retirée, mais six à sept cents ivrognes s'étaient endormis dans le bois du Stivel, où, surpris, ils furent tous massacrés. La Fontaine, qu'on appelle encore « Feunteun ar Soazon » (Fontaine des Anglais), eut ses eaux rongies pendant plusieurs jours. Ce fut à la suite de cette agression, et pour protéger Morlaix, que fut construit le château du Taureau.

ville de Saint-Brieuc, qui s'en étoit fuy dudit Saint-Brieuc en ceste ville de Guingamp, obstant la peste qui régnoit à Saint-Brieuc et d'après par fréquentation que faisait audit Saint-Brieuc, advint que deux de ses enfants moururent de peste.

Avoir payé à Pézron le Pector pour la nourriture d'un enfant masle qui fut trouvé en la Cohue dudit Guingamp, avec sa mère qui estoit morte de peste.

Avoir payé à déjeuner à M^{re} Yves Le Roux, Sr de Kербres-selles, lieutenant de la Cour de Guingamp, pour avoir congie de faire à Guillaume le Bourdon, sa femme et ses enfants, vuyder la ville close de Guingamp à l'occasion que partie d'eux estoient malades de la peste.

Avoir payé à ceux qui enterrèrent feu Jehan le Hustec, gendre dudit Bourdos et sa femme, qui estoit mort de peste, au courtil de l'hôpital sur les douves, quel fut par l'espace de deux jours entiers sans enterrer.

(Histoire du Tiers-Etat à Guingamp, S. ROPARTZ.)

CHAPITRE XVII

Tribulations des Penthievre en exil

Quand Ollivier de Penthievre mourut à Avesnes en 1433, sans postérité, il légua ses titres et son héritage à son frère Jean, sire de Laigle, marié à Marguerite de Chauvigny.

Ses deux autres frères, Charles, sire d'Avangour, époux d'Isabeau de Vivonne, et père de Nicole de Penthievre, et Guillaume, demeuré otage en Bretagne, vivaient encore. Nous savons déjà que ce ne fut qu'après la mort d'Ollivier que le duc Jean V, pris de pitié pour le malheureux Guillaume, victime expiatoire du crime des siens, et devenu aveugle dans sa prison, le fit transférer au château d'Auray et traiter avec beaucoup de soins et d'égards.

Devenu ainsi comte de Penthievre, le sire de Laigle n'en demeura pas moins au service de la France, où il avait acquis la réputation d'un brave et hardi capitaine. Ce fut au cours de son existence militaire qu'il devint l'ami apprécié de son cousin, le connétable Arthur de Richemont, et le confident intime du maréchal de Boussac⁽¹⁾, il fut même à la mort de ce dernier,

(1) Jean I de Brosse, maréchal de France, appelé « le maréchal de Boussac », ami et familier du connétable de Richemont et du sire de Laigle, fut aussi l'un des meilleurs lieutenants de Jeanne d'Arc. Ce fut lui qui accompagna l'Héroïne lorsqu'elle traversa les lignes anglaises et la Loire par surprise pour entrer dans Orléans en mai 1429. Il se distingua à Patay, fit lever les sièges de Compiègne et de Lagny, dépensa sa fortune au service de la France. En 1433, moyennant 2.000 écus d'or, octroya une charte qui affranchissait les habitants de Boussac et mourut en 1433, excommunié pour dette.

en 1433, investi de la tutelle de son jeune fils, Jean II de Brosse; ce fut sans doute cette particularité qui amena, le 18 juin 1437, le mariage de ce jeune homme avec Nicole de Penthièvre, fille unique de Charles, mort en 1434, et qui devait plus tard être la légitime héritière de son oncle Jean.

Ses devoirs militaires n'avaient pas fait oublier au nouveau comte de Penthièvre ses propres intérêts, car, demeuré riche malgré la confiscation de ses biens de Bretagne, il avait encore agrandi ses domaines en achetant, le 4 mars 1437, le comté de Périgord qui appartenait à Charles d'Orléans.

Cependant, sitôt devenu chef de famille, sa plus grande préoccupation, on pourrait dire son unique souci, fut de se réconcilier avec son cousin le duc de Bretagne, de rentrer en Bretagne et de recouvrer le patrimoine de ses ancêtres. Il espéra longtemps obtenir satisfaction avec l'appui du roi; mais Charles VII ne se souciait guère des intérêts de son lieutenant et craignait trop de nuire aux bonnes relations qu'il entretenait avec le duc, pour devenir un auxiliaire utile. Charles VII lui refusa donc son concours, il advint même qu'en 1445 il annula une requête du comte de Penthièvre contre le duc, et lui infligea une sévère réprimande.

Cet échec ne découragea pas Jean de Penthièvre, résolu à poursuivre sa réhabilitation, et en 1448 il trouva un auxiliaire éminent, un avocat digne de sa cause, en la personne de son cousin et ami le connétable de Richemont lui-même, oncle propre du nouveau duc François I^{er}, qui professait pour lui une grande affection et un profond respect.

Le connétable, oublieux du drame de Chamutoceaux, s'était réconcilié depuis longtemps avec son cousin et compagnon d'armes et en avait apprécié le caractère; aussi lorsque le comte Jean manifesta son chagrin et ses regrets du passé et son désir présent de se soumettre loyalement au duc et d'en obtenir son pardon, ce fut

avec plaisir et même avec empressement que le connétable se fit l'interprète actif de ce rapprochement.

Il faut reconnaître que les premières démarches n'eurent aucun succès; mais Arthur de Richemont n'était pas homme à se décourager au premier échec, il multiplia ses attaques avec tant d'insistance qu'il finit par vaincre la rancune et les hésitations de son neveu et obtint l'autorisation de lui amener son protégé.

Cette première entrevue eut lieu à Nantes, au mois de mars 1448. François I^{er}, touché de l'attitude et de la soumission du comte de Penthièvre, se laissa fléchir et pardonna. Cette réconciliation fut scellée à Nantes le 27 juin suivant.

Le contrat de rémission du duc ne restituait pas au comte de Penthièvre son ancien patrimoine, et pour cause, à ce moment le comté de Guingamp était en effet l'apanage du comte Pierre de Bretagne, frère du duc, et quelques autres seigneuries des Penthièvre avaient été données à des lieutenants de Jean V, en récompense de leur loyalisme. Il eût donc été presque impossible de procéder à la reconstitution intégrale de ce patrimoine, mais le duc accordait au comte en compensation un riche apanage sur les confins du duché.

Il fut en effet convenu que les châtellenies de Champ-tocé et d'Ingrande, qui appartenaient à la maison de Rais, seraient acquises par la couronne, données à titre d'héritage perpétuel au comte Jean, et qu'en attendant cette acquisition ce dernier jouirait à titre temporaire des seigneuries de Penthièvre demeurées au domaine ducal, c'est-à-dire les châtellenies de Lamballe, de Moncontour et de Broons, les sécheries de Cornouailles et les ports situés entre le Couesnon et l'Arguenon (Plancoët, Le Guildo, Saint-Jacut, Saint-Briac et Saint-Malo).

Le duc poussa la générosité jusqu'à rembourser une somme de 20.000 écus d'or, en dédommagement du préjudice causé à ses cousins par la confiscation et l'exploitation des revenus de leurs biens.

Il fut entendu que les seigneuries de Champtocé et d'Ingrande seraient remises au comte de Penthièvre dans un délai maximum de deux ans, faute de quoi le Penthièvre demeurerait acquis au comte. Cependant, afin sans doute d'éviter tout nouveau conflit, il fut stipulé que le duc pourrait toujours échanger le Penthièvre contre Champtocé et Ingrande, s'il le jugeait utile à la tranquillité du duché.

En retour de cet acte généreux et bienveillant du duc, Jean de Penthièvre s'engagea solennellement, tant en son nom qu'au nom de son frère Guillaume, et aussi de sa nièce Nicole, à renoncer pour toujours à tous droits et prétentions à la couronne ducal.

Ce pacte de rémission ne s'étendait pas seulement aux membres de la famille de Penthièvre, mais aussi à tous ceux qui avaient autrefois embrassé leur cause, s'y étaient compromis et avaient eu leurs biens confisqués.

Ce traité fut ratifié par Guillaume de Penthièvre, par Jeanne de Dinan sa sœur, veuve en premier mariage du sire de Montaigu; par Nicole de Penthièvre, assistée de son mari Jean II de Brosse, seigneur de Boussac et de Sainte-Sévère⁽¹⁾, et par Isabeau de Vivonne, mère de Nicole.

Au point de vue matériel, le traité de Nantes était très avantageux pour les Penthièvre, mais il consacrait définitivement la déchéance de leurs droits et de leurs aspirations au trône ducal; aussi, pour sauver les apparences, Jean de Penthièvre obtint du duc une lettre stipulant qu'en cas où François I^{er}, ses frères, son oncle le connétable et son cousin le comte d'Elampes viendraient à décéder sans héritiers mâles, Jean de Penthièvre, sa nièce Nicole et Guillaume succéderaient au duché, à l'exclusion des filles de tous ces princes.

(1) Brosse, château dans la commune de Chailac, canton de Saint-Benoît-du-Sault (Indre). Boussac, chef-lieu d'arrondissement de la Creuse. Sainte-Sévère-sur-Indre, chef-lieu de canton du département de l'Indre, arrondissement de La Châtre.

Cette lettre n'était qu'une satisfaction d'amour-propre concédée aux Penthièvre, car de son côté Jean donna en retour une contre-lettre qui fut enregistrée aux Etats de Bretagne, et par laquelle le comte de Penthièvre s'engageait à persister dans son renoncement, malgré la lettre de son cousin.

La conséquence du traité fut d'abord la libération du malheureux Guillaume, qui recouvra enfin sa liberté après vingt-huit ans de captivité, et ensuite la restitution des seigneuries de Penthièvre, dont la gestion fut confiée par le comte à Olivier de Broons⁽¹⁾.

A son avènement Pierre II, bien que l'acquisition des châtellenies de Champtocé et d'Ingrande fut un fait accompli, ratifia cette décision par note du 29 décembre 1450, comme preuve de sincère réconciliation.

Après ces événements, Jean de Penthièvre continua ses services dans l'armée royale; en 1450 il prit part au siège de Bergerac, puis à la prise de Gensac. Une partie de l'armée française ayant alors été placée sous ses ordres, il s'empara de Montferrand; puis, plus tard, avec Dunois, les comtes de Foix et d'Armagnac, il contribua à reconquérir toute la Basse-Dordogne et occupa la place importante de Castillon. Ce fut au retour de cette campagne qu'il mourut, en novembre 1452. Sa nièce Nicole hérita de ses titres et de la plus grande partie de ses biens. La vicomté de Limoges et le comté de Périgord furent laissés à la jeune Françoise, fille unique de Guillaume récemment décédé.

Lors du mariage de Nicole avec Jeanne II de Brosse, en 1427, le comte Jean, n'ayant pas d'enfants, avait promis sa succession aux jeunes mariés, à la condition qu'à sa mort ils prissent le nom et les armes de la maison de Penthièvre.

(1) Jehan de Bretagne, comte de Penthièvre, à Olivier de Broons, donons et octroyons par ces lilles présentes l'office de gouverneur général de tout nostre comté de Penthièvre et capitainerie de Lumbelle durant le cours de sa vie aux gages de deux cents livres monnoye.

Jean de Brosse, devenu comte de Penthievre, fit immédiatement hommage au duc de ses terres et seigneuries de Bretagne, mais, soldat par goût, il imita son oncle et demeura au service de la France, où il ne tarda pas d'ailleurs à illustrer son nouveau nom. Son passé était déjà très brillant, chambellan du roi le 26 avril 1449, il avait reçu en même temps que cette charge la conduite du ban et de l'arrière-ban du Berry. Il assista en cette qualité et se fit remarquer à la fameuse bataille de Formigny, puis il se distingua en Guyenne, où Dunois le fit chevalier devant Bayonne, le 21 août 1451. Ce fut à la suite de cette campagne qu'il fut nommé lieutenant général de l'armée royale.

En juillet 1453, il se trouvait avec Dunois à la tête de l'armée française chargée de chasser les Anglais, qui venaient de s'emparer de Bordeaux, de Castillon, et menaçaient d'envahir la Guyenne. Le 13 juillet, aidé des troupes bretonnes commandées par le comte d'Etampes, les sires de la Hunaudaye et de Montauban, il investissait Castillon pour la deuxième fois.

Le général anglais Talbot — le célèbre Talbot — accourut précipitamment au secours de la place et, le 17 juillet, livra sous les murs de la ville assiégée un combat acharné qui lui coûta la vie ainsi qu'à son fils; en cette affaire, les Anglais furent tués en pièces.

Cette brillante victoire entraîna la reprise de Castillon, de Saint-Emilion, de Libourne, de Langon, de Villandrau, de Fronsac, et enfin de Bordeaux, le 17 octobre suivant, et valut à la France la conquête définitive de la Guyenne. L'honneur de cette campagne revint en grande partie à l'habileté du comte de Penthievre et à la valeur des troupes bretonnes.

Les rapports les plus cordiaux ne cessèrent d'exister entre les Penthievre et les ducs Pierre II et Arthur II, connétable de Richemont.

En 1459, à l'avènement de François II, comte d'Etampes, Jean de Brosse s'empressa de lui porter hommage, et, par aveu établi à Monconlour le 5 juillet

1460, de le reconnaître pour son prince et souverain seigneur⁽¹⁾; aussi, rien ne pouvait faire supposer qu'un conflit quelconque dût se produire entre eux, et cependant, en 1464, un événement imprévu et malheureux vint tout gâter.

Le duc François II, qui depuis quelque temps était la victime continuelle du roi de France Louis XI, s'en vengea en entrant dans la Ligue du Bien-Public, et à cette occasion convoqua les Etats de Bretagne pour la ratification du pacte conclu avec les Ligueurs. Jean de Brosse fut le seul seigneur de Bretagne qui refusa d'y paraître et de s'associer à l'entreprise ducale. Le duc, irrité, considéra cette abstention comme une trahison, et sans autre forme de procès prononça la confiscation immédiate de tous les biens des Penthievre.

En toute loyauté, le comte de Penthievre ne pouvait agir autrement; il ne faut pas oublier qu'il était lieutenant général des armées royales et n'avait aucun motif de se plaindre du roi de France. Il ne pouvait donc pactiser avec le duc sans commettre une félonie à l'égard du roi, et son devoir strict était d'observer la neutralité la plus absolue; mais, en présence de l'acte d'hostilité brutale commis par le duc, il dépouilla tous ménagements et reprit ses fonctions dans l'armée royale.

Quand, en 1468, la paix fut signée entre la France et la Bretagne, le dernier article du traité précisait que le roi et le duc pardonneraient à ceux de leurs sujets qui avaient embrassé le parti contraire. Le comte de

(1) Fragment de l'aveu du 5 juillet 1460 de Jehan de Brosse et dame Nicole de Bretagne.

... lesquels de Brosse et Nicole, comte et comtesse dessus dits ont congneu, confessé, congnouissent et confessent par devant nous et de leur bon gré et franche volonte estre hommes et subjects par cause d'elle, de nostre souverain seigneur et prince le Duc de Bretagne.

... promirent, jurèrent et se obligèrent par leurs serments, lesdits comte et comtesse, obéis, et faire obéissance à nostre dit souverain seigneur et prince selon la coustume de ce pays et duché de Bretagne.

Penthièvre était donc en droit de bénéficier de cette clause, mais le duc, de mauvaise foi, et trop heureux de reprendre les riches domaines du comte, refusa de tenir ses engagements et de restituer les biens confisqués.

Le comte de Penthièvre en appela au Conseil du roi et obtint gain de cause par jugement du 19 novembre 1468, qui ordonnait la restitution du comté de Penthièvre; mais Louis XI étant trop occupé ailleurs pour imposer cette sanction, le duc, sûr de l'impunité, persista dans son refus et, pour couper court à toute nouvelle réclamation, donna le comté litigieux à son neveu, Jean de Chalon, prince d'Orange⁽¹⁾.

Par cet acte malveillant François II brisait toutes relations avec la famille de Penthièvre, rompait tous les engagements et accords pris autrefois et autorisait les Penthièvre à revendiquer à nouveau la couronne ducale.

Dès lors le comte et la comtesse n'eurent d'autre souci que la vengeance, et, comme ils ne pouvaient avoir raison par la force, ils sacrifièrent leurs espérances pour susciter au duc un ennemi terrible et difficile à berner, le roi de France Louis XI. A cette fin, ils résolurent d'aliéner au roi leurs droits au duché. Louis XI, toujours à l'affût des rivalités qui pourraient l'aider à unifier son royaume, ou qui lui permettaient de s'immiscer dans les affaires de ses grands vassaux, ne manqua pas cette excellente aubaine.

L'acte de cession fut signé le 26 janvier 1479, moyennant cinquante mille livres tournois et l'assurance du

(1) Jean II de Chalon, prince d'Orange, fils de Guillaume VII de Chalon et de Catherine de Bretagne, sœur du duc Jean de Chalon fut d'abord marié à Jeanne de Bourbon, puis à Philiberte de Luxembourg dont il eut un fils, Philibert, son successeur, et une fille Claude, mariée à Henri, Comte de Nassau.

Philibert, non marié, laissa son héritage à son neveu René de Nassau, qui mourut à son tour sans enfants et donna par testament ses titres et ses biens à son cousin Guillaume de Nassau, stathouder des Pays-Bas.

retour à la possession seigneuriale des domaines de Penthièvre, lorsque le roi de France serait devenu souverain de la Bretagne.

Cet acte prévoyait en outre un certain nombre d'indemnités à verser aux divers membres de la famille de Penthièvre à titre de renoncement, notamment à Jehan de Bourgogne, comte de Nevers, au nom de sa fille Charlotte, née de feu Paulé de Brosse, fille du comte et de la comtesse de Penthièvre, et à Isabeau de la Tour, veuve de Guillaume de Penthièvre, mère de Françoise de Penthièvre, vicomtesse de Limoges, mariée à Alain sire d'Albret.

Cette session fut de nouveau confirmée et ratifiée par la comtesse Nicole, à la mort de son mari, le 20 octobre 1485.

Le duc, piqué au vif par ce geste qui le mettait en présence d'un prétendant autrement redoutable que les Penthièvre, riposta immédiatement, et pour prouver à ses cousins la vanité de leurs agissements, reconstitua la baronnie d'Avaugour au profit de son fils bâtard, François, comte de Vertus⁽¹⁾, fils d'Antoinette de Magnelais; il se donnait ainsi la double satisfaction d'établir son fils et de l'enrichir des dépouilles de ses parents ennemis.

Le comte de Vertus fut créé baron d'Avaugour par lettres patentes du 24 septembre 1480, et mis en possession des terres d'Avaugour, de Goëlle, de Châteaudren, de Paimpol et de Lanvollon. Cette baronnie fut encore accrue, le 27 octobre 1481, des châtellenies et châteaux de la Roche-Derrien et de Châteaulin-sur-Trieux.

Nicole de Penthièvre eut bientôt un imitateur. En 1490, Alain d'Albret, veuf de Françoise de Penthièvre,

(1) Vertus, chef-lieu de canton de la Marne, arrondissement de Châlons-sur-Marne. Le comté des Vertus appartenait à François II par sa mère Marguerite d'Orléans, fille de Louis, duc d'Orléans et de Valentine de Milan.

prétendit au nom de ses enfants avoir lui aussi droit à la couronne de Bretagne, et à son tour en offrit la cession au roi de France.

Les droits du sire d'Albret n'étaient pas fondés, car il ne pouvait les tenir que de son beau-père Guillaume, le benjamin des Penthievre; or, ce dernier étant mort avant le sire de Laigle n'avait pu prétendre à la souveraineté du vivant de ses frères aînés. D'ailleurs, les juristes consultés à ce sujet tranchèrent la question en ne reconnaissant aucun titre à Alain d'Albret⁽¹⁾.

Néanmoins, pour des raisons politiques et surtout parce qu'il livrait au roi la ville de Nantes, dont il était le gouverneur, on lui versa la somme de vingt-cinq mille livres de rente. L'attitude du sire d'Albret visait surtout à se venger de la jeune duchesse Anne, qui avait refusé d'épouser un homme aussi laid que lui.

Il est intéressant de rappeler, à l'occasion de cette transaction, que Guillaume de Penthievre fut un ancêtre du roi Henri IV.

En effet, Guillaume, après sa libération en 1448, s'était marié malgré sa cécité à Isabeau de la Tour, dame d'Orval et de Lesparre, fille du comte de Boulogne et de Saint-Pol. De ce mariage naquit Françoise, héritière de la vicomté de Limoges et du Périgord. Françoise épousa en 1467 Alain, sire d'Albret, et eut plusieurs enfants dont l'aîné, Jean de Tartas, succéda à son père en 1521. Jean de Tartas avait épousé, dès 1491, Catherine de Navarre, unique héritière de ce

(1) Opinion des juristes sur les prétentions du sire d'Albret. « Ratio est quia cum mater dictorum filiorum de Albret, fuerit procreata de quodam vocato Guillelmo de Britannia qui erat IV filius Johannis de Britannia, comitis Penthievrie et Marguer. de Clisso ejus uxoris. Quidquidem Guillelmus nunquam fuit Dux, nec habuit aliquam partem in ducatu Britanniae quapropter filia eua mater dictorum filiorum de Albret et per consequens ipsi filii non possunt aliquo modo dictam partem petere ratione dictae successionis eorum matris aut alicuius. Item dicere quod dicta pars ducatus Britanniae pertinet dictos filios de Albret, ratione successionis matris eorum predictae istud est inducit errorem tam in jure quam in facto (P. D. M. Arch. de Bret. Bibl. Nationale).

royaume malheureusement amoindri au début de son règne par la révolte de ses sujets espagnols. Elle ne régnait plus que sur la partie française, c'est-à-dire la Basse-Navarre et le Béarn, partie qui continuait à porter le nom de royaume de Navarre⁽¹⁾.

Le fils aîné de Jean de Tartas et de Catherine de Navarre fut Henri II, dont le petit royaume héréditaire s'agrandit de tous les domaines de son père : l'Albret, le Périgord, le Limousin, etc. Ce prince, marié en 1527 à Marguerite d'Angoulême, sœur du roi de France François I^{er}, fut le père de la vaillante Jeanne d'Albret, qui, mariée en 1548 à Antoine de Bourbon, donna naissance, le 13 décembre 1553, au prince Henri III de Navarre, qui devait devenir en 1589 roi de France sous le nom de Henri IV.

C'est par l'avènement de Henri IV au trône de France que le Limousin, dont les armes sont encore aujourd'hui celles de la maison de Penthievre, le Périgord, l'Albret et tout le royaume de Navarre furent rattachés à la couronne de France.

Après cette digression, revenons à notre sujet. De son mariage avec Nicole de Penthievre, Jean II de Brosse avait eu six enfants : Jean III, son successeur; Antoine, mort jeune; Paule, mariée en 1471 à Jehan de Bourgogne, comte de Nevers; Bernadé, mariée à Guillaume Paléologue, marquis de Montferrat; Hélène, mariée à Boniface V^e Paléologue, frère et successeur du précédent, et enfin Claudine, qui épousa Philippe II, duc de Savoie. A sa mort, son fils Jean III hérita de ses biens et de ses titres, marié à Louise de Laval en 1468; il mourut sans histoire à Boussac en 1502, laissant cinq enfants : René, l'aîné; Magdeleine, mariée en premier mariage à Janus de Savoie, puis, en 1495, à François de Bretagne, comte de Vertus, baron d'Avan-gour; Isabeau, mariée à Jean, sire de Rieux, maréchal

(1) Aujourd'hui les arrondissements de Montéon et de Bayonne.

de Bretagne; Catherine, qui épousa Jean du Pont, sire de Rostrenen; et enfin Marguerite de Brosse.

Charles VIII étant devenu par son mariage souverain de la Bretagne, Jean III de Brosse essaya, en 1495, de rappeler les conditions de l'acte du 26 janvier 1479 concernant la restitution des domaines du Penthièvre; mais la reine Anne, qui avait hérité des rancunes de son père, s'opposa formellement à toutes nouvelles transactions. Bien mieux, en 1501, elle interdit aux Penthièvre de porter le nom et les armes de Bretagne, ordonna de faire effacer les blasons herminés des églises, vitraux, maisons, et tous autres endroits appartenant à ses cousins, mais cette prétention de la reine fut sans effet: René, l'aîné des fils de Jean III, refusa de s'incliner et déclara qu'il portait le nom et les armes de Bretagne parce que ses ancêtres les avaient portés, et, quant au blason, la bordure de gueules suffisait à distinguer les armes de Bretagne et celles de Penthièvre. Magdeleine, baronne d'Avaugour, fut plus catégorique encore, et répondit fièrement qu'elle n'était pas dans la disposition d'en changer; le maréchal de Rieux et le sire du Pont, plus dociles, obéirent.

À la mort de Jean III, son successeur, René, dans l'hommage rendu au roi comprit les terres confisquées situées en Bretagne, croyant surprendre la bonne foi du roi et obtenir ensuite la remise de ces biens, ainsi reconnus comme sa propriété légitime, mais la reine veillait et déjoua le piège, de sorte que l'hommage ne fut admis que pour les biens du jeune comte de Penthièvre situés en France.

René de Penthièvre épousa, le 3 août 1504, Jeanne de Commines, fille de l'illustre chroniqueur Philippe de Commines. Il crut longtemps que, grâce à la haute considération dont jouissait son beau-père, il pourrait recouvrer plus facilement le patrimoine antérieur de sa famille; et, le 7 décembre 1507, il adressa une nouvelle requête dans laquelle nous lisons: « Le comté de Penthièvre, en ce moment la possession de Philibert de

Luxembourg, veuve de Jean de Chalon, prince d'Orange, parce que sa famille en a été dépouillée par le duc François, sans ouïr ni appeler le dit sieur Jehan de Brosse et en haine de ce qu'il avait servi le roi Louis contre ses adversaires et avait refusé de suivre le duc à la journée de Montlhéry. Que toi René et ses ancêtres servaient fidèlement et loyalement le roi de France, qu'il ne pouvait être puni pour cette cause, et qu'il était équitable qu'il puisse réclamer et obtenir la restitution de son comté. »

La reine Anne s'opposa une fois de plus à la réalisation du vœu de René. Tant qu'elle vécut elle demeura d'ailleurs intraitable et hostile à tout rapprochement avec les Penthièvre.

Cependant, loin de se décourager, convaincu de la justice de sa cause, René renouvela sa demande à l'avènement du roi François I^{er}, mais ce fut sans plus de succès.

Tous ces échecs successifs, dus à un parti-pris évident, finirent par aigrir le comte et firent naître en lui des sentiments hostiles au pouvoir royal; il abandonna alors définitivement le service du roi et se retira à Boussac.

Remarié en 1516 à Françoise de Maillé, et en 1521 à Jeanne de Grussy, il vivait retiré dans ses terres du Berry lorsque son voisin, le connétable de Bourbon, l'entraîna dans sa rébellion. Il passa en Italie à la suite de son nouveau chef, prit du service dans l'armée de Charles-Quint, participa à la lutte des Impériaux contre Bonnivet et Bayard, prit part à la bataille de Pavie et suivit en Provence l'armée du connétable. Ce fut au cours de cette expédition qu'il mourut, au monastère de Carces, le 1^{er} août 1524. Le connétable lui fit faire de superbes funérailles, et son corps fut inhumé dans l'église de Saint-Maximin⁽¹⁾.

(1) Carces et Saint-Maximin, localités de l'arrondissement de Brignoles (Var). — Mémoires du vicaire de Saint-Maximin, concernant les obsèques du comte de Penthièvre.

Pour avoir pris les armes contre son pays et participé à la rébellion du connétable de Bourbon, le Parlement de Paris le condamna par contumace, le 13 août 1523, à être décapité, ensuite pendu, et à la confiscation de tous ses biens.

...Monsieur René, en son vivant Comte de Penthievre, décéda et alla de vie à trépas le premier jour d'août 1524, en ce pays de Provence, au lieu dit Carces étant feu Monseigneur de Bourbon venu jusqu'au dit lieu de Carces avec son armée, et fut porté le corps dudit feu seigneur comte en la présence dudit seigneur de Bourbon, avecques grands honneurs, lequel corps sont allés quérir les religieux de la Madeleine de Saint-Maximin, hors la ville avec grande solennité, et fut inhumé ledit corps en la présente église au costé fenestre du maître autel avec grande solennité et enjoint et donné charge au prieur qui estoit pour lors et auxdits pères religieux de prier Dieu pour son âme.

Signé : Peninus Flotte Vicarius.

CHAPITRE XIX

Jean IV de Brosse comte de Penthievre, duc d'Etampes Retour des Penthievre en Bretagne

René de Penthievre avait eu cinq enfants. De Jeanne de Commines étaient nés : Jean IV, le 1^{er} novembre 1513; François, mort jeune; Charlotte, mariée en 1526 à François de Luxembourg, vicomte de Martigues, et Jeanne, mariée en 1551 à René de Laval, sire de Bressuire; la cinquième, Françoise, fille de Jeanne de Grussi, épousa Claude, marquis de Boissy, en 1545. La rébellion du père avait eu des conséquences désastreuses pour les enfants; elle les laissait dans une situation voisine de la misère.

Le traité de Madrid, en 1526, qui libérait le roi François I^{er} de sa captivité en Espagne, stipulait pourtant bien que les enfants de René de Penthievre, mort au service de l'Empereur, recouvreraient leurs biens, mais François I^{er}, une fois libre, ne respecta ni sa parole ni sa signature et oublia délibérément les clauses de ce traité qu'on lui avait imposé.

Le roi ne garda cependant pas une trop profonde rancune de la trahison du comte de Penthievre, car, touché de la détresse de sa famille, il admit bientôt le jeune Jean au nombre de ses pages et lui confia un emploi à la cour.

Jean IV, mûri sans doute par le malheur des siens, était un jeune homme bien doué, intelligent, instruit,

très dévoué et d'une éducation parfaite; aussi ne tardait-il pas à se faire remarquer et à gagner la confiance et les bonnes grâces de son auguste maître.

Après avoir ainsi conquis la bienveillance royale, le jeune comte crut pouvoir en profiter pour implorer la clémence du monarque et obtenir la restitution de son patrimoine; mais ses timides requêtes furent écoutées distraitement, et il n'eût de longtemps obtenu satisfaction si tout à coup, en 1534, François I^{er} n'avait eu la fantaisie de vouloir marier sa maîtresse favorite à quelque grand nom, afin de lui donner rang à la cour. Son choix se porta sur le jeune comte de Penthhièvre.

Une proposition matrimoniale de ce genre paraîtrait outrageante à notre époque, mais, en ce temps-là, épouser la maîtresse du roi était un déshonneur fort couru, et, à défaut du reste, la dot était toujours respectable. Le roi s'engageait, en effet, à déposer dans la corbeille de mariage le duché d'Etampes, et restituait tous les biens ayant appartenu autrefois aux Penthhièvre, c'est-à-dire tous les biens du comte René et de la famille situés en Bretagne.

A peine adolescent, Jean IV se laissa éblouir par la brillante perspective qui lui était offerte, et, ne songeant nullement au rôle singulier qui lui incombait, il accepta la main de la belle ⁽¹⁾.

La nouvelle comtesse de Penthhièvre, duchesse d'Etampes, Anne de Piselleu, qu'on appelait à la cour M^{me} de Heilly, fille de Guillaume de Piselleu, sire de Heilly, en Picardie, était née en 1508; toute jeune elle vint à la cour comme demoiselle d'honneur de la reine-mère, Louise de Savoie. Elle était belle femme, blonde, d'une beauté remarquable, très instruite, d'esprit fin et enjoué, et possédait tout ce qu'il fallait pour séduire.

(1) Jean de Brosse implorent en vain le bénéfice du traité de Madrid, afin de rentrer en possession des biens que la rébellion de son père lui avait fait perdre ne trouva pas d'autre voie pour y entrer que celle du coquage et résolut d'épouser la demoiselle de Heilly.

(Bayle) Edit. Rotterdam 1715.

L'ensemble de ses brillantes qualités lui valait un ascendant immense sur son royal amant, qui ratifiait tous ses caprices.

A la cour on l'appelait *la plus belle des savantes et la plus savante des belles*.

Ce fut en 1526, à Bayonne, ou à Mont-de-Marsan, où la cour s'était rendue pour accueillir le roi revenant de captivité, que M^{me} de Hilly, avec la complicité de la reine-mère, fit la connaissance intime de son amant. Ce prince, qui avait alors 32 ans, s'éprit follement de cette belle fille et dès lors, conclut malicieusement Bayle : « Il se divertit avec elle tant qu'il put. »

La restitution des biens de la famille de Penthhièvre fut l'objet d'un traité signé à Crémieux, le 23 mars 1535. Le texte de ce contrat, dû évidemment à un membre très zélé du conseil du roi, constituait une véritable duperie à l'égard du jeune comte de Penthhièvre, car il ne restituait effectivement que les biens confisqués sur René de Penthhièvre et quelques châtellenies de l'ancien Penthhièvre appartenant à la couronne : Lamballe et Jugon. Pour le surplus, Jean de Brosse était seulement admis à poursuivre à ses frais la délivrance des seigneuries qu'il revendiquait. En un mot, on l'autorisait à racheter les biens de sa famille.

Ce pacte ainsi libellé était en contradiction formelle avec les promesses faites, mais le texte était si bien torturé, la réalité si bien masquée par le verbiage spécial aux hommes de loi de ce temps qu'il ne fut pas compris par le jeune homme, qui, trop candide ou trop loyal, n'aurait osé se méfier ni même soupçonner le moindre piège.

Il est d'ailleurs à peu près certain que François I^{er} ignorait lui-même la mauvaise foi de son notaire, et que son intention était bien de restituer tous les domaines promis. Cependant, dans la suite, après l'union des époux, il devint le complice de son libellon, en faisant la sourde oreille à toutes les protestations

du comte de Penthievre et en déclarant s'en tenir à la décision du Parlement.

La conséquence immédiate du traité de Crémieux fut donc de faire remettre à Jean de Brosse le duché d'Etampes et les biens de son père René. Les domaines de Bretagne furent l'objet d'une enquête très compliquée. Cependant, dès le 14 octobre 1535, le Parlement de Paris, arbitre du litige, prononça la restitution des seigneuries de Lamballe, de Jugon et des ports et havres situés entre le Couesnon et l'Arguenon. Ces domaines restitués venaient de faire retour à la couronne; donnés en 1470 au prince d'Orange, confisqués en 1522, à la suite de la participation de Philibert, fils et successeur du prince d'Orange, à la rébellion du connétable de Bourbon, ils avaient été cédés, le 28 mars 1524, à vie durant, à Louis de Lorraine, comte de Vaudemont.

Le Parlement réserva les terres de Moncontour, de Guingamp, de Lannion, de Minibiac et de la baronnie d'Avaugour, jusqu'à ce qu'il fut nettement démontré que tous ces biens avaient appartenu autrefois à l'antique domaine des Penthievre.

A ce moment Guingamp, domaine de la couronne, avait été donné à titre de récompense, en 1534, à M. d'Annebaud, Minibiac appartenant au bâtard de Rieux.

Le Goëlle, comprenant Châtauldren, Châteaulin-sur-Trieux, La Roche-Derrien, Paimpol, Lanvollon et les châtellenies de Glisson, d'Ingrande et de Champtocéaux, constituait la baronnie d'Avaugour, propriété du comte de Vertus.

La question concernant la baronnie d'Avaugour fut vite solutionnée; la duchesse d'Etampes, forte de l'appui du roi et déjà bien plus dévouée à sa famille qu'à son mari, maria sa jeune sœur Charlotte⁽¹⁾ qu'elle chérissait

(1) La duchesse d'Etampes avait un autre beau-frère marié à sa sœur Louise. C'était Guy Chabot de Jarnac, célèbre par son duel avec La Chataigneraie, le 10 juillet 1547.

(Le coup de Jarnac).

au jeune François, comte de Vertus, fils de Magdeleine de Brosse, et obligea son mari à se désister par contrat de toutes ses prétentions sur les domaines de son jeune beau-frère⁽¹⁾.

Ce fut vers cette époque, le 23 décembre 1542, que Jean de Brosse acheta à la famille de Dinan-Laval la châtellenie de la Roche-Suhart.

A partir de ce moment, malgré ses instances répétées, Jean de Brosse ne put obtenir la moindre concession; aussi, en 1543, voyant l'inutilité de ses efforts, il protesta contre les clauses du traité de Crémieux, qu'il avait signé étant mineur et confiant dans la loyauté du roi. Or, exposait-il, en lui faisant croire à la restitution intégrale de tous les biens de ses ancêtres, on l'avait trompé. Ce n'était donc pas à lui de poursuivre les détenteurs de ses biens, mais au roi de tenir ses promesses en lui assurant leur possession.

Le Parlement de Paris fut de nouveau saisi de l'affaire et invita le comte à lui remettre tous les titres et documents établissant la légitimité de sa demande. Les discussions juridiques durèrent dix ans, le comte eut beau réclamer, protester, tout fut inutile. Ce ne fut qu'en 1555, huit ans après la mort de François I^{er}, sur nouvelle requête adressée à Henri II, qui estimait et appréciait beaucoup Jean de Brosse, alors gouverneur de Bretagne, qu'une nouvelle enquête fut ordonnée, et le 9 mars 1555, à Fontainebleau, Henri II reconnaissait enfin le duc d'Etampes — c'est ainsi qu'on appelait alors le comte de Penthievre — naturel et légitime propriétaire.

(1) Acte de donation de 1524. Louise, mère du Roi, duchesse d'Angoumois, d'Anjou et de Nemours... Sçavoir faisons que, nous ayant égard et considération aux bons, grands, louables, agréables et recommandables services... en vertu de la régence à nous bayée par le dit seigneur père et légitime administrateur des biens de Monseigneur le Dauphin, duc et propriétaire du duché de Bretagne... cédon, donnons, transportons et délaissons le comte de Penthievre, à nostre cousin et aimé Louis de Lorraine, comte de Vaudemont... 28 Mars 1524.

Signé : LOUISE

taire des seigneuries de Guingamp, de Moncontour et de Minibriac. La seigneurie de Lannion, pour laquelle les titres de propriétés furent insuffisants, demeura au domaine royal (1).

Dans ce traité de Fontainebleau, Jean de Brosse à son tour ratifiait celui du 26 janvier 1479, et s'engageait à renoncer à tout jamais, pour lui et ses successeurs, à tous les droits et actions qu'il entendait pouvoir prétendre à la couronne ducale de Bretagne.

Les soucis engendrés par la reconstitution de son patrimoine ancestral n'avaient pas empêché le duc d'Etampes de poursuivre une brillante et active carrière. Le 25 février 1543, il avait été investi du gouvernement de la Bretagne, et la lettre qui l'élevait à cette qualité prouve en quelle estime le tenait le roi.

« Nous ne pourrions faire meilleure élection que de lui; pour ces causes, et pour l'entière et parfaite confiance que nous avons en lui et de ses prudence, intégrité, vertu, bonne conduite et diligence, et l'avons fait, constitué et ordonné, faisons, constituons et ordonnons par ces présentes lieutenant général et gouverneur dudit pays de Bretagne, »

Jean IV de Brosse, comte de Penthievre, en possession de son patrimoine, duc d'Etampes, gouverneur de Bretagne et mari de la plus belle courtisane de son temps, n'en fut pas plus heureux, car peu de temps après son mariage la duchesse le délaissa pour reprendre ses fonctions auprès du roi. Jean ne l'entrevit qu'aux rares moments où sa charge le rappelait à la cour. La plus grande partie de sa vie se passa en Bretagne, presque dans la solitude, sans avoir jamais connu les joies de la famille, dans sa résidence cepen-

(1) Ce fut après cet accord que, par lettre patente de 1556, le roi Henri II supprima en son fief de Lannion le douzaine congéable, considérant cette abolition comme le moyen le plus efficace pour procurer le repos, la tranquillité et le bien-être à ses « aimés et fidèles sujets ».

dant agréable du château de Lamballe, qu'il avait fait édifier (1).

De son côté la duchesse d'Etampes, grâce à son intelligence supérieure et à son habileté, sut toujours conserver la confiance et l'amour du roi, malgré les intrigues et l'hostilité des courtisans jaloux de son prestige (on alla jusqu'à l'accuser de comploter contre la sécurité de l'Etat, de complicité avec Charles-Quint); elle demeura envers et malgré tout l'amie intime, la confidente appréciée du royal amant, qui lui conserva toute son affection jusqu'à sa mort, faisant cette fois mentir sa légendaire réputation de frivolité.

Cette situation exceptionnelle de la duchesse ne faisait pas toujours l'affaire du mari. Si ce mariage le combla de biens et d'« honneurs », il dut subir non seulement ses malheurs conjugaux, mais encore la volonté capricieuse de sa femme.

Il lui fallait toujours s'incliner, car en cas de conflit le roi intervenait, prenait fait et cause pour sa mie et imposait silence au duc.

Le prestige de la duchesse s'évanouit avec son protecteur; elle faillit même, en 1552, cinq ans après la mort de François I^{er}, compromettre à tout jamais la situation du duc d'Etampes. A cette époque, Jean de Brosse, à la tête des troupes bretonnes, accompagnait le duc de Vendôme en Picardie, où il contribua à la prise de Hesdin et à la célèbre et héroïque défense de Thérrouanne. Pendant ce temps il fut prouvé que la duchesse entretenait des intelligences avec l'ennemi. Pour l'en punir Henri II lui enleva son duché d'Etampes et en dota Diane de Poitiers. Jean de Brosse ne fut pas impliqué dans l'affaire et conserva son gouvernement, mais à partir de ce jour la rupture fut défini-

(1) Ce château de Lamballe était devenu après la Révolution le siège d'un collège communal auquel était annexé le cours normal d'instituteurs du département des Côtes-du-Nord. Il abrite aujourd'hui une école primaire supérieure de garçons.

tive entre lui et la duchesse. Le duché d'Etampes ne lui fut restitué qu'en avril 1562 par Charles IX.

Ce fut sans doute pour bien établir qu'il n'avait jamais été solidaire des actes de sa femme que Jean, en 1556, fit ouvrir une enquête afin de préciser tous ses griefs contre elle, et aussi pour obtenir la revision de certains contrats, que la volonté royale mise au service de la belle duchesse lui avait imposés.

Le premier placet daté de Lamballe, le 3 juin 1556, avait pour titre : « Requête pour prouver que la duchesse d'Etampes, sa femme, a abusé de la faveur du roi François, pour contraindre le duc à faire des choses contre son intérêt », et dévoilait des faits curieux sur la vie intime des deux époux. Ce factum fut d'ailleurs assez mal jugé et provoqua les plaisanteries des courtisans. L'intention du duc n'était pourtant pas d'afficher ses malheurs conjugaux, car, comme le dit Bayle : « Il eût fallu qu'il fût le plus naïf de tous les hommes, s'il avait cru que son royaume avait besoin d'informations pour devenir un fait certain. Toute la France en était persuadée, en aurait juré et se serait hautement moquée de quiconque aurait traité la chose de problématique ! » Il voulait seulement convaincre ses contemporains que si pendant la vie du roi François I^{er} il avait dû s'incliner devant la volonté royale et se laisser imposer les fantaisies de la duchesse, il en avait été la victime et non le complice, car il en avait souffert moralement et matériellement : il citait en exemple son renoncement à la baronnie d'Avaugour, qu'avec l'appui du roi, sa femme l'avait contraint d'abandonner au comte de Vertus, et il ajoutait que la duchesse touchait ses appointements de gouverneur de Bretagne sans jamais lui en donner la moindre part. » Elle le tenait, disait-il, en telle subjection, qu'il n'osait faire sinon ce qu'elle voulait par crainte de tomber en la mal grâce et mécontentement du Roi. »

Le placet exposait encore les tribulations du ménage, lorsqu'un hasard tout à fait exceptionnel réunissait les

époux; ce n'était alors que disputes et querelles qui irritaient le roi; un jour celui-ci en fut si courroucé qu'il fit comprendre à l'infortuné mari que toutes les fantaisies de sa femme ne souffraient aucune contradiction, et sa mauvaise humeur fut telle que, le lendemain matin, à son lever, il refusa les services du duc, l'invita à quitter la chambre et finalement lui ordonna de retourner en Bretagne.

On peut donc dire que dès la mort de François I^{er} la séparation fut complète et définitive entre les deux époux.

La duchesse se retira après 1552 au château de Chaligny, dans le Gâtinais, où elle vécut depuis au milieu d'une petite cour d'amis et de mécontents soupçonnés d'encourager clandestinement les progrès de la religion réformée. Ce fut dans cette retraite qu'elle mourut oubliée vers 1585.

Après le traité de Fontainebleau, le premier soin de Jean de Brosse, devenu seigneur de Guingamp, fut d'éviter tout malentendu avec ses nouveaux sujets en établissant une charte dans laquelle ses droits seigneuriaux et ceux de la communauté bourgeoise étaient nettement définis. Cette charte, étudiée avec soin par deux célèbres juristes choisis spécialement, le sénéchal de Rennes d'Argentré, et Deliot, fut scellée et signée le 21 septembre 1555, en la chapelle du couvent des Cordeliers, au milieu d'une affluence nombreuse. Les signataires de ce document furent Jean de Brosse, les membres élus de la communauté bourgeoise et tous les nobles ou roturiers tenant héritages, terres et rentes sur le territoire de la prévosté de Guingamp, tant en la ville close qu'en ses faubourgs.

Cette charte très développée reconnaissait et précisait les privilèges et droits acquis par la communauté bourgeoise. Nous en donnons un fragment à titre de curiosité : « Et au moyen de ce que dessus contenu, consent ledit Seigneur que les dits manans et habitans jouissent et usent de leurs prétendus droits qu'ils ont eus

du temps passé et de leurs privilèges patrimoniaux et héréditaires par eux maintenus et dont le dit seigneur duc est connoissant et connoist iceux manans et habitants et tenans terre en la dite prévosté estre en bonne et vraye possession; c'est à seavoir d'estre francs, quittes et exempts de tous devoirs de ventes, rachats, apparitions de contrats et autres devoirs seigneuriaux.

« Et signamment a estre accordé que le dit corps commun politique de la dite ville et feauxbourgs jouiront comme par le passé de leur juridiction basse et moyenne, ainsy que des choses toutes notoires, sans qu'ils soient subjects autrement en informer leur dit seigneur, avec droit de préminances d'églises et autres droits dont ils ont accoustumé jouir et user... »

Il ne semble pas qu'en dehors de cette charte Jean de Brosse se soit particulièrement intéressé à notre ville. Il habitait d'ailleurs Lamballe, et sa charge de gouverneur de Bretagne l'absorbait avant tout. Nous ne trouvons nulle trace de ses libéralités, ni à l'égard de la ville, ni à l'égard de l'église Notre-Dame. Il est vrai qu'il jouissait si peu des revenus de ses domaines ou de sa charge, il le plus souvent encaissés par sa femme, qu'il se vit quelquefois dans l'obligation de recourir à des emprunts pour se procurer de l'argent. C'est ainsi que le 14 décembre 1562, nous le voyons emprunter aux Cordeliers une somme de 18.000 livres, destinée à son usage personnel (1).

En dehors de ses occupations administratives, le duc d'Etampes ne négligeait pas le métier des armes. En capitaine distingué, il participa à la campagne de Picardie en 1552, et en 1562 il fut chargé de réprimer la rébellion de quelques villes de la Basse-Normandie qui avaient ouvertement pris parti pour les huguenots.

(1) Le 14 décembre 1562, Jehan de Penthièvre avait pris dans l'argenterie des Cordeliers cent marcs d'argent qui furent estimés 18.000 livres, pour lesquels le comte hypothéqua les halles de Guingamp.

(Comptes de Penthièvre).

Pendant cette campagne, son neveu et héritier Sébastien de Luxembourg se livra à des excès de rigueur; la répression fut si barbare que Dom Morice lui-même estime que ces actes de violence et de sauvagerie ne peuvent être autorisés par la religion.

De Normandie Jean de Brosse s'en alla au siège d'Orléans, mais malade et fatigué il dut rentrer en Bretagne, où Charles IX, le 20 mars 1563, lui adjoignit son neveu Sébastien, à titre de coadjuteur : « Comme par indisposition et débilitation de continuelles maladies qui ordinairement surviennent à notre très chier et très aimé cousin le duc d'Etampes... afin que faute de personnage qui ait l'œil ouvert pour voir à toutes choses requises et nécessaires, il ne puisse advenir inconvénient à nos affaires et service, etc... »

Comme gouverneur de Bretagne, Jean de Brosse fut un administrateur remarquable, plein de bon sens, sage et avisé. Arbitre des premières querelles entre huguenots et catholiques, il manœuvra avec tant de clairvoyance et de justice, qu'il évita pendant les vingt années de son gouvernement les violences et les attentats. Les catholiques l'accusèrent souvent d'être le complice de leurs adversaires : en réalité, il fut conciliant et sut respecter les convictions de tous ses administrés.

Ce fut certainement grâce à sa largeur d'esprit et au profond sentiment de justice qui l'animait que la Bretagne évita les tragédies sanglantes qui désolèrent à cette époque nombre de provinces de France. Il réprimait avec une égale énergie les abus de l'un et de l'autre, sans jamais pouvoir être accusé de partialité.

Le succès justifia sa méthode de gouvernement; aussi quand la mort le surprit au moment où les guerres de religion semaient en France la plus misérable des discordes, éprouva-t-on l'impression d'une véritable catastrophe. Ce fut un deuil public et une perte irréparable pour la Bretagne, et cet homme de bien, ce grand administrateur, fut vivement et sincèrement regretté de tous les partis.

Il mourut à Lamballe le 27 janvier 1565, après une longue et cruelle maladie. Son corps, transporté en grande pompe à Guingamp, fut inhumé dans le chœur de l'église des Cordeliers, près des tombeaux de ses ancêtres.

Par testament du 25 janvier 1565, il instituait son neveu Sébastien de Luxembourg, fils de sa sœur Charlotte, son héritier et son légataire universel, à charge de remettre à sa sœur Jeanne, dame de Bressuire, les quelques biens qu'il possédait en Anjou et en Poitou⁽¹⁾. La duchesse, qui vivait retirée en son château du Gâtinais, fut complètement déshéritée : « Quant à ma femme, Dieu est témoin de mon intention que je crois qu'il aura agréable, et n'ayant point voulu servir ni tenir lieu de femme, elle ne peut demander douaire ! »

Aucune disposition ne concernait ses administrés, ses villes et ses vassaux, et Guingamp ne reçut pas le moindre souvenir.



Vieilles maisons de la rue du Grand Troitieux

(1) Magdeleine de Luxembourg, sœur de Sébastien, avait reçu en dot lors de son mariage en 1563 avec Georges de la Trémouille, la seigneurie de Pléio, démembrement de la seigneurie de la Roche-Suhart.

CHAPITRE XX

La ville de Guingamp autrefois

Dès l'époque la plus reculée de son histoire, la topographie de notre vieille cité fut sensiblement la même que de nos jours. On la divisait cependant alors en deux parties distinctes : la ville close et les faux-bourgs.

La ville close était la partie de l'agglomération située à l'intérieur des remparts. Avant 1343, l'enceinte rudimentaire de notre ville était surtout constituée par des fossés et des palissades en bois; mais après le pillage de Guingamp par les Anglais en 1343, Charles de Blois remplaça les palissades par des murailles et entoura la ville d'une ceinture de remparts solides qui furent entièrement rasés en 1420 par ordre du duc Jean V après l'attentat de Champloceaux.

De 1443 à 1454, Pierre de Bretagne, comte de Guingamp, reconstitua les fortifications et construisit un château. Ce sont les vestiges de ces travaux qui existent encore.

La communauté bourgeoise participa pour la somme de 1.500 livres à la construction des murailles de Pierre II. Dans le compte du procureur des bourgeois, Denys des Prés, pour l'année 1447, on lit : « Touchant une taille qui fut mise en la dite ville et fosbours, savoir, au mois de juin 1447, pour la part de 150 livres pour la première moitié de 300 livres par an jusques à cinq ans, que lesdits bourgeois octroyèrent à Monsei-

gneur de Guingamp pour aider à la fortification et empavement de la ville. »

On trouve aussi dans le registre de la communauté qu'en 1454 : « Il fut payé à Yves Guerguerengor, procureur fiscal de la cour de Guingamp, une somme de 2 sols 6 deniers pour le double d'un mandement qui lui avait été donné par le duc Pierre II, pour mesurer les murailles de la ville et pour les frais d'un souper donné au bourgeois après ce mesurage, lequel repas coûta un sol six deniers. »

Ces murailles ont connu bien des vicissitudes; sapées et battues en brèche en 1489 et en 1591, par les Français, elles durent subir de nombreuses réfections; Kergomar, en 1591, obligea le maire et procureur des bourgeois à participer à leur restauration sous peine d'emprisonnement. Voici comment ce procureur, Gilles Juhel, dans son inventaire de 1592, rendait compte de la dépense résultant de ce travail : « Et en l'endroit a le dit Juhel remonstré qu'il aurait été contraint par ledit sieur gouverneur, mesme par emprisonnement de sa personne durant ladite charge de maire et procureur, de faire faire des ponts neufs, mettre un brancart à faux, rebastir une muraille en la douve entre lesdites portes (Montbareil et Tréguier), entretenir les dits ponts et portes en due réparation, comme il est notoire à un chacun : en outre contraint d'acheter des pelles, pics et pioches pour travailler aux fortifications et de fournir chaque soir le nombre de quatre livres de chandelle au corps de garde et de faire fendre et tailler le bois du magasin pour estre desparly chacun jour au corps de garde, requérant qu'il soit dit qu'il aura allouement en la reddition de ses comptes.

En 1603, une nouvelle réparation s'imposant, Mme de Martigues invita la communauté bourgeoise à effectuer ces travaux, mais cette dernière, outrée des frais précédents, ordonnés par Kergomar, et lasse de toujours payer les frais de guerre, refusa de participer à cette dépense : « Le sieur Maire requiert que ledit procureur

fiscal montre pouvoir de Madame, et en cas qu'il en apparaisse demander renvoy devant les juges supérieurs et contester n'estre tenu aux dites réparations prétendues supplier Madame de les vouloir excuser. »

Cette démonstration fut mal accueillie, et les bourgeois durent s'incliner.

Une nouvelle mise en état fut effectuée en 1625⁽¹⁾. Quelques mois plus tard, le 24 juillet 1626, — à la suite de la conspiration de Chalais à laquelle César de Vendôme, duc de Penthièvre, avait participé, — Rochegude, exempt des gardes du roi Louis XIII, reçut de Richelieu l'ordre de procéder immédiatement à la démolition du château et des fortifications, et de mettre les habitants de Guingamp en demeure de participer à ce travail. Somme fut faite d'une manière solennelle. En voici un fragment : « En la congrégation des habitants de la ville de Guingamp assemblés à son de campagne en l'église d'icelle en la chapelle de Monsieur St-Jacques, du commandement de Monsieur de la Rochegude, commandant pour son service aux châteaux de Guingamp, Lamballe, etc... Sommant derechef les dits habitants de s'y employer, aider et tenir main forte, leur accordant huitaine pour tout delay, et pour qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, a esté fait lecture des lettres du Roy, scellées du grand sceau de cire verte, dont il ordonne l'enregistrement afin que chacun en droit soy y ait à obéir; déclarant auxdits habitants qu'il se rendra dans huit jours dans ceste ville pour le lendemain faire travailler auxdites démolitions. Faute de quoy et de fournir les outils nécessaires il proteste de se pourvoir aux périls et fortunes desdits habitants. »

Grâce à l'intervention du maréchal de Thémines,

(1) A cette occasion la communauté bourgeoise décida le 12 février 1625 qu'il serait procédé sans retard aux réparations urgentes des murailles et des portes et qu'on y emploierait le produit de l'octroi obtenu depuis 1603 et dont les lettres furent renouvelées à cause même de ces réparations.

gouverneur de Bretagne, cet ordre ne subit qu'un commencement d'exécution; les remparts furent respectés et seuls le château et les tours furent démantelés et rasés au niveau des remparts.

Dix ans ne s'étaient pas écoulés qu'en 1636, en présence de l'agitation qui régnait dans le pays, ordre fut donné par Sourdis de réparer les parapets des murailles, tenir les portes et les ponts en bon état, attendu que la dite ville n'est qu'à deux lieues et demie des côtes de la mer et pour éviter toutes sortes de surprises. Les frais de cette réparation monterent à 2.537 livres 7 sols.

De nouvelles réparations furent encore effectuées en 1640, 1662, 1696 et enfin en 1675, à l'époque de la révolte des tonneliers rouges ; depuis ce moment nos murailles abandonnées et négligées ont été partiellement détruites et il n'en subsiste que quelques lambeaux à Trottrieux, à Traouzach et à Saint-Sauveur.

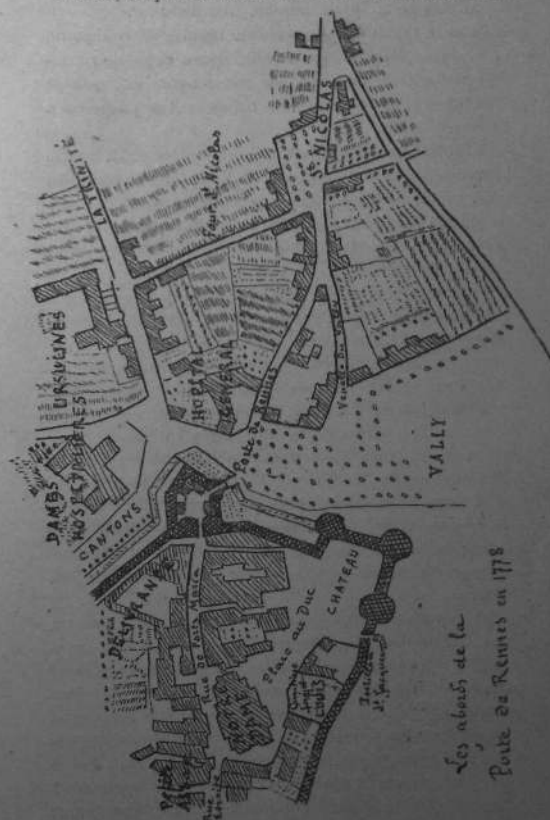
Les remparts formaient un circuit complet autour de la ville close. Ils étaient constitués par une courtine épaisse d'environ trois mètres, en grand appareil, bordés d'un parapet en créneaux et machicoulis et flanqués de quatre portes, un portillon et six tours.

Les tours étaient : la tour de la Fontaine, qui existe encore en partie (propriété de M. Julienne), la tour du champ au roy détruite, la tour de Toulquenlie à Trotrieux détruite, la tour Saint-Sauveur (propriété de M. Déreat), la tour Saint-Sauveur (propriété de M. Allain, la tour du Luduec (propriété de M. de Parthenay).

Ces tours étaient rondes, à l'exception de la tour de Traouzach qui était en forme de fer à cheval. Les quatre tours décapitées qui existent encore sont toutes en assez mauvais état.

Toutes les portes de notre ville ont été complètement détruites; il n'en reste aucune trace. La plus importante était la porte de Rennes, à l'extrémité de la rue de Portz-Maria (Notre-Dame). Frémenville, qui la connut,

Y'a décrite ainsi : La porte de Rennes était une grande ogive percée dans la courtine qui unissait ses tours de défense, lesquelles étaient rondes et couronnées de cré-



neaux. En avant était un ravelin, ouvrage avancé dont on munissait ordinairement les portes de ville au Moyen-Age, et qui a été remplacé dans la fortification moderne par ce qu'on nomme une demi-lune.

Dans le ravelin de la porte de Rennes de Guingamp je vis une couleuvrine de fonte ayant deux tourillons de chaque côté, et une volée fort longue, elle pouvait être du calibre de 4 livres de balles et était placée dans une meurtrière.

A l'intérieur était un affreux donjon formé de quatre tourelles encadrant le corps du logis et dépassant en hauteur les fortifications de la ville; on avait pratiqué au milieu de l'édifice une large voûte faisant face à la porte de Rennes et sous laquelle circulaient les piétons et les voitures.

Ce donjon lugubre a longtemps servi de prison. Il fut démoli en même temps que la porte de Rennes, vers 1830, et les matériaux provenant de cette démolition furent donnés par le roi Louis-Philippe, descendant des derniers ducs de Penthièvre, aux dames hospitalières, pour construire l'ancien hospice communal.

Les autres portes de la ville n'avaient pas l'importance de la porte de Rennes; la modeste porte de la Fontaine ou de Montbareil, à l'extrémité de la rue de la Pompe, percée à même la courtine du rempart, était sans tours de défense; ce fut sans doute cette particularité qui, lors des sièges de 1489 et de 1591, engagea les assaillants à diriger leurs efforts de son côté.

La porte de Tréguier, au bout de la rue Bikan ou des Carmélites, était flanquée de deux grosses tours rondes, surmontées de tourelles. La porte de Locmikaël (Saint-Michel) fermait la rue des Febvres par une voûte ogivale étroite et très basse, percée dans une grosse tour hexagonale. Les ponts Saint-Michel étaient alors en bois; le plus rapproché de la ville était formé de deux travées, l'une fixe et l'autre mobile qui était le pont-levis de la porte elle-même. Les ponts ne furent

construits en maçonnerie qu'en 1773, lorsqu'on agrandit et supprima la voûte de Locmikaël devenue impraticable pour les diligences effectuant le service de Paris à Brest.

Toutes ces portes étaient fermées de pont-levis et de herse; la petite porte Quinchy ou de Toucquellenc, percée dans la muraille, au bas de la venelle du moulin du Duc, était la seule n'ayant qu'une simple herse pour fermeture.

Le portillon Saint-Jacques, au pied de la tour ouest du château ne fut ouvert qu'en 1741, pour la commodité des habitants des Trotrieux, de Rustang et de Nuello.

En dehors de ces fortifications, la ville avant 1420 possédait un château indépendant de l'enceinte urbaine; ce château, construit à l'endroit où est actuellement le Vally, s'appelait le château de la Motte⁽¹⁾; ce fut lui qui abrita les premiers Penthièvre et plus tard Guy de Bretagne et sa fille Jeanne la Boiteuse⁽²⁾. Rasé en 1420, par ordre du duc Jean V, après la fameuse affaire de Champtoceaux, ses ruines formèrent un amoncellement de terres et de pierres jusqu'en 1780, époque à laquelle ce chaos fut déblayé et transformé en place d'armes par les soldats du régiment de Rouergue, en garnison à Guingamp, et qui lui donnèrent le nom de Vally.

Ce premier château eut pour successeur celui dont les restes imposants dominent encore la vallée du Trieux. Le nouveau castel fut édifié de 1438 à 1442 par Pierre de Bretagne, comte de Guingamp, qui le fit construire à l'alignement de l'enceinte fortifiée.

C'était un vaste quadrilatère régulier, flanqué à ses

(1) Dans la bulle du pape Clément II, 1190, concernant l'abbaye de Sainte-Croix, on lit : « Dimidium milendium ante motam Comitit ; pratum et terram qui est in australia partit torrentis qui paxit Motam destitit in Treviam ».

(2) Septembre 1384. — Inventaire desse joues, ornemens de chapelle, vasselles d'argent, ménage, qui furent de feue Jehanne, jadis duchesse de Bretagne et vycomtesse de Limoges : lesquelles avoient été apportées de la Roche-Derrien où elles estoient et livrées au chastel de la Motte de Guingamp.

angles de quatre tours rondes, du style du XV^e siècle, murailles épaisses bien maçonnées en grand appareil régulier avec pont-levis à l'intérieur de l'enceinte urbaine, donnant accès à la place au Duc.

En 1598, lors de la soumission de Mercœur, cette superbe et fière forteresse fut comprise dans la liste des citadelles du Penthièvre qui devaient être démantelées, mais grâce à M^{me} de Martigues, qui implora la clémence de Henri IV, le château de Guingamp fut épargné.

Ce ne fut malheureusement que partie remise, car en 1626, comme nous l'avons vu, après la conspiration de Chalais et pour punir César de Vendôme, Richelieu donna l'ordre formel de détruire toutes les défenses de la ville; l'intervention du maréchal de Thémynes sauva les remparts, mais le château fut sacrifié et décapité au ras des remparts de l'enceinte.

En 1676, les matériaux revenant de cette exécution furent donnés par Louis-Joseph de Vendôme, duc de Penthièvre, aux dames hospitalières, pour leur permettre d'édifier une communauté.

Les tours décapitées et les courtines, seuls vestiges du château qui aient échappé à cette mutilation, attestent encore la puissance de ce donjon et le soin qui avait présidé à son édification.

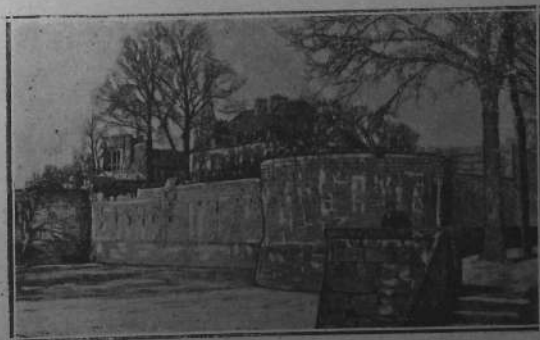
Pendant la famine et la peste qui ravagèrent notre cité en 1741, la communauté bourgeoise, afin de procurer du travail aux malheureux et avec l'agrément du duc de Penthièvre, propriétaire du château, fit dégager les déblais entassés dans son enceinte, et, en 1774, le même duc autorisa les sœurs de Saint-Vincent de Paul à construire sur ce terrain une petite maison où ces religieuses résidèrent jusqu'à la Révolution.

Cet humble refuge fut réoccupé en 1816 par les sœurs de la Sagesse, qui furent chargées par la municipalité d'y organiser une école de filles. L'école prospéra, mais la maison devint trop étroite, et bientôt menaça ruine, aussi en 1840 les sœurs exigèrent-elles un local plus spacieux et plus confortable, et la ville

dut leur construire un vaste édifice qui existe encore.

Grâce aux libéralités municipales, l'école continua de progresser et ne cessa pas d'être très fréquentée.

La prospérité de cette école du château conduisit la ville à envisager de nouveaux agrandissements, et en 1880 la municipalité eut l'excellente idée de tenter la restauration de la tour est du château, pour l'utiliser comme classes. L'idée était parfaite, malheureusement l'exécution fut déplorable; ce travail, accompli sans goût, sans aucun respect pour le style du monument primitif, ne fait pas honneur au sens artistique des édiles de l'époque.



Château actuel

Cette école, laïcisée en 188., constitue actuellement un groupe scolaire très important, comprenant une école primaire de filles et une école maternelle.

L'enceinte fortifiée que nous venons de décrire renfermait ce qu'on appelait alors la ville close. Le plan

général de cette ville était à peu près le même que de nos jours; les rues souvent étroites, mal pavées, avec le ruisseau au milieu, étaient certainement le plus souvent sales et encombrées de débris⁽¹⁾, leur pavage et leur entretien constituaient cependant l'une des plus lourdes charges de la communauté bourgeoise; on trouve, en effet, dans presque tous les comptes des procureurs, des crédits parfois très élevés destinés à cet entretien et à l'empavement.

Leurs noms différaient généralement de ceux d'aujourd'hui: la rue Notre-Dame s'appelait la « rue de Portz Maria », et son prolongement était « la rue étroite », qui conduisait à la cohue, place du Centre actuelle.

En bordure de la rue de Portz Maria il y avait d'abord l'église Notre-Dame, dont nous parlerons plus loin, puis, près de la porte de Rennes, l'hôpital de la Délivrande, ou Hôtel-Dieu, fondé par Charles de Blois. Il existe encore des vestiges de cet établissement; la salle dite de la Redoute, et quelques maisons en bordure de la rue Notre-Dame en faisaient partie. Cet hôpital possédait une chapelle connue sous le nom de Notre-Dame de la Délivrance et un cimetière dans lequel, en 1912, on a découvert tout un amas de squelettes humains.

C'était aussi dans la rue de Portz Maria que se trouvait, avant 1450, l'atelier des Monnaies.

Dans la suite une hôtellerie remplaça cet hôtel des Monnaies. En 1777, l'empereur d'Allemagne, Joseph II, voyageant sous le nom de comte de Falkenstein, y descendit; on lui fit payer un modeste repas un prix fabuleux, qu'il trouva lui-même exagéré. Cette auberge

(1) La plupart des maisons étaient alors précédées d'un petit enclos ou courtil où chacun pouvait déposer ses débris. Il y avait même sur la voie publique des emplacements où, moyennant une contribution minime, on pouvait faire des dépôts de frambois ou foinier; un emplacement de ce genre existe encore, la Cohue, en face de la maison Goulet (Compte communal 1510).

prit depuis le nom de « Hôtel de l'Empereur »; elle existait encore en 1831, époque à laquelle l'infante Dona Maria y séjourna. Et, sans doute pour ne pas perdre sa réputation d'hôtel sachant exploiter sa clientèle, cette princesse vit figurer sur sa note une somme de cinq francs pour une rose qu'elle avait elle-même cueillie dans le jardin.



Maison dite de la Reine Anne

La jolie maison renaissance, avec sa tourelle élégante qui domine la rue étroite, date de la seconde moitié du XVI^e siècle, époque du retour des Penthièvre à Guingamp, et devait leur appartenir, car ces seigneurs demeurèrent, jusqu'en 1750, propriétaires de tous les immeubles placés en face des deux tours de l'église. Cette maison possède une magnifique cheminée Henri II, entièrement en granit.

Sur la Cohue on trouvait d'abord, à l'angle supérieur, un calvaire en granit qui a disparu à une époque inconnue, puis un peu plus bas, mais seulement après 1588, la fontaine alors appelée « La Plomée », qui remplaça le puits antique qui servait à rafraîchir les vins de la reine Anne en 1505. Avant 1588, ainsi qu'il résulte de nombreux comptes de procureurs, la première Plomée se trouvait au bout soubzain de la Cohue, c'est-à-dire au bas de la place. Cette première Plomée, constituée par une auge en pierres, avec gargouille et décors en plomb, était alimentée par les eaux venant de Montbareil, à l'aide d'une canalisation en poterie qui suivait la rue de la Pompe; elle était bien antérieure à Pierre II; en 1447, au moment même où Pierre II habitait le château de Guingamp, cette fontaine était déjà en ruines et hors d'état de servir; de grandes réparations y furent effectuées en 1464 et 1465. Ogée et Ropartz nous apprennent qu'à ce moment la communauté de ville paya 8 livres 13 sous et 2 deniers en 1464, et à peu près la même somme en 1465 pour ces travaux. « Quinze sous à Jehan le Guilcher, le 25^e jour d'avril, pour souder la dite plomée sur la bouette qu'elle estoit cassée et rompue sous le pont de Montbareil et y mettre un pié et demy de tuau de plon à chacun costé de la dite bouette ». A cette époque la communauté paya encore : « Dix sous à Roland le Quéré, potier, pour deux dizaines de tuaux de terre pour mettre en icelle plomée ; — deux sous six deniers à Jehan Lehuayer pour trois charettes de grosses pierres pour couvrir les tuaux de la dite plomée, que la charette auroit rompue sur le grand chemin au-dessus de la maison de Jehan Henry. Six sous aux propriétaires des courtils aux endroits où passaient les tuyaux. »

En 1469, vingt des plus riches bourgeois avancèrent chacun un écu pour la mise en place de la conduite de la plomée; la même année il fut payé à frère Yves Kaerb-Guillié, prieur des jacobins, une somme de 9 livres 9 sous 2 deniers : « Qui lui était due à cause

de la mise faite par lui touchant la plomée ». Il fut aussi payé 20 deniers « pour ciment à abiller la plomée et pour trois charettes de ardille pour mazonner la masse et les bondes d'icelle plomée ».

Enfin, en 1588, Pierre Le Goff, maire de Guingamp, remboursa à l'abbé de Sainte-Croix une somme de cent écus, qu'Ollivier Follard, précédent procureur des bourgeois, avait empruntée pour le transfert et la reconstitution de la plomée au « haut bout » de la Cohue.

Ce fut donc vers 1588 que l'antique plomée fut déplacée et remplacée par une autre plus importante, qui fut construite au haut de la Cohue et près de l'endroit où se trouve l'ancien puits⁽¹⁾.

Cette nouvelle fontaine, édifiée en partie avec les matériaux provenant de son ancêtre, était aussi formée d'une auge en pierre, ornée de décors en plomb.

En 1735, en présence des dépenses fréquentes et très onéreuses occasionnées par les réparations incessantes de la fontaine, la communauté bourgeoise se décida à effectuer une réfection complète des canalisations qui amenaient l'eau des hauteurs de Montbareil. Ce fut alors que l'aqueduc avec arches en plein cintre, qui existe encore en partie, fut construit pour soutenir les conduites d'eau.

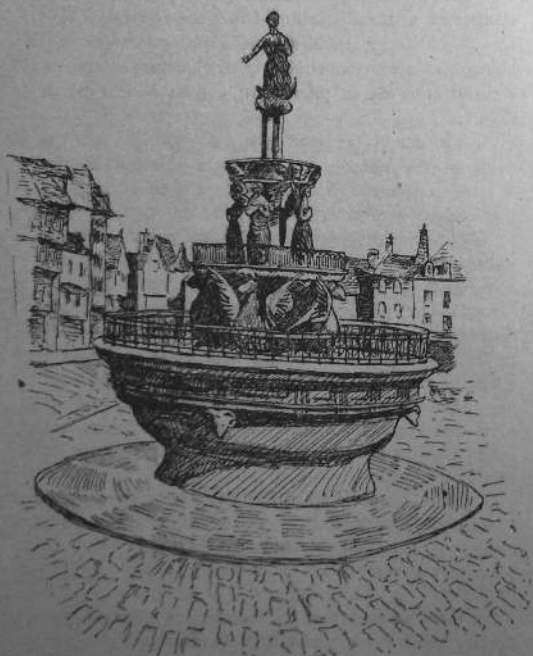
La perfection de ce travail arrêta nos édiles à juger l'ancienne fontaine indigne de distribuer l'eau délicieuse qui coulait en abondance, et ils décidèrent de la remplacer par un monument plus imposant et plus décoratif.

Des pourparlers furent immédiatement entamés avec Corlay, habile modelleur de Châtaudren, qui présenta un projet que nos édiles acceptèrent.

Le 28 décembre 1743, un contrat fut rédigé, et Corlay s'engagea, moyennant une somme de 1.500 livres, à réaliser son plan. La confiance de nos édiles fut bien

(1) C'est à ce puits que fut volé, en 1505, le sacon d'argent de la reine Anne.

placée. Corlay se surpassa et créa un véritable petit chef-d'œuvre. Sa fontaine, devenue célèbre, existe toujours, soigneusement entretenue par la ville et les



Fontaine

Beaux-Arts, et demeure incontestablement l'ornement le plus artistique et le plus gracieux de notre cité.

Sur la Cohue, s'élevaient aussi les halles, immense construction en bois, laide et encombrante, du genre



Maison de Mérien Chero et de Bertrand Gouquet

de celles qui existent encore à Corlay, à La Chêze ou à Châteauneuf-du-Faou; leur revenu était la propriété exclusive de la seigneurie. Cet informe monument a disparu en 1770, pour faire place à l'enclos de la place du Centre actuelle.

C'était autour de la Cohue que logeaient les riches marchands et nobles bourgeois de la cité. La maison de Yves Le Dantec, qui eut l'honneur de recevoir la reine Anne en 1505, s'élevait au haut bout de la place.

en face du vieux puits remplacé actuellement par la fontaine de Corlay.

Mérien Chéro, marchand de vins et d'épices, l'une des plus belles figures de notre histoire locale, et le non moins brillant Bertrand Gouicquet, habitaient la maison qui existe au coin de la place du Centre et de la venelle du Moulin de la Ville.

Le lieutenant de Boisbouexel, qui livra Guingamp en 1480, logeait, dit-on, dans la jolie maison du XVI^e siècle qui fait l'angle de la rue Jean-Jacques.



Maison du Lieutenant de Boisbouexel

La deuxième maison à gauche de la maison de Boisbouexel fut habitée par le brave La Tour d'Auvergne, dont la grande distraction était, disait-on, de se tenir à son balcon en compagnie de son chien caniche qu'il chaussait de petites bottes de cuir.

De la Cohue, deux rues conduisaient au Champ-au-Roy; l'une, la rue du Four, actuellement amorcée de la rue des Halles et de la rue des Sapeurs-Pompiers,

l'autre, étroite et tortueuse, qui conduit encore maintenant de la rue précédente à la rue de Pontrieux. Les rues de Pontrieux et du Four actuelles sont modernes et ont été ouvertes le siècle dernier. Du Champ-au-Roy à la porte de Rennes on suivait la rue des Remparts.

La rue qui allait de la Cohue à la porte de Loemikaël, s'appelait primitivement rue des Febvres, c'est-à-dire des Forgerons, parce que cette voie était presque exclusivement habitée par les travailleurs du fer; or, nous savons que l'industrie métallurgique fut longtemps en faveur dans notre ville, où existaient des fonderies renommées de cloches et même de canons. En 1625, lorsque les Carmélites s'installèrent, avec l'autorisation de César de Vendôme, dans l'enclos de la chapelle et du cimetière Saint-Yves, la partie de cette rue comprise entre la Cohue et le carrefour de la chapelle prit le nom de rue Saint-Yves; l'autre tronçon conserva l'ancien nom de rue des Febvres jusqu'en 1773, époque de la démolition de la porte de Loemikaël et de l'inauguration des ponts Saint-Michel. A ce moment cette rue et son prolongement prirent le nom de rue des Ponts Saint-Michel.

Ce fut aussi en 1625 que la ruelle qui allait du carrefour Saint-Yves à la porte de Tréguier, et qu'on appelait rue Bihan, prit le nom de rue des Carmélites.

Les Carmélites, qui s'établirent à Guingamp en 1625, appelées par César de Vendôme lui-même, ainsi que l'indique la délibération communale du 22 juin de cette année, étaient de l'ordre réformé de Sainte-Thérèse. Ces religieuses prirent peu de place dans la vie guingampaise.

Nous savons d'elles qu'en 1647 elles furent autorisées à percevoir pour leur propre compte toutes les offrandes faites à leur chapelle, à la condition de verser chaque année au chapitre de Notre-Dame une contribution fixée à 320 livres. En 1690, il y eut conflit aigu entre elles et la communauté bourgeoise, parce qu'elles refusèrent de payer une taxe de 60 livres destinée à l'en-

retien et au pavage des rues longeant leur enclos. Elles prétendirent avoir obtenu des rois Louis XIII et Louis XIV des immunités particulières les dégageant de toutes obligations urbaines. La communauté bourgeoise insista et obtint une sentence les condamnant; mais les religieuses ne voulurent point s'incliner devant cette décision judiciaire et eurent recours à l'influence de l'une des leurs, la carmélite Louise de la Miséricorde, qui n'était autre que M^{me} de la Vallière.

A ce moment Guingamp et le Penthievre appartenaient à M^{me} de Conti, propre fille de la célèbre Carmélite (1), celle-ci tira profit de la circonstance pour abuser de son crédit et obtenir de la communauté bourgeoise l'annulation de cette sentence (2) pourtant justifiée.

La Révolution chassa les Carmélites de leur maison et en fit une prison. Ce couvent, qui occupait un vaste quadrilatère compris entre les rues Saint-Yves, des Carmélites et du Cosquer, a entièrement disparu.

De la porte de Tréguier à la porte de Monthareil, on suivait la rue du Pois-d'Argent jusqu'à la maison du Cens, demeure du procureur fiscal de la seigneurie de Penthievre. Cette maison, qui existe encore, possède

(1) Marie-Anne de Bourbon, dite Mlle de Blois, fille légitimée de Louis XIV, mariée en 1680 à Louis-Armand de Bourbon, prince de Conti, veuve le 9 novembre 1685, acheta le duché de Penthievre en 1686 et le posséda dix ans.

(2) Lettre de Mlle de la Vallière au maire de Guingamp : « Ce 20 octobre 1695, Jésus, Maria.

« Je crois, Monsieur, que la charité nous oblige à vous dire que, si vous ne voulez à ma prière faire annuler la sentence que vous avez fait donner contre nos sœurs les Carmélites, et remettre toutes choses comme elles étaient de tous tems, nous supplions Madame la Princesse de Conti de se servir de son autorité. J'espère que demandant une justice vous la ferez promptement. J'ose croire aussi qu'à notre considération vous agirez de manière que nos Chères Sœurs n'aient jamais lieu d'appréhender rien sur cela où elles avaient toujours été en repos. Je prie Monseigneur qu'il vous donne sa sainte grâce et nous sommes avec affection, Monsieur, votre très humble servante, Sœur Louise de la Miséricorde, religieuse Carmélite indigne ».

dans sa cour un très bel escalier extérieur dont la rampe décorative en fer forgé mérite l'attention.

De la maison du Cens à la porte de Monthareil, la rue prenait le nom de rue du Four du Luduec; la petite rue qui de la maison du Cens rejoignait la Cohue, et qu'on nomme actuellement rue Jean-Jacques, s'appelait rue Traverse; les rues du Cosquer et du Moulin de la Ville ont conservé leur nom primitif.

En dehors des remparts se trouvaient les faubourgs qui, quoique moins peuplés que de nos jours, avaient cependant une importance suffisante pour posséder leur autonomie fiscale et leurs juridictions particulières.

La communauté bourgeoise, ou plutôt les nobles bourgeois, étaient seigneurs et exerçaient leur juridiction sur Rustang, où se trouvait leur moulin féodal, sur Ruello, une partie de Trotrieu-Lambert (Petit-Trotrieux) et une parcelle du territoire de la Trêve de Saint-Agathon.

Les faubourgs de Sainte-Croix, de Saint-Sauveur et de la Trinité étaient soumis à la juridiction de leurs abbés ou prieurs.

Trotrieu-Toulquellenic (Grand-Trotrieux) et Monthareil relevaient directement du Penthievre, Saint-Martin dépendait de la seigneurie de Locmaria, et Saint-Michel formait à lui seul une seigneurie ayant sa propre juridiction.

Le faubourg de Saint-Sauveur comprenait les agglomérations de Trau-Sac'h, de Saint-Sauveur, de la rue de Tréguier et de Traou-la-Pic. Son antique église, antérieure à la réunion du Penthievre au Goëlo, avait été érigée en abbaye en 1123 par le comte Etienne de Penthievre, mais cette abbaye fut si mal administrée que, pour en éviter la ruine complète, Henri de Penthievre, dès 1152, dut la faire convertir en prieuré, dont il donna les bénéfices aux moines de l'abbaye de Saint-Melaine de Rennes.

Cette déchéance n'empêcha nullement ces bénédic-

l'ins de continuer à jouir de tous les privilèges attachés à l'abbaye défunte, mais l'église fut desservie par un prieur de la portion congrue. Ces privilèges étaient : les dîmes, le droit de haute justice, dans l'étendue du faubourg, le droit de minodage du sel, ou taxe perçue sur le sel vendu chaque samedi à Guingamp, les droits de place de la foire de mai qui se tenait chaque année autour de l'église, et enfin le droit de mouture sur les céréales apportées à leurs moulins de Traou-Sac'h et de Saint-Sauveur.

L'église Saint-Sauveur s'élevait au milieu de la place qui porte encore son nom et s'enfonçait dans le sol qui pendant dix siècles n'avait cessé de grimper, comme une marée, le long de ses vieux murs. Au début de la Révolution, son dernier prieur, l'abbé Le Bourdélès, s'était réfugié en Angleterre ; malgré ce départ, son église servit quelque temps à l'exercice clandestin du culte ; cependant elle ne tarda pas à être désaffectée et fut alors utilisée comme magasin à fourrages et comme gîte d'étape des galériens au passage de la chaîne.

La pauvre vieille église ne survécut pas à cette épreuve, et, bien que rendue au culte par le Concordat, aucun prêtre n'y fut désormais particulièrement attaché. En 1805, l'hiver très pluvieux ayant définitivement désagréé sa vieille carcasse demeurée sans entretien pendant la période révolutionnaire, elle s'effondra « doucement un beau jour ».

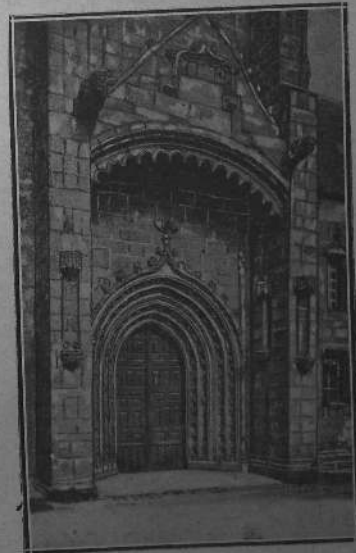
L'abbé Lagain, curé de Notre-Dame et chef de la fabrique, jugea inutile et inopportun de relever ce vénérable sanctuaire et employa ses débris à relever la chapelle de Saint-Léonard.

Le faubourg de Montbareil était célèbre par ses deux monastères : celui des Cordeliers et celui des Jacobins ; tous les deux fondés à la même époque, les Cordeliers en 1283, les Jacobins en 1284.

Le monastère des Cordeliers, le plus connu des deux, enrichi par les ducs de Bretagne et par les Penthièvre, surtout par Guy de Penthièvre et par Charles de Blois,

était devenu à la mort de ce dernier, en 1364, le lieu réservé aux sépultures des membres de sa famille, et avait pris le nom de Terre-Sainte.

Ce monastère demeura florissant pendant trois siècles, jusqu'au passage de l'armée du prince de Dombes, qui l'incendia et le détruisit en 1591. Il n'en reste aucun vestige, si ce n'est les nombreuses pierres tombales que l'on trouve enfouies sur son emplacement.



Église de Grâces

Après sa destruction, ses religieux, grâce à quelques économies et surtout aux libéralités de M^{me} de Martigues et de Mercœur, que pour cette raison ils qualifièrent « leurs dames, leurs fondatrices et leurs prin

cesses », reconstituèrent leur communauté près de la chapelle Notre-Dame de Grace qui leur fut donnée (1).

Ce dernier monastère a disparu comme le premier, mais la chapelle Notre-Dame, devenue l'église paroissiale de la commune de Grâces est toujours debout, et renferme encore les reliques de Charles de Blois que les Cordeliers, autorisés par M^{me} de Martigues, avaient recueillies et emportées avec eux en 1610, lors de leur réinstallation. Cette église est admirable par la pureté de son architecture ogivale, sa flèche élégante et gracieuse, ses boiseries finement sculptées représentant des scènes rabelaisiennes : un diable traînant en enfer une brouettée de nonnes; un renard qui montre son museau sous un froc, et qui prêche devant un auditoire de poules; plus loin, un moine ivre qui roule sous un tonneau et se noie dans une mer de vin, etc... Cette église, le plus bel édifice religieux de notre région, fut construite au début du XVI^e siècle, à la place d'un oratoire élevé par un franciscain mendiant, le R. P. Pierre Bilsic, qui jouissait dans le pays d'une grande réputation de sainteté.

Ce furent les paroissiens de saint Michel qui, pour offrir au saint homme qu'ils vénéraient une chapelle digne de lui, prirent l'initiative de cette construction. Ils profitèrent du voyage de la reine Anne à Guingamp, en 1505, pour intéresser cette souveraine à leur pieux projet et obtinrent son généreux appui. De son côté le sieur de Kérisac, propriétaire du terrain sur lequel était établi l'oratoire primitif, donna le terrain nécessaire à la construction nouvelle, et le 15 mars 1506 la première pierre de l'église fut posée.

Pendant près de dix ans, le R. P. Bilsic desservit sa belle chapelle et y fut inhumé en 1517. Après lui la

(1) Ces religieux avaient en la prudence de placer les 1.800 livres prêtés à Jean de Brosse et que Madame de Martigues leur avait restituées en 1581, à fort bons intérêts chez deux riches marchands de la ville, et ce fut avec ce capital et les 1.600 livres tournois données par Madame de Martigues qu'ils purent rebâtir leur couvent.

chapelle fut desservie par des chapelains dont le dernier, René Chomard, se démit en 1605 en faveur des Cordeliers.

Le monastère des Jacobins, fondé en 1284 par Pierre de Rostrenen, partagea le sort de celui des Cordeliers en 1591; ses religieux se réfugièrent alors au manoir de Penker, que le sire de la Rivière-Coatrieux mit gracieusement à leur disposition, et en 1614 ils fondèrent, près de l'église Saint-Martin, le couvent de Sainte-Anne.

A cette dernière date ces religieux, qui jusqu'alors avaient joui de l'estime générale, s'aliénèrent les sympathies de toute la population guingampaise par leur arrogance et leurs prétentions. Ils commencèrent par se brouiller avec leur bienfaiteur, le marquis de la Rivière-Coatrieux; puis, ayant besoin de capitaux pour reconstituer leur demeure, ils rendirent la ville responsable de la destruction de leur ancien monastère, exigèrent d'elle une indemnité très élevée et engagèrent un procès qu'ils gagnèrent, grâce à de hautes protections : la ville fut injustement condamnée à leur verser le tiers des taxes de l'octroi. Ce procès ne leur fut jamais pardonné.

Plus tard, en 1676, sur les ruines de l'ancien monastère des Jacobins, une riche veuve, M^{me} des Arcis, devenue très pieuse après une jeunesse orageuse, fit construire un vaste établissement destiné aux Dames de la Charité du Refuge; elle prit l'habit religieux et mourut en 1694.

Cette institution, destinée à recueillir les femmes et filles de mauvaise conduite, que les familles ou l'Etat lui confiaient pour remettre dans le droit chemin, fut la maison de force la plus intéressante de Bretagne; elle jouissait d'une certaine réputation dans les bureaux de la maison du Roi. Montbarel vaudrait à lui seul une étude, qui malheureusement ne peut entrer dans le cadre de notre ouvrage. Plusieurs dames de la cour y furent pensionnaires : M^{me} de Boisgirault, la voleuse

des diamants de la Dauphine, fut l'une d'elles; M^{me} de la V..., née de P..., famille très connue en Bretagne, en fut une autre, son dossier, qui figure aux archives d'Ille-et-Vilaine (section C 215), est très curieux et contient une lettre du 7 mars 1781 de la supérieure de Montbareil, qui récrimine contre les familles qui ne paient pas la pension de leurs exilées; une autre lettre, très intéressante, du subdélégué de Mortain, en date du 30 novembre 1785, sur la vie aventureuse de M^{me} de la V..., enfermée à Montbareil pour avoir contaminé les moines d'une communauté voisine de Fougères, qui tenta de faire sortir de Montbareil une de ses amies,



Montbareil

la demoiselle Crosnier, en novembre 1785, pour l'envoyer à Paris se livrer au libertinage.

A côté de ces exilées de marque il y avait des filles et des femmes de bas étage en très grand nombre⁽¹⁾.

Cette communauté servit de prison pendant la Révolution et fut vendue en 1793. Rachetée en 1820 par les Filles de la Croix, celles-ci l'occupent depuis cette époque.

Le faubourg de la Trinité et son église étaient antérieurs à la cité Saint-Sauveur; l'église, bâtie sur le terre-plein qui précède le cimetière actuel, avait été donnée en 1152⁽²⁾, en même temps que Saint-Sauveur, aux moines de Saint-Melaine. Ces moines n'y résidèrent jamais, ils se contentèrent d'en toucher les bénéfices et de la faire desservir par un prieur à la portion congrue, qui y exerçait sa juridiction qui comprenait tout le faubourg, avec Portzanquen et une petite partie de Saint-Martin.

Les bénéfices de l'église consistaient dans les dîmes et les droits perçus le jour de la foire des Rameaux, dite foire fleurie⁽³⁾.

(1) Consulter les archives d'Ille-et-Vilaine, les dossiers 201, 202, 215, 216, 172, 177, 199 de la section C.

(2) Lors de la conversion de l'abbaye de Saint-Sauveur en 1151, cette église fut d'abord laissée à ses premiers détenteurs les moines de Marmoutiers, mais ceux-ci trouvèrent le cadeau trop maigre et refusèrent l'offre de Henri de Penthièvre, de sorte que celui-ci en 1152 fit une nouvelle donation en y ajoutant l'église de la Trinité et cette fois au profit des moines de Saint-Melaine : « Ego Henricus, Dei gratia Comes pro salute anime mee et anime patris mei Stephani et matris mee Haduise et pro animabus Fratrum meorum Goufridi et Alani et pro anima filii mei Henrici, liberis meis ac sigilli munitione confirmo monachis Beati Melanii quicquid in terra mea et sub potestate mea possident donec antecessorum meorum libere et quiete sicut temporibus patris mei et fratrum meorum tenuerunt.

« Ecclesiam scilicet Sancte Trinitatis Guingampensis cum omnibus appendiciis suis et terris et decimis et possessionibus. Ecclesiam Sancti Salvatoris cum molendinis suis et terris et decimis et cellis et possessionibus ». Actum Guingamp M. C. L. II.

(3) En retour de leurs privilèges spéciaux, les prieurs de Saint-Sauveur et de la Trinité payaient chaque année comme droit de vassalité aux Penthièvre, une somme de vingt deniers le jour des foires de Mai et des Rameaux.

Au début du XV^e siècle, la population des paroisses de Saint-Sauveur et de la Trinité s'étant beaucoup accrue, leurs prieurs furent autorisés à se faire seconder par un vicaire, mais les moines bénéficiaires refusèrent de payer les frais de cette innovation, et même d'augmenter la portion congrue des prieurs, de sorte que la communauté bourgeoise, qui avait provoqué et autorisé cette amélioration, dut en supporter tous les frais. Aussi nous voyons, dans le compte de gestion du procureur des bourgeois en 1447, que la communauté allouait cent sols aux deux prieurs et vingt sols aux deux vicaires. Cette dépense était « égaillée sur la généralité des habitants ».

L'église de la Trinité fut respectée lors des divers sièges de Guingamp, mais vers le milieu du XVIII^e siècle sa vétusté était telle qu'on dut la reconstruire en entier; la nouvelle église, très jolie et très bien conçue, servit au culte jusqu'à la Révolution, et à ce moment subit le sort commun et fut utilisée comme magasin. Elle ne fut rendue à sa destination première qu'en 1807.

Malheureusement, pour elle, il y avait alors à la tête de la fabrique de Guingamp un remarquable démolisseur d'églises, c'était l'abbé Lagain, curé de Notre-Dame, que nous avons déjà vu aux prises avec la vieille église de Saint-Sauveur. Farouche adepte de la centralisation cultuelle, l'abbé Lagain décréta la démolition complète de cette pauvre église de la Trinité, bien que toute neuve, et utilisa ses matériaux pour réparer l'église de Notre-Dame. Les paroissiens de la Trinité ne goûtèrent certes pas le procédé, mais n'osèrent protester.

Le manoir de Penker, qui avait servi d'asile aux Jacobins en 1592, se trouvait sur le territoire de cette paroisse. Nous avons vu que ces religieux n'y firent qu'un court séjour, par suite de leurs démêlés avec leur propriétaire et la communauté bourgeoise. A leur départ, la communauté bourgeoise, en 1614, demanda

par délibération spéciale à M^{me} de Mercœur l'autorisation d'établir un couvent de Capucins au Penker, que le propriétaire Guillaume de Coatrieux se proposait d'offrir aux nouveaux religieux. La duchesse donna son autorisation le 6 juillet 1615, puis, le 25 août 1616, elle accorda aux Capucins une somme de 300 livres, pour la pose de la première pierre des nouveaux bâtiments, et douze pieds d'arbres propres à la construction.

Dès leur arrivée à Guingamp, les Capucins devinrent les favoris de la population. De son côté la communauté bourgeoise ne cessa de les aider et de les protéger; en 1648, elle leur donna 300 livres pour subvenir à leur entretien; en 1696, deux tonneaux de vin pour leur chapitre; en 1748, une barrique de vin de 84 livres pour la mission, 89 livres 7 sols pour la croix plantée à l'occasion de cette mission et enfin, en 1754, 361 livres pour le pavage de leurs cours et 150 livres pour leur permettre d'acheter deux barriques de vin. Aucun autre ordre religieux ne fut plus généreusement traité par nos édiles, aussi leur établissement était-il devenu très considérable lorsque la Révolution vint les en chasser.

Après leur expulsion, le couvent demeura inoccupé pendant plusieurs années, puis fut acquis par la famille Hello qui y installa une sucrerie de betteraves. En 1850, cette sucrerie fut transformée en distillerie d'eau-de-vie de betteraves, puis en filature vers 1855. Quelques années après, cette industrie ayant périé, le domaine entier fut racheté par une société qui y installa le collège dont les locaux étaient devenus insuffisants.

Sur le territoire de la même paroisse existait, avant 1676, en face de la porte de Rennes, un vieil hôpital construit autrefois par la communauté bourgeoise pour suppléer à l'insuffisance de l'hôpital de la Délivrande ou de l'Hôtel-Dieu, fondé par Charles de Blois.

En 1676, ce vieil hôpital communal menaçait ruine,

la communauté bourgeoise le fit remplacer par des constructions plus spacieuses et mieux appropriées; il prit alors le nom d'Hôpital Général. La gestion en fut confiée à des religieuses hospitalières de l'ordre de Saint-Augustin, détachées de l'hospice de Tréguier.

Ces religieuses, au nombre de six, prirent possession de leur fonction le 14 août 1676, mais, comme leur logement n'avait pas été prévu à l'hôpital, elles durent se loger provisoirement dans une aile de la Délivrande. Ce fut alors qu'elles obtinrent du duc de Vendôme un vaste terrain en bordure des douves en face de la Délivrande, et cent cinquante charretées de pierres taillées à prendre dans les ruines du château, pour les aider à se construire une communauté.

Le duc de Vendôme poussa la générosité jusqu'à leur allouer une pension perpétuelle de trois cents livres, à la condition d'être reconnu comme leur fondateur.

Plus tard, en 1697, le comte de Toulouse, qui venait d'acquérir le duché de Penthièvre, leur permit à son tour de prendre dans ses carrières de Montbarelil tous les matériaux dont elles pourraient avoir besoin.

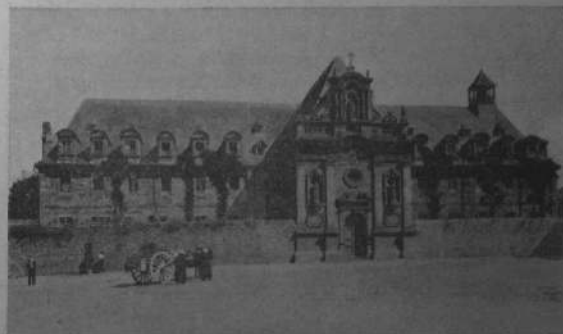
En retour elles devaient placer son écusson et une inscription au-dessus de leur porte et dire à perpétuité une prière à son intention.

La première pierre de cette communauté fut posée en 1699 par le marquis de la Coste, représentant le comte de Toulouse. L'édifice coûta plus de 60.000 livres, dont les religieuses firent péniblement tous les frais; aussi, écrivaient-elles au comte de Toulouse : « Elles avaient pris sur leur propre substance pour fournir à la dépense, sans avoir pu encore suffire aux frais ».

La remarquable chapelle italienne de cet établissement porte sur son fronton l'inscription : « Renée Magdeleine de Coatmen, supérieure, 1709 ». Au-dessous on a reconstitué l'écusson du comte de Toulouse, mais cet écusson fantaisiste est absolument inconnu, et au-

dessus de la porte celui du duc de Vendôme⁽¹⁾. Cette chapelle est encore de nos jours l'un des plus beaux édifices de notre ville.

Pendant la Révolution, un vandalisme aveugle fit marier l'écusson de Vendôme et détruire les statues et colonnettes qui ornaient sa façade. Au cours du siècle derniers, ces décors furent reconstitués, mais il est déplorable qu'on ait employé à cette restauration un granit qui n'a ni l'aspect ni la couleur du granit primitif, ce qui produit un contraste tout à fait disgracieux.



Vieux Hôpital

Les religieuses furent chassées de leur communauté en 1794 et incarcérées à Montbarelil toute une année avant d'être dispersées. Les biens particuliers de l'hospice furent aussi vendus à ce moment comme biens nationaux, mais six ans après leur revenu fut recon-

(1) L'écusson de Vendôme est formé de trois merlettes de Lorraine. L'écusson inférieur ne peut être ni de Vendôme ni de Toulouse. Nous avons recherché ce qu'ils pouvaient être et n'avons rien trouvé.

titué par Bonaparte. Le décret de Maëstricht du 21 prairial an VIII (11 juillet 1800) attribua à l'hospice des biens situés à Maëstricht ⁽¹⁾ même, et dont le revenu était alors de 632 francs. Une partie de ce domaine hollandais ayant été aliéné depuis, le revenu actuel n'est plus que de 110 francs.

Trois ans après cette restitution, le 7 vendémiaire an XII (29 septembre 1803), les religieuses Augustines furent autorisées à rentrer dans leur ancienne maison et à reprendre leurs fonctions; mais leur jolie chapelle, qui était alors convertie en écurie, ne leur fut rendue qu'en 1810.

Depuis cette époque ces religieuses sont constamment demeurées attachées à leur service hospitalier, auquel elles avaient adjoint un pensionnat de jeunes filles. Elles ont renoncé à l'enseignement lors de la suppression des congrégations enseignantes.

Après la Révolution et la vente de l'antique hôpital de la Délivrande comme bien national, l'hôpital général demeura l'unique établissement hospitalier de notre ville : cependant ses constructions vétustes, mal entretenues, menaçaient ruine en 1828. La Municipalité s'inquiéta de cet état de choses, craignit de le voir s'écrouler sur ses occupants et prit la résolution de le remplacer. La Révolution de juillet 1830 surprit nos édiles au milieu de nos projets, mais ils laissèrent à leurs successeurs une caisse de 26.000 francs destinée à réaliser leur décision ; aussi la nouvelle Municipalité, qui s'était rendue compte de l'urgence de ce remplacement, n'eut-elle qu'à adopter les plans établis et à mettre l'établissement en chantier.

Le roi Louis-Philippe, petit-fils et héritier du dernier duc de Penthièvre, s'empessa de participer à cette œuvre et donna tous les matériaux provenant de la démolition de la porte de Rennes, dont le granit taillé

(1) Maëstricht était alors le chef-lieu du département français de la Meuse-Inférieure.

servit au parement de la façade. En commémoration de ce don, le roi se réserva le droit de disposer de deux lits dans le nouvel hôpital.

Pour la commodité des services on construisit cet hôpital dans l'immense enclos des Augustines et alléant à leur communauté. Les salles étaient spacieuses et bien aérées, mais malheureusement l'ensemble ne répondait pas encore aux besoins, et il fut insuffisant dès son inauguration. En 1876, lorsque Guingamp devint ville de garnison, il fallut construire une annexe destinée aux salles militaires; cet accroissement apparent ne modifiait en rien l'insuffisance initiale de l'établissement; aussi en 1900 nos édiles se virent-ils dans l'obligation soit de construire de nouvelles annexes à l'hôpital existant, soit d'y substituer un nouvel établissement plus largement conçu et plus conforme aux données de l'hygiène. Ce fut cette dernière solution qui prévalut.

Un estimable philanthrope, M. Bobé de Moyneuse, mort à Paris en 1870, avait légué sa fortune à la ville de Guingamp à la condition qu'elle s'acquittât de certaines obligations testamentaires ⁽¹⁾, capitalisât ensuite le capital restant pendant cent ans, puis consacra cette fortune à la construction et à l'entretien d'un asile destiné aux vieillards et incurables de Guingamp.

Les héritiers naturels du testataire protestèrent ; il fallut plaider. Une transaction judiciaire eut lieu en 1873, qui accordait à la ville de Guingamp les deux tiers de l'héritage, soit 116.950 francs, affranchis de toute obligation ⁽²⁾.

(1) Ces obligations étaient souvenirs et rentes viagères à un certain nombre d'amis ou membres de la famille du testateur et une rente perpétuelle de 40 francs garantie à l'église Saint-Martial de Montmorillon, pour l'entretien de la tombe de ses père et mère.

(2) Le 31 mars 1905, la fortune capitalisée du legs Bobé de Moyneuse atteignait la somme de 508.755 francs 92. Le reliquat de cette somme, soit environ 260.000 francs, est demeuré placé en rentes sur l'Etat et le revenu est affecté à l'entretien des vieillards et incurables hospitalisés.

De sorte que quand la Municipalité, associée à la Commission de l'hospice, décida en 1900 de construire un nouvel hôpital, elle put faire état de ce legs dans ses prévisions budgétaires et réaliser en même temps le vœu du donateur.

Il fut alors décidé que le nouvel établissement serait bâti à flanc de coteau dans un terrain appartenant à l'hospice, au lieu dit *Kez en Foi*, en bordure de la route de Pontrieux.

Les travaux, commencés en 1904, ont été terminés en 1909. L'inauguration officielle en a été faite le 24 octobre 1909 par M. Ruau, ministre de l'Agriculture.

Lorsqu'en 1832 le vieil hôpital général fut abandonné, la ville, qui depuis longtemps désirait posséder un collège communal, saisit l'occasion d'acquiescer cet établissement délabré, si bien situé au centre même de la ville ; l'administration de l'hospice traita moyennant une rente annuelle de 1.400 francs.

On construisit pour 70.000 francs l'édifice sans prétentions qui existe encore. Ce nouvel établissement était destiné, dans la pensée de nos édiles, à abriter à la fois un collège communal et une école mutuelle.

À ce moment Guingamp ne possédait plus à la petite abbaye qu'un collège tout à fait rudimentaire. La faute n'en incombait cependant pas à nos édiles. Le 26 ventôse an VII, le représentant de Guingamp au Conseil des Anciens, P. Guyomard, avait obtenu que l'école centrale du département fût établie à Guingamp, dans l'ancien couvent de Montbareil ; les notables de la ville s'étaient engagés à couvrir tous les frais de cette création ; mais les habitants de Saint-Brieuc s'émurent, et, le 2 fructidor suivant, adressèrent au corps législatif une pétition demandant le retrait de cette décision : leurs députés furent très persuasifs, et leur requête fut écoutée, entraînant une grande déception pour les Guingampais.

Un collège et une école mutuelle furent donc installés dans la nouvelle construction.

Les débuts du nouveau collège ne furent pas heureux, sa gestion fut constamment en déficit ; le nombre de ses élèves, qui avaient dépassé cinquante les premières années, diminua sans cesse et tomba à vingt et un en 1851 ; il fallut fermer le collège.

Quelques années plus tard ses portes se rouvrirent, mais cette fois sous la forme d'une institution diocésaine dirigée par des prêtres et subventionnée par la ville. Tout de suite cette nouvelle institution triompha des difficultés rencontrées par le collège et se développa si rapidement que ses locaux devinrent trop petits et qu'il fallut songer à trouver un bâtiment plus vaste ; l'institution fut transférée aux Capucins, où elle prit le nom d'Institution Notre-Dame.

L'école mutuelle fut plus favorisée que le collège ; dès ses débuts elle prit une importance considérable et l'on s'empresse, lors du transfert du collège aux Capucins, de lui en affecter les locaux.

Les premiers maîtres lancastriens ayant été remplacés par des instituteurs laïques, son enseignement prit une nouvelle tournure, on y créa des classes d'études primaires supérieures, on y prépara des candidats aux écoles d'Arts et Métiers, aux Ponts et Chaussées, à l'École Normale d'Instituteurs. Si bien que, sous l'habile direction de maîtres éminents et instruits, sa renommée s'étendit dans tout le pays, et le nombre de ses élèves s'accrut d'année en année.

C'est cette école primaire supérieure si digne d'intérêt que nous avons l'espoir de voir bientôt établie dans les vastes et beaux locaux de l'ancien hospice.

Ce fut aussi sur le territoire de la paroisse de la Trinité que fut fondé en 1634 le premier établissement destiné à l'instruction des jeunes filles. Dès 1625 des religieuses Ursulines de Tréguier avaient projeté de créer à Guingamp un établissement d'enseignement et en avaient demandé l'autorisation à la communauté

bourgeoise; mais celle-ci, peu soucieuse sans doute de cette création, négligea de répondre. Treize ans plus tard, les Bénédictines de Saint-Malo ayant fait la même demande, la communauté bourgeoise se décida cette fois à accepter la création de cette école, mais opta en faveur des Ursulines qui avaient été les premières postulantes.

Ces dernières religieuses acceptèrent, mais à leur tour ne se montrèrent pas très empressées de réaliser leur projet, car ce ne fut qu'en 1654 qu'elles vinrent à Guingamp.

D'abord recueillies par un vicaire de Notre-Dame, l'abbé Le Bricquar, qui les installa provisoirement dans un hospice particulier qu'il possédait près de l'église de la Trinité, elles tinrent à profit cette généreuse hospitalité pour édifier tout à côté une vaste et élégante communauté qui devint l'Institution Saint-Joseph.

Cette institution, réservée aux jeunes filles riches du pays, fut inaugurée en 1666, et jusqu'en 1792 fut la maison d'éducation et d'enseignement la plus brillante et la mieux fréquentée de la région.

L'Etat s'en empara en 1798 et l'affecta à différents services; d'abord magasin, puis caserne sous l'Empire, école des frères à la Restauration, l'immeuble fut enfin définitivement affecté au service des remotes en 1820. Sa chapelle est depuis cette époque le principal magasin à fourrages de cet établissement.

Portzanquen, qui dépendait de la Trinité, était au XIV^e siècle ce qu'il est de nos jours, c'est-à-dire un tout petit faubourg. Sa petite chapelle de Notre-Dame de Bonne-Nouvelle, où dix personnes pouvaient à peine se tenir debout, était ornée d'antiques boiseries représentant les scènes de la Passion; elle a été rasée en 1808 pour élargir l'entrée du faubourg.

Le nom de Portzanquen, où Cour de l'Angoisse, rappelle que ce faubourg était traversé par la route conduisant au gibet élevé sur le coteau de Parc Justice. C'était dans l'oratoire de Notre-Dame de Bonne-Nou-

velle, nom cruellement ironique en la circonstance, que les condamnés à mort étaient mis en chapelle la veille de leur exécution.

La toute petite paroisse de Saint-Martin, qui dépendait de la seigneurie de Locmaria, exista jusqu'à la Révolution, mais lorsqu'en 1820 les Jacobins s'établirent à Sainte-Anne, la chapelle absorba vite les revenus de l'église paroissiale et celle-ci disparut sans laisser de traces.

A la Révolution le monastère de Sainte-Anne devint propriété particulière et fut le siège d'une loge franc-maçonnique qui subsista jusqu'en 1815.

La chapelle Saint-Julien, sur le territoire de Saint-Martin, était un tout petit oratoire qui n'eut jamais d'histoire.

La chapelle Saint-Nicolas, monument triste et sans architecture, dépendait de l'église Notre-Dame; son cimetière servait à l'inhumation des indigents morts à l'hôpital général.

En 1558, le châtelain de Cadolan obtint du duc d'Etampes le droit de placer son écusson dans les vitraux de cette chapelle au-dessous de celui des Penthièvre; mais en 1579 la communauté bourgeoise protesta contre cette prétention, et après transaction le sire de Cadolan fut autorisé à mettre ses armes seulement dans la maîtresse vitre; les bourgeois furent reconnus comme fondateurs et bienfaiteurs de la chapelle et eurent le droit de percevoir les offrandes. Pour bien affirmer leur présence, ils firent alors peindre les armes de la ville sur le pignon du clocher.

Les vestiges de cette pauvre église sont aujourd'hui utilisés comme magasins.

Il y avait autrefois un chemin communal reliant directement le carrefour de Saint-Nicolas au Vally. Vers 1882, ce chemin a été cédé par la ville à un propriétaire voisin qui l'a englobé dans sa propriété. La Municipalité qui autorisa cette vente avait sans doute peu de confiance dans le développement futur de notre cité, car

cette cession constituait un acte de complaisance coupable et contraire aux intérêts qu'elle était chargée de défendre.

Nous souhaitons que dans l'avenir Guingamp n'ait pas à en souffrir et ne soit pas obligé de racheter très cher ce terrain pour le rendre à sa première destination.

Cet acte de complaisance n'est malheureusement pas le seul que nous ayons enregistré : il semble en effet que pendant le cours du siècle dernier, les chemins communaux de Guingamp aient été mis en coupe réglée avec l'assentiment municipal, car c'est ainsi que disparurent l'allée des Soupîrs, qui conduisait de la chapelle Saint-Sébastien au moulin de Rochefort, et un chemin qui allait de Saint-Nicolas à la route de Saint-Julien à Ploumagoar.

Au Moyen-Age il existait près des douves de l'ancien château de la Motte, c'est-à-dire en bordure et au Nord-Est du Vally actuel, une maladrerie qu'on appelait la Palestine. Ce lazaret devait sans doute son appellation à son origine, car il avait dû être construit pour servir de refuge à des croisés pestiférés revenant de ce pays. Le nom de Palestine a d'ailleurs été conservé aux terrains sur lequel il était bâti, quoique le lazaret ait disparu depuis plusieurs siècles.

Les faubourgs de Trotrieux-Lambert (Petit-Trotrieux), de Ruello et de Rustang constituaient un véritable fief féodal appartenant à la communauté bourgeoise de Guingamp; c'était ce petit fief qui valait à sa propriétaire ses titres de noblesse et de juridiction. Le moulin des bourgeois était situé à Rustang, en bordure de la chaussée de l'étang, qui portait aussi la route conduisant à Sainte-Croix. Le moulin était au Nord du ruisseau, c'est-à-dire sur le côté le plus rapproché de la ville; l'étang, aujourd'hui en prairie, était alimenté par le ruisseau de Cadolan.

La chapelle de Rochefort, bâtie à la fin du XV^e siècle, était au bénéfice du recteur de Ploumagoar, mais les

offices religieux y étaient célébrés par les prêtres de Sainte-Croix.

Nous connaissons déjà les origines de l'abbaye de Sainte-Croix, mais il ne reste plus aucun vestige des constructions du comte Etienne; le manoir prieural qui abrite aujourd'hui une ferme très importante, a été construit vers 1530 par l'Abbé P. de Kernevenoy; c'est un bâtiment élégant, ayant à son centre une jolie tour hexagonale à couronnement circulaire, à laquelle était adossée une jolie tourelle Renaissance à cul-de-lampe. La chapelle, qui sert actuellement de grange, date de 1748 à 1750; elle possède des arcades ogivales très bien établies et d'un joli style. Malheureusement l'édifice est depuis longtemps presque abandonné sans aucun entretien et menace ruine.



Vieilles maisons de Sainte-Croix

Le faubourg de Sainte-Croix fut autrefois très brillant et très fréquenté; on s'en rend compte encore aujourd'hui par les nombreuses maisons à façades soignées, en pierres taillées, qui furent, il y a quelques siècles, les maisons de campagne de riches marchands de la ville. On y comptait alors plusieurs manufactures de

toiles, de lin et de berlinge très réputées. Mais tout cela a disparu; les riches villas d'autrefois, bien délabrées et bien déchues, ne sont plus aujourd'hui, malgré leur grand air, que des habitations d'une population modeste de maçons, de colporteurs et de chiffonniers.

C'était à Sainte-Croix que se courait autrefois la Soule de la seigneurie de Guingamp pour laquelle les paroissiens de Ploumagoar devaient fournir une paire de gants blancs au seigneur de Penthièvre.

A la Révolution, le nom de Sainte-Croix fut remplacé par celui de Quartier-Prairie, mais cette appellation n'eut aucun succès près de la population.

La déchéance et la ruine de Sainte-Croix sont surtout dues aux inondations très fréquentes qui ravagent ce quartier. Nous avons vu ce sinistre se produire trois fois en dix ans; mais cette calamité est très bien acceptée par la population de ce faubourg; elle lui permet de cueillir en ville des secours importants et quelquefois même des subventions élevées de l'Etat, et grâce à cela posséder après le sinistre des ressources et un mobilier d'une valeur bien supérieure à celui qui vient d'être détruit. (C'est un événement qui se reproduit fatalement et presque périodiquement; d'ailleurs jamais aucune administration n'a tenté de la prévenir, ni d'en empêcher le renouvellement par des travaux quelconques.)

Trotieux-Toulquellenic ou Grand-Trotieux était un faubourg pauvre relevant directement du Penthièvre.

Saint-Michel était une paroisse complètement étrangère à l'administration communale de Guingamp; elle constituait une châtellenie relevant du Penthièvre mais appartenant à la seigneurie du Poirier en Kermoroch.

Son église, qui s'élevait place Saint-Michel sur l'emplacement de la route nationale, était trêve de Plouisy, mais une trêve fort riche et fort considérable, plus importante que son église paroissiale; aussi le recteur de Plouisy résidait-il plus souvent à Saint-Michel et faisait desservir sa paroisse même par un vicaire.

La paroisse de Saint-Michel était très étendue; elle comprenait tout le faubourg actuel de Saint-Michel, le quartier de la rue Kerdreau (aujourd'hui de St-Sébastien), la rue Guével ou rue des Salles, la rue Prat-Durand dont nous ignorons le nom moderne, la rue Gordoeh qui portait déjà ce nom, et tout le territoire de la commune de Grâces, y compris St-Jean-Kergrist, Gourland, Pen-en-Croissant, Kernilien, etc...

L'église, qui avait été construite vers 1300 par Charles de Bois, était en ruines dès le XVIII^e siècle. Elle a complètement disparu; près de son emplacement existe encore aujourd'hui une vieille maison bien bâtie sur laquelle on lit l'inscription *Schol Michel* qui est du XV^e siècle et qui fut peut-être le premier établissement scolaire de notre région.

Le presbytère de Saint-Michel, situé rue Guével (rue des Salles), bâti au XVII^e siècle, possédait de beaux et vastes jardins. Cet édifice existe encore; il a un balcon donnant sur la rue et dont la pierre d'appui est la pierre tombale qui recouvrait les restes de Charles de Bois dans l'église des Cordeliers.

Le lazaret ou maladrerie de la Magdeleine, très antérieur au séjour de Françoise d'Amboise à Guingamp, formait une propriété indivise entre les seigneurs de Saint-Michel et la communauté bourgeoise. Son administration était par suite à l'alternative, ce qui déterminait de pénibles conflits entre ses propriétaires et fut cause de son abandon et de sa déchéance dans le courant du XVII^e siècle.

Le lazaret hospitalisait tous les lépreux ou non des deux seigneuries; les malades fortunés devaient payer leur entretien. On trouve dans les comptes du XV^e siècle qu'un ladre du Merzer y fut reçu moyennant le don d'une pièce de terre. La discipline en était très sévère; nul malade ne pouvait en sortir sans porter un insigne de drap rouge sur son costume, « pour éviter, disait le règlement ducal, le danger que pourraient encourir

ceux qui auraient communication avec eux, pour ne les pas connaître ». Ils ne devaient faire aucun commerce autre que celui de cordier, aucun autre labourage que celui de leur jardin. Ces malheureux caqueux, c'est ainsi qu'on appelait ces malades, menaient ainsi une existence bien triste et bien misérable.

Un des bâtiments de la Magdeleine existe encore et a été converti en ferme.

Saint-Sébastien, sur le territoire de Saint-Michel, avait été construit vers la fin du XVI^e siècle par Mme de Martigues en l'honneur de son mari Sébastien de Luxembourg. C'est aujourd'hui une chapelle en ruine qui n'a rien de remarquable.

Notre-Dame de Grâces était aussi sur le territoire de Saint-Michel. Nous en avons déjà parlé.

CHAPITRE XXI

Sébastien de Luxembourg, dit Martigues, et Mercœur, ducs de Penthievre

Lorsqu'en 1565, Sébastien de Luxembourg, vicomte de Martigues, fils de François de Luxembourg et de Charlotte de Brosse, hérita de son oncle le duc d'Etampes du comté de Penthievre et fut appelé à lui succéder au gouvernement de la Bretagne, il jouissait depuis longtemps déjà d'une grande réputation militaire, conquise par sa bravoure et son savoir tant aux sièges de Metz en 1552, de Théroüannes en 1553, de Calais et de Guines en 1554, que lors de son expédition d'Ecosse en 1561. Promu colonel général de l'infanterie en 1562 à son retour d'Ecosse, il se signala en cette qualité à la bataille de Dreux et aux sièges de Rouen et d'Orléans; mais il ternit sa gloire en Basse-Normandie par ses répressions barbares indignes d'un grand caractère.

En 1558 il avait épousé Marie de Beaucaire, connue à la Cour sous le nom de Mlle de Villemontois, fille de Jean de Puy-Guillon, sénéchal du Poitou, demoiselle d'honneur, grande amie et intime confidente de la reine Marie Stuart, qui avait pour elle une grande affection. Bayle prétend que Martigues l'aurait épousée « moitié par inclination et moitié sur l'espérance d'obtenir beaucoup de faveur de la reine. »

Deux filles naquirent de cette union : Jeanne, morte

au berceau, et Marie, née à Lamballe de 15 février 1562⁽¹⁾.

Comme gouverneur de Bretagne, Martigues n'imita guère les sages exemples de son oncle, car, au lieu de calmer les passions en pratiquant la modération, il se montra catholique intolérant et sectaire, traquant les huguenots, réprimant leur moindre manifestation par la brutalité et la violence; jamais la lutte des croyances religieuses ne fut plus acharnée qu'à cette époque⁽²⁾.

Il fut d'autre part activement mêlé aux guerres civiles qui désolèrent la France. En 1568, à la tête d'une armée bretonne, il poursuivit d'Andelot, qui avait recruté une troupe de huguenots en Bretagne, l'atteignit sur la Loire et le défit à Saint-Mathurin, près d'Angers⁽³⁾; mais il ne put l'empêcher de franchir le fleuve avec les débris de son armée et d'occuper Parthenay et Niort. Martigues traversa la Loire à son tour, livra à Condé qui venait de s'emparer d'Angoulême le combat indécis de Pamprou⁽⁴⁾, mais dut se replier devant les forces huguenotes et laisser Condé investir Saumur.

Quelques jours après, l'armée catholique du duc d'Anjou, que Martigues avait rejointe, s'avança jusqu'à Loudun et obligea Condé à lever le siège de Saumur et à se retirer vers La Rochelle. L'hiver très rigoureux suspendit alors les hostilités.

Les huguenots reprirent la campagne dès la fin de février 1569 et tentèrent de gagner la Bourgogne, mais l'armée du duc d'Anjou, commandée par Tavannes et Martigues, les obligea à rétrograder jusqu'à Jarnac, où, le 13 mai, ils furent battus et décimés. Ce fut à ce

(1) Le baptême de cette princesse fut célébré à Nantes au milieu de fêtes splendides. Son parrain était le roi de Navarre Antoine de Bourbon et la marraine la reine Marie Stuart.

(2) Le Calvinisme introduit en Bretagne par d'Andelot, frère de Coligny, et par la vicomtesse de Rohan, comptait alors vingt-huit églises en Bretagne.

(3) Saint-Mathurin, rive droite de la Loire, arrondissement d'Angers.

(4) Pamprou, arrondissement de Melle (Deux-Sèvres).

combat que Condé, grièvement blessé et prisonnier, fut lâchement assassiné par Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou.

La mort de leur général n'empêcha pas les huguenots de continuer la campagne; ils furent vainqueurs à La Roche-Abeille, où ils égorgèrent tous leurs prisonniers. A partir de ce moment les deux partis se montrèrent d'une égale férocité.

Sur ces entrefaites, Martigues, qui s'était particulièrement distingué dans ces luttes intestines, eut l'honneur de voir son comté de Penthievre érigé en duché-pairie par lettres patentes du 7 septembre 1569⁽¹⁾, en récompense de ses brillants services et de son zèle religieux très apprécié du roi et de la reine-mère.

Le nouveau duc, qui commandait dans le Poitou l'infanterie du maréchal de Tavannes, n'eut pas le loisir de jouir bien longtemps de sa nouvelle et haute

(1) Fragment de la lettre patente du roi Charles IX, érigeant le Penthievre en duché-pairie.

« Charles par la grâce de Dieu, Roy de France, à tous présent et avenir salut ! Comme l'estat de toute monarchie, République et potentat soit principalement soutenu, augmenté, décoré, honoré par la force, prouesses, fidélité et magnanimité des personnes vertueuses et que tous les Roys, Princes et Seigneurs ayant plus besoin d'avoir, retenir et entretenir, personnages doués de toutes vertus, pour les aider à soutenir et maintenir leur Estat que d'aucunes autres richesses et pour ce s'estant nostre très cher et très aimé Cousin, Messire Sébastien de Luxembourg, comte de Penthievre, vicomte de Martigues, Duc d'Etampes... sçavoir aisons que nous ayant égard que le Comté de Penthievre est le plus ancien comté de nostre duché de Bretagne, de telle marque, valeur et grandeur, qu'il servait aux anciens ducs dudit pays pour bailler apanage à leurs fils puînés, et que ce titre d'apanage fut jadis baillé à Guy de Bretagne, duquel nostre dit cousin est descendu en droite lignée et à cause de ce est comte dudit Penthievre, que ledit comté est composé de belles et bonnes villes, qu'en icelui y a beaux et forts chasteaux et très grand nombre de vassaux, fiefs et arrière-fiefs, de bons bourgs, bourgades et villages et que ledit comté est de grande étendue, consistant en quatre villes et terres principales à sçavoir : Lamballe, Guingamp, Moncontour et Minthiac, duquel aussi est le Comté de Plourhan, l'Isle de Bréhat, les terres et châtellenies de Belle-Isle, de Beaufort, Dahouet, Le Pont-Neuf, les ports et havres d'entre Coussezon et Arguonon, etc... »

« Donné à Plessis-les-Tours, 7 du mois Septembre 1569 ».

dignité; après la fameuse bataille de Moncontour⁽¹⁾, où il joua un rôle très brillant, il fut détaché de l'armée royale et chargé d'investir la ville de St-Jean-d'Angély; il allait s'en emparer, quand, penché sur l'affût d'un canon, dont il contrôlait le pointage, une balle d'arquebuse vint ricocher sur la pièce et lui brisa le crâne. Il mourut de cette blessure trois jours après, le 19 novembre 1569.

Le roi lui fit rendre de grands honneurs, et son corps, transporté à Guingamp, fut inhumé dans l'église des Cordeliers près de ses ancêtres et de son oncle le duc d'Elampes.

Martigues ne fut qu'un gouverneur de Bretagne et un duc de Penthièvre très effacé; son caractère brutal et violent ne pouvait que nuire à la tranquillité de notre province, et il était bien mieux à sa place à la tête des mercenaires de l'armée royale; aussi n'a-t-il laissé que peu de trace de son passage dans notre pays; son nom n'est cité dans aucun des actes municipaux de notre ville. Il ne se désintéressait cependant pas de l'avenir de son fief, car nous le voyons en 1566 revendiquer les droits de seigneurie sur la baronnie d'Avangour, acheter la seigneurie de l'île de Bréhat à la famille Brécart et la rattacher à la châtellenie de la Roche-Suhart⁽²⁾.

Après sa mort, Mme de Martigues, qui jusque-là avait partagé son existence entre la Cour, Nantes et Lamballe, vint se fixer définitivement à Lamballe et se consacra entièrement à l'administration de ses domaines et à l'éducation de sa fille.

Elle aimait à gérer elle-même ses intérêts, et sa principale préoccupation était de s'enrichir et d'agrandir

(1) Moncontour, chef-lieu de canton du département de la Vienne, arrondissement de Loudun.

(2) La baronnie d'Avangour, ancien patrimoine des Penthièvre, appartenait depuis 1489 à la descendance de François de Bretagne, comte de Vertus, bâtard du duc François II. De même Bréhat, confisqué sur les Penthièvre en 1420, avait été légué en 1450 par le duc Arthur, connétable de Richemont, à sa fille bâtarde Jaquette, mariée à Arthur Brécart.

son domaine en achetant de nouvelles terres; elle ne négligeait surtout pas de faire revivre et respecter ses antiques droits et privilèges seigneuriaux, ni d'exiger le paiement intégral de ses revenus, poursuivant au besoin devant les juges ses receveurs négligents et ses domaniers. Elle créa aussi un corps de gardes forestiers pour exercer la surveillance de ses nombreuses forêts, et les paysans pauvres, qui depuis des siècles avaient l'habitude de s'approvisionner dans les bois des Penthièvre, en furent brutalement chassés.

Le mariage de sa fille, en 1575, ne la détourna pas de ses absorbantes préoccupations fiscales; sa générosité était loin d'être excessive et ses vassaux ne lui furent jamais ni très attachés, ni très dévoués. On s'en rend compte en voyant la plus grande partie d'entre eux abandonner Mercœur et prendre parti pour le roi pendant les guerres de la Ligue.

Ses libéralités allaient aux églises ou aux établissements religieux de son duché, mais elle se désintéressa toujours du sort de ses habitants.

Guingamp fut la ville qu'elle favorisa peut-être le plus. En 1579, elle consacra vingt écus sols à l'achèvement de l'église Notre-Dame, fit fondre pour cette église une jolie cloche qu'elle baptisa du nom de « Sébastienne » et que les habitants appelèrent irrévérencieusement « la Bastienne ». Cette cloche a disparu en 1793. Elle fit encore édifier rue Kerdrean, et toujours en l'honneur de son mari, la triste chapelle de Saint-Sébastien.

Plus tard elle légua une rente de cent livres aux pauvres honteux de Guingamp, institution très louable destinée à secourir les artisans nécessiteux mais laborieux qui ne voulaient pas tendre la main.

En 1581, elle remboursa aux Cordeliers les 1800 livres que le duc d'Elampes leur avait empruntés en 1562, et après la ruine du monastère de ces religieux, contribua pour une large part à leur nouvelle installation à Grâces, ce qui, comme nous l'avons vu, valut à Mes-

dames de Martigues et de Mercœur le titre de fondatrices et princesses de ces moines.

Son organisation fiscale était d'ailleurs parfaite; elle avait dans chacune de ces seigneuries un intendant spécial, responsable de sa gestion; à Guingamp, son intendant chargé de percevoir les taxes et revenus de la seigneurie habitait la maison du cens situé rue du Pot d'Argent.

Les seuls fonctionnaires pour lesquels elle eut quelques égards étaient justement ses intendants, à la condition qu'ils lui fussent fidèles et dévoués. Nous voyons qu'en 1583 elle autorisa celui de la seigneurie de La Roche-Suhart à résider au château de la Motte avec toute sa famille, à jouir et user des dépendances, jardins, étangs, colombiers, bois d'émonde, à charge d'entretenir les bâtiments et de bien veiller aux droits de la seigneurie⁽¹⁾. C'était une façon élégante de faire entretenir ce vieux manoir sans bourse délier, et pourtant la duchesse avait une véritable affection pour cette résidence, où elle avait fait de nombreux séjours dans les premières années de son mariage, et où elle aimait à se parer du titre de comtesse de la Roche-Suhart, ou encore de comtesse de Plourhan.

En 1610, après la reconstitution du monastère des Cordeliers à Grâces, les sépultures des membres de la famille de Penthièvre étant demeurées sous les ruines de l'église de la Terre-Sainte, Mmes de Martigues et de Mercœur vinrent à Guingamp et en leur présence les restes de Charles de Blois furent confiés aux Cordeliers et transférés en leur église de Notre-Dame de Grâces. Les dépouilles du duc d'Elampes et de Sébastien de Luxembourg furent portées en grande pompe en l'église de Notre-Dame de Guingamp et déposées dans un caveau que la duchesse avait fait tout spécialement préparer. Ce fut d'ailleurs dans ce caveau situé au milieu

(1) Acte de Penthièvre du 10 Août 1583, en faveur de Pierre Conen de Gougardec.

du chœur, sous le maître-autel, que Mme de Martigues vint elle-même reposer à sa mort en 1613.

Nous avons déjà vu que ce caveau ouvert en 1888, lors de réparations à l'église Notre-Dame, contenait encore les cendres de ces grands seigneurs, et qu'il fut respecté et soigneusement refermé.

Le mariage de Marie de Penthièvre avec Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur, beau-frère du roi Henri III, eut lieu à Paris le 12 juillet 1575. Mercœur, né le 9 septembre 1558, était un prince intelligent, instruit, ayant beaucoup étudié l'art de la guerre, mais orgueilleux, d'une ambition sans bornes et qui ne vit dans son mariage qu'un moyen de satisfaire ses rêves de grandeur.

Tout d'abord il sembla satisfait de son sort et demeura en excellents termes avec la famille royale qui le comblait de bienfaits; mais en 1582, ses tendances commencèrent à se manifester. A cette époque, grâce à ses supplications et à la faveur royale, il se vit confier le gouvernement de la Bretagne, au détriment du prince de Dombes qui en était le titulaire, et malgré l'opposition des membres du conseil du roi, qui ne cachèrent pas leurs appréhensions de voir remettre les forces si importantes de cette province aux mains d'un jeune homme remuant, qui pourrait être tenté un jour de faire valoir les droits de sa femme à la couronne de Bretagne.

Ces conseillers ne se trompaient pas; le rêve de Mercœur était bien en effet d'utiliser les circonstances pour devenir indépendant et souverain de la Bretagne.

Dès 1585, il organisa une armée destinée bien plus à préparer ses voies qu'à défendre la cause de la Ligue. Mais ce ne fut qu'en 1589, après l'assassinat de son cousin le duc de Guise, qu'il prit prétexte de ce meurtre pour lever délibérément l'étendard de la révolte.

Le roi Henri III, qui avait beaucoup d'affection pour lui, ne pouvait croire à sa félonie; il temporisa tout d'abord, essaya tous les moyens de conciliation, et

poussa même la condescendance jusqu'à lui envoyer sa sœur la reine Louise. Ce fut en vain.

Cette attitude intransigeante révolta le roi qui se décida enfin à révoquer Mercœur de ses fonctions de gouverneur de Bretagne et à le remplacer par le prince de Dombes.

Cette disgrâce fut le signal des hostilités : Mercœur se mit à la tête de son armée et occupa quelques places.

A ce moment se produisit un grave événement qui aurait pu favoriser les projets de Mercœur : ce fut l'assassinat de Henri III par le moine Jacques Clément. Mais, avant de mourir, le roi avait désigné son cousin Henri de Navarre comme son seul et légitime héritier, et celui-ci, reconnu roi par le Parlement de Bretagne, n'était pas d'un caractère à s'incliner devant les chimériques prétentions de Mercœur, ni à user de bienveillance envers ce rebelle vaniteux. Aussi, dès le début de l'année 1590, envoya-t-il en Bretagne une importante armée sous les ordres du prince de Dombes.

Pendant ce temps la révolte et l'anarchie s'étendaient sur toute la Bretagne. L'armée royale envahit tout d'abord le sud de la Bretagne mais dut rétrograder, et Mercœur profita de ce recul pour enlever Blavet (Port-Louis), qui avait trop bien accueilli les royalistes, et y massacra toute la population. « Hommes, femmes enceintes, vieillards, enfants à la mamelle », dit Dom Morice, tout fut passé au fil de l'épée. On raconte qu'une trentaine de jeunes filles fuyant leurs bourreaux se réfugièrent dans une barque et s'y voyant poursuivies et sur le point d'être saisies, préférèrent la mort aux outrages de leurs sauvages agresseurs, et toutes ensemble, se tenant par la main, se précipitèrent dans la mer et s'y noyèrent.

Les Malouins, de leur côté, profitèrent de ces troubles pour proclamer leur indépendance, n'admettant ni l'autorité royale ni celle de Mercœur, mais s'allièrent avec ce dernier pour sauvegarder leur conquête et lui prêtèrent des canons et des armes. Ce fut grâce à leur

concours que le marquis de Chaussin, frère de Mercœur, put châtier les nobles du Penthièvre qui avaient embrassé la cause du roi. Le château de Guémadeuc fut le premier détruit ; quelques gentilshommes du voisinage y furent capturés, dont la Goublaie qui dut payer une rançon de 2.000 écus. Le château de Pontbriand subit le même sort : le sire de Pontbriand, qui était antérieurement capitaine de compagnie à Saint-Malo, y fut fait prisonnier et enfermé au château du Guédo. Le château de Guébriand⁽¹⁾ fut aussi enlevé, pillé et démoli. Bien d'autres seigneurs du Penthièvre furent rançonnés et houspillés ; le marquis de la Mousaye, le vicomte de Saint-Denoual, qui s'étaient réfugiés à Jersey, furent capturés à leur retour et leur fugue coûta 12.000 écus au marquis, 2.000 au vicomte.

Le prince de Dombes de son côté s'empara de Montcontour et vint mettre le siège devant Lamballe, le 11 juillet 1590. La ville fut occupée, mais le château tint bon, et l'armée royale dut se retirer sous la menace d'une attaque de l'armée de Mercœur.

Cette guerre de marches et de contre-marches incessantes avait fini par fatiguer les deux armées et amena la fin des hostilités. Le prince de Dombes se retira à Rennes, où il passa tout l'automne et l'hiver dans les réjouissances et les fêtes.

Lorsqu'au commencement de l'année 1591 les hostilités recommencèrent, la guerre changea complètement d'aspect. Il s'était alors constitué en Bretagne deux partis bien définis : l'un, celui du roi, comprenant le Parlement et la plus grande partie de la noblesse, formé en particulier de presque tous les gentilshommes du Penthièvre ; il est même à remarquer que les capitaines royaux les plus ardents furent certains gentilshommes du Penthièvre ou dépendances du Penthièvre, tels que Kergomar et du Liscoët, sire du Bois de la

(1) La Guémadeuc (Pléneuf), La Goublaie (Saint-Alban), Guébriand (Pluduno).

Roche ; l'autre, le parti de la Ligue, comprenait seulement quelques gentilshommes amis de Mercœur, les prêtres et les paysans de la Basse-Bretagne.

Les paysans du Penthievre étaient hostiles à Mercœur parce qu'ils supportaient avec peine les tracasseries de M^{me} de Martigues; et, comme les mêmes causes engendrent les mêmes effets, de l'autre côté les Bas-Bretons ne voulant plus supporter l'augmentation continuelle de leurs charges et de leur misère, pendant que les seigneurs qui avaient contracté en France le goût du luxe et du plaisir vivaient dans l'opulence, pactisèrent avec les ligueurs et se joignirent à Mercœur contre leurs oppresseurs.

Ce n'était pas le fanatisme religieux qui avait décidé l'option de ces campagnards, mais la haine de la noblesse.

Les paysans bas-bretons formèrent alors des bandes armées qui ne craignirent pas de s'attaquer aux châteaux. Les nobles, se voyant menacés, se groupèrent à leur tour et constituèrent des bandes de mercenaires, bien armées et bien équipées, qui souvent firent subir aux malheureux campagnards des pertes terribles.

Dans le pays de Lannion, un groupe d'une quinzaine de gentilshommes, à la tête desquels se trouvaient Claude de Kerguézec, sire de Kergomard, et son frère le sire de Kermorvan, s'étaient retranchés au château de Coëtfrec et avait recruté une petite armée de quatre-vingts mercenaires, destinée à faire la police de la région. Cependant les paysans, fanatisés ou encouragés par quelques succès, ne cessaient d'attaquer Coëtfrec et de harceler sa garnison; aussi Kergomard, ne pouvant s'en débarrasser, eut recours à la terreur pour briser leur opiniâtreté; il se mit à parcourir les campagnes et à pendre aux arbres de la route tous les paysans qu'il rencontrait; sa férocité fut telle que les paysans, épouvantés, firent leur soumission. Du Liscouët et de la Tramblaye, dans le Goëlo et le pays de Callac, imitèrent les pratiques de Kergomard, si bien que cette

chasse à l'homme devint un sport très goûté des mercenaires. Montmartin, dans ses mémoires, avoue même que c'était un véritable amusement, au cours duquel de nombreux paysans étaient détruits, et, comme le pays était très riche, les soudards, gavés, l'avaient surnommé le « Petit Pérou ».

Malgré ces féroces représailles, les paysans du Léon et de la Cornouaille, aidés par Mercœur, s'emparèrent du château de Kérouzéré⁽¹⁾, qu'ils pillèrent et incendièrent; la plupart des hommes de la garnison furent massacrés, et les seuls qui échappèrent à cette tuerie durent leur salut à l'intervention et à l'attitude énergique des officiers ligueurs.

Un fort détachement des troupes royales, sous les ordres de du Liscoët, tenta de secourir Kérouzéré, mais, arrivé trop tard, il se replia sur Carhaix qui fut livré au pillage.

Quand dans les campagnes de Cornouailles on apprit le sac de Carhaix, le tocsin sonna dans tous les clochers et les paysans, armés de faux et de fourches, sans ordre et sans discipline, conduits par leurs prêtres et quelques rares gentilshommes ligueurs, se ruèrent vers cette ville. Une première bande du pays du Huelgoat fut anéantie à quelques kilomètres à peine de Carhaix, près du Moulin au Duc, sur l'Hière; une autre, des pays de Pleyben et Brasparts, réussit à pénétrer dans la ville mais fut massacrée dans les rues; ce fut dans cette rue que du Liscoët, passant dans un chemin creux, eut la main tranchée d'un coup de faux et pour se venger fit livrer la ville aux flammes⁽²⁾.

Les paysans de Châteauneuf-du-Faou, qui, à leur tour, sous les ordres de quelques gentilshommes ligueurs, venaient venger leurs camarades, ayant appris l'incendie de Carhaix et le départ de l'armée royale,

(1) Château de Kérouzéré, commune de Sibiril, canton de Saint-Pol-de-Léon (Finistère).

(2) Le coup de faux fut dit-on asséné par un prêtre, l'abbé de Liscouët, chef de la bande de Pleyben.

ne trouvèrent rien de mieux à faire que de massacrer leurs officiers. Dom Morice, qui raconte cet épisode, en conclut que ces paysans, en constituant leur petite armée, avaient plutôt pour but d'exterminer les nobles qui les commandaient que de faire la guerre aux hérétiques.

Pendant que ces événements se déroulaient en Basse-Bretagne, Saint-Laurent ⁽¹⁾, lieutenant de Mercœur, s'était fait battre à Loudéac par son beau-père, Jean de Coëtquen, lieutenant dans l'armée royale, et avait dû abandonner le siège de Moncontour.



Fort la Latte

Au même moment un autre détachement royal avait essayé de surprendre le château de la Latte ⁽²⁾, défendu par les Malouins, mais il avait été repoussé avec de fortes pertes et y avait laissé son chef, La Caunelaye. Une tentative sur Lamballe n'avait pas eu plus de succès.

Sur ces entrefaites, le 12 mai 1591, une armée de 2.500 Anglais, sous les ordres du général Norris, vint

(1) Jean d'Avangour, Sire de Saint-Laurent, dont le bis-aïeul avait épousé Blanche d'Avangour de Kergrois, à la condition que leurs enfants prissent le nom et les armes d'Avangour. Il était marié à Françoise de Coëtquen.

(2) Château de la Latte, près du Cap Fréhel, commune de Plevenon, canton de Matignon.

appuyer les royalistes et débarqua à Paimpol, où elle se mit aussitôt à la disposition de la Tremblaye et de Kergomard, pour opérer une descente dans l'île de Bréhat, soigneusement fortifiée par Mercœur et défendue par une importante garnison. Les Malouins tentèrent de s'opposer à cette expédition à l'aide de leur flotte, mais leur intervention n'eut aucun succès. La garnison de l'île fit bravement son devoir, mais, écrasée par le nombre des assaillants, elle dut se rendre à discrétion. Sous prétexte de faire un exemple, et pour punir cette vaillante garnison, La Tremblaye et Kergomard firent pendre aux aîles des moulins à vent quinze soldats choisis parmi les plus braves.

La garnison de Guingamp vengea cette atrocité en allant attaquer le château du Bois de la Roche, qui appartenait à du Liscoët ; elle le pilla et l'incendia. Mais mal lui en prit, car le prince de Dombes, avisé de l'arrivée des Anglais, se hâta de les rejoindre avec la plus grande partie de ses forces, et vint mettre le siège devant Guingamp.

La place de Guingamp, citadelle de Mercœur, était considérée comme la plus redoutable et la plus importante de toutes les forteresses possédées par le duc. Elle commandait toutes les routes conduisant en Basse-Bretagne et était le centre de ravitaillement de tous les ligueurs de la région. C'était un morceau difficile à enlever, et jusque là le prince de Dombes n'avait osé tenter l'aventure.

Ce fut le 26 mai 1591 que l'armée royale fit son apparition devant la place. Le premier soin du prince de Dombes fut d'incendier et de raser les faubourgs de Portzanquen et de Montbareil, y compris les monastères des Cordeliers et des Jacobins, qui gênaient les mouvements de son armée, et d'établir de solides retranchements de Portzanquen à Saint-Léonard.

Dès le 27 mai au matin, l'artillerie ouvrit un feu terrible sur les murailles de la ville et ne tarda pas à y faire brèche. Un violent assaut fut ensuite donné, où

le baron de Molac et Montgomery se signalèrent. De Molac fut grièvement blessé, mais la place résista brillamment et les assaillants durent regagner leurs cantonnements, après avoir subi de très grosses pertes.

Le prince de Dombes était très inquiet : l'armée de Mercœur était signalée et tout retard pouvait mettre l'armée royale dans une situation critique.

Ce fut alors que se produisit une trahison qui devait tirer le prince de Dombes d'embarras.

Mercœur n'avait pas été sans prévoir que Guingamp serait attaqué un jour, et, pour en faciliter la défense, il y avait envoyé une compagnie d'infanterie, sous la conduite d'un de ses favoris, le capitaine La Cointerie.

Cet officier, fils d'un pâtissier d'Angers, était parvenu par son intelligence et ses services à gagner les bonnes grâces de Mercœur. Malheureusement, bientôt ébloui par l'importance de sa fonction de capitaine de compagnie, il exagéra son autorité et s'attira l'animosité de ses subordonnés; la noblesse du pays, qui formait l'élément le plus important de la garnison, était d'autre part trop jalouse de ses prérogatives pour supporter longtemps ce chef roturier; une cabale sournoise fut vite organisée, et tous les moyens furent mis en œuvre pour éloigner ce personnage gênant.

Mercœur, qui avait de la considération pour son protégé, refusa longtemps de souscrire aux vœux des nobles Guingampais; il fallut l'intervention des frères d'Aradon, personnages très influents et chefs de la Ligue dans le pays de Vannes, pour que le duc consentit au rappel du capitaine.

La Cointerie, qui savait apprécier à leur juste valeur les sentiments de haine que ses compagnons de garnison professaient à son égard, ne fut nullement dupe des raisons de son éloignement; il ne protesta point et ne laissa rien paraître, mais, profondément offensé et humilié, il jura de se venger.

L'occasion ne se fit pas attendre. Il était déjà en route quand Mercœur reçut avis de la marche de l'armée du

prince de Dombes sur Guingamp, et, comme il n'y avait pas de temps à perdre, il envoya un contre-ordre à La Cointerie, l'invitant à regagner Guingamp au plus vite avec sa compagnie et à participer à la défense de la ville.

Après le premier assaut, qui avait été si brillamment repoussé, et malgré la brèche faite aux murailles, la garnison et les habitants n'étaient nullement disposés à capituler. Ce fut alors que La Cointerie, par des insinuations perfides, jeta la crainte et le découragement parmi ceux qu'il était chargé de soutenir, et les engagea à se rendre pour éviter de plus grands malheurs. Il fit si bien qu'il obtint qu'une délégation, dont il ferait partie, serait envoyée vers le prince de Dombes pour connaître les conditions imposées à la ville, si elle capitulait sans autre résistance.

Cette délégation, en pénétrant dans le camp royaliste, trouva toute l'armée rangée en bataille, comme si elle se préparait à livrer un deuxième assaut.

On a prétendu que cette parade militaire avait été convenue à l'avance entre La Cointerie et le prince de Dombes, afin d'impressionner les parlementaires, et aussi que La Cointerie, déjà d'intelligence avec l'ennemi, avait reçu la promesse de toucher trente mille écus, dont deux mille comptant, s'il amenait la reddition de la place sans combat.

Toujours est-il que lorsque les parlementaires furent rentrés en ville, ils firent part aux assiégés de leurs impressions, et surtout de leur anxiété. La Cointerie, plus consterné que tous ses compagnons, dénombra, en les amplifiant, les forces des assiégeants, leurs ressources, leur armement, mit en regard la faiblesse de la garnison, le mauvais état des remparts, la largeur de la brèche déjà faite, les pertes subies dans le premier assaut, et enfin le danger d'être emporté de vive force, la ville pillée, les habitants égorgés et passés au fil de l'épée; si bien qu'il découragea les plus braves et les

plus résolu et les détermina à accepter de capituler aux conditions énoncées par l'ennemi.

Cette capitulation inattendue, qui ruinait les espérances du parti Mercœur, fut signée le 2 juin 1591 ; elle était ainsi conçue :

« Premièrement, mondit Seigneur le Prince entend que le gouverneur et autres capitaines qui sont en ladite ville de Guingamp, remettront, troisième de ce mois, la ville de Guingamp entre ses mains dans demain midi.

« Mondit Seigneur le Prince permet audits gouverneur, capitaines, lieutenants et enseignes, tant de gens de pied que de cheval, de sortir à scavoir : les chefs jusqu'au nombre de quatre ou cinq avec trois chevaux et leurs armes, et les autres avec deux chevaux et leurs armes, les archers à cheval avec un bidet l'arquebuse et l'épée, et ceux à pied l'arquebuse et l'épée seulement.

« Que tous les drapeaux, cornettes et tambours qui sont en la ville seront mis entre les mains de mondit Seigneur le Prince, ensemble tout ce qu'il y a de canons et autres munitions de guerre.

« Que tous les Anglais et Irlandais si aucun il y en a seront mis entre les mains de mondit Seigneur le Prince, que tous les Espagnols demeureront prisonniers. Que tous ces gentilshommes qui n'ont charge de gens de guerre et se sont réfugiés audit Guingamp payeront la somme de quinze mille écus, et par ce moyen seront garantis de tout pillage, ravage et rançon, et mis en la protection du roi pour jouir pleinement et tranquillement de tous leurs biens meubles et immeubles. Les prisonniers serviteurs du roi, détenus, seront mis en liberté en les mains de mondit Seigneur le Prince. Et pour effectuer la reddition de la place à demain, bailleront à présent ostages, scavoir deux gentilshommes pour la noblesse, deux pour les gens de guerre et deux pour les habitants.

« Accordé par nous soussignés députés de la noblesse et habitants de la ville de Guingamp, suivant la procé-

ration à nous passée ce aujourd'hui, sous les seings des principaux de la noblesse et habitants par devant Jorin et Folyart notaires audit Guingamp, le 2 juin 1591. »

Le prince de Dombes n'eut pas plutôt pris possession de la place que les habitants et la garnison s'aperçurent qu'ils avaient été mystifiés, mais il était trop tard pour réagir.

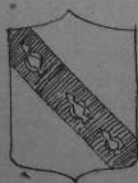
La Cointerie, formellement accusé par la population, jugea sa situation compromise et passa au service du prince de Dombes. Cette désertion fut considérée comme un aveu de sa culpabilité, et Mercœur le fit condamner par contumace à être tenaillé puis pendu. Cette sentence fut exécutée trois ans plus tard. La Cointerie ayant eu la malchance d'être capturé par les Ligueurs.

A la suite de cette capitulation, Kergomard devint gouverneur de la ville. Ce capitaine, que nous avons vu brutal et barbare, fut un administrateur énergique, remarquable, et qui rendit de grands services à notre cité. Dès le début de sa fonction, il entra en conflit avec la communauté bourgeoise, l'obligea à réparer les dégâts occasionnés par le siège, fit saisir le procureur des bourgeois, Gilles Juhel, et le contraignit à exécuter ses ordres sous peine d'emprisonnement. Dans le livre des comptes de la commune pour l'année 1592, on lit : « Et en l'endroit a ledit Juhel remonstré qu'il auroit été contraint par ledit sieur gouverneur meisme par emprisonnement de sa personne, durant ladite charge de maire et procureur, de faire faire des ponts neufs, mettre un brancard à faux, rebastir une muraille en la douve entre lesdites portes, entretenir lesdits ponts et portes en due réparation comme il est notoire à un chascun. En outre contraint d'acheter des pelles, pics et pioches pour travailler aux fortifications et de fournir chaque soir le nombre de quatre livres de chandelle au corps de garde et de faire fendre et tailler le bois du magasin pour estre départi chascun jour au

corps de garde, requérant qu'il soit dit qu'il aura allouement en la reddition de ses comptes. »

Kergomard fut longtemps gouverneur de notre ville. Ce fut lui qui donna à l'église Notre-Dame un vitrail, détruit pendant la Révolution, représentant la Cène et le lavage des pieds des apôtres. Ce vitrail se trouvait dans la grande baie près de l'autel de saint Crespin, et était surmonté de trois écussons aux armes de la famille de Kerguézec (1).

(1) Claude de Kerguezec, sire de Kergomard, de Kerneguez, de Kermorvan et de Coëtrac, devint gentilhomme de la Chambre du roi et chevalier de l'ordre : « C'estoit un abille et saige gentilhomme, dit le journal de René Fleuriot, son contemporain ». Il mourut le 11 avril 1623, en son manoir de Kermorvan.



LORRAINE MERCEUR

D'or à bandes de gueules chargées de trois alerions d'argent.

Cet écusson se trouve au-dessus de la porte de l'hôpital.

1.180 uv. o. s. r. t. n. m. n.



SÉBASTIEN DE LUXEMBOURG

Écartelé au 1 et 4 d'argent, au lion de gueules, la queue fourchée, couronné d'or (Luxembourg) au 2 de gueules, à la croix d'argent (Savoie), au 3 de Penthièvre.

CHAPITRE XXII

La Ligue dans le Penthièvre

(Suite et Fin)

Capitulation et mort de Mercœur

Guingamp pris, la lutte n'en continua pas moins; Mercœur, qui s'avancait à marches forcées au secours de la place, apprit à Corlay la capitulation imprévue de sa principale ville du Penthièvre. Il en fut consterné, mais cet échec, si sensible qu'il fût, ne lui fit renoncer ni à ses desseins, ni à poursuivre son offensive; comme ses troupes étaient fatiguées, il établit toutefois ses quartiers à Corlay.

De son côté, le prince de Dombes, informé de l'arrivée de Mercœur à Corlay, ne chercha nullement à éviter son adversaire; au contraire, il rallia tous ses détachements et, parlant à la rencontre de son ennemi, il campa à Châtelaudren, que traversait alors la seule route carrossable allant de Corlay à Guingamp.

L'armée de Mercœur, forte de 4.500 Espagnols, 4.000 fantassins français, 1.200 cheval-légers, 300 arquebusiers à cheval et 6 pièces d'artillerie, était beaucoup plus nombreuse que l'armée royale, qui comprenait 2.400 Anglais, 2.000 fantassins français, 800 lansquenets, 500 cheval-légers, 200 arquebusiers à cheval et 4 canons.

Les premières escarmouches eurent lieu dans les landes de Senven; les deux cavaleries y prirent contact le 20 juin, mais la cavalerie royale dut rétrograder.

poursuivie par les cavaliers ligueurs. Le 21, le duc campait sur le territoire de Marhalla⁽¹⁾, pendant que le prince de Dombes s'établissait en face, dans la vallée du Leff, en arrière du ruisseau marécageux de Kergonio.

Dès le lendemain matin, les deux armées se rangèrent en bataille, et deux coups de canon tirés à 10 heures donnèrent le signal du combat. L'infanterie française de Mercœur, sous les ordres de Guébriant, descendit les pentes de Marhalla, attaqua la cavalerie ennemie qui s'était glissée sur sa droite et la força à se replier; mais à ce moment une nouvelle charge de cavalerie, commandée par Montmartin, flanquée de lansquenets et de fantassins anglais, fut si terrible que les troupes de Guébriant, culbutées et disloquées, durent chercher un abri derrière les lignes espagnoles. De Guébriant fut fait prisonnier.

L'élan de la cavalerie royale fut brisé par les Espagnols, mais les lansquenets et les Anglais demeurèrent sur le terrain conquis.

Le 24, on se canonna de part et d'autre; tout l'avantage fut pour l'artillerie plus nombreuse du duc, qui avait en outre l'avantage de la position et tirait de haut en bas; les lansquenets et la cavalerie royale furent très éprouvés par cette canonnade, mais les deux infanteries ne quittèrent pas leurs cantonnements. Mercœur n'osait s'engager dans la plaine qui lui paraissait marécageuse, et le prince ne possédait plus de forces suffisantes pour oser tenter l'escalade des hauteurs de Marhalla.

Pendant cinq jours ces considérations empêchèrent les deux armées d'en venir aux mains. Aussi, le sixième jour, Mercœur, voyant qu'il était inutile d'insister, donna l'ordre du départ; de très grand matin il gagna le sommet de Marhalla et reprit la route de Corlay.

(1) Le Marhalla, Côte 283, commune de Boqueho, à 14 kilomètres de Guingamp.

La première intention du prince de Dombes fut d'envoyer sa cavalerie harceler l'ennemi pendant sa retraite, mais, après réflexion, il estima qu'il serait imprudent de diviser ses forces et de les aventurer contre un ennemi intact et plus nombreux, et il retourna camper à Châtelaudren.

Pendant que ces événements se déroulaient, une petite armée de ligueurs formée par l'arrière-ban de Cornouaille, forte de trente-cinq gentilhommes et d'une centaine d'hommes d'armes, s'était mise en route pour rejoindre l'armée de Mercœur; mais, au lieu de prendre la direction de Carhaix et Rostrenen, elle commît l'imprudence de s'aventurer sur la route de Morlaix à Lannion et fut attaquée par la garnison royale de Tonquédec, à son passage à Plestin, et en grande partie détruite ou capturée.

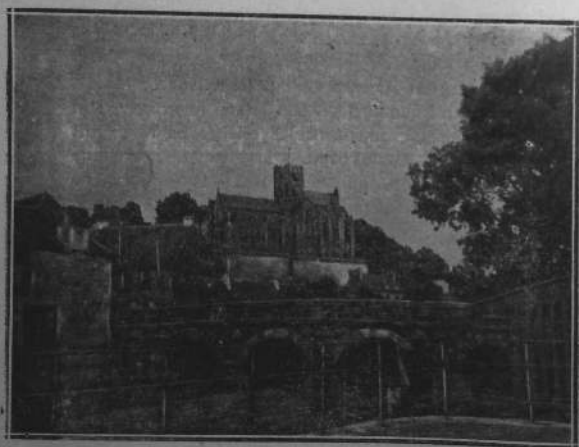
Le prince de Dombes était à Châtelaudren depuis quatre jours, quand il vit son armée se grossir d'un nouveau renfort, amené par le célèbre La Noue, dit Bras de Fer, — le plus brave et le plus habile capitaine de cette époque, — qui, dès son arrivée, conseilla de se mettre immédiatement à la poursuite de Mercœur, qu'on savait encore à Corlay.

L'armée royale gagna d'abord Quintin, puis la cavalerie fut envoyée en avant pour explorer la route. Cette cavalerie rencontra bientôt les avant-postes ennemis et les chargea si impétueusement que les ligueurs se retirèrent précipitamment en abandonnant leurs équipages.

Cette alerte n'eut pas d'autres conséquences; Mercœur rallia facilement ses troupes, leur fit occuper les positions de combat et attendit son adversaire. La présence de La Noue avait sans doute calmé l'ardeur belliqueuse de Mercœur, car, bien que son armée fût encore la plus nombreuse, il n'osa engager la bataille, sachant qu'une défaite eût été la ruine définitive de ses aspirations. Mais il attendit en vain pendant deux jours que son adversaire prît lui-même l'initiative du

combat, et, voyant que celui-ci demeurait dans l'expectative, il appliqua sa tactique habituelle, c'est-à-dire plia bagage et prit la route de Pontivy.

Le prince de Dombes, habitué aux dérobades de son adversaire, estima la poursuite inutile et regagna Quintin. Ce fut là que sur les sollicitations pressantes du sire de la Hunaudaye, de Jean de Rieux, marquis d'Assérac et de quelques autres gentilshommes du pays de Lamballe, qui avaient à se plaindre des incursions incessantes de la garnison de cette place sur leurs terres, qu'il fut décidé, malgré La Noue, d'aller attaquer Lamballe.



Lamballe

L'armée royale arriva le 16 juillet devant Lamballe et, dès le lendemain matin, son artillerie commença à battre les remparts du château et y fit bientôt une brèche aux environs de la porte Bario.

Le lendemain 18 juillet, vers midi, La Noue voulut

se rendre compte par lui-même de l'importance de la brèche et monta sur une échelle pour la mieux examiner; il reçut à ce moment en pleine tête un coup d'arquebuse qui le renversa de l'échelle; on dut l'emporter sans connaissance. La blessure ne semblait pas mortelle; la balle n'ayant fait que glisser sur l'os frontal sans le briser, tout le monde croyait à sa guérison; malheureusement, il fut confié à un chirurgien ignorant et prétentieux qui l'emmena à Moncontour, où son incapacité et ses mauvais soins amenèrent de graves complications et la mort du blessé.

La Noue mourut le 4 août 1591, emportant l'estime et les regrets de tous ceux qui le connaissaient; le bénédictin Dom Morice donne sur lui cette appréciation flatteuse : « Ainsi mourut l'un des plus grands capitaines et le plus honnête homme de son siècle. Personne ne réunit jamais dans un degré plus éminent toutes les vertus qui forment les plus grands hommes, et quoique il fût huguenot et zélé dans sa religion, les catholiques ont rendu justice à l'innocence de ses mœurs, à la régularité de sa conduite, à sa droiture et à son désintéressement. »

Cette mort déconcerta le prince de Dombes, qui leva le siège et s'en alla à Saint-Brieuc.

L'armée de Mercœur s'était avancée à ce moment jusqu'à Jugon pour secourir Lamballe; le prince de Dombes, l'ayant appris, quitta Saint-Brieuc et se mit à sa recherche; quelques escarmouches eurent lieu dans les landes du Méné et aux environs de Collinée, mais il n'y eut aucun engagement sérieux. Mercœur, suivant son habitude, se dérobant sans cesse en direction de Rennes. L'armée royale le poursuivit et le surprit à Saint-Méen, où elle aurait dû lui infliger une défaite certaine, mais le prince de Dombes, mal renseigné, manqua d'audace et permit à Mercœur de s'échapper et de reformer son armée vers Saint-Jouan-de-l'Isle. Le prince de Dombes croyant avoir mis Mercœur hors de combat pour longtemps ne s'en

occupa plus et poursuivit sa route vers Rennes et Saint-Aubin-du-Cormier, se portant à la rencontre d'une forte armée de renfort que lui amenait le prince de Conti.

Mais, pendant ce temps, Mercœur, en chef avisé, va profiter du départ de son ennemi pour se rendre à Nantes; il réorganise et réapprovisionne son armée et, sans perdre de temps, reprend la campagne. Tout d'abord il se dirige sur Blain, dont il enlève et incendie le château.

Son lieutenant, Saint-Laurent, est moins heureux; chargé d'investir le château de Malestroit, il y est mal reçu et doit se retirer. De dépit ce capitaine se dirige sur Saint-Brieuc, où il espère surprendre Cesson, mais là encore son expédition doit lui être funeste. René de Rieux, sire de Sourdeac, gouverneur de Brest, ayant en effet été informé de cette agression, accourt à Guingamp, où, aidé de Kergomard et de Du Liscoët, il rassemble toutes les troupes disponibles et s'en va attaquer Saint-Laurent, le défait entièrement, l'oblige à se réfugier avec les débris de sa troupe dans la cathédrale de Saint-Brieuc et le fait prisonnier.

Saint-Laurent, emmené au château de Guingamp, parvint à s'évader quelques semaines après.

Pendant que Mercœur était à Blain, il apprit que le prince de Dombes, secondé par le prince de Conti, assiégeait Craon, qui tenait pour la Ligue. En habile général, il combina alors un superbe coup de main. Avant de partir, il expliqua à ses troupes ce qu'il attendait d'elles et, sans bruit, les dissimulant le jour, il les amena jusqu'à Craon, sans que ses adversaires eussent le moindre soupçon de sa présence.

L'armée royale fut surprise au repos, bien tranquille dans ses cantonnements, et l'attaque fut si impétueuse, si violente que les royaux n'eurent le temps ni de se défendre ni de se rallier; en quelques minutes ils furent massacrés ou capturés; toute l'artillerie et tous les bagages de l'armée royale restèrent aux mains des ligueurs.

Ce fut la plus belle victoire de Mercœur, mais ce fut aussi la dernière. Le prince de Dombes, disgracié à la suite de ce désastre, se vit remplacé par un vieux général habile et rusé, le maréchal d'Aumont, contre lequel Mercœur sera désormais impuissant. A partir de ce moment, quoi qu'il fasse, la fortune l'a abandonné pour toujours; pendant quatre ans il essaya bien encore, avec l'appui des Espagnols, de réagir et de se maintenir, mais ce sera en vain. Le feu sacré des débuts



Maison de Condé où se retirait le duc de Montpensier

de la guerre s'est éteint au cœur de ses partisans; tous sont las, et leur nombre s'affaiblira de plus en plus, tandis qu'au contraire l'influence royale ne cessera de grandir. Pour tenir, il devra pactiser avec un tas de gens sans aveu, bien plus bandits à la recherche de butin que partisans de sa cause. C'est la décadence d'abord et l'effondrement ensuite.

L'un de ces bandits, associés de Mercœur, fut le fameux Guy Eder de la Fontenelle. Ce gentilhomme, né au château de Beaumanoir⁽¹⁾, près de Quintin, avait reçu à Paris une instruction très soignée; mais, dépourvu de tout scrupule, il mit la Basse-Bretagne au pillage, à feu et à sang. Dès 1592, sous les auspices de la Ligue, et encouragé par Mercœur⁽²⁾, ce bandit ravagea la Cornouaille et le Léon, s'empara du château de Coëtfret, dont il augmenta les fortifications et pillait tout le pays de Lannion. Il osa même tenter une surprise sur Guingamp, mais elle fut inutile.

Les habitants du Trécor, terrorisés par les actes de ce bandit, implorèrent l'intervention de Sourdeac, qui, aidé des garnisons de Guingamp et de Lannion, le chassa de Coëtfret et l'obligea à se réfugier à Carhaix.

Kergomard et du Liscoët tentèrent plusieurs fois de le surprendre et de l'enlever pendant son séjour à Carhaix, mais tous leurs projets furent déjoués.

Prenant exemple sur Fontenelle, et sans doute tentés par le riche butin de ce dernier, plusieurs capitaines de l'armée royale ne se comportèrent pas mieux que lui. Du Liscoët, notamment, s'étant emparé du château de Corlay en 1593, pillait et ravageait tout le pays environnant; plus tard, il pillait de la même façon le pays de Châteauneuf-du-Faou.

Aux environs de Lannion, un capitaine de l'armée royale, nommé Lacroix, se fortifia dans un manoir de

la paroisse de Poulmanach⁽³⁾, et de là mit à sac toute la contrée.

Ce fut alors que le maréchal d'Aumont, ému au récit de tous ces actes de brigandage, résolut de pénétrer en Basse-Bretagne pour y mettre fin. Il s'arrêta à Guingamp au mois de juillet 1594 et ordonna au capitaine Lacroix de rentrer dans l'ordre, et, devant son refus, le fit investir. Pendant les préparatifs du siège, Kermorvan trouva le moyen de s'emparer de vingt-huit soldats de la bande rebelle, qui pillaient et fourrageaient dans la campagne, et les livra au maréchal. Celui-ci fit sommer une fois Lacroix de se rendre, mais il ne fut répondu à cette proposition que par des insolences et des injures; alors le maréchal, furieux, fit amener les vingt-huit prisonniers et les fit pendre à la vue de la forteresse. Cette exécution sommaire produisit une telle impression sur le révolté, que dès le lendemain il se rendit, à la condition d'avoir vie et bagues sauvées, ce qui fut accordé.

Quelques semaines plus tard, une autre expédition du même genre fut entreprise par Kergomard. Un des satellites de Fontenelle, nommé La Plante, s'était fortifié dans un moulin entre Callac et Carhaix, mais on ignorait l'endroit exact de ce repaire. Cinq soldats de la garnison de Guingamp ayant été capturés par le bandit, purent renseigner exactement Kergomard; celui-ci prit aussitôt cinquante arquebusiers à cheval et par des chemins détournés vint à l'improviste surprendre le moulin. La Plante fut tué et tous ses acolytes massacrés ou noyés dans le bief du moulin.

(3) Poulmanach ou Ploumanach; cela ressort en effet d'une supplique adressée par un marinier de Perros, Paul le Hech'veder à Mgr d'Aumont, lieutenant général des armées de Bretagne, disant: « Comme le capitaine Lacroix, bâtissant le fort de Poulmanach, auroit pris pour le service du roy une barque neuve de port de 20 tonneaux, appartenant au suppliant, l'assurant que peu de jours après il la ferait payer, laquelle barque auroit été depuis la prise du fort de Poulmanach, emmené en l'isle de Bréhat, que depuis on s'en est servi, refusant de la rendre ou de payer, etc... »

(1) Le château de Beaumanoir est en la commune du Lelay.
(2) Le 24 juillet 1591, Mercœur envoya à Fontenelle un mandement l'encourageant à prendre Coëtfret et le 2 janvier 1593, un nouveau mandement concernant le château de Guerrand.

Après cette répression, Kergomar s'en alla rejoindre l'armée du maréchal qui assiégeait alors les Espagnols dans la presqu'île de Crozon. Il fut parmi les capitaines qui se distinguèrent le plus au cours de cette expédition.

Sur ces entrefaites, Fontenelle s'était emparé du château de Corlay et avait recommencé ses rapines dans le pays de Guingamp. Le maréchal d'Aumont, à son retour de Crozon en 1595, s'arrêta exprès à Guingamp pour surprendre le bandit et le capturer.

A cette fin, il envoya sa cavalerie, sous les ordres de Montmartin, lui couper la retraite, entre Corlay et Pontivy, et lui-même, avec le gros de ses troupes, se rendit directement à Corlay, qu'il investit avant que Fontenelle ait pu s'en échapper. Fontenelle, pris au piège, offrit de se rendre à la condition qu'on lui fit voir les canons, car il savait sa forteresse incapable de résister à l'artillerie; or, l'armée royale n'en possédait aucun; les seuls canons dont on aurait pu disposer étaient loin en arrière, et les plus proches étaient les quelques pièces de la place de Guingamp, pièces qui avaient bien des affûts fixes, mais pas de roues. Néanmoins, on lui répondit que l'artillerie était en route et qu'on la ferait voir à un parlementaire, s'il voulait bien en désigner un. Il accepta et chargea l'un de ses lieutenants de cette mission. Cet officier, qui devait être un bon ivrogne, fut accueilli chaleureusement par Montmartin qui le fit boire copieusement, et l'emmena jusqu'à Guingamp sans qu'il s'en doutât.

A Guingamp, le gouverneur Kergomar l'enivra à son tour si complètement qu'il lui fit voir et compter dix fois plus de canons qu'il y en avait; le vin l'empêcha même de voir que ces canons n'étaient pas transportables; aussi, à son retour à Corlay, il fit un rapport si bien documenté que, dès le lendemain, Fontenelle se rendait vie et bagues sauvées.

A la suite de cette capitulation, la garde du château de Corlay fut confiée à un capitaine nommé La Mous-

che; ce changement ne fut guère profitable au pays de Corlay.

Fontenelle, qui était originaire du pays de Leslay, avait jusque-là non seulement épargné, mais protégé ses compatriotes de toute la région de Quintin et de Corlay; mais La Mousche n'avait pas ces scrupules, et dès qu'il se vit seul maître, loin de tout contrôle, il s'empessa de suivre l'exemple de la plupart de ses collègues, c'est-à-dire de s'enrichir des dépouilles des populations qu'il était chargé de protéger et, sous prétexte de réquisitions destinées à l'entretien de sa garnison, il mit en coupe réglée tout le pays.

D'ailleurs, en 1596, le brigandage était devenu naturel dans tout le duché : Royaux, Ligueurs, Espagnols, tout le monde pillait et volait; les détachements de réguliers, dont la mission était pourtant de rétablir l'ordre et la sécurité dans la contrée, vivaient sur le pays, pillant et ravageant tout. La Bretagne entière n'était plus que ruines et désolation.

Un exemple frappant de ce qui se passait nous est fourni par le récit des lamentations de cet infortuné Jean Huon, sire de Kereffret, en Maël-Pestivien. Ce brave gentilhomme campagnard possédait de belles terres autour de son manoir; il avait vécu jusqu'à ces temps malheureux dans la paix et la sérénité; il était fier de son opulence rustique, de ses beaux meubles sculptés, souvenirs de ses ancêtres, de sa riche vaisselle et surtout du nombreux troupeau de bêtes à cornes qu'il entourait de toute son affection.

En l'espace de six mois, toutes ces richesses lui furent ravies; on ne lui laissa que le sol de ses terres et les murs de sa maison.

Ses premiers malheurs datent du 3 mai 1596; le capitaine La Mousche lui enlève une partie de son bétail; le 26 juillet suivant, un détachement royal, sous les ordres du comte de Vaurille, se ravitailla à Kéroffret et emporta du butin. Le 20 août, la même bande opère une nouvelle réquisition; deux jours après, le 22 août,

une compagnie espagnole arrive à son tour, trouve le butin maigre et, furieuse d'avoir été devancée par les royaux, pille et saccage la maison. Enfin, en 1597, un nouveau détachement royal s'y ravitailla et enlève au malheureux Huon tout ce qui restait.

Un autre pillard terrible fut, à la même époque, un ligueur acharné, Anne de Banzay, comte de La Magnane, qui, après avoir ruiné toute la Cornouaille, s'empara de Quintin pour en faire la base de nouveaux exploits et ravager tout le pays épargné par Fontenelle. Pour s'en débarrasser, Kergomar rassembla à Guingamp un important détachement de cavalerie et d'infanterie et, secondé par le colonel Erlach, qui était de passage à Guingamp, avec son régiment suisse, se rendit à Quintin, obligea La Magnane à se réfugier dans le château et le captura.

Des actes inqualifiables se commettaient partout. Deux bandits portant le nom de Jean de la Noë, tous deux cousins, l'un lieutenant de Fontenelle et l'autre curé de Trémeloir, à la tête d'une bande enlevèrent le manoir de Coatnevenoy, en Commenech, où leurs soudards se livrèrent à des actes abominables.

Dans ce manoir vivaient une jeune femme, leur cousine, Marguerite Le Veor, veuve de Jean Le Borgne, sieur de Coatnevenoy, tué au service de Mercœur, son jeune fils Robert et sa vieille mère.

Le curé de Trémeloir, épris de sa cousine depuis sa jeunesse, s'était fait prêtre par dépit d'amour à l'époque du mariage de Marguerite. Lorsque survinrent les troubles occasionnés par la Ligue, l'abbé ayant appris le vœu de sa cousine sentit renaître son ardeur amoureuse et se reprit à espérer; mais, éconduit, il demanda l'appui de son cousin, et tous deux résolurent d'imposer à la jeune veuve une alliance qui lui répugnait. Ce fut la raison pour laquelle ils s'emparèrent de Coatnevenoy.

En présence de cette agression, Marguerite, protégée par sa mère et son jeune fils, se retira dans une aile

écartée du château, s'y barricada et refusa net toutes les propositions de son entreprenant cousin.

Mal lui en prit : le prêtre sans scrupules et excité par la passion, fit un jour enfoncer la porte défendue, saisir la jeune femme et la violenta. Cet acte abominable obligea la malheureuse, devenue enceinte, à se résigner et à épouser son bourreau.

Cette union née sous de pareilles auspices ne pouvait être heureuse. Le mari, ivrogne et débauché, devint le tortionnaire de sa famille. De plus, avare et rapace, il réussit par des moyens illicites à s'emparer entièrement des biens paternels du jeune Robert, et plus tard il fallut un arrêt du Parlement de Bretagne pour obliger le voleur à restituer cette fortune mal acquise.

Quelques années après, Marguerite et sa mère moururent de chagrin, et les trois filles qui naquirent de ce mariage épousèrent trois gentilshommes du pays ; leurs richesses avaient fait oublier les crimes et l'indignité de leur père.

Ces désordres continus avaient fini par épouvanter les populations ; les paysans dépouillés et malmenés s'étaient enfin entièrement séparés de Mercœur, n'aspirant plus qu'à obtenir le calme et la sécurité sous un régime quelconque ; ils devenaient favorables à la cause royale qui semblait leur offrir des garanties plus sérieuses. Dès ce moment cette cause ne tarda pas à faire de rapides progrès ; le 13 février 1598, Dinan, l'une des dernières places fortes de la Ligue, succomba, et Mercœur dut se rendre compte de la vanité de ses prétentions et tenter d'obtenir du roi une paix honorable.

Henri IV, parfaitement renseigné, aurait pu faire preuve d'exigences, mais il se montra très généreux. Il vint lui-même en Bretagne pour détruire par sa présence ce qui restait de l'influence de Mercœur et rallier les hésitants en amnistiant tous ceux qui lui prêteraient serment de fidélité.

Il quitta Paris dans les premiers jours de mars, s'arrêta aux Ponts de Cé où il reçut la visite de la duchesse de Mercœur. Cette entrevue fut très courtoise. Le roi accueillit d'abord très froidement la duchesse et lui reprocha amèrement la félonie de son mari; puis l'attitude humiliée et les larmes de la suppliante le désarmèrent et il la quitta en lui promettant d'être indulgent.

Un autre avocat sur lequel Mercœur ne comptait certainement pas se manifesta alors. Ce fut la belle Gabrielle d'Estrées, maîtresse du roi.

Cette belle dame, éblouie par l'énumération des richesses de la maison de Penthièvre, rêva d'unir son fils César à la jeune héritière de cette opulente maison; elle obtint l'approbation du roi et dès lors l'union des deux jeunes princes devint la condition du retour en grâce de Mercœur.

Lorsque la duchesse connut cette condition, elle se révolta à l'idée de cette déchéance et déclara que sa fille n'épouserait jamais un bâtard, fût-il fils de roi. Mais il lui fallut bien revenir à d'autres sentiments, car Henri IV devint menaçant et Mme de Mercœur dut choisir entre ce mariage et la décapitation de son mari. Elle donna donc son consentement; quant à Mercœur, il s'empessa d'accepter la proposition royale, très heureux de s'en tirer à si bon compte.

Un acte de rémission accordant la grâce de Mercœur fut scellé à Angers le 20 mars 1598. Ce contrat comportait les clauses suivantes :

« Le duc et la duchesse consentaient au mariage de leur fille unique Françoise avec le jeune prince César qui, à cette occasion, était légitimé et recevait le duché de Vendôme en apanage.

« Mercœur s'engageait à ne plus habiter la Bretagne et à remettre toutes ses places au roi.

« Le roi lui accordait en retour amnistie complète, une pension de 50.000 livres, les seigneuries de Guingamp, de Lamballe, de Moncontour et de l'Île de Bréhat

en toute propriété, le droit de lever 5.000 écus sur ses vassaux de Penthièvre. Le droit d'avoir une compagnie de cent hommes d'armes, auxquels seraient adjoints cinquante hommes à la solde du roi pour la garde des villes et places du Penthièvre.

Les fiançailles de César, duc de Vendôme, furent célébrées au château d'Angers, le 5 avril 1598; César avait quatre ans et Françoise six. (Le mariage ne fut consacré que onze ans plus tard, en 1609.)

Après cette cérémonie, Henri IV vint à Nantes où, le 13 avril 1598, il signa le mémorable *Edit de Nantes* qui accordait aux protestants le libre exercice de leur culte.

De Nantes, Henri IV se rendit à Rennes où il fit son entrée solennelle le 9 mai; au milieu des acclamations d'une foule très sympathique, et le 16 mai il quitta la Bretagne.

Huit jours après la visite royale, le 23 mai, Mme de Mercœur séjourna aussi à Rennes, mais son passage demeura inaperçu. Le notaire Jehan Pichart raconte ainsi ce voyage dans son journal : « Madame de Mercœur arriva à Rennes en assez simple train, en regard du temps passé, logea en l'hostellerie de l'Escu de France, chez Robert de la Priane, dit Robert près St-Gemmain. Il n'alla au-devant d'elle que la dame d'Apigné; elle s'en retourna le jour du petit sacre, le 28 mai 1598.

A la suite de ces événements, Mercœur quitta la Bretagne, dont l'accès lui était désormais formellement interdit, et s'en alla au château de Nomény, en Lorraine, oublier ses déceptions.

Trois ans après, en 1601, l'empereur d'Allemagne Rodolphe II, qui appréciait les talents militaires de Mercœur, lui offrit le commandement de l'armée impériale destinée à repousser les Turcs, devenus de plus en plus agresseurs. Cette proposition fut acceptée avec empressement et le duc se rendit à Vienne.

Dès son arrivée à l'armée impériale, il entreprit de

faire lever le siège de Canischa (Nagy-Kanizsa), qu'Ibrahim-Pacha avait cerné avec 60.000 hommes ; mais Mercœur avait trop présumé de ses forces : il subit un échec et effectua une retraite très habile qui demeura célèbre dans les annales militaires.

L'année suivante, après avoir reconstitué ses forces, il prit une revanche éclatante : il enleva Albe Royale (Szekei Fejervar) et écrasa l'armée turque accourue au secours de la place.

Rappelé en France après ce brillant exploit, il contracta la scarlatine pendant son séjour à Nuremberg et y mourut le 19 février 1602 ; son corps fut transporté et inhumé à Nancy.

Pendant ce temps et après la mort de son mari, Mme de Mercœur vécut tantôt à la cour, tantôt près de sa mère qui ne quittait jamais le château de Lamballe, et jusqu'au mariage de sa fille, en 1609, elle fut uniquement occupée à parfaire l'éducation de celle-ci. A la mort de Mme de Martigues, en 1613, la duchesse acheta le château d'Anet⁽¹⁾, en fit sa résidence favorite et y mourut presque dans l'isolement le 6 septembre 1623. Ses obsèques eurent lieu à Paris et son corps fut inhumé en l'église du couvent des Capucins. « Chez les Capucins de Saint-Maur-des-Fossés », dit Moreau : « chez les Capucins de la rue Saint-Honoré », dit le Père Anselme. Nous croyons que c'est ce dernier qui a raison, car ce fut chez les Capucins de la rue Saint-Honoré qu'en 1609 fut enterrée la duchesse de Vendôme, sa fille, en habit de religieuse.

(1) Le château d'Anet, construit de 1548 à 1554 par Philibert Delorme, décoré par Jean Goujon et Jean Cousin, appartenait à Diane de Poitiers. A la mort de cette grande dame, le domaine passa à sa belle-sœur Louise de Brézé, mariée à Claude de Lorraine. Ce dernier ayant été condamné à mort par le Parlement, ses biens furent confisqués et vendus ; Marie de Penthièvre en fut l'adjudicataire.

CHAPITRE XXIII

La Basilique de Notre-Dame

ET LE

Pardon de Notre-Dame de Bon-Secours

Ce fut, comme nous l'avons déjà dit, vers la fin du IX^e siècle que les premiers habitants de notre cité vinrent mettre leur foyer à l'abri du pillage, sous la protection des puissantes murailles du château de la Motte de Guingamp. Ce château primitif, qui devait devenir en se modifiant celui des premiers Penthièvre, ne s'élevait nullement à l'endroit du château actuel, mais sur l'escarpement qui est aujourd'hui la place du Vally. Son pont-levis, aboutissement naturel de la route venant de la déjà vieille ville de Chateaudren, s'ouvrait au Nord-Est de la forteresse, probablement près de la place actuelle de l'école mutuelle.

On peut en déduire que la première agglomération qui se constitua à Guingamp se groupa autour du château sur les emplacements occupés actuellement par les faubourgs de la Trinité, de Saint-Nicolas et de Ruello.

Au cours des trois siècles qui suivirent, la prospérité de cette première agglomération amena de nouveaux habitants qui s'établirent principalement sur le léger vallonement qui descendait vers le Trieux, au Nord-Ouest du château ; il se forma là un nouveau groupement qui ne tarda pas à devenir beaucoup plus riche et plus important que son aîné, et ce fut cette circons-

tance qui amena les seigneurs de Guingamp, soucieux de préserver les richesses de leurs vassaux, à entourer ce nouveau quartier d'une enceinte fortifiée dont la porte principale, la porte de Rennes, s'ouvrait en face du pont-levis de leur donjon.

Il ne peut y avoir de doute, ni sur l'existence du château à l'endroit indiqué, ni sur l'existence de la porte de Rennes à cette époque; les titres et chartes du XII^e siècle parlent du château et de cette porte en termes précis.

Avec la première agglomération naquit la première église de Guingamp, celle de la Trinité; la création de la ville close entraîna l'édification d'un nouveau sanctuaire qui fut l'embryon de notre future basilique; mais cette création eut une autre conséquence, ce fut la construction de l'église Saint-Sauveur, modeste sanctuaire destiné aux habitants de ce faubourg, qui se trouvèrent tout à coup isolés et loin de toute église.

Donc, au début du XII^e siècle Guingamp possédait trois églises : l'une fondée vers la fin du IX^e siècle, les deux autres au X^e ou au XI^e siècle.

L'église de la ville close, qui était appelée à un avenir glorieux, ne semble pas avoir eu tout d'abord une importance particulière. Nous ne trouvons son ancien nom dans aucune charte, si jamais elle eut un autre nom que celui de Notre-Dame. Ropartz croit que primitivement elle fut dédiée à saint Pierre et à saint Paul, et qu'elle était en même temps la chapelle du château; il nous est difficile d'admettre cette opinion qui n'est appuyée par aucun document. Il est certain que déjà, en 1160, cette église était dédiée à la Bienheureuse Vierge Marie, et pourtant elle était encore à cette époque en son état primitif, sa reconstruction n'ayant commencé que tout à fait à la fin du XII^e siècle. Dans une charte de 1160 en faveur de l'abbaye de Beaulieu, le duc Conan IV la nomma bien « église de la Bienheureuse Vierge Marie » : *Omniibus tam presentibus, quam futuris volo fieri manifestum quod cum*

ego quoddam altare oedificaverim in Ecclesia Beatae Mariae Virginis apud Guingampum in honore Dei et S. Dionysii pro redemptione peccatorum mei Patris et Matris meae.

... de hoc altari et redditu proenotato investivi Monachum Capellanum Berthoe matris meae. Apud Guingampum. Anno 1160...

D'autre part, sa situation au milieu d'une enceinte fortifiée, loin du château, ne permet pas de dire qu'elle fut la chapelle du château; dans les habitudes de la féodalité chaque châtelain possédait sa chapelle particulière dans l'enceinte même de sa demeure; et d'ailleurs une charte de la duchesse Constance, confirmative de celle de son père, précise très nettement la distinction en disant : « *In perpetuum dedisse ac mea carta confirmasse abbati et canonicis Beatae Mariae de Bello Loco, capellan meam Guingampi cum altare S. Dionysii quod est in Ecclesia Beatae Mariae Guingampi cum omnibus pertinentis.* » Ce qui veut bien dire : « Je confirme aux religieux de l'Abbaye de Beaulieu la donation de ma chapelle de Guingamp (évidemment la chapelle du château) et aussi la chapelle de St-Denis, qui est dans l'église de la Bienheureuse Marie de Guingamp, avec tous les bénéfices qui y sont attachés.

D'ailleurs la chapelle du château de la Motte existait encore à l'époque de Charles de Blois, le procès-verbal de l'enquête de canonisation rapporte que ce prince avait une chapelle dans son château, mais qu'il se rendait par dévotion à l'église Notre-Dame.

Il est donc permis de dire que dès le XII^e siècle, l'église de la ville close était l'église paroissiale dédiée à la Vierge Marie et s'appelait église Notre-Dame.

Cette première église Notre-Dame devint rapidement insuffisante pour contenir une population qui ne cessait de s'accroître; aussi, dès la fin du XII^e siècle, était-elle appelée à disparaître pour faire place au monument qui dans la suite des temps devait devenir la superbe basilique que nous connaissons.

Dans le nouvel édifice, on ne conserva de l'ancien sanctuaire que la base de quatre piliers romans à voûte en plein cintre, aujourd'hui noyés dans la masse des quatre énormes piliers qui soutiennent la tour pointue.

Les constructions édifiées à l'époque d'Alain de Penthièvre, de son fils Henri d'Avaugour et des ducs de Bretagne de la maison de Dreux, constituent la partie gothique du monument actuel. Il est possible que Guy de Penthièvre ait contribué à l'achèvement de l'église, mais elle était certainement terminée à l'époque de Charles de Blois, car si ce pieux duc, qui se montra si généreux pour elle en la dotant de riches ornements et en y fondant une chapelle, avait participé à son édification, on se serait empressé de le rappeler et d'en tenir compte lors de l'enquête de canonisation en 1367.

A son achèvement au début du XIV^e siècle, l'église constituait un tout de style gothique homogène, et si le monument actuel est un composite, une juxtaposition de gothique et de renaissance, cela tient à ce qu'aux XVI^e et XVII^e siècles, une tour et une partie de la façade Sud, mal construites, s'écroulèrent et durent être réédifiées; or à ce moment le style renaissance étant en grande faveur, les restaurations furent effectuées dans le goût du jour.

La plus grande réparation date de 1533 et consiste à reconstruire entièrement la tour jumelle de celle de l'horloge qui s'était effondrée. Cet accident nous vaut une tour renaissance accolée à une tour gothique, mais nous n'avons pas à le regretter, car la nouvelle tour, dite la tour plate, majestueuse et superbe, est le plus bel échantillon d'architecture religieuse de style renaissance que possède la Bretagne.

L'acte de naissance de cette belle tour est inscrit sur sa pierre; une banderolle qui se déroule à son pied porte en effet cette inscription en lettres gothiques :

La Vigile de S. André, vers le soir,
La mil cinq cents traite et cinq

La grade âme pieuse à voir
Fut de ceste tour qui à terre vint.
Au none dit le cinquiesme jour
L'an mil cinq cents traite suit.
La première pierre sans séjour
Fut assise.....

Le grand portail qui réunit les deux tours fut reconstruit en même temps. Il est formé de deux arcades, séparées par un pilier que surmonte une niche élégante



Portail principal de l'Eglise

dont le couronnement a été mutilé. Le porche est orné de guirlandes de fleurs et de génies finement ciselés dans le granit, et de très jolies petites niches renfermant les statuettes des apôtres dont l'attitude et l'expression sont remarquables.

De chaque côté du portail se trouvent deux bustes de personnages en costume du temps; au tympan sont fixés deux autres bustes dont l'un est en partie détruit; l'autre représente un homme ayant une grande ressemblance avec le roi François I^{er}. On a beaucoup discuté sur l'identité de ces personnages : les uns y ont vu François I^{er}, la reine Claude; d'autres, Jean de Brosse et sa femme la duchesse d'Etampes. Nous ne trancherons pas la question; il est possible que ces bustes soient ceux du roi de France et de la reine, fille de la duchesse Anne de Bretagne, à qui Guingamp appartenait en 1537, et qui par leurs largesses permirent cette restauration. Quant à Jean de Brosse cela est plus douteux, car Guingamp ne lui appartint qu'en 1555; il faudrait alors supposer que ces sculptures ne furent ciselées que vingt ans après la mise en place des maçonneries, et puis il n'est guère permis de penser qu'à cette époque Jean ait consenti à voir figurer son épouse à côté de lui.

Au-dessus de la dernière archivolte du tympan on lit une inscription : « *Esto Nobis Domine, turris fortitudinis a facie inimici.* »

Le tout est couronné d'un superbe motif frontal soutenu par deux hercules; au milieu est un écu mutilé sur lequel s'appuient deux guerriers en costume du XVI^e siècle. Au-dessous se trouve l'amorce d'un buste détruit.

L'architecte de ce beau travail fut M^r Jehan Le Moal. Avant lui deux autres architectes, M^{rs} Philippe Beaumanoir et Jean Héméri, avaient projeté de construire une magnifique tour de 130 pieds de hauteur, du style ogival flamboyant le plus pur, mais leur projet, dont

le plan se trouve encore dans les archives de l'église, ne fut pas adopté.

Après Jehan Le Moal, l'ouvrage fut continué par Gilles Le Nouézec en 1548, Jean Le Cozic en 1568 et Yves Auffret en 1574; c'est à ce dernier que nous devons les deux jolies fenêtres à meneaux fleurdélisées de la chapelle de la tour qui portent la date de 1581.

Le granit employé à cette construction provenait en majeure partie des carrières de Kerempily et de Scouassel en Bôurbriac.

Dans la tour plate se trouve la chambre dite de l'Arsenal, où se réunissait la communauté bourgeoise quand elle dut abandonner la chapelle Saint-Jacques en 1621. C'est aussi dans cette tour que se trouvent les cloches de la basilique dont la plus belle, un bourdon énorme au timbre grave et sonore, porte l'inscription :

Fondeurs Guyomark, l'an 1568 fut fait ce cloche.

Pour servir Dieu et N. Dame de Guingamp, par Jerome Jegou gouverneur de ce chapelle le fit faire.

S. Ropartz nous raconte que le bronze de notre bourdon tenta fort l'appétit des patriotes de 1793, et qu'il ne fut sauvé que grâce à l'ingéniosité d'un citadin, qui insinua que cette cloche pouvait devenir très utile pour sonner le tocsin et prévenir les citoyens en cas de danger. Toutes les autres, à l'exception d'une petite datant de l'année 1434, furent brisées et vendues à raison de 22 sous la livre pour acheter des canons; la fameuse Bastienne fut parmi les victimes.

Autrefois, en vertu de règlements spéciaux, dont le dernier date de 1636, le bourdon ne sonnait le glas que pour les nobles et nobles bourgeois; ce privilège fut supprimé par la Révolution. Depuis, un nouvel usage, plus aristocratique encore que l'ancien, s'est introduit : le bourdon sonne le glas pour tous les citadins, mais il le sonne en carillon pour les prêtres et pour les nobles. Aucun autre citadin ne peut prétendre à cet honneur suprême, fût-il membre du conseil de fabrique et le plus ardent défenseur de l'église.

Lorsqu'on pénètre dans la basilique par le portail que nous venons de décrire, la première chose qui frappe les yeux est l'opposition des deux styles qui ont présidé à la construction de l'édifice; à gauche l'ogive, avec ses grandes lignes simples, ses élégants piliers en faisceaux de fines colonnettes; à droite, les lourds piliers renaissance revêtus de riches sculptures, et, par dessus cette colonnade, deux galeries superposées, bordées d'élégantes balustrades en granit.

Le chœur et l'abside sont en pur style ogival, piliers élevés et élégants sur lesquels viennent s'appuyer des arcs-boutants légers et sveltes; fenêtres bien dessinées, grandes, d'un travail parfait. D'ailleurs, l'ensemble architectural de l'intérieur de l'église est tout à fait remarquable.

Les verrières méritent l'attention, surtout celle de la grande nef, qui est la reconstitution, vers 1858, d'un vitrail ancien datant de 1484, représentant le duc François II, la duchesse Marguerite de Foix et leurs deux filles Anne et Isabeau, agenouillées aux pieds de Notre-Dame de Guingamp.

D'autres vitraux ont pour sujets: la Visitation, le Couronnement de la Vierge, la Sainte Famille, N.-D. du Mont-Carmel, l'enfance de Jésus, la vie de saint Jean-Baptiste, la Présentation de la Vierge, la vie de la duchesse Françoise d'Amboise, et enfin le vœu des Guingampais pendant la guerre de 1870.

La peinture est représentée par quelques belles toiles de M. le Hénaff; l'une, le Baptême de Jésus sur les rives du Jourdain, orne les fonts baptismaux; une autre, le Jugement dernier dans la Vallée de Josaphat, œuvre superbe, décore la chapelle des morts, elle est malheureusement mal éclairée et de plus détériorée par l'humidité.

Nous avons déjà vu que chaque confrérie guingampaise possédait autrefois son autel en l'église Notre-Dame. Ces autels étaient très nombreux; chaque

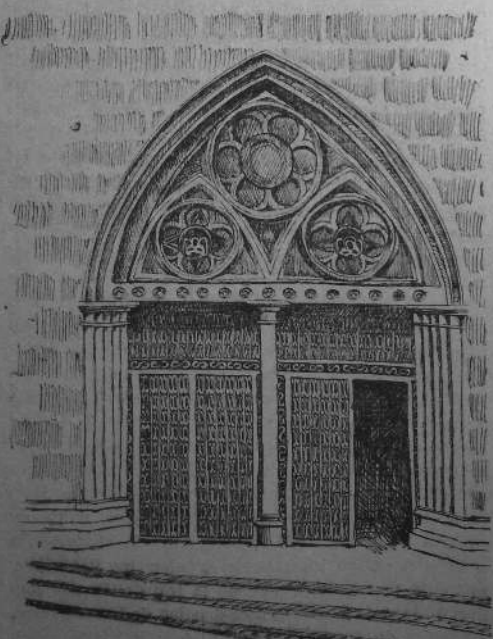
fenêtre, chaque pilier possédait le sien; il n'en subsiste aujourd'hui que de rares vestiges.

L'un des plus anciens fut celui fondé par le duc Conan IV, en l'honneur de saint Denis; cet autel est devenu, vers 1850, la chapelle des morts. La chapelle de saint Jacques, qui jusqu'en 1621 abrita les délibérations de la communauté bourgeoise, se trouvait devant les orgues, sous une grande baie effondrée en 1622 et remplacée en 1671 par deux fenêtres quelconques qui déparent cette façade; l'emplacement de cette chapelle est aujourd'hui occupé en partie par le buffet des orgues, travail remarquable en chêne sculpté datant de 1646. Les orgues actuelles ont été reconstruites en 1865, mais le buffet a été conservé. A côté des orgues se trouve l'enfeu de l'évêque de Tréguier, Pierre Morel, né à Guingamp et mort en 1401. Ce prélat, qui avait lui-même élu sa sépulture dans la chapelle Saint-Jacques, repose là, revêtu de ses habits sacerdotaux; au fond du labbe, saint Tugdual et deux femmes présentent le prélat agenouillé à Notre-Dame.

Près de la chapelle Saint-Jacques, dans le coin, près de la porte au Duc, se trouvait autrefois l'autel de Saint-Crespin, devenu depuis la chapelle du Saint-Sacrement. Avant la Révolution, la grande baie qui l'éclairait était ornée d'une magnifique verrière représentant le lavage des pieds des apôtres, offerte par Claude de Kerguezec, sire de Kergomar, gouverneur de Guingamp en 1591. Près de cet autel se trouve un enfeu inconnu, qu'on a cru être celui de M^{me} de Mercœur; or, nous savons que cette duchesse, morte au château d'Anet en 1623, repose dans la chapelle du couvent des Capucins à Paris. L'enfeu des Penthievre se trouve depuis 1610, date de la translation des cendres de Jean de Brosse et de Sébastien de Luxembourg, au centre du chœur de l'église, sous le maître-autel. C'est là, comme nous l'avons déjà dit, que vint à son tour reposer, en 1613, la dépouille de M^{me} de Marligues.

Depuis cette époque aucun membre de la famille de Penthievre n'a eu sa sépulture à Guingamp.

Un autre enfeu intéressant, situé à droite du chœur, est celui de Rolland de Coatgourheden, seigneur de Locmaria et sénéchal de Charles de Blois. Ce chevalier y est représenté avec son armure, la tête soutenue par deux anges et les pieds reposant sur un lion. Dans le tabbe, Charles de Blois présente lui-même son sénéchal à Notre-Dame.



Grille en fer forgé de la Chapelle du XIII^e siècle

Mais de toutes les chapelles qui ornent notre basilique, la plus célèbre a toujours été celle qui se trouve à l'extérieur de l'église et qui abrite la statue de la Vierge Noire.

Cette chapelle, de style ogival, du XIII^e siècle, constituée par un porche dont l'ouverture est une vaste et élégante baie ogivale ornée d'arcades et de rosaces, est fermée par une grille monumentale en fer forgé; à l'intérieur, encadré des statues en granit des douze apôtres, s'élève, adossé au mur de la basilique, un autel en granit couronné d'un macaron de même nature qui porte la célèbre statue.

La statue actuelle n'est plus l'antique image pour qui fut créé le sanctuaire; sa vétusté était telle au début du XVII^e siècle qu'il fallut la remplacer; on fit alors une copie de l'ancêtre, ayant exactement la même forme et les mêmes dimensions. Cette statue, tout comme l'ancienne, est en bois noir, la Vierge porte son fils sur le bras gauche et tous deux sont revêtus de la longue tunique; ce qui, d'après E. Male, indique que l'image est du XIII^e siècle⁽¹⁾.

En 1793, la nouvelle statue fut mutilée, mais les morceaux recueillis furent mis à l'abri et, reconstituée en 1805, elle reprit sa place.

Les couronnes qui parent la Vierge et son Fils sont des bijoux en or ornés de pierreries. Le cercle frontal de l'Enfant Jésus est garni de perles blanches offertes par le pape Pie IX en 1857. Le cœur porté par la Vierge est en vermeil entouré de brillants.

D'après une tradition constante, l'antique statue aurait été apportée de Marseille; cela ne nous surprend

(1) Aux XII^e et XIII^e siècles les statues de la Vierge représentant Marie debout portant l'enfant Jésus sur le bras gauche ou assis sur les genoux de sa mère, mais sont toujours vêtus de la longue tunique et du pallium.

A la fin du XIII^e siècle Jésus a une robe d'enfant, au XIV^e Jésus serait tout nu et sa mère ne lui enveloppait le bas du corps dans un pan de son manteau (E. MALE, l'art. religieux en France).

pas, Marseille est le port naturel des provenances de l'Orient, et toutes les Vierges Noires que nous connaissons en France, où elles sont nombreuses et très honorées, viennent de Palestine ou d'Egypte.

La Vierge Noire du Puy, dont la renommée fit la fortune de la ville, fut offerte en présent à la cathédrale



Vierge Noire de Guingamp

de cette ville en 1254 par le roi Louis IX qui la rapportait d'Egypte.

La Vierge Noire de Rocamadour, que la légende prétend sculptée par Zachée, disciple de Jésus, enrichit tellement son sanctuaire qu'en 1572, lorsque les huguenots le pillèrent, ils y trouvèrent des tombereaux d'or et d'argent.

Notre-Dame de Cléry, à laquelle Louis XI avait voué un culte si fervent, qu'il voulut être enterré dans son sanctuaire.

Notre-Dame de Liesse, dans le Laonnois, et la Vierge Noire de Chartres ont sans doute la même origine.

Toutes ces Vierges datent de la même époque, l'époque des Croisades ; il est d'ailleurs reconnu exact que ce fut surtout à ce moment que le culte de la Vierge prit son essor. Ce fut en ce temps que saint Dominique répandit le rosaire, et que pour la première fois les cloches sonnèrent l'*Angelus*. Cette dévotion fut certainement favorisée par le retour des croisés rapportant de l'Orient les images saintes de la Vierge.

Parmi ces statues que nous venons d'énumérer, il en existe une au moins dont la ressemblance avec la nôtre est frappante ; même attitude, même physionomie, même costume à la richesse près, toutes deux portant l'Enfant Jésus d'une façon identique. Cette similitude serait déjà pour nous d'un grand intérêt, mais une autre singularité beaucoup plus caractéristique va servir sinon à expliquer définitivement, du moins à éclairer d'un jour nouveau l'origine de notre Madone.

De temps immémorial existe dans une crypte de la cathédrale de Chartres une chapelle dédiée à Notre-Dame-sous-Terre, sanctuaire bien plus ancien, plus renommé et plus fréquenté que celui de la Vierge Noire de Chartres, qu'on appelle souvent Notre-Dame du Pilier, parce que son autel situé à l'intérieur de la cathédrale, y est adossé à un pilier. Or, à Guingamp, disent Ogée et l'Abbé de Kermoalquin, existait autrefois une crypte souterraine qui portait aussi le nom de Notre-

Dame-Sous-Terre. Cette crypte aurait été détruite vers la Révolution.



Notre-Dame du Pilier à Chartres.

La coïncidence est singulière, de trouver à Guingamp comme à Chartres ce qui ne se rencontre nulle part ailleurs, deux cultes différents mais jumeaux groupés

dans le même sanctuaire, consacrés à la Vierge sous le nom de Notre-Dame-Sous-Terre et de la Vierge Noire.

Il existe encore une autre considération qui précise l'analogie entre ces doubles cultes. La statue de Notre-Dame-Sous-Terre de Chartres, qui représente la Vierge assise dans un fauteuil rustique, tenant devant elle son fils assis sur ses genoux, est en bois creux, entièrement évidé, ne présentant qu'une paroi très amincie ; or, notre sanctuaire de Guingamp s'appelait primitivement Notre-Dame du Halgoët, et ce mot « Halgoët » ne veut pas dire seulement saulaie, bois planté de saule, mais aussi bois creux d'après le celtisant Bullet⁽¹⁾, « hal, hel », indiquent le bas, le creux « Hellé » la rivière creuse lorsqu'on a appelé le saule Hal ou halle » on a confondu le contenant avec le contenu, et le saule étant le bois creux par excellence, on l'a appelé « halle », le creux, et Notre-Dame du Halgoët veut dire Notre-Dame en Bois Creux.

Il est regrettable que nous n'ayons plus à Guingamp aucun vestige de cette statue, ce qui nous éclairerait singulièrement.

En tous cas, comme les sanctuaires de Chartres étaient certainement antérieurs à ceux de notre ville, il faut admettre l'intervention de quelque fervent adorateur de Notre-Dame de Chartres assez puissant et assez riche pour imposer sa volonté et élever en notre basilique un sanctuaire mitoyen destiné à abriter ces cultes.

A cette époque lointaine, peu de nos concitoyens connaissaient même le nom de la ville de Chartres et à plus fortes raisons les fameux pèlerinages de cette ville ; l'un des bourgeois de notre ville ne pouvait donc avoir cette pieuse pensée. Mais rappelons-nous qu'après 1223 le Penthièvre et Guingamp, confisqués sur Henri d'Avangour, appartinrent à la famille duciale de

(1) Dictionnaire des racines celtiques, édition de 1735.

Bretagne et que le duc de Bretagne était Pierre de Dreux ; or Chartres était alors un fief de la maison de Dreux, et le duc Pierre figurait parmi les plus grands



Notre-Dame de la Belle-Verrière à Chartres.

bienfaiteurs de la cathédrale de cette ville ; en 1212, il avait fait édifier le porche méridional, et comme c'était l'année de son mariage il figure encore sur le tru-

meau de la baie, en compagnie de sa femme Alix de Bretagne, tous deux portant la couronne nuptiale ; d'ailleurs son souvenir s'y retrouve partout ; dans la rose méridionale on peut voir douze quatre-feuilles ornés des armes de Dreux-Bretagne (échiquetés d'or et d'azur à la bordure de gueules et au franc quartier d'hermine), et dans les croisillons du même côté le portrait du duc, d'Alix de Bretagne et de leurs enfants Jean et Yolande.

Ce duc qui manifesta si largement sa bienveillance à l'égard de notre cité, en confirmant et développant son administration communale et en contribuant à l'achèvement de notre basilique, ne serait-il pas ce puissant seigneur, et pour s'attacher davantage ses nouveaux sujets, n'aurait-il pas doté notre ville de ces cultes qui lui étaient si chers et qui lui rappelaient son pays natal.

Les deux cultes fondés au XIII^e siècle à Guingamp ont eu des destinées bien différentes : l'un brille encore d'un vif éclat et est devenu célèbre, c'est celui de la Vierge Noire ; l'autre, celui de Notre-Dame-Sous-Terre, a vécu dans l'ombre négligé, délaissé et finalement a disparu sans laisser de traces.

Dans les temps anciens aucun de ces cultes ne fut florissant ; en tous cas on n'en parle guère à l'époque de Charles de Blois et même de Françoise d'Amboise ; ces princes portèrent leurs dévotions à Notre-Dame, mais il n'est jamais question de la Vierge Noire ou de Notre-Dame de Sous-Terre ; on ne peut donc trouver dans cette action pieuse la preuve que l'une ou l'autre de nos madones fut l'objet d'un culte spécial, et encore moins d'un pèlerinage ; d'ailleurs, comme nous allons le voir, le pèlerinage ou plutôt le pardon de Notre-Dame de Bon-Secours ne prit son essor que dans le courant du XV^e siècle et d'une façon tout à fait imprévue.

Les origines de ce pardon se confondent avec l'histoire de la Frérie Blanche. Cette confrérie se constitua

à Guingamp vers le milieu du XIV^e siècle, à l'époque du retour de captivité de Charles de Blois, c'est-à-dire entre 1356 et 1360; elle était composée en majeure partie de bourgeois, mais renfermait aussi des membres du clergé et de nombreux représentants de la noblesse de la région; de là son insigne « un triple câble » avec la devise : « Feun trineud a vec 'h ez torrer. »

« Un triple câble est difficile à rompre. »

Son but était l'assistance, la solidarité entre membres, en somme tout ce qui constitue à l'heure actuelle le programme des associations de secours mutuels.

Dans leurs assemblées, tous les membres étaient égaux et s'appelaient frères; l'association était dirigée par deux abbés, l'un laïque, l'autre ecclésiastique.

La réunion générale de tous les frères avait lieu chaque année le 2 juillet, jour de la Visitation, en la chapelle de Notre-Dame du Halgoët. Cette assemblée de juillet, où se groupaient sans distinction d'ordre ni de rang tous les membres de la confrérie, avait pour but de rapprocher tous les sociétaires et d'admettre en ce jour solennel les postulants jugés dignes après enquête de faire partie de la Frérie.

Pour sceller cette promotion, la fête, qui durait trois jours, se terminait par un banquet. L'usage du banquet ne se perpétua pas, il fut abandonné au XVI^e siècle.

Cette confrérie n'était pas purement locale; son recrutement s'étendait à tout l'évêché de Tréguier; aussi, lors des réunions du 2 juillet, la manifestation populaire prenait déjà dès le XV^e siècle l'allure d'un pèlerinage.

La Frérie Blanche fut très encouragée; Pierre II, pendant son séjour à Guingamp, daigna en faire partie et en fut abbé laïque. Plus tard, le pape Paul V, par une bulle du 18 avril 1619, accorda des indulgences spéciales à ceux qui, le jour de la Visitation, seraient admis dans la confrérie et à cette occasion feraient des

offrandes et des actes de dévotion aux pieds de la Vierge Noire.

Cette coutume devint bientôt le motif d'une véritable procession qui, d'année en année, fit oublier le point de départ et même la Frérie Blanche pour donner naissance au culte spécial dont jouit actuellement le sanctuaire de notre Madone.

C'est ainsi que malgré la disparition de la Frérie Blanche, cette cérémonie du 2 juillet se perpétua et devint le pardon actuel de Guingamp.

Pendant la période révolutionnaire, la chapelle de Notre-Dame du Halgoët fut dévastée, la statue de la Vierge mutilée et tout culte aboli; mais en 1805, après la reconstitution de la Sainte-Image, le pardon fut célébré et n'a pas cessé de l'être depuis.

Au cours du dernier siècle, le pardon a même pris un éclat qu'il n'avait jamais atteint, grâce aux faveurs accordées à notre Madone par les papes Pie IX et Léon XIII.

D'abord ce fut l'insigne honneur du couronnement qui, le 16 mai 1857, lui fut accordé sur requête présentée par M. Maupied au pape Pie IX⁽¹⁾. Ce pontife, après avoir constaté et admis la validité des trois conditions requises et nécessaires à cette distinction, antiquité, popularité et vertus miraculeuses, lui décerna la couronne d'or et envoya de Rome les riches insignes destinés à la Vierge et à son Fils. La cérémonie du couronnement eut lieu les 8, 9 et 10 septembre 1857, sous la présidence de Mgr Le Mée, évêque de Saint-Brieuc, assisté de quatre autres évêques.

Quarante-trois ans plus tard, par bref du pape Léon XIII du 24 octobre 1899, l'église Notre-Dame était elle-même élevée à la dignité de Basilique mineure et

(1) Monseigneur Maupied, Prêlat du Pape, né à la Poterie, près Lamballe, ancien vicaire de Guingamp, mort recteur de Saint-Martin de Lamballe.

en obtenait tous les privilèges⁽²⁾, savoir : le droit de beffroi et le droit de costume; la consécration officielle en fut faite par Mgr Fallières, évêque de Saint-Brieuc, le jour du pardon annuel, le 3 juillet 1900, en présence de huit évêques.

Ce jour-là, lorsqu'à l'heure habituelle, à la tombée de la nuit, la procession quitta la basilique une pluie diluvienne s'abattit sur la ville et menaça de tout gêner; les pèlerins et le clergé s'armèrent de courage et, pendant deux heures au moins, demeurèrent sous l'averse; peu s'en fallut que l'affirmation de Ropartz, qui prétend que jamais de mémoire d'homme l'inclémence du temps n'a empêché la procession de sortir ne fût mise en défaut, mais cette fois encore la procession s'accomplit et les feux de joie s'allumèrent en dépit de la pluie diluvienne.

A différentes reprises, le sanctuaire de Notre-Dame de Bon-Secours a été l'objet de pèlerinages collectifs, accomplis par des paroisses et même des diocèses entiers. Les deux plus importants de ces pèlerinages furent celui des habitants de Châtaudren en 1773, et le pèlerinage dit National en 1874.

Le 18 août 1773, à la suite d'un violent orage, la digue de l'étang de Châtaudren se rompit, et la ville fut submergée jusqu'à la hauteur du premier étage des maisons de la place. Il y eut plus de cinquante victimes, dont quarante furent ensevelies le même jour, après dix jours d'immersion. La population effrayée avait invoqué la Vierge Noire et fait le vœu

(2) *Droit de prééminence.* — Notre basilique prenait rang immédiatement après les cathédrales épiscopales et devenait ainsi la première du diocèse.

Symbole du droit de pavillon. — Immense parasol, armature en bois, recouverte d'étoffe de soie à bandes rouge et jaune.

Symbole du droit de beffroi. — Clochette fixée au milieu d'un beffroi en bois sculpté et armorié porté par une hampe.

Symbole du droit de costume. — Les prêtres attachés à notre basilique ont le droit de porter un camail aux couleurs de la basilique.

de venir à son sanctuaire. Ce vœu fut accompli le mois suivant, toute la population vint en procession jusqu'à Guingamp, où elle fut reçue à son entrée en ville par le clergé de Notre-Dame, accompagné d'un très grand nombre d'habitants de notre ville.

Le pèlerinage national de 1874 fut accompli par près de cent mille pèlerins appartenant à divers diocèses de France qui, pendant la guerre de 1870, s'étaient mis sous la protection de Notre-Dame de Guingamp. Cette grandiose manifestation eut lieu au moment du pardon annuel, les 4, 5 et 6 juillet, sous la présidence de Mgr David, assisté des évêques d'Aire, du Puy, de Bayeux, de Vannes, etc. Jamais affluence aussi considérable ne s'était vue en notre ville, et la municipalité dut prendre des dispositions toutes spéciales pour abriter cette foule et la nourrir.

Nous avons vu que pendant la Révolution le pardon fut aboli et fut remplacé en 1799 par une foire, mais quand en 1805 on recommença à le célébrer, la foire fut conservée et la fête religieuse se doubla d'une véritable fête profane devenue de nos jours très importante.

La grande cérémonie du pardon a lieu le soir du premier samedi de juillet, après la chute du jour, et se termine par une procession aux flambeaux qui est la manifestation la plus curieuse et la plus originale de la Bretagne.

Ordinairement, de quinze à vingt mille pèlerins défilent pendant plus de trois heures dans les principales rues de la ville; chacun d'eux porte un cierge allumé, et ce cortège lumineux, immense serpent remuant, ondule ses anneaux de feu dans la nuit, au milieu des rues elles-mêmes illuminées et pavées. Des groupes de paysans et de paysannes aux costumes divers, venus de tous les coins de la Bretagne, chantent en breton, en latin ou en français, sur des airs de mélodies, des hymnes à la Vierge. De multiples chaises dorées contenant des saintes reliques sont

portées sur les épaules de jeunes hommes ou de jeunes femmes, au milieu d'innombrables bannières et oriflammes de toutes les paroisses du pays; puis la Vierge Noire s'avance, portée triomphalement devant un cortège d'évêques mitrés et crossés; enfin les feux de joie qui éclairent la procession de leurs lueurs fauves dans le cadre moyen-âgeux de la grande place font vraiment de cet ensemble un spectacle inoubliable. Et de sa masse impressionnante et immuable l'antique basilique préside à cette communion des siècles qu'elle a déjà vécus.

Après la messe dite des pèlerins, à minuit, la foule essaye de se procurer un gîte; nombreux sont ceux qui demeurent et dorment dans la basilique même; à deux heures du matin, c'est un spectacle curieux à contempler, que celui de cette nef immense remplie de dormeurs au milieu des cierges allumés, et dans une atmosphère lourde de toute la gamme des parfums. Les autres pèlerins, suivant la capacité de leur bourse, se logent où ils peuvent, mais le plus grand nombre dort sur les places publiques, et, ainsi que le dit Ch. Le Goffic, dans l'« Ame bretonne » : « Les maisons particulières et les auberges ne suffiraient pas d'ailleurs pour abriter tout ce peuple. A Guingamp, où l'on compte quelquefois jusqu'à 15.000 pèlerins, la municipalité, moyennant quelques bottes de paille, transforme en dortoirs les places et les promenades publiques. Ces veillées de pardon ressemblent à des veillées de bataille; on y chante, on y boit, on s'y grise de rancunes et d'alcool. Au matin seulement les têtes lourdes retombent sur la litière, pour goûter un repos que ne tardent pas à interrompre les carillons de l'église sonnant à toute volée. »

CHAPITRE XXIV

La fin du Penthhièvre

Après la mort de Mercœur, M^{me} de Martigues, retirée dans son château de Lamballe, gère elle-même ses domaines du duché, constitués par de nombreuses propriétés foncières disséminées dans les seigneuries de Guingamp, Lamballe, Moncontour, La Roche-Suhart et l'Île de Bréhat. A Guingamp, la duchesse possédait personnellement le château, les remparts avec les portes et les douves, le moulin seigneurial de Toulquellenie et différents immeubles en la ville, situés sur le Vally, sur la place du château, notamment toutes les maisons faisant face aux tours de l'église Notre-Dame, et, dans la rue du Pois-d'Argent, la maison d'ile du Cens, habitée par le procureur fiscal de la seigneurie.

A sa mort, en 1613, César de Vendôme, dont le mariage avec Françoise de Mercœur avait été consommé en 1609, devint maître de cette fortune.

La gestion de M^{me} de Martigues, effectuée dans un calme complet, avait permis au Penthhièvre de reconstituer en partie son ancienne prospérité, mais, dès la venue de César de Vendôme, ce prince ambitieux et intrigant n'eut rien de plus pressé que de jeter le trouble dans le pays, en s'insurgeant contre l'autorité royale dont il voulait s'affranchir.

En 1624, son ambition grandissant, il songea, à l'exemple de son beau-père, à rendre l'indépendance à la Bretagne, et, pour arriver à ses fins, commit l'im-

prudence de participer à la conspiration de Chalais. Ce fut sa perte.

Richelieu, qui venait de prendre en mains les rênes gouvernementales, et chacun sait avec quelle énergie, ayant appris que le duc tentait de fomenter une rébellion dans la province, l'invita à venir à Blois, accompagné de son fils Beaufort, et les fit arrêter tous les deux.

Vendôme fut immédiatement destitué de son gouvernement de Bretagne et remplacé par le maréchal de Thémines. M^{me} de Vendôme, invitée à quitter la Bretagne, dut se retirer au château d'Anet, que venait de lui léguer sa mère.

Le maréchal de Thémines reçut en même temps que son gouvernement la mission de raser toutes les places de Penthièvre, et Rochegude, exempt du roi, fut chargé d'exécuter cet ordre. Cependant, comme nous l'avons vu, grâce à l'obligeance et à la sagesse du maréchal, Guingamp fut partiellement épargné, seuls le château et les tours furent décapités au niveau des courtines, de l'enceinte. Lamballe et Moncontour furent entièrement démantelés, quelques portes seulement furent épargnées. Cette exécution consacra pour toujours la déchéance militaire du Penthièvre.

A partir de ce moment le pouvoir judiciaire, les administrations fiscales ou communales, comme la communauté bourgeoise de Guingamp, furent définitivement soumises au contrôle du pouvoir royal.

La famille de Vendôme-Penthièvre ne conserva de sa magnificence que la nue propriété de ses domaines, ce qui représentait d'ailleurs de très riches revenus, puisqu'en 1788, malgré toutes les perturbations subies par les ventes successives, ils étaient encore évalués à plus de 200.000 livres.

Cette sévère correction n'empêcha nullement Vendôme de continuer ses intrigues; en 1641, accusé d'avoir encouragé un attentat contre Richelieu, il n'eut que le temps de se réfugier en Angleterre pour sauver sa tête

et ne rentra en France qu'après l'avènement de Louis XIV.

Cette existence orageuse, jointe à une prodigalité naturelle, avait fini par entamer sérieusement la fortune du duc, ce qui l'obligea en 1657 à vendre ses biens du Penthièvre. Cette cession, faite à un sieur Boislève, fut d'abord homologuée par la chancellerie; mais des difficultés survinrent au moment du paiement, un procès s'ensuivit et les biens, soumis à une nouvelle adjudication devant la cour de justice de Paris, furent adjugés cette fois, le 6 août, au roi lui-même.

Vendôme étant décédé quelques mois après cette vente, en 1665, Louis XIV offrit gracieusement son acquisition à sa cousine de Vendôme, qui rentra ainsi en possession de son patrimoine.

Cette donation fut confirmée par lettre patente, le 7 septembre 1665.

M^{me} de Vendôme mourut en 1669, et sa dépouille mortelle alla reposer près de celle de sa mère, en la chapelle des Capucins de Paris.

Son fils et héritier, Louis de Vendôme, marié en 1651 à Laure Mancini, nièce de Mazarin, entra dans les ordres à la mort de sa femme en 1657, et devint le cardinal de Vendôme en 1664. Il mourut quelques mois seulement après sa mère, en 1669, laissant son héritage à son fils unique Louis-Joseph.

Louis-Joseph de Vendôme, dit Vendôme, fut le plus célèbre des ducs de ce nom; ce fut lui qui, par sa grande victoire de la Villaviciosa, assura la couronne d'Espagne au jeune Philippe V; aussi lorsqu'il mourut en Espagne, en 1713, fut-il enterré à l'Escorial, nécropole des souverains espagnols.

Pendant cette période des événements assez importants se produisirent à Guingamp.

En 1666, Guingamp reçut la visite du duc de Mazarin, beau-frère du cardinal de Vendôme. Ce prince séjourna deux mois au Roudouron, où, dans la solitude

et la dévotion, il essaya d'oublier ses malheurs conjugaux.

L'année suivante, en 1667, Louis XIV étant tombé gravement malade, Guingamp et l'abbaye de Sainte-Croix organisèrent des réjouissances publiques pour fêter sa convalescence. La ville, le 22 avril, fit un grand feu de joie et organisa des jeux. L'abbaye de Sainte-Croix suivit cet exemple le 1^{er} mai. Une grand'messe en musique, à laquelle participèrent dix-huit violons, des harpes et autres instruments, fut célébrée dans la chapelle de l'abbaye. Le vin coula à flots toute la journée, aux frais des moines, devant la porte du capitaine Silot. On but à la santé du roi et on jeta des pièces de monnaie dans le Trieux.

Le soir un feu de joie porté sur un radeau fut promené sur la rivière jusqu'au moulin de Rochefort, et cela au bruit des salves de mousqueterie.

Vendôme était propriétaire du Penthievre quand se produisit en Bretagne la fameuse insurrection de 1675, dite du papier timbré ou des bonnets rouges, mais il n'y prit aucune part.

Cette insurrection fut provoquée par l'établissement d'impôts nouveaux d'une forme particulière : papier timbré, taxe sur le tabac, etc. Les Bretons, n'étant pas familiarisés avec ces sortes d'impôts, accueillirent très mal cette innovation. Il y eut d'abord de petites émeutes, mais sans grande portée ; l'année 1674 fut même relativement calme, l'attention du peuple ayant été absorbée par la menace d'un débarquement hollandais sur nos côtes ; d'autre part, le duc de Chaulnes, en mobilisant et rassemblant toutes les milices à Brest, avait annihilé du même coup la force combattive qui aurait pu aider les mécontents. Mais, dès que l'alerte fut terminée et les miliciens rentrés chez eux, les campagnards, écrasés d'impôts, et ruinés par la guerre, refusèrent d'obtempérer aux exigences du fisc.

Le duc de Chaulnes, gouverneur de la province, n'hésita pas, et ce fut dans le sang qu'il étouffa les plaintes ;

ce fut au sujet de cette insurrection que M^{me} de Sévigné écrivit à sa fille, le 26 octobre 1675 : « Cette province a grand tort, mais elle est rudement punie et au point de ne s'en remettre jamais. Les malheurs de cette province achèvent de tout ruiner. » Dix jours plus tard elle écrivait encore : « M. et M^{me} de Chaulnes ne sont plus à Rennes, les rigueurs s'adoucissent ; à force d'avoir pendu, on ne pendra plus ! »

Le 3 mai 1675, le duc de Chaulnes écrivit à la communauté bourgeoise de Guingamp qu'il était convaincu de la fidélité de la ville et de son zèle au service du roi ; qu'il croyait inutile de l'exhorter, mais comme il se pourrait, ainsi qu'il était arrivé à Rennes, que quelques canailles voulussent profiter des désordres, il était utile dès à présent de rassembler les compagnies de milice, de s'opposer à tout attroupement et de maintenir la tranquillité publique.

A la suite de cet avertissement, la communauté bourgeoise s'empessa d'affirmer son loyalisme, de lever quatre compagnies de milice et d'établir une garde permanente afin de maintenir l'ordre.

Cette tranquillité n'était en effet qu'apparente ; Guingamp était à la veille d'une émeute qui, peu s'en fallut, faillit devenir maîtresse de la rue ; mais la milice tint bon et s'empara des principaux factieux.

La communauté bourgeoise, effrayée, se hâta de protester contre toute participation à cette échauffourée et envoya au duc de Chaulnes une députation chargée d'affirmer sa fidélité et sa loyauté au service du roi.

Cependant, le marquis de la Coste, lieutenant grand prévôt, fut immédiatement envoyé à Guingamp pour faire le procès des mutins, et trois d'entre eux furent condamnés à la pendaison. Leur exécution, ainsi qu'il ressort de la délibération communale du 6 juin, coûta dix livres pour les charpentiers chargés d'établir les potences et cinquante livres pour l'exécuteur.

Ces exécutions n'empêchèrent nullement les troubles

de s'aggraver, aussi les pendaisons se multiplièrent dans toute la Bretagne.

Les habitants de Plouisy refusèrent de payer la gabelle, mais ne se livrèrent à aucune violence et, grâce à Charles d'Acigné, sire de Kernabat, il n'y eut pas de répression sérieuse; cependant, l'un des factieux faillit y laisser sa tête, il s'appelait Tilly et était métayer à Parc-Pruc. Ce fermier s'était affilié à une bande de bonnets rouges et avait tenté d'ameuter d'autres paysans pour aller piller Guingamp.

La tentative n'eut aucun succès et, capturé, il allait payer cher son entreprise, quand le sire de Kernabat lui sauva la tête, pour ne pas perdre une créance de trois cents livres due par Tilly.

Pour empêcher le retour de ces émeutes, le duc fit passer dans toutes les paroisses un registre où chaque paysan, après avoir juré de respecter les ordres du roi, mettait une croix en face de son nom. Ce registre ne fut rempli dans la banlieue de Guingamp que grâce à l'influence des dames de Kernabat et de M^{me} du Gage.

En présence de cette menace de pillage, la communauté bourgeoise, le 10 juillet 1675, avait pris la délibération suivante, ayant pour objet : « Acheter une provision de poudre et de plomb, réparer les murailles, les mettre en état de défense contre les mutins dont on est journellement menacé, sur la menace qu'ils font de venir à Guingamp, insulter, brûler et piller ! »

La terreur régnait en ville, M^{me} de Kernabat écrivait à une amie : « Toutes les femmes ont bien peur et la plupart se mettent dans les couvents; tout est ici dans la consternation la plus grande du monde ! »

Les troupes royales étaient attendues à Guingamp, accompagnant le duc de Chaulnes, et pour leur entretien on y fit contribuer toutes les paroisses d'autour Guingamp, sous quatre lieues à la ronde.

On réunît ainsi 4.230 boisseaux d'avoine, 100 charretées de paille, 150 de foin, 10 de bois, 200 moutons et 48 bêtes à cornes.

Cette occupation précipitée n'eut pas lieu; ce ne fut

que le 16 décembre qu'arriva un régiment, sous les ordres du maître de camp Ollier, chargé de surveiller le pays.

La communauté bourgeoise se montra très accueillante, loua une maison entière pour loger le colonel Ollier; les officiers furent installés aux frais de la ville dans la meilleure hôtellerie, « Le Cheval-Blanc », et les soldats dans les autres hôtelleries de la ville.

Ce bon accueil fut sans profit, car plus les bourgeois se montrèrent complaisants plus les soldats devinrent exigeants, et bientôt même ne se gênèrent plus pour piller et marauder, n'ayant d'autre loi que celle de leur bon plaisir.

Des fonds furent recueillis pour régler les frais de cette occupation militaire; mais le colonel Ollier, aussi pillard et voleur que ses subordonnés, exigea cet argent, disant vouloir régler lui-même ses dépenses, l'empêcha sans en donner quittance et ne paya rien du tout, de sorte que la communauté bourgeoise dut payer deux fois.

Le duc de Chaulnes vint lui-même à Guingamp, le 14 février 1676, et comme bienvenue exigea immédiatement une somme de 2.000 livres, pour l'entretien de son escorte jusqu'au 1^{er} mars, menaçant d'occuper la ville jusqu'au 15 avril s'il n'était obéi.

Huit notables furent délégués pour le supplier d'avoir pitié de la Ville, dont les finances avaient été englouties par les frais d'entretien de ses troupes; ce fut peine perdue, le duc renvoya insolemment les délégués et les menaça d'une nouvelle imposition s'ils insistaient.

Il fallut vider tous les coffres de la fabrique, les troncs des églises et des œuvres de bienfaisance pour obtenir la somme exigée, que les bourgeois durent compléter. Mais le paiement fut effectué sans retard, afin d'éviter un plus long séjour de ces hôtes indésirables.

Quelques semaines plus tard, les bourgeois durent se cotiser de nouveau pour éviter une nouvelle calas-

trophe; le duc de Chaulnes, alors à Quintin, sachant la terreur qu'il inspirait aux Guingampais, leur écrivit assez ironiquement : « Que d'autres troupes se trouvaient dans les pays de Léon et de Tréguier et que, faute de subsides possibles dans ces régions, ils feraient bien d'avancer la somme nécessaire à leur retour, pour éviter que ces troupes ne soient retardées ou envoyées à Guingamp : Il serait bon, disait-il, que vous veuillez, si vous ne trouvez personne qui voudrât rendre ce service à la province, pour éviter que ceux qui seront déchargés de troupes par cet expédient ne les rejettent sur vous ! Profitez donc de cet avis. »

Nos bourgeois ne se le firent pas dire deux fois et payèrent tout ce qu'on voulut.

Quelques mois plus tard, le duc et la duchesse de Chaulnes venaient visiter Guingamp ; les habitants timorés surent déguiser leurs rancunes, leur firent une réception superbe et offrirent une gigantesque collation; on présenta à la duchesse quatre immenses terrines de confitures d'écorces de citrons, d'écorces d'oranges, de pommes reinettes et de fruits divers, plus un grand nombre de bouteilles de vin doux d'Espagne et de liqueurs variées. Le duc et la duchesse se montrèrent satisfaits, mais lorsque les habitants les virent quitter Guingamp ils le furent au moins dix fois plus.

Deux ans plus tard, en 1678, il fut question d'un voyage du roi Louis XIV en Bretagne, et Guingamp, en prévision de cette visite, reçut l'ordre du duc de Chaulnes de construire une glacière qui coûta 372 livres 13 sols et qui ne servit jamais.

La révocation de l'Edit de Nantes, en 1685, ne fut pas sans produire quelque émoi dans notre région. Les réformés qui existaient dans notre pays n'étaient pas très nombreux, mais il y en avait, et de très honorables, et ceux qui refusèrent d'abjurer furent traqués et dépossédés de leurs biens.

A Guingamp, une seule famille protestante existait, celle du maître apothicaire Pierre Ullier, composée de

lui et de sa sœur Anne Ullier, veuve de Jacques du Lac, dont elle avait eu onze enfants, sept garçons et quatre filles. Ces malheureux furent arrêtés et obligés de se convertir pour conserver leur modeste situation.

A Bourbriac, deux jeunes filles, Sarah et Léonore Thomas, durent aussi abandonner leur religion.

Un descendant de Gouicquet, Isaac Gouicquet, sieur du Tertre, qui était sénéchal de la Moussaye, seigneur de Quintin, fut dépouillé de ses biens, il était âgé de 67 ans et avait trois fils et deux filles; il persista obstinément dans ses convictions, il préféra s'expatrier et gagna Jersey. Les enfants se convertirent et, par ordonnance royale du 16 avril 1687, furent remis en possession de leur patrimoine. Leur tante, Catherine Gouicquet, veuve du sieur des Moulins de Trédaniel, se convertit, ainsi que son fils et sa fille, pour ne pas être dépouillés.

En 1691, le roi d'Angleterre Jacques II, chassé par ses sujets, se réfugia en Bretagne et vint séjourner au château de Kerano, à trois kilomètres de Guingamp. Aucune réception officielle ne lui fut faite, mais la ville lui offrit un souper, un logement où il passa sa première nuit, et le lendemain vingt chevaux destinés à le transporter, lui et sa suite, à sa nouvelle résidence.

Le duc de Vendôme, qui hérita du Penthievre en 1669, fut le généreux donateur qui permit aux dames hospitalières de construire leur bel établissement qui existe encore; mais, prodigue comme son aïeul, il ne tarda pas à vendre ses biens, et en 1686 il vendit tout son duché de Penthievre à sa cousine M^{me} de Conti, fille légitimée de Louis XIV et de Louise de la Vallière; elle était alors veuve du prince Louis de Conti. Ce fut pendant cette possession que M^{me} de la Vallière, alors religieuse carmélite, exerça, comme nous l'avons vu, son influence au profit des Carmélites de Guingamp, au grand détriment de la communauté bourgeoise.

M^{me} de Conti revendit son duché en 1696 au comte de Toulouse, fils légitimé de Louis XIV et de M^{me} de Montespan, en faveur duquel et de ses hoirs le duché

pairie de Penthièvre fut reconstitué par lettres patentes du mois d'août 1698.

Ce prince, marié à Victoire-Sophie de Noailles, eut un seul fils, Louis-Jean-Marie, qui porta toujours le nom de duc de Penthièvre.

Le duc de Penthièvre, marié à Marie-Thérèse d'Este et de Modène, hérita du duché en 1737. Ce duc vint plusieurs fois à Guingamp, où il fut toujours accueilli par des marques de profonde sympathie de la part des habitants qui l'estimaient beaucoup. Il vint notamment en 1747; en son honneur on tira des boîtes, on fit un grand feu de joie, on illumina la ville et on tendit les rues. Ce fut une véritable fête pour la ville et pour tout le pays, le duc était descendu aux Salles. Il revint à Guingamp en 1767, en revenant d'un pèlerinage à Tréguier.

Après son mariage le duc de Penthièvre vécut retiré, partageant son temps entre ses diverses charges et son goût très vif pour la campagne. La mort prématurée de sa femme, le 30 avril 1754, augmenta encore son goût pour la retraite, dans laquelle, après un voyage en Italie (1754-1755), sous le nom de comte de Dinan, il se renferma plus que jamais. Il se retira dans sa belle propriété du château de Bizy, près de Vernon, ne s'occupant guère que d'y faire le bien. Il fonda les hôpitaux de Crécy et des Andelys, qui lui coûtèrent près de 400.000 francs, et le collège de Vernon.

Prince instruit et intelligent, il aimait à recevoir les savants et philosophes de son époque : Jean-Jacques Rousseau fut souvent parmi ses invités; Florian vécut longtemps dans son entourage; on dit même qu'il composa ses fables pour distraire son hôte.

Il mourut au château de Bizy, le 4 mars 1793, respecté même par les révolutionnaires.

Des sept enfants issus de son mariage, il en perdit cinq en bas-âge : le duc de Rambouillet, le comte de Guingamp, le duc de Châteauvillain, et deux filles.

Le duc de Lamballe, le seul fils qui lui resta, fut aussi débauché que son père fut vertueux; marié en

1676 à Louise de Savoie-Carignan, il continua après son mariage sa vie de débauche, ne fut nullement retenu par les charmes de sa jeune femme, qui n'avait que dix-sept ans, et mourut un an après victime de ses vices, après avoir contaminé sa femme d'une maladie honteuse. Ce fut cette malheureuse princesse de Lamballe, devenue l'amie et la confidente de la reine Marie-Antoinette, qui périt en 1792 au cours des massacres de septembre, et dont le corps fut l'objet d'outrages raffinés de cruauté.

Le deuxième enfant du duc de Penthièvre fut Louise-Marie-Adélaïde, mariée en 1769 au duc de Chartres, fils aîné du duc d'Orléans, et lui-même duc d'Orléans à la mort de son père, en 1785. Ce prince intelligent, mais sans préjugés, grand seigneur, habile à tous les sports, très prodigue et couvert de dettes, mal vu par les courtisans de Marie-Antoinette, adopta à la Révolution les idées nouvelles et se fit appeler Philippe-Egalité. Il fit partager ses idées à ses enfants, grâce à la complicité de leur directrice, M^{me} de Genlis, et cela malgré l'intransigeance de sa femme, dont il vécut séparé les derniers jours de sa vie.

Membre de la Législative et du Club des Jacobins, il vota la mort du roi, ce qui ne sauva pas sa tête, car il fut exécuté à Paris, le 6 novembre 1793. Il laissait quatre enfants, dont l'aîné fut Louis-Philippe, roi de France.

Le dernier prince qui ait porté le nom de duc de Penthièvre a été Pierre-Philippe, né en 1845, fils du prince de Joinville.

Tels furent les derniers seigneurs ayant possédé le Penthièvre ou en ayant porté le nom.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER	
Les origines du pays.....	15
CHAPITRE II	
Les premiers Penthièvre.....	21
CHAPITRE III	
Alain Fergent, premier comte de Richemont. — Etienne, comte de Guingamp et de Penthièvre...	32
CHAPITRE IV	
Les démêlés de Henri 1 ^{er} de Penthièvre. — Alain de Penthièvre	43
CHAPITRE V	
CHAPITRE VI	
Henri II de Penthièvre, dit Henri d'Avaugour....	68
CHAPITRE VII	
Henri III et Henri IV d'Avaugour. — Guy de Bretagne, comte de Penthièvre.....	80
CHAPITRE VIII	
Guerre de Succession de Bretagne, 1 ^{re} période : 1341-1347	91
CHAPITRE IX	
Guerre de Succession de Bretagne, 2 ^e période : 1347-1364 (bataille d'Auray).....	105
CHAPITRE X	
Les dernières années de Jeanne la Boiteuse.....	121
CHAPITRE XI	
Jean de Penthièvre et Marguerite de Clisson.....	131
CHAPITRE XII	
L'attentat de Champtocéaux. — Ses conséquences.	150

CHAPITRE XIII

L'Administration communale. — La Communauté bourgeoise de Guingamp.....	168
--	-----

CHAPITRE XIV

Commerce et fêtes avant la Révolution.....	182
--	-----

CHAPITRE XV

L'Administration rurale	199
-------------------------------	-----

CHAPITRE XVI

Pierre de Bretagne et Françoise d'Amboise. — Comte et comtesse de Guingamp.....	220
--	-----

CHAPITRE XVII

Guingamp, ville ducale.....	237
-----------------------------	-----

CHAPITRE XVIII

Tribulations des Penthièvre en exil.....	265
--	-----

CHAPITRE XIX

Jean IV de Brosse, comte de Penthièvre, duc d'Etampes. — Retour des Penthièvre en Bretagne.	279
--	-----

CHAPITRE XX

La ville de Guingamp autrefois.....	291
-------------------------------------	-----

CHAPITRE XXI

Sébastien de Luxembourg, dit Martigues, et Mer- cœur, ducs de Penthièvre.....	331
--	-----

CHAPITRE XXII

La Ligue dans le Penthièvre (<i>suite et fin</i>). — Capi- tulation et mort de Mercœur.....	349
--	-----

CHAPITRE XXIII

La Basilique de Notre-Dame et le Pardon de Notre-Dame de Bon-Secours.....	365
--	-----

CHAPITRE XXIV

La fin du Penthièvre.....	387
---------------------------	-----
